

YANN MONCOMBLE

L'IRRÉSISTIBLE
EXPANSION
DU
MONDIALISME

FAITS ET DOCUMENTS

DU MÊME AUTEUR :

La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme (Editions Faits et Documents, 1980)

**La République Universelle ou le Culte du Pouvoir Mondial
(*en préparation*).**

Yann MONCOMBLE

« Ne vous laissez égarer
par personne » J. Paul

L'IRRÉSISTIBLE EXPANSION DU MONDIALISME

« Pour résoudre définitivement la question sociale, il(s) propose(nt) de partager l'humanité en deux parts inégales. Un dixième obtiendra la liberté absolue et une autorité illimitée sur les neuf autres dixièmes qui devront perdre leur personnalité et devenir en quelque sorte un troupeau. »

DOSTOIEVSKI

« Les Possédés » (p. 401)



FAITS ET DOCUMENTS

Il a été tiré de cet ouvrage
vingt exemplaires sur Alpha
numérotés de 1 à 20, le tout
constituant l'édition originale.

Imprimé en France
1981 by Yann Moncomble, Paris
Tous droits réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.

Veillez adresser toute communication concernant cet ouvrage
à Yann Moncomble — B.P. 24, 27330 La Neuve-Lyre

« Si les hommes ne savent pas au préalable établir ce Gouvernement International, qui seul pourrait faire éviter la future grande guerre, il sera institué d'office aussitôt après celle-ci, car les Etats seront tellement ruinés, affaiblis dans leurs situations financière et démographique, qu'ils ne pourront plus se relever par leurs propres moyens. Instinctivement, ils chercheront à se réfugier sous l'égide d'une Puissance imaginaire pour implorer aide et protection. Ce sera l'effondrement des nationalismes. »

A.J. Pellat

*Société des Nations et
Gouvernement International
(Tunis, 1938, p. 9)*



PREFACE

Le succès bien légitime de son précédent ouvrage, *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, paru l'an dernier, a incité mon ami Yann Moncomble à publier ce nouveau livre.

Dans le premier, il passait en revue les organisations se réclamant du mondialisme et qui sont parvenues à placer dans les avenues du pouvoir ou aux rouages essentiels des Etats, tant d'agents discrets, tout dévoués aux grands intérêts de la Haute Finance internationale.

Il y était question de la Trilatérale, la plus connue — de nom en tout cas — et, probablement, l'une des plus agissantes et des plus pernicieuses, dont j'ai moi-même longuement parlé au moment de son introduction en Europe (1), ainsi que d'une foule d'associations, de clubs, de mouvements, d'organismes et d'officines, non moins discrets, introduits dans les milieux les plus divers et exerçant, en leur sein, une influence souvent considérable.

(1) Dans son livre, d'une actualité brûlante, intitulé *Les 200 familles au pouvoir*, lequel complète ses ouvrages sur les oligarchies financières et cosmopolites (*Les financiers qui mènent le monde*, *La Haute Banque et les Trusts*, *l'Europe des Banquiers*, *La Haute Finance et les Révolutions*, *Le Secret des Dieux*), ainsi que dans un article important de son *Dictionnaire de la Politique Française* (3 tomes), volumes édités par les *Publications Henry Coston* (B.P. 92-18, 75862 Paris Cedex 18), on lira avec profit ce qu'il a écrit sur la Trilatérale et sur les organisations internationales liées au « Gros Argent » et aux dynasties capitalistes.

Yann Moncomble, le premier en France a réuni sur la *Round Table* et *Bilderberg*, le *Royal Institut of International Affairs* et le *C.F.R.*, la *Pugwash* et l'*Institut Atlantique*, pour ne citer que cette demi-douzaine d'organisations mondialistes, une documentation vraiment exceptionnelle. Démêlant les liens tenus et invisibles qui les lient si souvent au Big Business et à la City, il nous a fait entrevoir la servilité de leurs animateurs officiels à l'égard des grands intérêts cosmopolites.

Chercheur habile, d'une opiniâtreté exceptionnelle et d'un flair sans égal, Yann Moncomble a débusqué nombre de personnages et d'entreprises, dont l'activité souterraine, en tout cas confidentielle, échappait à nos investigations. Il continue aujourd'hui dans *L'irrésistible expansion du mondialisme*.

Des centaines de personnalités de la politique, de la diplomatie et de la finance sont ainsi épinglées au tableau de la conjuration mondialiste comme le ferait, des plus beaux spécimens, un collectionneur de papillons. Sans jamais faire preuve d'animosité à l'égard des hommes, cet entomologiste d'un genre très particulier s'emploie à nous présenter chacun de ces personnages qui se font les instruments dociles, parfois inconscients, il faut bien le dire, d'une odieuse machination contre les peuples.

Il démasque également ces mystérieuses sociétés qui se présentent à nous comme des organisations humanitaires et qui ne sont que les courroies de transmission d'un pouvoir occulte, avide et sanguinaire.

En premier lieu, *Amnesty International* : Yann Moncomble en fait l'historique avec minutie et sans complaisance. Vous apprendrez par lui comment un garçon sympathique, dont la famille a été victime d'une aveugle répression en Irlande, circonvenu par de trop rusés inspirateurs, en est venu à constituer un organisme dont l'objet essentiel

n'est plus que la défense des terroristes. Vous connaîtrez ainsi les arcanes de cette société aux ramifications multiples et les noms des associés et des commanditaires de son principal animateur.

A d'autres organisations, moins connues mais tout aussi agissantes, l'auteur de ce livre consacre plusieurs chapitres documentés et révélateurs :

la *Pan-Europe*, de feu Coudenhove-Kalergi, fils d'un héritier de Byzance devenu diplomate de François-Joseph et d'une élégante sujète du Mikado,

et les *International Conferences on the Unity of the Sciences* dont le maître de la secte Moon est l'inspirateur et le financier, font l'objet d'exposés éloquents.

L'ensemble de ce réquisitoire mesuré et sans faille est précédé d'un historique de l'évolution du mondialisme, de la Révolution Française à nos jours. C'est probablement la partie la plus importante de l'ouvrage : elle permettra au lecteur de mieux comprendre comment tant de gens de bonne foi se sont laissés embarquer dans cette galère et y rament sous la direction des pires adversaires de leurs idées ou de leurs principes, pourquoi d'admirables défenseurs de la Nature, par exemple, qui se sont jetés à corps perdus dans le combat contre un « progrès » inhumain, se trouvent associés à une action particulièrement néfaste.

Faut-il voir là les résultats d'un adroit noyautage qui, inlassablement poursuivi, rallie chaque jour à une cause funeste, parmi des ambitieux et des arrivistes, tant d'honnêtes et courageux citoyens ?

La lecture de ces pages vous permettra de vous faire une opinion et, sans doute, de ne pas tomber à votre tour, dans le piège grossier du mondialisme.

Henry COSTON

CHAPITRE PREMIER

L'IRRESISTIBLE EXPANSION DU MONDIALISME

Si, dans les années 1870, ce fut John Ruskin qui popularisa l'idée de l'instauration d'un « climat socialiste » dans l'agriculture et l'industrie, prémice de l'internationalisme vrai fondé sur une théorie de gouvernement mondial, il ne faut pas oublier qu'il eut d'illustres prédécesseurs.

DE LA REVOLUTION FRANÇAISE A L'ANNEE 1900

Sans vouloir étudier ici le rôle de la Franc-maçonnerie dans le déroulement de la Révolution de 1789, — d'autres l'ayant fait bien avant nous —, constatons toutefois que, de l'aveu même du Frère Sicard de Plauzolles : « La Révolution française n'est qu'un moment de l'histoire préparé par une lente élaboration, elle n'est qu'un degré de l'échelle du progrès, elle ne termine rien, elle n'est pas une conclusion ; elle ne peut être, pour la société moderne, qu'un point de départ. La Franc-maçonnerie peut avec un légitime orgueil considérer la Révolution comme son œuvre. Un ennemi de notre Ordre a dit justement : « L'esprit maçonnique enfanta l'esprit révolutionnaire. » C'est le plus précieux témoignage que l'on puisse rendre à la maçonnerie dans le passé » (1).

(1) Convent maçonnique du G. O. F. de France, septembre 1913. Notons également que, sur 578 députés du Tiers aux Etats Généraux, 477 étaient régulièrement inscrits dans une Loge maçonnique ainsi que 90 députés de la Noblesse.

Le rôle des « Philosophes » dans cette « Révolution » et dans l'enfantement de « l'esprit révolutionnaire », fut justement des plus importants. C'est un franc-maçon autorisé, M. Bazet, secrétaire du Grand Orient, qui nous en fournit la preuve. Il écrit : « Déjà par leur parole dans les diverses classes de la société et particulièrement dans la classe intermédiaire, celle entre la noblesse et le peuple, les francs-maçons avaient préparé les esprits à une grande révolution morale, lorsque les ouvrages des philosophes Helvétius, Voltaire, J.-J. Rousseau, Diderot, d'Alembert, Condorcet, Cabanis, apportèrent leur puissante et vive lumière, comme le soleil vient se confondre avec le jour pour en augmenter l'éclat. Il n'y eut pas, il ne pouvait y avoir lutte entre les francs-maçons et les hommes illustres de la philosophie ; le but des uns et des autres était le même » (2).

Et pour cause : Claude Helvétius, selon Gustave Bord, aurait été, avec Jérôme Lalande, l'un des fondateurs de la Loge *Les Sciences* vers 1776. Sa veuve fit cadeau à Jérôme Lalande du tablier maçonnique de son mari. C'est ce même tablier qui fut remis à Voltaire le jour de son admission à la Loge *Les Neuf Sœurs*, le 7 avril 1778 (3). Quant à Diderot et d'Alembert, ils sont mentionnés comme maçons par N. Deschamps, sans autres précisions.

Toutefois, tout ce beau monde faisait partie d'un très curieux club, appelé le *Club d'Holbach* (4) dont le chef de file était le baron Paul d'Holbach, disciple de Martines de Pasqually, juif portugais, fondateur et Grand Souverain de l'Ordre des Elus Cohen, rite particulièrement mystérieux.

(2) Tableau historique, philosophique et moral de la Franc-maçonnerie, p. 9-10, in *Les Sociétés secrètes et la société* de Deschamps, tome II, p. 2.

(3) « Condorcet, un des plus intimes complices de Voltaire, assure dans le *Tableau des progrès de l'esprit humain*, que Voltaire fut initié aux sociétés secrètes pendant son exil en Angleterre, en 1726, à 32 ans... Dans une conférence faite à l'occasion du centenaire de Voltaire à la Loge de la *Parfaite Union*, le F.^r Dunan, professeur d'histoire au lycée de Marseille, a montré combien avait été capital, pour la formation de ses idées, ce séjour en Angleterre, « où, pendant trois années, il mena la vie d'un Rose-Croix toujours ambulant et toujours caché. » (*Les sociétés secrètes et la société* de Deschamps, p. 16).

(4) Les principaux membres du Club étaient : d'Alembert, Turgot, Helvétius, Condorcet, Diderot, Grimm, César de La Harpe (inspirateur de la République lémanique et son représentant à Paris auprès du Directoire. Membre d'une Loge à Lausanne, et de la Charbonnerie), Thiriot, Damilaville, le comte d'Argental, Naigeon et Lamoignon.

Le secrétaire du Club d'Holbach, M. Leroy, lieutenant des chasses du roi, révéla, quelques jours avant les journées des 5 et 6 octobre 1789, que : « la plupart des livres que vous avez vu paraître depuis longtemps contre la religion, les mœurs et le gouvernement, étaient notre ouvrage ou celui de quelques auteurs affidés. Tous étaient composés par les membres ou par les ordres de la société. Avant d'être livrés à l'impression, tous étaient envoyés à notre bureau ; là, nous les révisions, nous ajoutions, nous retranchions, nous corrigions, selon que l'exigeaient les circonstances... L'ouvrage paraissait ensuite, sous un titre et sous un nom qui cachaient la main d'où il partait. Ceux que vous avez crus des œuvres posthumes, tels que *Le Christianisme dévoilé*, *La Théologie portative*, sous le nom de l'abbé Bernier, *Le Système de la Nature*, sous le nom de Mirabeau, vrai code d'athéisme et de matérialisme, *Le Bons sens*, du curé Meslier, et divers autres, attribués à Fréret, à Boulanger, après leur mort, n'étaient pas sortis d'ailleurs que de notre société » (5).

Bien des gens, en voyant que ce texte est tiré de Barruel, vont dire que rien ne prouve que cela soit vrai, étant donné que Barruel a fait de nombreuses erreurs — qui n'en fait pas ? — et qu'en plus, étant catholique...

Admettons, et consultons le *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, publié par les *Editions du Prisme*, maison maçonnique. On y apprend que l'auteur du *Christianisme dévoilé* (1756), de *La Théologie portative* (1767), du *Système de la Nature* (1770), n'était autre que Paul d'Holbach, Chevalier M.^r. Elu Cohen de l'Univers et qu'ils furent « tous publiés à Londres sous des noms d'emprunt ».

Comme c'est curieux... à Londres !

Quant à Nicolas Caritat, marquis de Condorcet, il était membre de la Loge *Les Neuf Sœurs* (6), ainsi d'ailleurs que Pierre Cabanis, qui y avait été admis la même année que

(5) *Mémoires sur le Jacobinisme*, par Barruel, tome I, p. 262, in Deschamps, pp. 32-33.

(6) *Dictionnaire des Francs-Maçons Français*. Préface d'Henri Prouteau 33°. Editions Albatros. Bien que les deux auteurs de ce dictionnaire, Michel Gaudart de Soulages et Hubert Lamant, soient Maçons, une autre source maçonnique, celle des Editions du Prisme, in *Le Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, note : « L'appartenance de Condorcet à la Maçonnerie n'est nullement certaine. » Faisons toutefois remarquer qu'il existe un groupe culturel, rattaché à la Grande Loge de France, créé en 1947, portant le nom de Condorcet-Brossolette.

Voltaire, « ... quelques mois avant Roucher qui le présenta à Mme Helvétius de laquelle il devint un familier » (7).

Précision particulièrement importante, c'est Jean Antoine Roucher qui traduisit *La Richesse des Nations* de Smith. Cela ne lui évitera malheureusement pas de mourir sur l'échafaud le 7 thermidor an II (25 juillet 1794) avec André Chénier.

Adam Smith, philosophe et économiste écossais (Kirkcaldy, 1723 - Edimbourg, 1790), fit paraître en 1776 « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* », ouvrage qui le fait considérer comme « le véritable créateur de l'économie politique moderne, de l'aveu de tous » (Ch. Gide et Rist), et qui restera, pendant près de cent cinquante ans, le point de départ des études économiques » (8).

« ... deux Premiers ministres anglais, Lord Shelburn et William Pitt (9), avaient été convertis à ses idées. Mais ce ne fut qu'en 1846 que les Corn Laws furent rapportées, et le libre-échange ne fut pas institué avant que Gladstone eût présenté ses budgets de 1853 et de 1860. Ce grand bouleversement politique fut le résultat d'une transformation des idées européennes qui mit à peu près soixante-quinze ans à affecter la politique des gouvernements » (10).

Et, poursuivant sur sa lancée, W. Lippman confesse que « Ce n'est pas par hasard qu'Adam Smith a été incité à écrire *La Richesse des Nations* au moment même où les révolutionnaires américains et français proclamaient les Droits de l'Homme » (11).

Nous ne pouvons que remercier M. Lippman de cet aveu, connaissant les liens qui liaient Adam Smith avec la Loge *Les Neuf Sœurs* et ceux liant aujourd'hui M. Lippman avec la Round Table...

(7) *Dictionnaire Universel de la F.M.*, tome I.

(8) *Alpha Encyclopédie*, tome 14. Note : Charles Gide, professeur au Collège de France, était le président du Comité d'Administration France de la Division Economie et Histoire de la Carnegie Endowment for International Peace. Quant à Charles Rist, professeur d'Economie politique à l'université de Paris (Faculté de droit), il était membre du Comité de la Carnegie. Ils étaient tous deux sous la direction de James T. Shotwell, l'un des fondateurs du C.F.R.

(9) Earl of Chatham, qui donnera son nom au R.I.I.A., Chatham House.

(10) *La Cité Libre*, de Walter Lippmann. Librairie Médicis, 1945, p. 54.

(11) *La Cité Libre*, p. 233.

Ce qui est certain, note Fernand Renaudeau, c'est que « *La Richesse des Nations* a exercé une influence sur la formation du socialisme moderne, ... et s'il ne faut pas chercher dans l'œuvre d'Adam Smith des arguments en faveur de l'interventionisme, du moins peut-on y trouver des arguments décisifs contre le nationalisme économique... » (12).

Il est clair, d'ailleurs, que Charles Hall, l'un des premiers économistes socialistes, s'inspira du raisonnement d'Adam Smith. Dans son livre *Effects of Civilisation* (Effets de la Civilisation, 1805), il préconise comme remède aux maux engendrés par le capitalisme, la nationalisation du sol et l'exploitation de l'agriculture par des petits fermiers.

Entre-temps, « l'esprit révolutionnaire » continuait son travail en France.

En 1792, est publiée à Paris *La République Universelle*, ayant pour auteur un certain Anacharsis Kloost, de son vrai nom baron J.-B. Hermann, Marie de Kloost, né à Guardenthal, duché de Clèves. « Les sociétés secrètes n'eurent pas de membre plus zélé. Il témoigna de bonne heure une grande sympathie aux Juifs. Il dit dans son livre : « Nous trouverons de puissants auxiliaires, de fervents apôtres dans les tribus judaïques qui regardent la France comme une seconde Palestine. Nos concitoyens circoncis nous bénissent dans toutes les synagogues de la captivité. Le juif avili dans le reste du monde est devenu citoyen français, citoyen du monde par nos décrets philosophiques » (pages 186-187) (13).

Fixé à Paris avant 1779, Anacharsis Kloots fut de ceux qui, dans l'ombre, préparèrent le plus activement la Révolution. On le vit paraître le 19 juin 1790 à l'Assemblée nationale avec une troupe de 36 étrangers qualifiés : l'Ambassade du genre humain. Son livre sur *La République Universelle* lui valut en 1792 de l'Assemblée législative le titre de citoyen français. Sa doctrine peut se résumer en une phrase : « Le genre humain vivra en paix lorsqu'il ne formera qu'un seul corps, la nation unique ».

Toutefois, les ouvrages d'Adam Smith, de Charles Hall, de Kloots ou d'Holbach n'attirèrent pas immédiatement l'attention du grand public et des gouvernements.

(12) *Le Parti Travailleiste en Grande-Bretagne*, par Fernand Renaudeau. Aubier, 1947.

(13) *L'Idée de République universelle en France*, par Henri Delassus, 1910, pp. 578-579.

Cependant, ils avaient attiré celle d'autres économistes et réformateurs, « et ceux-ci allaient s'attaquer au problème avec une ampleur et une ardeur qui les placent au premier rang des fondateurs du socialisme en Grande-Bretagne » (14) qui essaimera à travers le monde.

Parmi ceux-ci — noblesse oblige — un « capitaliste », David Ricardo. Économiste anglais, ce fils d'un agent de change, « est né à Londres en 1772. D'origine juive, il était descendant d'une famille de juifs portugais ayant émigré en Hollande puis en Angleterre » (15).

Initié très tôt au monde des affaires, il embrassa la même profession que son père, ce qui lui permit d'amasser une grande fortune. Avant d'entrer au Parlement en 1819, il avait consacré une part importante de son temps à l'étude (15 a). Il publie en 1809 un opuscule « *Du haut prix des lingots comme preuve de la dépréciation du billet de banque* ». (Quel visionnaire !) et, en 1815, « *Essai sur l'influence du bas prix du blé sur les profits et les cours des fonds publics* », dans lequel, reprenant à son compte la théorie de la rente foncière, il en donne le premier un exposé systématique.

Mais surtout, en 1817, paraissent « à la demande de ses amis, les *Principes d'Économie politique et d'imposition* qui allaient avoir une influence imprévue sur la plupart des économistes du 19^e siècle, et non seulement sur les « économistes bourgeois », comme dit Karl Marx, mais sur Karl Marx lui-même et sur les théories socialistes d'Angleterre en particulier » (16). Cet ouvrage sera publié en France en 1819, traduit et annoté par Jean-Baptiste Say.

Partisan des libres-échangistes, Ricardo combat les obstacles apportés à l'importation des blés étrangers en publiant en 1822 un « *Essai sur les prohibitions en agriculture* ».

(14) *Le Parti Travailleiste en Grande-Bretagne*, p. 50.

(15) *Liberalism and the Challenge of Fascism - Social Forces in England and France (1815-1870)* by J. Salwyn Schapiro - Mc Graw-Hill Book Company, 1949, pp. 68-69.

(15a) Ricardo « était fils d'un juif de Lisbonne qui était venu s'établir à Londres comme courtier de change. David Ricardo devint lui-même agent de change, et amassa une fortune considérable qui, à sa mort (1823), s'élevait environ à 14 millions de francs. Il quitta la religion de ses ancêtres pour le culte réformé, et fut nommé en 1817 membre de la Chambre des communes ». (*Dictionnaire universel d'Histoire et de Géographie*, par M.N. Bouillet, 27^e édition. Paris, librairie Hachette et Cie, 1880).

(16) *Le Parti Travailleiste en Grande-Bretagne*, p. 50.

« Mais c'est plus encore par sa correspondance très volumineuse avec les économistes de son temps — Jean-Baptiste Say, Malthus (17), Sismondi (17 a) — que Ricardo contribuera au développement de l'analyse économique. Son influence sur les écoles libérales française et anglaise fut décisive » (18).

Il est un fait certain, c'est que ses arguments furent utilisés largement par les socialistes agrariens partisans de la nationalisation du sol et de la plus-value de la rente, tels que Karl Marx, mais aussi par Henry George, un Américain auteur de *Progress and Poverty* (Le Progrès et le Paupérisme, 1879), par John Stuart-Mill (19), fondateur en 1870 de la « *Land Tenure Reform Association* » (Association pour la réforme agraire) et enfin par John Ruskin.

D'autre part, il n'est pas sans importance de souligner que le mouvement fabien, qui devait avoir, à partir de 1884, une si vive influence sur l'évolution du socialisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, avec Bernard Shaw et Sidney Webb, reprit, en les adaptant au fur et à mesure, les idées directrices de David Ricardo.

Enfin, *Alpha Encyclopédie* note que « Certaines idées de Ricardo ont connu au XX^e siècle un renouveau important. La manière dont il a étudié les problèmes monétaires internes et externes (équilibre de la balance extérieure) est encore invoquée dans les discussions contemporaines ».

Aux Etats-Unis, le même phénomène se développait rapidement sous l'active direction des Loges. Dès 1815, les premiers mouvements véritablement organisés prônant l'ins-

(17) Economiste anglais (1766-1834), fils de l'ami et exécuteur testamentaire de J.-J. Rousseau. Il était l'ami et le collaborateur de Ricardo.

(17a) Jean-Charles-Léonard Simonde de Sismondi, fondateur de l'Economie Sociale et précurseur du Naturisme, était « un partisan enthousiaste et explicite du Fédéralisme ». (*Les Idées de Sismondi*, par J.-C. Demarquette. Edité par la Société Coopérative « Le Trait d'Union », 1930, p. 16).

Son fédéralisme, le prépare à la notion de la Société des Nations, unissant en une libre fédération tous les peuples civilisés. Il indique nettement qu'il croit qu'une société supra-nationale existe en fait. Il parle « de la grande société humaine formée entre les nations indépendantes ». (*Nouveaux Principes d'Economie Politique*, 1818, p. 290).

(18) *Alpha Encyclopédie*, tome 13. Ed. Grange Batelière. Paris.

(19) Fils du philosophe et économiste James Mill. Il travailla un temps pour le compte de l'*East India Company*. Elu député aux Communes, il s'engagea dans la lutte pour obtenir certaines réformes sociales avancées telles que le vote des femmes et la nationalisation des grandes propriétés terriennes.

tauration de la paix mondiale par l'union des nations, prirent simultanément naissance à Londres et à New York, sous l'inspiration de Hall et Ricardo.

En 1841, Clinton Roosevelt publiait un ouvrage intitulé *The Science of Government Founded in Natural Law* (La Science du gouvernement fondée sur la Loi naturelle). « Ce livre reprenait le plan de Weishaupt pour une dictature mondiale de type O.N.U. » (20).

Or, et comme par hasard, sept années plus tard, paraissait à Londres, sous la signature de Karl Marx, *Le Manifeste communiste*. Pour ce, « il avait reçu une importante aide financière de la main à la main de Clinton Roosevelt ainsi que d'Horace Greeley, sans laquelle Marx serait resté un obscur révolutionnaire obsédé (...) » (21).

Horace Greeley, directeur de la *New York Tribune*, dont Marx était le correspondant londonien, était affilié à l'Illuminisme de Bavière, fondé justement par Weishaupt. Marx, lui, avait donné, en mars 1847, son adhésion à une société secrète, « *La Ligue des Hommes Justes* ». De l'aveu même d'un des « marxistes le plus qualifié de l'école française », M. Henri Lefebvre — qui, pourtant, essaie par tous les artifices possibles de nous prouver qu'il n'y avait pas « complot » — : « L'un des dirigeants de la Ligue de Londres, Moll, vint en février 1847 à Paris, où vivait Engels, puis un peu plus tard à Bruxelles, où se trouvait Karl Marx. Il invita Marx à adhérer à la Ligue, pour lui donner une impulsion nouvelle... La « Ligue » remania complètement son organisation. Elle prit le nom de Fédération des Communistes » (22).

Que la partie « visible » de la *Ligue* ait remanié son organisation, admettons-le — mais pas la partie « invisible ». Cela fait trop penser aux méthodes maçonniques : on ne veut pas qu'apparaissent les mots *Loges* et *maçons*, aussi décide-t-on d'appeler cela la *Ligue de l'Enseignement* ou la *Ligue des Droits de L'Homme*, par exemple.

Ce qui fait écrire à Gary Allen que « Karl Marx fut engagé par un groupe mystérieux qui s'appelait la Ligue

(20) *F.D.R. My Exploited Father-in-Law*, by Curtis B. Dall, p. 172.

(21) *The Federal Reserve Hoax*, by Wickliffe Vennard. Forum Pub. Co. Boston.

(22) *La pensée de Karl Marx*, par Henri Lefebvre. Editions Bordas, 1947, pp. 118-119. A la page 80 de cet ouvrage, on apprend que Marx était en contact — sans être adhérent — avec la *Ligue des Hommes Justes* depuis 1844.

des Hommes Justes pour rédiger le *Manifeste Communiste*, comme attrape-nigauds destiné à séduire la populace (...). Tout ce qu'a vraiment fait Marx a été de mettre au goût du jour et de codifier exactement le programme et les principes révolutionnaires établis soixante-dix ans plus tôt par Adam Weishaupt, le fondateur de l'Ordre des Illuminés de Bavière. Et il est bien reconnu par les spécialistes sérieux de ces questions que la *Ligue des Hommes Justes* n'était qu'un succédané de l'Illuminisme... » (23).

Comme on peut le constater, d'ores et déjà, les choses ne sont pas simples... et elles vont se compliquer.

Comme on peut le constater également, nombreux sont les juifs qui participèrent à la naissance du « socialisme ». Ce qui fait dire à Max Nordau, lui-même israélite : « Croyez-vous donc que c'est par hasard qu'au berceau du socialisme contemporain se trouvent les juifs Marx et Lasalle ; que, maintenant encore, parmi les théoriciens du socialisme, les juifs occupent la première place ? Ces hommes ont beau renier leur judaïsme, en eux règne, à leur insu, un atavisme juif » (24).

Aujourd'hui, de pareils propos seraient qualifiés de calomniateurs et d'antisémites ; ils seraient même passibles des tribunaux... mais venant de Nordau, ami de la famille Rothschild...

Ne nous égarons pas.

En Angleterre, l'instigateur du mouvement pacifique pour l'Union des nations fut Joseph Tregelles Price, un maître de forges de Swansea, dans le pays de Galles. Aux Etats-Unis, le fondateur fut David Low Dodge, un commerçant de New York. Ils établirent très rapidement des sections dans leur pays et fondèrent une revue mensuelle : le *Herald of Peace* en Angleterre et l'*Advocate of Peace* aux Etats-Unis.

En 1840, William Ladd, un forgeron américain, publia le fameux « *Essai sur le congrès des Nations* », qu'il réussit à faire passer en tant que projet de loi à la Chambre législative de l'Etat du Massachusetts. Dans le même temps se développait la « *Société pour la Paix* » d'Henry Richard, en Angleterre et, en 1849, Richard Cobden déposait à la Chambre des Communes sa célèbre motion proposant un système d'arbitrage mondial et le libre-échange.

(23) *None Dare Call it Conspiracy*, by Gary Allen. Concord Press, 1971, pp. 25-26.

(24) *Ecrits sionistes*, Max Nordau, 1936, p. 159.

Quelques années auparavant, en 1843, le *Mouvement libre-échangiste européen* de John Bright avait uni ses forces à celles de la « *Société pour la Paix* » (25).

Ces deux groupes, désormais réunis, tinrent leur premier Congrès à Londres en 1843 ; on compta plus de 300 délégués et, « pour la première fois sur le plan international, fut plaidée la cause d'une réforme des livres scolaires dans tous les pays, comme moyen de redresser les préjugés et de faire cesser les dispositions malveillantes de nation à nation » (26).

Ce qui revient à dire que, sous prétexte de « faire cesser les dispositions malveillantes de nation à nation », on doit falsifier l'Histoire... curieuse conception de l'éducation, en vérité...

De 1848 à 1853, les Congrès eurent lieu successivement à Bruxelles, Paris, Francfort, Londres (au même moment que la Grande exposition de 1851) et Edimbourg.

C'est à cette même époque, aux environs de 1850, que la formule « *Etats-Unis d'Europe* » apparut dans l'histoire. On la retrouve dans les ouvrages de Victor Hugo, lors du discours par lequel, en 1849, il ouvrit le *Congrès de la Paix* tenu à Paris. Elle apparaît en même temps en Italie et en Belgique. Au congrès de Lausanne, en 1869, Victor Hugo, qui présidait encore, employa une autre formule : « Nous voulons la grande république continentale ».

Il suffit de rappeler que lors du Convent de 1895 (C.R. p. 209) il était dit : « La Franc-maçonnerie s'efforce de préparer les Etats-Unis non seulement d'Europe, mais de la terre entière ».

On nous rétorqua immédiatement que Victor Hugo n'était pas maçon. Il est exact que nous ne retrouvons son nom

(25) « Cobden avait son franc-parler en ce qui concernait l'Angleterre. Il était convaincu que l'Angleterre bénéficierait de la dissolution de l'Empire, que les colonies continueraient à être de bons partenaires, et la « patrie mère », n'aurait plus à financer leur protection et son maintien... Cobden et Bright regardaient avec une égalité d'âme une éventuelle séparation entre l'Angleterre et ses colonies. » (*Liberalism and the Challenge of Fascism*, p. 198). A part le fait que « l'état d'âme » de Cobden et Bright soit de nos jours une réalité, faisons toutefois remarquer qu'Annie Besant, en parlant de l'indépendance des Dominions, ne tenait pas un langage différent. (Voir *La Trilatérale et les secrets du mondialisme*, p. 99). Annie Besant étant membre de la F.M. et de la Fabian Society, on serait tenté de penser que Cobden et Bright étaient maçons ou très proches d'eux.

(26) *La Bataille de la Paix*, Editions du Monde nouveau, 1947.

sur aucune liste, ni dans aucune loge. Néanmoins, le F. : Alec Mellor, membre du Royal Order of Scotland, Grand expert de la G. : L. : N. : F. : et membre du Souverain du Grand Comité, nous apporte une intéressante information : « Victor Hugo, écrit-il, se refusa toute sa vie à devenir franc-maçon, en dépit de nombreuses démarches faites auprès de lui par les loges politisées de son temps, et dont il partageait les idées » (27).

Ce partage des idées maçonniques pourrait peut-être s'expliquer par le fait que son père était maçon (28).

Malgré un franc succès, la *Société pour la Paix* se désagréga en 1854, à la suite de la guerre de Crimée, qui éclata cette année-là. Si, aux Etats-Unis, la Société passa la guerre sans problème, en Angleterre, Richard Cobden, John Bright et Henry Richard se discréditèrent comme « antipatriotique » en poursuivant à tout prix leurs tournées contre la guerre.

« Le déclin du premier mouvement et l'ascension du second ne créèrent cependant pas de solution de continuité, écrit Arthur Charles Frederick Beales (29), dirigeant du mouvement *The Sword of the Spirit*. Il faut plutôt voir, dit-il, la conséquence de ces changements dans le fait que certains éléments déjà recrutés — le mouvement ouvrier et les spécialistes du droit international — prirent peu à peu la première place et donnèrent au *Mouvement Internationaliste*, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, son orientation.

« Ce changement amena un progrès fondamental : l'internationalisme vrai, basé sur une théorie de GOUVERNEMENT MONDIAL, passa au premier plan » (30).

Or, dans cette seconde moitié du XIX^e siècle, les hommes qui prirent les premières places furent Andrew Carnegie,

(27) *Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie et des Francs-Maçons*, par Alec Mellor. Pierre Belfond, 1974.

(28) Hugo, Joseph-Leopold Sigisbert. « Carlo Francovich (Albori Socialisti nel Risorgimento, contributo allo studio della società segrete (1776-1835), a retrouvé son nom à Porto-Ferraio dans les papiers de la Loge *Amis de l'Honneur Français*, à l'île d'Elbe. Ce furent des maçons de cette Loge qui créèrent le premier noyau de la Charbonnerie en Toscane. » (*Dictionnaire d'Alec Mellor*).

(29) A.C.F. Beales, né en 1905. Professeur au King's College de Londres. Membre du Council of the University Catholic Federation of G.B. Auteur du *Guide to the Teaching of History in Schools*, 1937 et, en 1941, de *The Catholic Church and International Order*, dédié à la mémoire d'Henry Richard.

(30) *Les Mouvements internationalistes au XIX^e siècle*. Les chances du Fédéralisme, 1947.

fondateur de la fondation du même nom et premier financier de l'U.A.I. (31), et William T. Stead, fondateur en 1890 de la *Revue des Revues*, ami et conseiller de Cecil Rhodes et fondateur, avec les grands financiers internationaux, de la Round Table (31).

Par un des plus grands hasards de l'histoire, tous ces honorables gentlemen étaient membres de la Franc-maçonnerie... détail non sans importance, car dès 1873, à Zurich, devant la Loge *Modestia*, le professeur Johann Gaspard Bluntschli disait ouvertement que « c'est des efforts réunis des loges maçonniques du monde entier que l'on doit attendre la formation de cet Etat (futur) qui embrassera l'humanité entière » (32).

Précision d'importance, car ce professeur Bluntschli n'est pas n'importe qui. D'origine suisse, initié en 1838 à la Loge *Modestia*, à Zurich, il fut le « fondateur avec Schenkel, de l'Association des protestants allemands. En 1864, il adhère à *Ruprecht zu den fünf Rosen* d'Heidelberg, puis en devient « vénérable ». Il exerce en même temps une telle influence sur « *Zur Sonne* » de Bayreuth, que cette Grande Loge l'élit Grand Maître en 1872. Son nom fut donné à la commission de la Ligue allemande pour la S.D.N. après la première Guerre mondiale. Ce groupement s'était donné comme but la propagation de l'idée d'une société des nations parmi les maçons. A titre de curiosité, mentionnons que le Dr. Hjalmar Schacht a été membre de cette commission dont l'existence fut brève » (33). C'est ce même Dr Schacht, franc-maçon, qui deviendra quelques années plus tard le grand « argentier » d'Adolf Hitler...

« L'activité de tous ces « internationalistes » de qualité, écrivait Beales, signifiait deux choses : le mouvement avait réussi à gagner à sa cause les philosophes — et il pouvait désormais compter sur l'appui des grandes fortunes (34) ».

En Angleterre, la vie publique d'Henry Richard se prolongea jusqu'en 1885 ; à cette date, il fut remplacé à la

(31) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, par Y. Moncomble.

(32) *La Conjuración antichrétienne*. Le Temple maçonnique voulant s'élever sur les ruines de l'Eglise catholique, par Henri Delassus, tome II, p. 572. Les mêmes renseignements se retrouvent dans *Les Sociétés Secrètes et la Société* de Deschamps, Tome I, p. 259.

(33) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, p. 153.

(34) *Les Mouvements internationalistes au XIX^e siècle*. Les chances du Fédéralisme, 1947, p. 19.

tête du mouvement par des « internationalistes de qualité » tels que William Randa Cremer (fondateur de la *Ligue pour l'Arbitrage international*), Hodgson Pratt et W.T. Stead.

A New York, dans la foulée de l'*Alliance républicaine universelle*, fondée en 1869 par des F.^{.M.} et ayant pour but de « réunir tous les Etats du monde en une seule république », surgirent le prédicateur Amasa Walker, le juriste William Lloyd Garrison, le D.D. Field, auteur d'un ouvrage important sur les Tribunaux internationaux (1872) et le publiciste Leone Lévi, qui préconisait la création d'une cour de justice mondiale.

En France, Edmond Potonié-Pierre fonda la *Ligue du Bien public* en 1860, et Frédéric Passy la société française des *Amis de la Paix* en 1872 ; le mouvement, plus durable, de *La Paix par le droit*, fut institué par L.A. Barnier en 1887 : dans les dernières années du siècle enfin, le spécialiste des questions de stratégie, Gaston Moch, se rallia au mouvement.

En Belgique, il faut citer comme pionniers, après 1860, les noms de Charles De Visscher, premier président de l'Institut Royal des Relations Internationales (35), Auguste Couvreur (1824-1894), journaliste et homme politique qui fut Grand Maître du G.^{.O.} de Belgique de 1878 à 1880, ainsi que Emile de Lavelage et Henri La Fontaine, premier secrétaire de l'U.A.I., membre de la World Peace Foundation, vice-président du Sénat et Vénérable Maître de la Loge N° 90, *La Paix* de Bruxelles.

Aux Pays-Bas, citons Jonckbloet van Eck, fondateur de la société hollandaise pour la Paix en 1870, et le Dr Bredins.

En Suisse, Lemonier lança en 1867 la *Ligue internationale pour la Paix et la Liberté*, en compagnie des FF.^{.F.} Ferdinand Buisson et Garibaldi, en publiant une revue du nom de « *Les Etats-Unis d'Europe* ». Dès 1894, cinq organisations nationales suisses s'étaient déjà fédérées.

En Italie, Morelli avait recommandé au Parlement, dès 1871, la création d'un Tribunal international. Mais la première société pacifiste italienne ne vit le jour qu'en 1878, sous l'impulsion de E.T. Moneta et de Ruggiero Bonghi, député au Parlement, ministre de l'Instruction Publique en 1874 et fondateur de la bibliothèque « Vittorio Emanuele ».

(35) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 121.

En Espagne et au Portugal, seules quelques voix isolées se firent entendre telles que celles d'Artùro de Marcoartù et de Mme Alice Pestana.

Jusqu'en 1880, il n'y eut pas de mouvement organisé en Scandinavie, mais par la suite, les « pacifistes-mondialistes » rattrapèrent ce retard. Ce fut d'abord le Danemark en 1882 (A. Holck et Frédéric Bajer); la Suède suivit en 1883 (B.A. Hedlund) et la Norvège la même année, avec Anna Bugge comme propagandiste. Mais les géants du mouvement dans les pays scandinaves furent un peu plus tard K.P. Arnoldson, en Suède, et le Dr Paul Koht, en Norvège.

En Autriche et en Allemagne, l'impulsion fut donnée par la baronne Von Suttner, auteur du roman pacifiste *Die Waffen nieder* (Déposez les armes), traduit dans presque toutes les langues, et par Alfred Fried (1864-1921) « Ecrivain autrichien, fervent pacifiste, prix Nobel de la Paix en 1911 et mentionné comme Maçon, sans autre précision, par E. Lennhoff » (36), bien que l'activité de Kauffmann de Bonn après 1850 et celle d'Edward Löwenthal après 1870 eussent préparé les voies. La Société allemande pour la paix (Deutsche Friedensgesellschaft) fut fondée par Fried en 1892.

L'année 1873 voyait, sous l'inspiration des « nouveaux internationalistes », naître l'*Association pour le droit international*.

En Angleterre, William Morris (1834-1896), issu d'une famille très aisée et disciple de John Ruskin, se lançait avec ardeur dans le socialisme. Militant actif de la *Fédération Sociale Démocratique*, il fut peu après l'un des fondateurs de la *Ligue Socialiste* avec Eléonore Marx, en 1884 (37). « A cette époque, l'influence de Marx était très nette chez lui (Morris), bien qu'il ait eu de grandes difficultés à suivre les démonstrations mathématiques du *Capital* » (38). C'est d'ailleurs à cette époque qu'il écrivit *Communist et News from Nowhere*.

Vers l'automne 1880, quelques membres du « *Rose Street Club* » de Soho se réunissaient afin de « propager le socialisme en Angleterre, puis dans le Monde ». Le leader de ce groupe était un juif du nom de Henry Mayer Hyndman,

(36) *Dictionnaire Universel de la F.^o.M.^o.*, p. 529.

(37) L'un des principaux membres de la *Ligue Socialiste* n'était autre qu'Edward Aveling, qui, dans l'intervalle, avait publié la traduction anglaise du premier volume du *Capital* de Marx.

diplômé de Cambridge. Marxiste de la première heure, il fut quelque temps le chef d'une association appelée « *The National Socialist Party* »... (38). Hitler n'a décidément rien inventé !

Un an après, en 1881, un petit groupe d'intellectuels et d'anciens adhérents de l'*Internationale des Ouvriers*, dissoute en 1876, fonde la « *Democratic Federation* », qui allait devenir en 1886 la « *Social Democratic Federation* », à l'image du *Parti Social Démocratique* d'Allemagne et du *Parti ouvrier* guésdiste en France. Qui en prend la tête ? Henry Mayer Hyndman. Autour de lui, Ernest Belfort Bax, J.L. Joynes, W. Townsend, Joseph Cowen et Eleonore Marx, fille de Karl Marx. Plus tard, viendront se joindre à ce premier groupe John Burns, Tom Mann (39), Annie Besant (F.·M.·.) et Ben Tillett.

Clin d'œil malicieux de l'histoire, H.M. Hyndman était le collaborateur de Giuseppe Mazzini. Or, entre 1827 et 1829, ce dernier fut initié à la Charbonnerie et « en 1864, le Grand Orient de Palerme lui accorda le 33^e grade. Le 3 juin 1868, il fut proclamé Vénérable perpétuel ad honorem de la *Loge Lincoln de Lodi* et on le proposa pour la Grande Maîtrise. Le 24 juillet, il fut nommé membre honoraire de la *Loge l'Etoile d'Italie* de Gênes et, le 1^{er} octobre 1870, de la *Loge La Raison* du même Orient » (40).

Sans en avoir trouvé la preuve formelle, tous ces faits peuvent nous amener à penser que Hyndman était initié aux mystères d'Hiram.

Toujours est-il que nous retrouvons, encore une fois, des francs-maçons travaillant dans un dessein bien précis : instaurer la République Universelle socialiste...

(38) Fondé en 1916, ce *National Socialist Party* publiait un « hebdomadaire *La Justice* (et il) devait, par la suite, tout en adhérant au *Parti Travailleuse*, envoyer au Parlement plusieurs de ses membres. » (*Le Parti travailliste de G.-B.*, p. 137).

(39) Tom Mann fut l'un des organisateurs de la grève des dockers en 1889. Auparavant, il avait été secrétaire général du *Parti Travailleur Indépendant* de 1895 à 1898, et avait, depuis cette dernière date, milité en Australie dans plusieurs organisations syndicales. Il revenait en Angleterre après un voyage à Paris, profondément influencé par les doctrines du syndicalisme français. Avec l'aide du journaliste Guy Bowman, il publia en 1910-1911 une série mensuelle de tracts intitulés *Le Syndicalisme Industriel* (*The Industrial Syndicalist*), où il exposait, en détail, les théories principales du syndicalisme français.

(40) *Dictionnaire Universel de la F.·M.·.*, tome II.

Nous ne serons donc point étonnés de lire sous la plume du F.'. Eugène Mittler : « La F.'.M.'. fut pour les socialistes une école de premier ordre... » et que « les affinités entre le socialisme et la F.'.M.'. sont nombreuses, l'idéal surtout, cet idéal qui tend à la fraternité des peuples... » (41).

Désormais, l'alliance entre travailleurs, philosophes, économistes, intellectuels en général, peut être considérée comme réalisée. L'entrée de William Morris, continuateur direct de John Ruskin au sein de la *Fédération Sociale Démocratique*, marque une date importante dans la formation et l'évolution d'un système socialiste planétaire.

L'année 1884 se trouve être une date clé dans l'évolution de « l'internationalisme vrai, basé sur une théorie de gouvernement mondial », puisque c'est vers cette date que la *Fabian Society* voit le jour.

Le nom choisi par Frank Podmore, « Fabian », est une indication précieuse sur la méthode ou la tactique adoptée par la nouvelle association. A l'instar du général romain Quintus Fabius Maximus, ayant comme surnom « Cunctator », dans sa lutte contre Hannibal, les Fabiens se déclaraient partisans de la tactique d'étude et d'attente afin de frapper fort au moment choisi.

Le premier « manifeste » des Fabiens, rédigé par G.B. Shaw en 1884, ne contenait pas le mot « socialisme », mais déclarait que la « nationalisation du sol » est un devoir social. Dès 1885, pourtant, le *Tract* numéro 3 affirma que la Société Fabienne a pour objet le développement du socialisme en Grande-Bretagne. Mais ce ne sera qu'en 1887 qu'un document connu sous le nom de *Base de la Société Fabienne* révéla que la doctrine était désormais fixée.

« La Société Fabienne est une association de socialistes. Elle a, par conséquent, pour objet la réorganisation de la Société en libérant le sol et le capital industriel de la propriété individuelle et de la propriété de classe et en les confiant à la communauté pour le bien général... ».

Comment les Fabiens en étaient-ils arrivés à formuler cette doctrine ? Ainsi que l'indiquaient Sydney Olivier et

(41) *La Question des Rapports entre le socialisme, le syndicalisme et la Franc-Maçonnerie*. 2^e édition, par Eugène Mittler. Paris-Universala, 1911. Note : Cette plaquette a été publiée par l'*Universala*, qui n'était autre que l'*Imprimerie Ouvrière espérantiste*.

Sydney Webb, en appliquant au capital industriel la théorie de la rente, émise par le financier David Ricardo.

L'historien Elie Halévy, en évoquant les Webb tels qu'ils les avaient connus, raconte ceci : « Ils m'expliquaient les principes de leur socialisme, qui était essentiellement anti-libéral. Ils poursuivaient de leur haine non pas le conservatisme, le torysme, pour lequel leur indulgence était extrême, mais le libéralisme gladstonien. On était au temps de la guerre des Boers ; et les libéraux avancés, les travailistes, qui commençaient à s'organiser en parti, prenaient tous par générosité, par amour de la liberté et du genre humain, la défense des Boers contre l'impérialisme britannique. Mais les deux Webb, ainsi que leur ami Bernard Shaw, faisaient bande à part. Ils étaient impérialistes avec ostentation. L'indépendance des petites nations pouvaient bien avoir du prix pour les tenants de l'individualisme libéral, mais non pour eux, précisément parce qu'ils étaient collectivistes. J'entends encore Sydney Webb m'expliquant que l'avenir était aux grandes nations administratives, gouvernées par des bureaux et où l'ordre était maintenu par des gendarmes ».

Un peu plus loin, Halévy, évoquant cette fois-ci Bernard Shaw, nous dit que ce dernier ne lui tenait pas un langage différent : « Le monde appartient nécessairement aux grands Etats puissants ; les petits doivent, soit s'intégrer dans les grands, soit se voir définitivement écrasés » (42).

Remarquons que, de nos jours, le programme est identique. Nous le démontrerons plus loin.

Suite logique, si l'on peut dire, c'est dans les dernières années du XIX^e siècle, en 1891, que le F.^r. Cecil Rhodes et le F.^r. W.T. Stead fondèrent, avec les disciples de Ruskin une société secrète sur le mode des « cercles concentriques » des « sociétés de cadres » du genre Illuministes de Bavière, et qui prendra en 1909 le nom de Round Table.

Quelque temps auparavant se déclenchait la campagne mondiale pour la paix. « Ce furent en effet Albert Pike et Adriano Lemmi qui, en 1888, lancèrent dans les Loges

(42) *L'Ere des Tyrannies*, par Elie Halévy, Paris 1938, p. 217 et *Histoire du Peuple Anglais*, épilogue, vol. I, pp. 105-106. Cité par F.A. Hayek in *La Route de la Servitude*, Librairie Médicis, 1945, p. 105.

maçonniques européennes la campagne du pacifisme universel qui devait aboutir à la S.D.N. » (43).

Or, ces deux francs-maçons n'étaient pas n'importe quels francs-maçons...

Quand Albert G. Mackey (44), considéré comme « the best-informed Mason in America » (45) devint secrétaire général du Conseil Suprême Maternel du Rite Ecossais Ancien et Accepté, « il persuada Pike de s'affilier à l'Ordre ; celui-ci fut bientôt Grand Inspecteur Général Souverain et se décida de se consacrer au Rite ; il réussit à reconstruire de fond en comble l'organisation, révisa ou récrivit ses Grades, entretint une énorme correspondance ; de plus, il écrivit « la Bible » du Rite Ecossais, *Morals and Dogma*, véritable montagne de matériaux qu'il n'a jamais achevée et qu'il n'aurait peut-être jamais pu achever » (46).

D'autre part, Pike était membre d'honneur de la plupart des Suprêmes Conseils du monde. Il reçut cette dignité du Suprême Conseil de France en 1889 et « quoique américain, Albert Pike est universellement reconnu comme étant une des plus hautes, sinon la plus haute autorité maçonnique » (47).

Quant à Adriano Lemmi, il fut initié dans la *Loge Propagande* de Rome le 21 avril 1877. En 1879, il fut Grand Trésorier de l'Ordre et ne fit que développer et enrichir le Trésor avec son argent. Grand Maître du 15 janvier au 31 mai 1896, il fut Souverain Grand Commandeur du Rite Ecossais Ancien et Accepté, de 1885 à sa mort survenue en 1906. « ... Ami fraternel de Mazzini (que l'on retrouve décidément derrière beaucoup de monde), de Garibaldi et de Kossuth... il fit partie de la *Jeune Italie*, de la *Jeune*

(43) *Bientôt un Gouvernement Mondial*, par Pierre Virion. Ed. Saint Cénéry, 1967, p. 47.

(44) Albert Mackey, 33°, Grand Maître des Royal and Select Master de Caroline du Sud ; également General Grand high priest des Royal Arch de Chicago et secrétaire général du Suprême Conseil de la Jurisdiction Méridional M.° des Etats-Unis.

(45) *Dictionnaire Universel de la F.°M.°*. Vol. II, p. 789.

(46) *Dictionnaire Universel de la F.°M.°*. Vol. II, p. 1012.

(47) *La F.°M.° d'après ses documents secrets*, par Léon de Poncins. DPF, 1972, p. 225. Information des plus intéressantes : en 1874, l'Ordre israélite des B'nai B'rith conclut avec la haute Maçonnerie internationale un concordat de « reconnaissance mutuelle ». Ce document fut signé par Armand Lévy pour les B'nai B'rith, et par Albert Pike, chef du Suprême Directoire Dogmatique du Rite écossais, pour la Franc-maçonnerie universelle. (*Les documents nouveaux*, n°s 1-2, juin-juillet 1936).

Europe et lança l'idée de l'Europe unie... fonda, avec les Frères Castellani et Albert Marie, le *Cercle républicain des Droits de l'Homme* et le journal la *Lega della Democrazia* » (48).

Malgré la complexité du sujet et l'inextricable enchevêtrement de toutes ces « Sociétés », tout se tient.

A titre de preuve, en 1892, le *Bureau International de la Paix* était fondé par le Congrès universel de la paix. Son président était Henri La Fontaine, le Vén. Maît. de la *Loge N° 90, La Paix* de Bruxelles ; on le retrouvera quelque temps plus tard, et tout à fait « par hasard », secrétaire général de l'U.A.I. (49). Parmi les membres français de ce B.I.P. figuraient Charles Richet, membre de l'Institut et de la *Loge Cosmos* de la G.:L.:D.:F.:., et Lucien Le Foyer, ancien député, Grand Maître de la G.:L.:D.:F.: (1928-1930) et Vénérable de la *Loge Cosmos*.

En 1899, le Ruskin College voyait le jour ; son objectif était d'étudier et d'enseigner « comment transformer les institutions en place, et prendre en main méthodiquement et scientifiquement possession du monde » (50). Cette entreprise fut totalement soutenue par la Fabian Society, la société secrète de Stead, la Franc-Maçonnerie et les grandes fortunes de l'époque.

Enfin, la même année, l'*Union interparlementaire* voyait le jour ; « son » but était d'organiser des rencontres annuelles, dans différentes capitales, entre législateurs venus de tous les coins du globe, afin de contribuer à briser l'ignorance et l'exclusivisme mutuels qui rendaient encore précaires les efforts des parlements démocratiques pour créer un esprit de fraternité internationale » (51).

A la fin du XIX^e siècle, le mouvement pour la paix et internationaliste, fondé sur une théorie de gouvernement mondial, s'était développé jusqu'à englober plus de quatre cents organisations distinctes.

(48) *Dictionnaire Universel de la F.:M.:.*, tome II, p. 747.

(49) Voir *La Trilatérale et les secrets du Mondialisme*, p. 39.

(50) *The Burning Question of Education*, issued by the Executive Committee of the Plebs League.

(51) *Les Mouvements internationalistes au XIX^e siècle*, p. 18.

DE 1900 A 1945

A partir de 1900, tout en restant discrètes, les organisations, associations et centres vont se multiplier, prendre du poids, et les théories de « Gouvernement Mondial » vont essaimer un peu partout à travers le monde ; elles ne cesseront de progresser, sous la haute direction de la Finance Internationale et de ses avatars, les sociétés secrètes.

En 1902, alors que la Fabian Society poursuit son chemin, les administrateurs du Rhodes Trust, dirigé et financé par les israélites Alfred Beit et Sir Abe Bailey, associés de Cecil Rhodes et de Rothschild dans les trusts sud-africains de l'or et du diamant (*Consolidated Gold Fields* et *De Beers Consolidated Mines*) fondent une société secrète, composée de socialistes fabiens et de partisans de l'« extension de l'idée anglophone », la *Pilgrims Society* (52).

Son premier président, Frédéric I^{er}, Comte de Roberts (1832-1914), qui commanda au Transvaal dans la guerre contre les Boers, puis dans les Flandres en 1914 où il mourut, était premier Grand Surveillant de la Grande Loge Unie d'Angleterre.

L'année suivante, en 1903, était créée la filiale américaine, avec, notamment, Thomas W. Lamont, secrétaire exécutif de la *Bankers Trust Company*, de New York — avant de devenir l'associé de la *Banque Morgan* et membre du C.F.R. —, et Nicholas Murray Butler.

Ce dernier devint, tout naturellement, le président de la *Carnegie Endowment for International Peace*, créée le 14 décembre 1910. Puis, de 1928 à 1946, il prit la présidence de la *Pilgrims Society*. C'est lors de sa présidence qu'il déclara, le 19 novembre 1937, à Lord Cecil, de la Round Table, au cours d'un déjeuner à l'hôtel Astor de New York : « Le communisme est l'instrument avec lequel on jettera par terre les gouvernements nationaux en faveur d'un gouvernement mondial, d'une police mondiale, d'une monnaie mondiale » (53).

(52) Nous présenterons, dans une prochaine étude, un dossier sur la *Pilgrims Society*.

(53) *And Men Wept*, par Catherine Palfrey, Baldwin 1954. Our Publications, New York, p. 60, cité par Pierre Virion in *Le Nouvel Ordre du Monde*, p. 44.

Quant à la Carnegie, qui fut, comme nous venons de le voir, dirigée par Murray Butler, elle finança dès le début — et continue de nos jours — des organisations « pacifistes » telles que la *New York Peace Society*, d'où sortira le *World Federation Committee*, ainsi que des organismes tels que le C.E.P.E. — aujourd'hui I.F.R.I. — (54) et l'U.A.I. (54).

Le premier président de la Carnegie Endowment fut Elihu Root, ancien secrétaire d'Etat et premier président du C.F.R. En 1925 lui succédait Murray Butler (C.F.R.), lui-même remplacé par Alger Hiss (C.F.R.) (54 a), auquel succéda en 1949 Joseph E. Johnson (C.F.R.). L'actuel chef de la Carnegie est Thomas Lowe Hughes (C.F.R.).

Au même moment que la Carnegie voyait le jour, naissait le « cercle extérieur » de la Société secrète de Stead et Rhodes, la Round Table (54).

De cette dernière sortira en 1919 le *Royal Institute of International Affairs* (R.I.I.A.) de Londres et le *Council on Foreign Relations* (C.F.R.) en 1921 (54).

La Round Table étant liée par ses bailleurs de fonds à la Pilgrims Society — ces deux sociétés étant elles-mêmes très proches de la Franc-Maçonnerie —, la Franc-Maçonnerie engendrant les mouvements pacifistes pour les Droits de l'Homme et autres, le tout chapeauté par cette mystérieuse société ultra-secrète qu'est la Haute Finance Internationale Apatride (finançant en sous-main la Révolution bolchévique, après Karl Marx, et aujourd'hui d'autres révolutions à travers le monde), on aura peut-être une idée sur le bien-fondé des propos tenus par Murray Butler...

Libre à chacun de nous d'en conclure ce que bon lui semble, bien entendu, mais reconnaissons néanmoins que l'enchaînement implacable de tous ces faits est des plus curieux.

En octobre 1923, le Comte Richard Coudenhove-Kalergi fonde à Vienne l'*Union pan-européenne*, propagatrice du

(54) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, pp. 39 et 103. Note : Le Year Book 1925 de la Carnegie Endowment for International Peace, mentionne que la subvention accordée à l'*American Peace Society* au 30 juin 1924 était de 7 500 dollars (Year Book, N° 14, p. 79).

(54a) Alger Hiss était également administrateur de la *Woodrow Wilson Foundation*, directeur de l'*American Peace Society*, administrateur de la *World Peace Federation* et directeur de l'*American Institute of Pacific Relations*.

système de gouvernement synarchique. Cette *Union* eut un temps, comme président, le « socialiste révolutionnaire » et franc-maçon Aristide Briand, à l'origine du pacte de Locarno (16 octobre 1925) et futur précurseur de l'unité européenne. Notons, pour la petite histoire que le Comte eut comme disciple et ami le socialiste Paul Henry Spaak, que l'on retrouvera, en 1947, patronnant l'*Institut des Relations Royales Internationales* (I.R.R.I. — homologue belge du R.I.I.A.) et, quelque temps après au Bilderberg.

C'est avec H.G. Wells que fera son apparition l'expression « *Nouvel Ordre du Monde* ». Jusque-là, on ne parlait que d'*Internationalisme*.

Né à Bromley, dans le Kent, le 21 septembre 1866, Herbert George Wells décéda à quatre-vingts ans, le 13 août 1946. En 1895, il fait paraître son premier roman *The Time Machine* (La Machine à explorer le temps), puis *The Island of Doctor Moreau* (L'Ile du docteur Moreau, 1896), *The Invisible Man* (L'Homme invisible, 1897), *The War of the Worlds* (La Guerre des Mondes, 1898), *The First Men in the Moon* (Les Premiers Hommes sur la Lune, 1901).

En 1903, il adhère à la Fabian Society, dont il devient rapidement l'un des principaux dirigeants. Auteur de « *The New World Order* » (Le Nouvel Ordre du Monde) il est, de ce fait, considéré comme l'inventeur de cette expression.

Définissant sa ligne de conduite, il écrivait dans son « *Esquisse d'une Histoire universelle* » : « Notre véritable Etat, cet Etat qui est déjà en voie de formation, cet Etat auquel tout homme devrait consacrer le meilleur de ses efforts politiques, doit être dès maintenant l'Etat fédéral mondial qu'exigent les besoins de l'humanité... Le nationalisme, en tant que divinité, doit suivre aux limbes les dieux des tribus. Notre vraie nationalité est le genre humain ».

Dès 1916, il forme la « *League of Free Nations Association* », dont l'objectif était la constitution d'une Fédération mondiale. Comme par hasard ou comme d'habitude, nous ne savons plus comment dire, les membres fondateurs de cette Ligue étaient Lionel Curtis (F.·M.·) et Lord Grey (F.·M.·), tous deux de la Round Table puis, plus tard, fondateurs du R.I.I.A. ; Lord Bryce, de la Fabian Society et Gilbert Murray, premier président de la S.D.N., membre du *National Council for the Prevention of War* (N.C.P.W.) et de la Fabian Society.

Collaborant très étroitement avec la *Pall Mall Gazette*, dont le directeur n'était autre que Stead, de la Round Table, Wells était également affilié à une société secrète dont on connaît fort peu de chose, la *Kibbo Kift* (K.K.), formée en 1921 en Angleterre sur le mode Illuminés de Bavière (55).

En 1924, Georgia M. Lloyd (Américaine) et Rosika Schwimmer (Hongroise), proposent une Assemblée constituante mondiale dans un ouvrage « *Chaos War or a New World Order* ».

Rosika Schwimmer, « juive hongroise et agent allemand » (Lusk Report, p. 971) (56), fonda en octobre 1914 avec le socialiste Louis P. Lochner, l'« *Emergency Peace Federation* » (E.P.F.) et, en 1915, le « *Women's International Committee for Permanent Peace* (W.I.C.P.P.), deux organisations farouchement antimilitaristes.

Or, après une enquête très serrée, on découvrit que ces deux organisations avaient été fondées grâce à une certaine Miss Jane Addams, membre de l'*American Fabian Socialist Movement*. Mais ce n'est pas tout, car, en allant encore plus loin dans nos investigations, on apprenait que juste « Avant les hostilités (1914), elle (Addams) rencontra le Colonel House, avec qui elle prépara sa mission de paix à Berlin » (57).

Et c'est comme cela que l'on apprend que Jane Addams, sous la haute direction de Mandel House, fonde l'*American League to Limit Armaments*, le 18 décembre 1914, avec Louis Lochner et Morris Hillquit (de son vrai nom Misca Hilko-wicz), l'un des fondateurs de l'*Intercollegiate Socialist Society* en 1905.

Le 28 avril 1915, en collaboration avec Lochner (encore), et de Rosika Schwimmer, elle met sur pied le W.I.C.P.P., dont elle prend la présidence et confie la vice-présidence à Aletta Jacobs.

En juillet 1916, l'*American Neutral Conference* est formée, toujours et encore par J. Addams avec, au comité

(55) Bien que cette société n'ait toute connexion avec le mouvement communiste, elle envoya deux délégués en juillet 1923 à la Conférence organisée par la *League of Communist Youth*, à Dresde.

(56) In *The Socialist Network*, by Nesta H. Webster, London 1926. Report of the Joint Legislative Committee in the Senate of the State of New York on Revolutionary Radicalism (avril 1920).

(57) Arthur D. Howden Smith *Mr. House of Texas* (New York, Fund and Wagnalls, Co. Inc. 1940), p. 102.

exécutif — comme par hasard — le Rabbin Stephen Wise, grand ami et collaborateur du « Colonel » Edward Mandel House.

« Colonel » qui, comme par hasard, était membre de la Maçonnerie illuministe et synarchique des « Masters of Wisdom », de la Round Table, de la Pilgrims Society et ami très intime des Warburg, Morgan et consorts, avec lesquels il formera le C.F.R.

Après la Grande guerre, on retrouve Jane Addams au Comité directeur d'une des plus importantes organisations « bolchevistes-pacifistes », l'*American Civil Liberties Union* (A.C.L.U.). Animée de 1917 à 1952 par Roger Baldwin, membre du Conseil des directeurs de la *League for Industrial Democracy* (L.I.D.) et Président de l'*International League for the Rights of Man* — deux émanations directes de la Fabian Society Américaine — l'A.C.L.U. sera reprise en main par Patrick M. Malin du C.F.R., auquel succédera en 1962 John de S. Pemberton Jr. (58).

Enfin, mentionnons que ces braves dames, Schwimmer, Lloyd et Addams, ne s'arrêtèrent pas en si bon chemin, puisqu'on les retrouve, le 4 décembre 1937, à Chicago, à la tête d'une importante organisation du nom de « *Campaign for World Government* ».

Le 6 avril 1927, à l'occasion du dixième anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis, Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères de France et Franc-maçon, adressait au peuple américain, par la voie de l'*Associated Press*, une déclaration qui, selon l'expression même de James T. Shotwell, membre fondateur du C.F.R. et directeur de la division Economie politique et Historique de la Carnegie, « devait ouvrir un chapitre nouveau dans l'histoire du monde » (58 a).

« Pour qui s'attache à cette réalité vivante d'une politique de paix, disait M. Briand, les Etats-Unis apparaissent

(58) A sa fondation, l'A.C.L.U. se composait de 17 membres, parmi lesquels Felix Frankfurter de la Round Table et Harold Laski, alors professeur à Harvard. « En janvier 1931, la Commission de la Chambre des représentants sur les activités communistes avait signalé l'affiliation de l'A.C.L.U. au mouvement communiste. En 1943, le Comité législatif de Californie a déclaré formellement que « L'American Civil Liberties Union peut être définitivement classée comme une organisation communiste ou une "courroie de transmission communiste". » (*Une Main cachée dirige...* Jacques Bordiot, p. 148).

(58a) *Le Pacte de Paris*, par James T. Shotwell. Firmin-Didot et Cie, 1930, p. 43.

déjà dans le monde comme moralement solidaires. S'il en était besoin entre ces deux grandes démocraties, pour témoigner encore plus hautement en faveur de la paix et proposer aux peuples un exemple plus solennel, la France serait prête à souscrire publiquement avec les Etats-Unis, tout engagement mutuel tendant à mettre entre les deux pays, suivant l'expression américaine, « la guerre hors la loi ». La renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale est une conception déjà familière aux signataires du pacte de la Société des Nations et des traités de Locarno. Tout engagement souscrit dans le même esprit par les Etats-Unis envers une autre nation comme la France, contribuerait grandement aux yeux du monde à élargir et fortifier la base sur laquelle s'édifie une politique internationale de la paix. Ainsi deux grandes nations amies, également dévouées à la cause de la paix auraient fourni au monde la meilleure illustration de cette vérité que la réalisation la plus immédiate à atteindre n'est pas tant le désarmement que la pratique de la paix ».

Curieusement, l'importance de la déclaration de Briand, ne fut remarquée ni aux Etats-Unis, ni en Europe et la presse se contenta, tout juste, de la reproduire.

Mais, là encore, une main providentielle allait non seulement arranger cela, mais l'amplifier.

Le 25 avril paraissait dans le *New York Times* (lié au C.F.R.), une lettre signée par l'inévitable président de la Carnegie, M. Nicholas Murray Butler. « Cette lettre fut aux Etats-Unis le point de départ de la campagne qui devait aboutir à la signature d'un traité mondial. » Comme par hasard, M. Murray Butler, était le président de la Carnegie, membre du C.F.R., président de la très secrète Pilgrims Society et vraisemblablement un haut initié.

Dans le même temps, « par un heureux hasard » (l'expression est de J.T. Shotwell), M.S.O. Levinson, avocat de Chicago et « auteur de la formule de « la mise hors la loi de la guerre » », arrivait à Paris, suivit quelques jours plus tard par son collaborateur et ami, le docteur Charles Clayton Morrisson, rédacteur en chef du *Christian Century*, journal qui contribua pour une très large part à la diffusion de ce programme.

Et, candidement, J.T. Shotwell écrivait : « A l'heure où M. Briand faisait connaître à l'Europe l'expression américaine de la « mise hors la loi de la guerre », l'auteur de

l'expression était par bonheur présent pour convaincre ses auditeurs européens qu'elle répondait à une force politique véritable aux Etats-Unis » (58 b).

Mais était-il vraiment là par hasard ? Peut-être pas autant que veut nous le faire croire M. Shotwell car il oublie d'indiquer à ses lecteurs que Levinson tout comme Morrison appartenaient aux cercles hautement confidentiels du C.F.R. et de la Fondation Carnegie.

Toujours est-il que fin mai, J.-P. Chamberlain et James Shotwell reprenaient dans un projet de traité l'essentiel de la proposition française et aboutissaient le 27 août 1928 au « Pacte Général de renonciation à la guerre ».

Signèrent ce Traité :

Aristide Briand : Franc-maçon.

Frank B. Kellog : Secrétaire d'Etat du Président Coolidge. Fut avec Briand l'auteur du « pacte Briand-Kellog ». Franc-maçon et membre du C.F.R.

Gustav Stresemann : Chancelier du Reich qui signa avec Briand les accords de Locarno en 1925. « Il aurait été initié à la *Loge Frédéric Le Grand* en présence du Grand Maître allemand Karl Habicht, le 22 juillet 1923. Membre honoraire de la *Grande Loge Aux Trois Globes* de Berlin » (58 c).

Paul Hymans : Ministre des Affaires étrangères de Belgique. Membre de l'U.A.I. (58 d), du Grand Orient de Belgique et du Conseil d'Administration de la Carnegie Endowment for International Peace.

Lord Cushendun : Chancelier du Duché de Lancastre (G.B.). Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. Membre du R.I.I.A. et de l'United Grand Lodge of England.

William Lyon Mackenzie King : Premier ministre et ministre des Affaires extérieures du Canada. Membre du C.I.I.A. Franc-maçon.

Edouard Benes : Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie. Membre de la *Loge Pravda vitézi* et du Conseil d'Administration de la *Carnegie Endowment for*

(58b) *Le Pacte de Paris*, p. 51.

(58c) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, tome II.

Le *Boletín Oficial de la Gran Logia Española*, de Madrid, publiait la note suivante dans son numéro 1, du 1^{er} janvier 1929, p. 21 : « On a initié à la Respectable Loge "Friedrich der Grosse" le cher frère Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne. La cérémonie avait revêtu une grande solennité. Y assistait entre autres, l'illustre Grand Maître, le vénérable F. Habicht. »

(58d) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 39.

International Peace. On le retrouvera en 1937 au *Rassemblement Universel de la Paix* de Lord Cecil (Round Table).

A. Zaleski : Ministre des Affaires étrangères de Pologne. Franc-maçon.

Dans le même temps où tout ce beau monde s'agitait aux Etats-Unis, Lord David Davies fondait, en 1932, la *New Commonwealth Society*, organisation ayant pour tâche essentielle de mettre sur pied une Police mondiale, idée chère à M. Murray Butler. Cette association anglaise fédéraliste eut comme président M. Winston Churchill, membre du R.I.I.A., et Duff Cooper à la vice-présidence.

Peu de temps avant la Deuxième Guerre mondiale, en automne 1938, Kimber, Ransome et Rawnsley mettaient sur pied l'association anglaise « *Federal Union* ». Mais les véritables architectes de la *Federal Union* provenaient tous, encore une fois, du même moule : Sir (futur Lord) William Beveridge, Julian Huxley, J.-B. Priestley, tous trois de la Fabian Society et John Boyd Orr, du R.I.I.A.

Dans le domaine économique, « Ils » n'étaient pas inactifs non plus. Dès août 1930, les idées du *Planning mondial* furent développées avec éclat au Congrès universel pour l'économie dirigée qui se tint à Amsterdam. Il aboutissait à la proposition d'un plan quinquennal de coordination économique mondial, à exécuter sous l'égide de la S.D.N. et avec l'aide de la *Banque des règlements internationaux* (B.R.I.).

Afin d'instaurer un « Nouvel ordre économique mondial » sous la coupe du Gouvernement mondial, « dès le premier stade de l'Organisation des Nations-Unies, les Etats qui en ont pris l'initiative ont reconnu la nécessité de créer les instruments administratifs d'une politique économique mondiale. La S.D.N. n'avait connu que la B.R.I. (59) qui s'occupa principalement — et d'ailleurs utilement — de la liaison entre instituts d'émission. On a déjà commencé, cette fois, à mettre sur pied des organismes dont le rayon d'action s'étend à toutes les formes de l'activité économique. Les principaux sont : le F.M.I. (Fonds Monétaire International), créé par les accords de Bretton Woods pour assurer la stabilisation des changes et équilibrer la balance

(59) La Banque des Règlements Internationaux est la plus ancienne des institutions monétaires internationales ; elle fonctionne depuis le 17 mai 1930. « De ses origines, elle a gardé une tradition d'internationalisme authentique. » (*Le Monde*, 22 avril 1980).

des paiements internationaux, la B.I.R.D.E. (Banque Internationale de Reconstruction et de Développement Economique) et la F.A.O. (Organisation de l'Agriculture et du Ravitaillement). Et on entend ne pas en rester là ; n'en prenons pour preuve, notamment, que les propositions issues en décembre 1945 des négociations financières et économiques anglo-américaines ; elles préconisent, entre autres choses, « une organisation internationale permanente, chargée de diriger et de coordonner le commerce international » et une « conférence internationale de la main-d'œuvre et de l'économie » en vue de « réduire » (un autre texte dit : de supprimer) « les tarifs douaniers et les entraves économiques » (60).

Or que disait M. Stuart Chase, dans « *The Economy of Abundance* » ? Il nous expliquait que, pour arriver à la prospérité pour tous, il fallait : « la centralisation du gouvernement, la planification et le contrôle par l'autorité supérieure de l'activité économique... Les Etats-Unis et le Canada entreront dans un cadre régional unique, de même que la plus grande partie de l'Europe. Un état-major général industriel doit exercer une autorité suprême sur ces cadres, et disposer de pouvoirs dictatoriaux pour assurer le fonctionnement harmonieux de toutes les grandes sources de matières premières et d'approvisionnements. La démocratie politique peut subsister à condition que les questions économiques soient exclues de son domaine » (61).

Considéré comme un adepte de la révolution violente, Chase n'hésitait pas à déclarer que celle qui s'était passée en Russie, était « nécessaire et inévitable » (62).

Comme un fait exprès, Stuart Chase, diplômé de Harvard, s'affilia dès 1910 à la Fabian Society. A Boston, il évoluait dans l'entourage du célèbre Louis D. Brandeis (63),

(60) *Au-delà du Nationalisme. Vers un Gouvernement Mondial*, par Henri de Man. Les Editions du Cheval Ailé. 1946, pp. 194-195.

(61) *The Economy of Abundance*, by Stuart Chase, pp. 312-313.

(62) *A New Deal*, by Stuart Chase, New York. The Macmillan Co., 1932, pp. 155-156.

(63) « Justice » Louis Dembitz Brandeis, lauréat distingué de Harvard, originaire de Prague, avait été nommé juge à la Cour suprême par le Président Woodrow Wilson, sur les conseils du Colonel House. Il était considéré, en 1916, comme « très à gauche » par les Américains de l'époque. Sa nomination déclencha, au Sénat, le 5 juin 1916, une « bataille historique » (*Universal Jewish Encyclopedia*, Vol. II, pp. 495/499) qui faillit retourner la majorité et où sept anciens présidents du Barreau américain — dont l'ex-secrétaire d'Etat Elihu Root (pourtant de la Carnegie et du C.F.R.) et l'ex-pré-

et, de 1917 à 1919, il fit son nid au Wilson's War Food Administration de Chicago. Ensuite, il devint vice-président de la *Socialist-sponsored Public Ownership League*, puis trésorier de la *League for Industrial Democracy* (L.I.D.) à New York. Il donnait de fréquentes conférences à la Rand School, et collaborait très étroitement à la *New Republic*, dont le patron n'était autre que Walter Lippmann, membre de la Round Table, et au journal *The Nation* (64).

Nous ne serons donc pas surpris d'apprendre que Stuart Chase, membre du C.F.R., collaborait étroitement avec Felix Frankfurter, membre de la Round Table et fondateur du Harvard Socialist Club, Harry Hopkins (65) conseiller privé et favori du président Roosevelt, et Frances Perkins, alors secrétaire d'Etat au Travail, tous membres du C.F.R. et faisant partie de l'entourage immédiat de Franklin Roosevelt.

Laissons un peu de côté l'aspect « économique » du mondialisme pour nous occuper à nouveau des organisations politiques...

En 1939, paraît un fort volume intitulé « *Union ou chaos ?* », avec comme sous-titre : « proposition américaine en vue de réaliser une fédération des grandes démocraties ». Son objectif N° 1 ? La constitution d'un Gouvernement Mondial. Très rapidement, ce livre va devenir une sorte de bible du mondialisme.

L'auteur en est Clarence Kirshman Streit. Né le 21 janvier 1896 de Louis L. Streit et de Mme Emma née Kirshman, il s'engage comme volontaire en 1917 ; envoyé en France avec le 18^e régiment des Ingénieurs des chemins

sident William Howard Taft — lui reprochèrent son manque de sens juridique, ses interprétations trop personnelles de la loi et ses activités trop ouvertement sionistes. » (John Beaty, *Iron Curtain*, pp. 47-48). Mentionnons également son appartenance au C.F.R.

(64) Walter Lippmann, également au C.F.R., estimait que « la possibilité de l'ordre mondial repose sur la perpétuation de "l'alliance nucléaire" entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie. » (*U.S. Foreign Policy*. Edition anglaise, préface de D.W. Brogan, publiée par Hamish Hamilton, août 1943).

(65) « Etudiant au Grinnell College, Hopkins fut très influencé par deux professeurs, le Dr Edward A. Steiner et le Prof. Jesse Macy. Le Dr Steiner, d'origine autrichienne, est un converti du judaïsme. A Grinnell, Steiner occupa la Chaire des études chrétiennes appliquées, fondée par Elizabeth Rand et tenue quelques années auparavant par George Heron, premier président de l'American Socialist Party. Quant à Jesse Macy, il passa quelque temps en Angleterre auprès de la Fabian Society. » (*Fabian Freeway*, by Rose L. Martin, p. 285).

de fer, il est placé dans l'Intelligence Service, attaché auprès de la délégation américaine à la Conférence de la Paix (66). Démobilisé, « il entre à l'université d'Oxford, en qualité de Rhodes Scholar, c'est-à-dire titulaire d'une de ces bourses fondées par Cecil Rhodes pour faire passer par son université des jeunes sujets d'élite choisis avec soin dans tout l'Empire britannique auquel il voulut joindre les Etats-Unis » (67).

Après un bref passage à la Sorbonne, à Paris, il commence, en 1920, sa carrière de correspondant étranger dans la presse américaine. Il suivit tout d'abord, pour le *Philadelphia Public Ledger*, la guerre gréco-turque, puis l'avènement du fascisme. En 1924, il passe au *New York Times*, journal totalement sous la coupe de la Round Table, et qu'il ne quittera plus.

Dans le même temps qu'il sortait son ouvrage, Streit fondait l'« *Inter-democracy Federal Unionist* » qui, en 1940, de concert avec ses amis anglais, devenait la *Federal Union Inc.*

Informations que ne donnent aucune de ses biographies officielles : il était membre de la Round Table du C.F.R. et du Bureau international de la Fabian Society.

Afin de mettre en place la *Federal Union*, il fit appel à R.W.G. Mac Kay, Herbert Agar et Georges Catlin, tous trois de la Fabian Society.

Pour Streit et ses amis mondialistes, le seul moyen pour arriver à imposer leur Gouvernement mondial est d'abolir, d'éliminer le nationalisme. Afin de justifier cette position, Streit écrivait que « Partout le nationalisme à appauvri le citoyen en le chargeant d'impôts, en lui infligeant le chômage, la crise économique » (68).

Chacun peut avoir son opinion sur tel ou tel sujet ;

(66) Il est pour le moins curieux d'être incorporé comme volontaire... dans les services secrets...

(67) *Union ou chaos ?*, par Clarence Streit. Librairie Médicis, 1939, in préface de Firmin Roz, p. 9.

(68) *Union ou chaos ?*, p. 35. Note : Se posant en professeur, le journaliste belge Adrien de Meeüs écrivait : « Si le nationalisme est, en effet, une force immense, il n'est pas douteux que nous allons vers un "régime mondial", où il sera pratiquement impossible de "désinternationaliser" un problème, une fois qu'il sera passé à ce stade, et c'est dans ce sens que le grand capitalisme doit se diriger, s'il veut survivre au-delà du monde actuel. » (*Le Soir*, 2-9-1956). Ce dernier, quoiqu'ayant vu le problème, oubliait — ou ignorait — que ce sont justement les « grands capitalistes » qui poussent au Gouvernement mondial.

mais là où les choses deviennent par trop comiques, c'est lorsqu'on sait que ce jugement vient d'un homme « pur démocrate ». Aussi reconnaissons que, dans nos « démocraties libérales avancées », la crise économique est permanente, le chômage en constante augmentation ; quant aux impôts en tout genre, chaque contribuable sera à même d'en apprécier les bienfaits...

Mais à cette époque-là, les idées de Streit, qui voulait assurer la victoire du système démocratique grâce à l'union de quinze démocraties, ne faisaient pas l'unanimité du clan mondialiste.

« Certains lui reprochèrent de perpétuer, sinon d'accroître, la division du monde et se séparèrent de lui dès 1941 » (69).

Nous trouvons en partie la réponse à cette scission, lors de la deuxième conférence de l'*Association des Parlementaires pour un Gouvernement mondial*, conférence qui eut lieu le 24 septembre 1952 à Londres. Paul S. Andrews déclarait : « Il est une fédération régionale... qui, selon moi, ne contribue pas à la paix et qui ne serait pas un pas vers la Fédération mondiale. C'est l'organisation dirigée aux Etats-Unis par M. Streit et ses amis et qui est appelée Atlantic Union » (70).

Ils lui reprochaient surtout de ne pas y inclure l'Union Soviétique. « Beaucoup d'entre eux, écrit R.P. Haegler, considéraient qu'il était nécessaire d'inclure dès le commencement tous les Etats dans une Fédération mondiale, indépendamment de leurs régimes politiques » (71).

En fait, quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit que Streit n'était en rien hostile au régime communiste. Lui-même écrivait qu'il ne voyait pas pourquoi il serait hostile à l'Union Soviétique dans la mesure où « la Russie soviétique n'établit aucune discrimination de nation, de race, de couleur ou de sexe » (72).

Toutefois, poursuivait-il : « Je déplore que les Soviets se soient écartés de l'égalité démocratique, mais je les condamne moins sévèrement que je ne condamne ceux qui sanctionnent, par la loi, des distinctions fondées sur des

(69) *Histoire et idéologie du mondialisme*, par R.P. Haegler. E.V.Z

(70) *The Young World Federalist*, février 1956. Vol. 3. N° 21, p. 4.

(71) *Histoire et idéologie du mondialisme*, p. 11.

(72) *Union ou Chaos ?* p. 158.

éléments que les hommes ne peuvent ni changer ni supprimer » (73). Il entendait montrer du doigt l'Allemagne de Hitler et l'Italie de Mussolini.

Et il concluait en notant : « Je ne vois pas de motif d'hostilité entre l'embryon de gouvernement mondial et la Russie des Soviets, et je vois beaucoup de raisons pour qu'ils deviennent de bons voisins » (73).

Il était suivi dans son raisonnement par le fondateur de la section anglaise de la Federal Union, Sir William Beveridge, membre éminent de la Fabian Society et ami personnel de Sydney Webb. Il écrivait que « le gouvernement soviétique, tout en n'étant pas démocratique à la manière américaine ou anglaise, a défendu les intérêts du peuple. Et son intérêt majeur, dans tous les pays, c'est la paix ; la guerre n'amuse que les dictateurs » (74).

Si, pendant longtemps, le slogan à la mode a été « Hitler, connais pas... », pour ces gens-là, il se transformait en « Staline, connais pas... ».

En 1940, un autre projet, ayant même une constitution, fut mis au point par Sir Ivor (William) Jennings, de la Fabian Society, sous le nom *Fédération de l'Europe occidentale* (75).

La Deuxième Guerre mondiale voit éclore une multitude d'organisations mondialistes ou para-mondialistes. En 1941 est créé le *Mouvement populaire suisse en faveur d'une fédération des peuples*, et la *World Federation* aux Etats-Unis en avril 1942, sous la présidence d'Ely Culbertson.

« Les Etats-Unis d'Europe seront bientôt la réalité vivante pour laquelle nous combattons », lit-on dans le journal *Combat* de septembre 1942. De même, *Résistance* déclare, le 17 février 1943, que « la victoire devra être accompagnée de l'instauration d'une communauté européenne composée de peuples libres et égaux », et le *Populaire*, dans son numéro de juin 1943, parle de limitations de la souveraineté au profit de la communauté européenne.

Même son de cloche dans le programme du parti socialiste belge de 1942, ainsi que dans l'organe néerlandais *Het Parool*, qui écrit au début de 1944 : « Nous devons

(73) *Union ou Chaos ?* p. 163.

(74) *Le Prix de la Paix*, par Beveridge. Ed. Trois Collines, Genève, 1945.

(75) *Federation of Wester Europe*, par Jennings, Cambridge University Press, 1940.

aspirer à l'union la plus étroite possible avec les autres Etats occidentaux de l'Europe ».

Parallèlement, tout comme pendant la Grande Guerre, se développent une pléthore de *mouvements pour la Paix*, tous à vocation mondialiste, tels que la *World Government Association*, en novembre 1940, dirigée par Mr. Stanley P. Woodard, le *Federal Council of Churches Commission on a just and durable peace*, en décembre 1940, ce dernier ayant pour dirigeant John Foster Dulles, membre du C.F.R. et que l'on retrouvera au Bilderberg. Le mois précédent le 1^{er} novembre, était fondé l'*American Jewish Committee Research Institute on peace and post-war problems*. Son président était un « jeune juif liégeois très influent dans la F.·.M.·.belge » (76), membre de l'Alliance Israélite Universelle ; on le retrouvera quelques années plus tard à l'I.R.R.I., homologue belge du R.I.I.A., Max Gottschalk (77).

L'année 1941 donna naissance à l'*Institute on World Organisation*, dirigé par Mrs Rose Ettinger ; il comprenait deux comités d'études ; un pour les questions relatives à la Cour permanente de justice internationale et un pour les questions relatives à l'O.N.U. Le 8 décembre 1941, Elsie Elfbenstein crée le *Post-War Council*.

En coopération avec la *World Peace Foundation* (78), est fondé en 1942 le *Universities Committee on post-war international problems* ; le président en était M. Leland Goodrich.

En mai 1943, M. Eichelberger lance la *United Nations Association*. Ce n'était pas son coup d'essai ; en 1923, il avait créé la *League of Nations* qui faisait paraître la revue *Changing World*, et, en novembre 1939, la *Commission to study the organization of peace*, qui regroupait une dou-

(76) *L'Alliance Israélite Universelle*, par Georges Ollivier. Documents et témoignage, 1959.

(77) *Le dictionnaire Universel de la F.·.M.·.* le mentionne, pour sa part, comme « Avocat, directeur de l'Institut Solvay de sociologie à Bruxelles, conseiller juridique de la Commission interalliée du Rhin de 1919 à 1921, membre du Bureau international du Travail à Bruxelles. Chancelier de l'Association Maçonnique Internationale de 1924 à 1927. » (Tome I, p. 556). De plus, « M. Max Gottschalk, membre du Consistoire israélite de Bruxelles, est un des leaders du judaïsme belge. » (*L'Univers Israélite*, 26 mars 1937). Il reçut la lumière en 1914 à la L.·. de Liège, et appartint notamment à l'*American Masonic Club of the Army of occupation* à Coblenze.

(78) La *World Peace Foundation* fut fondée en 1910 et a pour directeur M. Goodrich.

zaine d'associations régionales dans différents Etats des Etats-Unis.

Serez-vous surpris d'apprendre que M. Clark Eichelberger est membre de la très « progressiste » *League for Industrial Democracy* (L.I.D.), affiliée au Bureau International de la Fabian Society ?

Mais, le plus beau fleuron fut à cette époque, sans conteste possible, l'U.N.E.S.C.O.

En novembre 1942, une Conférence des ministres alliés de l'Education se réunit à Londres ; elle avait pour objectif « d'établir des plans en vue de la reconstruction qu'il faudrait opérer après les hostilités... La conférence examina une proposition émanant d'un comité présidé par l'helléniste britannique Gilbert Murray et tendant à la création d'une organisation permanente pour l'éducation et pour une meilleure compréhension internationale... » (79).

Comme par un fait exprès, l'helléniste distingué Gilbert Murray était un membre influent de la Fabian Society.

Et, « le 12 juillet 1945, dans l'espoir d'édifier un nouvel ordre mondial d'où la guerre serait exclue, les Alliés victorieux s'entendirent pour mettre sur pied une expérience ambitieuse et pour le moins idéaliste : la création d'une organisation internationale destinée à assurer la paix grâce à la coopération dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture » (80).

« Quand les gouvernements britannique et français invitèrent tous les Etats membres de l'Organisation des Nations-Unies à participer à la conférence de Londres de novembre 1945, ce fut en vue de la création d'une Organisation des Nations-Unies pour l'éducation et la culture » (81).

Cette conférence réunit des personnalités telles que Léon Blum, président du Conseil d'Administration du C.E. P.E. (82), et qui allait devenir le premier président de la Conférence générale de l'U.N.E.S.C.O. ; Etienne Gilson, professeur à Harvard (1926-1928), membre de l'Académie française depuis 1946 et membre du Comité France-Amérique ainsi que Frédéric Joliot-Curie, Prix Staline de la Paix 1951,

(79) *Regard sur l'U.N.E.S.C.O.*, publié par l'U.N.E.S.C.O. Paris 1973, pp. 32 et 34.

(80) *L'Express*, 7 au 13 mars 1981, article de Paul Chutkow, journaliste américain.

(81) *Regard sur l'U.N.E.S.C.O.*, p. 34.

(82) Voir *La Trilatérale et les secrets du mondialisme*, p. 103.

membre du M.R.A.P., du Parti Communiste et membre fondateur de la Pugwash.

Bien entendu, Gilbert Murray était présent, entouré d'Archibald MacLeish, de l'université d'Harvard et ex-sous-secrétaire d'Etat, d'Henri Bonnet, ami intime de Jean Monnet et membre du C.E.P.E., de Jean Piaget, psychologue suisse ; de son côté, la délégation anglaise était conduite par le Premier ministre Clement Attlee, secrétaire de Toynbee Hall en 1910 (83), membre du Ruskin College en 1911 (83), de la London School of Economics de 1913 à 1923 (83) et de la Fabian Society (83).

Comme on peut le constater, les débuts de l'U.N.E.S.C.O. furent bien entourés. Mais ce n'est pas tout ! Nous ne sommes pas au bout de nos surprises...

« L'Organisation envisagée, écrit une brochure de l'U.N.E.S.C.O., devait poursuivre l'œuvre de l'*Institut international de coopération intellectuelle de Paris*, qui fut en effet incorporé à l'U.N.E.S.C.O. » (84).

Or, cet Institut international de coopération intellectuelle, fut fondé à la suite d'un rapport de Léon Bourgeois, à l'époque Président de la Société des Nations (S.D.N.), prix Nobel de la Paix 1920 et surtout, membre de la Franc-maçonnerie, initié le 15 juillet 1882, à la L.'. « *La Sincérité* », O.'. de Reims et membre de la L.'. « *Bienfaisance Châlonnaise* », O.'. de Châlons-sur-Marne.

Parmi les personnalités qui dirigèrent cet Institut d'essence maçonnique, citons Albert Einstein, « membre fondateur de la Société des amis de la Russie bolchevique » (85) en 1923 et que l'on va retrouver à la Pugwash ; Sigmund Freud, « créateur » de la psychanalyse et membre de la Franc-maçonnerie juive des B'naï B'rith (86) et Henri Bergson, premier président de l'Institut.

(83) Voir *La Trilatérale et les secrets du mondialisme*, chapitre III.

(84) *Regard sur l'U.N.E.S.C.O.*, p. 34.

(85) *Le Figaro Magazine*, 3 mars 1979.

(86) Citant Ernest Jones *La vie et l'œuvre de Sigmund Freud*, tome L, p. 187, le Dr François Lamasson, dans *Origine et valeur de la psychanalyse* (Desclée, Tournai, 1965) transcrit : « En 1897, découragé par l'ostracisme professionnel dont il était victime, il ressentit le besoin de trouver un milieu mieux fait pour le comprendre, parmi des hommes plus proches de lui. C'est au Club juif B'naï B'rith qu'il les découvrit. Jusqu'à la fin de son existence, il resta membre de cette société qui se réunissait le mardi, deux fois par

Autour d'eux évoluaient Mme Curie-Skowska, compagne de Joliot-Curie, Thomas Mann, Paul Valéry et Rabin-dranath Tagore.

Et, afin de prouver la filiation directe de cet Institut avec l'U.N.E.S.C.O., Sir Julian Huxley, premier directeur général de l'U.N.E.S.C.O., n'hésitait pas à dire : « Nous n'avons plus besoin de recourir à une révélation théologique ou à un absolu métaphysique. Freud et Darwin suffisent à eux deux à nous donner notre vision philosophique du Monde » (87).

Toujours est-il que, le 4 novembre 1946, l'*United Nations Educational Scientific and Cultural Organization* (U.N.E.S.C.O.) était officiellement créée. Son premier Directeur général (1946-1948), fut le biologiste britannique Sir Julian Huxley, Citoyen du Monde, qui participa au côté d'Israël Moses Sieff à la création du Political and Economical Planning (P.E.P.), courroie de transmission du R.I.I.A. (88).

mois. Freud assistait régulièrement à ces réunions ; quelquefois même, il y faisait une causerie. »

De son côté, Alain de Benoist écrit : « Freud n'avait certes qu'une relation lointaine et de toute façon ambiguë avec le judaïsme (ce qui est difficile à comprendre, vu son appartenance au B.B.). Cela n'a toutefois pas empêché Manès Sperber de décrire la psychanalyse comme "la mise en psychologie de l'Ancien Testament" (*Le Talon d'Achille*, Calmann-Lévy, 1957), tandis que David Bakan (*Freud et la tradition mystique juive*, Payot, 1977) fait du freudisme un avatar moderne de la Kabbale ; que Percival Bailey présente Freud comme un "rabbin laïc" (*Sigmund le tourmenté*, Table Ronde, 1972) et que Marthe Robert, dans un essai pénétrant (*D'Œdipe à Moïse*, Calmann-Lévy, 1974), voit dans son œuvre "en quelque sorte le dernier en date des commentaires du Talmud". » (*Le Figaro Magazine*, 31 mars 1979).

(87) Darwin, « ...riche des idées de Malthus (*Essai sur le principe de la population*, 1798) et des résultats obtenus par les éleveurs sélectionneurs, a pu écrire, en 1859, son ouvrage le plus célèbre : *On the Origin of Species by Means of Natural Selection, or the Preservation of Favoured Races in the Struggle for Life* (De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle, ou la préservation des races favorisées dans la lutte pour la vie). Il y développe la thèse selon laquelle la nature favorise les êtres vivants dotés de caractères avantageux et réalise ainsi une sélection naturelle tout à fait comparable à celle que pratiquent artificiellement les éleveurs... Il put mesurer, vers la fin de sa vie, l'immense retentissement d'une théorie qui ne lui est pas absolument propre, mais qui devait avoir sur notre conception de l'univers habité une répercussion encore évidente de nos jours. » (*Alpha encyclopédie*, tome 5. La Grange batelière, S.A. Paris 1969).

(88) Il eut pour successeur Jaime Torres Bodet, élu alors qu'il exerçait les fonctions de ministre des Affaires étrangères du Mexique. C'est sous sa présidence que furent mis en place les « Clubs UNESCO ». Démissionnaire, l'intérim fut confié, à partir de décembre

Fait non moins étonnant, l'U.N.E.S.C.O. a tenu à célébrer le tricentenaire de Comenius (89), le considérant comme l'« Apôtre de la compréhension mondiale... premier propagateur dont s'est inspiré l'U.N.E.S.C.O. lors de sa fondation ». Dans un opuscule datant de 1957, publié par l'U.N.E.S.C.O., on pouvait lire sous la plume de M. Piaget : « L'UNESCO et le Bureau international d'éducation lui doivent le respect et la reconnaissance que mérite un grand ancêtre spirituel. »

Or, Comenius, disciple de Jean Valentin Andréaé (90), considéré comme le fondateur du Rosicrucisme moderne, fut l'auteur d'un ouvrage, « Panorthosie », d'où découlent directement tous les plans de gouvernement mondial. Le *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, établi par des francs-maçons, écrit à son sujet : « Il entrevoyait déjà, dans le sillage du lointain roi Georges Podiebrad de Bohême, une Europe unie. Comenius, que Michelet appelait « Le Galilée de la pédagogie » se montrait par là un des grands internationalistes, songeant même à créer une langue internationale plus souple que le latin. Toutes ces idées, nous les retrouvons chez certains Francs-maçons (comme celle mentionnée en dernier lieu chez Zamenhoff), et particulièrement au 18^e grade qui, pour cette raison, peut à juste titre considérer cet homme extraordinairement en avance sur son temps, sinon comme un ancêtre direct, du moins comme un de ses guides spirituels. »

Quant au Frère Pierre Mariel (91), il en déduit que « La Panorthosie ne fut pas le manifeste du seul Comenius, mais plutôt le manifeste de la Rose-Croix, car Comenius

1952, à son adjoint John W. Taylor (Etats-Unis), jusqu'à l'élection en juillet 1953 de Luther H. Evans, ancien administrateur de la Library of Congress des Etats-Unis. M. Vittorino Veronese (Italie), membre du Conseil exécutif, lui succéda en 1958. Démissionnaire pour raison de santé, René Maheu (France) assura l'intérim jusqu'en 1962. Elu la même année directeur général, il fut réélu pour six ans en 1968. Depuis 1974, la direction est tenue par Amadou Mahtar M'Bow, ancien ministre de l'Education du premier gouvernement indépendant du très mondialiste président du Sénégal, Leopold Sédar Senghor.

(89) Jean Amos Comenius, de son vrai nom Komensky, était le fils d'une famille appartenant à l'Union des Frères Moraves (secte dissidente née du mouvement hussite).

(90) Pour plus de détails sur ce personnage, lire *La Conjuración des Illuminés*, de Henry Coston, 1979. B.P. 92-18. 75862, Paris Cedex 18.

(91) Récemment décédé (22 octobre 1980), il était le V.° de la L.° Villard de Honnecourt n° 81, G.° L.° N.° F.° (1967-1968) et membre de l'Ordre Martiniste.

fut le porte-parole, le rapporteur d'une commission de Sages dont les membres sont restés volontairement dans l'ombre. » (92).

Voilà bien des curiosités... surtout, que de l'aveu même de Pierre Mariel, l'U.N.E.S.C.O. « est presque entièrement composée de maçons de tous pays. » (93).

Enfin, en 1943, paraissait chez Macmillan, l'ouvrage intitulé *Towards an Abiding Peace* ; son auteur, Robert Morrison MacIver, professeur de philosophie politique et de sociologie à l'Université de Columbia, était membre du Comité d'Administration de la Russell Sage Foundation. Il préconisait un gouvernement mondial avec une Assemblée de représentants élus directement par les Etats membres ; une exécutive internationale de onze membres, représentant les grands groupes régionaux, tels que les Etats-Unis, l'Empire britannique, la Russie Soviétique, les Indes, le Japon, l'Extrême-Orient, et ainsi de suite ; enfin un pouvoir judiciaire international. Il proposait que l'Assemblée édicte, dans son domaine, des lois engageant tous les pays, interprétées par le pouvoir judiciaire et appliquées par l'Exécutif.

Un projet similaire avait été proposé par le vice-maréchal Bennet dans un article du *Law Journal*, du 30 décembre 1944, dans lequel il envisageait un « indice de participation » à une autorité centrale internationale, en tenant compte du « potentiel humain, de la mentalité et du matériel » de chaque pays.

« Lorsque la guerre contre l'Allemagne et le Japon se terminera par une capitulation sans conditions, écrivait le socialiste-fabien Beveridge, la puissance effective du monde restera entre les mains de trois grandes confédérations : les Etats-Unis, l'Union Soviétique et le Commonwealth britannique. De la manière dont elles exerceront ce pouvoir dépendra l'avenir du monde. » (94).

L'année 1944 donnera naissance à S.A.L. (Science - Action - Libération) qui, à son tour donnera le jour à COFORCES. Le caractère tout à fait exceptionnel de ces deux organisations mondialistes, donnera lieu à un chapitre plein de surprises dans une prochaine étude.

(92) Pierre Mariel, *Les Sociétés secrètes mènent le monde*, A. Michel, 1973, p. 38.

(93) Pierre Mariel, *Les Francs-maçons en France*, Marabout, 1972, p. 204.

(94) *Le Prix de la Paix*, p. 151.

Mentionnons également la fondation de *La Fédération* (Mouvement Fédéraliste Français) le 13 octobre 1944. Elle fut d'abord un « *Centre d'études institutionnelles pour l'organisation de la Société Française* ». Ses fondateurs venaient principalement de la gauche proudhonienne et de la droite « corporatiste ». Peu à peu le Centre se transforma en Mouvement fédéraliste. Le Bureau exécutif était — et est toujours — présidé par André Voisin (Bourgeois) (94a) membre du Bilderberg. Parmi les autres dirigeants de *La Fédération* citons : Jacques Bassot (ancien de l'*Institut d'Etudes Corporatives et Sociales* patronné par le Maréchal Pétain), Max Richard, de l'*Union des Républicains Indépendants d'Action Sociale*, Roger Duchet, ancien ministre, membre du Bilderberg et Alexandre Marc, que l'on retrouve aujourd'hui à l'*Institut d'Etudes Mondialiste*.

De nos jours, *Fédération*, organe du Mouvement Fédéraliste, s'est transformé en *Le XX^e siècle fédéraliste* et ayant pour devise : « Le xx^e siècle ouvrira l'ère des fédérations » (Proudhon).

DE 1945 A NOS JOURS

Un peu après la fin de la II^e Guerre mondiale, M. Bevin le 24 novembre 1945, devant la Chambre des Communes, préconisait la création d'une Assemblée mondiale, élue par le suffrage direct, qui aurait le dernier mot quant à l'usage des bombes atomiques en cas d'agression contre la paix. Cependant, il n'alla pas jusqu'à proposer à ce Parlement mondial, l'abandon de la souveraineté des Etats en la matière. Il se contenta de parler d'une « fusion des pouvoirs » de la Chambre des Communes avec ceux de l'Assemblée mondiale, car précisait-il, « jamais personne ne dira qu'il abandonne sa souveraineté. »

Un mois plus tard, le 17 décembre, M. MacKenzie King, alors Premier ministre du Canada, reprenait cette suggestion au Parlement d'Ottawa.

(94a) André Voisin fut membre du Comité exécutif du P.S.F. (Parti Social Français) du Colonel de La Rocque puis directeur du Collège d'Etudes Syndicales et Corporatives qui assurait la formation de cadres destinés à travailler à l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales dirigé par son ami Jacques Bassot.

En effet, il ne fallait pas brusquer les choses et mettre à vif les sentiments nationaux encore très exarcerbés. Et cela, Sir Ernest Bevin, ancien président de la *Society for Socialist Inquiry and Propaganda* et membre influent de la Fabien Society, ainsi que M. MacKenzie King, du C.I.I.A., homologue canadien du R.I.I.A., duquel M. Bevin fait partie, ne l'ignoraient point...

D'ailleurs, la chose est si peu facile à résoudre — si ce n'est par la force (une troisième guerre mondiale, par exemple) — que, dix ans plus tard, le professeur L. Ledermann, chargé de cours de Relations et Institutions Internationales à l'Université de Genève, écrivait : « C'est un internationalisme caricatural, illusionniste que celui qui veut détruire, d'un trait de plume, toutes les frontières nationales, supprimer toutes les souverainetés étatiques, réaliser d'un seul coup un Etat mondial, un Gouvernement mondial... » (95).

Toujours est-il que l'année 1945 voit apparaître un dénommé Emery Reves, auteur d'un ouvrage qui, très vite, va devenir un énorme succès, *Anatomy of Peace* (Anatomie de la Paix).

Au cours des dix années qui précédèrent la guerre, Reves organise dans la presse mondiale la publication d'articles d'une centaine d'hommes d'Etat des pays démocratiques. Ces articles, où s'exprimaient une grande variété d'opinions sur les affaires internationales, firent l'objet d'une diffusion presque quotidienne en beaucoup de langues par quelque 400 journaux de 70 pays.

Dans la présentation de l'édition française, on pouvait lire que la revue « *Coopération* a été, avant la guerre, un des moyens les plus efficaces de diffusion des principes démocratiques et un précieux instrument de lutte contre le fascisme dans tous les pays... L'organisation créée par M. Reves était devenue un poste d'observation des affaires mondiales de tout premier ordre. »

Si son livre eu un tel retentissement, il faut reconnaître qu'il fut puissamment aidé par les media et, en particulier, par le *New York Times*, l'*Associated Press* et le *Readers' Digest*, tous trois sous le contrôle du C.F.R. et de la Haute Finance.

(95) « *Nationalisme et internationalisme* », in *Revue politique et parlementaire*, 62^e année. N° 698, janvier 1960.

Le juge Roberts, de la Cour suprême des Etats-Unis, membre du C.F.R., écrivit une *Lettre ouverte au peuple américain* pour l'engager à lire et à discuter *Anatomie de la Paix*. Cette lettre, signée par vingt personnalités américaines, parut dans 50 grands journaux américains.

La grande idée de cet ouvrage était, bien entendu, une Fédération mondiale.

En août 1945, se forme à l'Université de Chicago un groupe ayant pour tâche la rédaction d'un projet de Constitution mondiale : *The Committee to Frame a World Constitution*, plus connu sous le nom de « Comité de Chicago ». Il publia un mensuel, *Common Cause*, de juillet 1947 à juillet 1951, année où il se saborda.

Sous la présidence de Jean Larmeroux, promoteur depuis 1945 d'une constitution des Etats-Unis d'Europe et d'une Confédération mondiale, président des comités français et internationaux des *Etats-Unis du Monde* et de l'Académie internationale des sciences politiques, fut fondé, lors du Congrès de Montreux, du 17 au 24 août 1947, le *Mouvement universel pour une Confédération mondiale* (96).

Aussi, nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de savoir que le Mouvement *Etats-Unis du Monde*, présidé par Jean Larmeroux, président de l'Académie Internationale des Sciences Politiques, comprenait au Comité français :

André Le Troquer : militant marxiste qui collabora après la guerre à l'*Humanité* et au *Populaire*. A cette époque il était Ministre de la Défense.

Edmond Michelet : Ministre des Armées, ancien fondateur en 1932 des *Equipes Sociales* et l'un des plus zélés propagandistes de la Démocratie Chrétienne.

François Mauriac : Pétainiste en 1940, il se retrouva Gaulliste fervent en 1944. Il fait partie du *Dictionnaire des Girouettes* de Orion.

Maurice Schumann : Député, correspondant de l'agence *Havas* à Londres en 1940. Membre du C.E.P.E., de la L.I.C.A. et de France-Israël.

(96) Son nom fut changé en *Mouvement universel pour une Fédération mondiale* en 1954. L'appellation anglaise, *World Movement for World Federal Government*, fut remplacé en 1956 par *World Association of World Federalist*.

Voir en Annexe II la liste du Comité de direction du *Mouvement Universel pour Confédération Mondiale* et la liste des Groupements membres.

Joseph Laniel : ancien ministre. Vice-président de l'Assemblée Nationale. Vota la délégation de pouvoirs au Maréchal Pétain (1940). Membre de l'Alliance Démocratique, il fut, à ce titre nommé au *Comité National de la Résistance* dès sa fondation dans la Clandestinité.

Réné Besnard : ancien ministre. Radical Socialiste, il fut membre dirigeant de la *Ligue de la République* et adepte de la F.·.M.·. (Chevalier Rose Croix, membre de la *Loge Les Enfants de Rabelais*), 33^e, membre du Conseil de l'Ordre du G.·.O.·.. Secrétaire général du groupe français de la Fédération internationale maçonnique de la S.D.N.

Jules Steeg : ancien Président du Conseil des Ministres. Membre du *Groupe d'Action et de Défense Laïque* du Sénat, de la *Ligue de l'Enseignement* et de la *Ligue des Droits de l'Homme*. Il était franc-maçon (Registre des interventions de la G.·.L.·. 1930-1940).

Pasteur Valléry-Radot : Gaulliste et mondialiste. Membre de l'Académie Française. Signataire, en qualité de secrétaire général à la Santé, du décret de révocation du savant Alexis Carrel, le 21 août 1944.

Claude Farrère (Edouard Bargone dit), collaborateur au fasciste *Nouveau Siècle*, au journal des Croix de Feu, le *Flambeau*, à la Gerbe (de Châteaubriant), au *Petit Parisien* (1941), aux *Ecrits de Paris*, et appartient au comité d'honneur de l'*Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain*.

Comme on peut le constater, il y avait du beau monde.

Quant au *Mouvement Universel pour une Confédération mondiale* (M.U.C.M.), s'il est né à la suite du Congrès de Montreux, il faut savoir que ce dernier avait été organisé par le *Mouvement Universel pour un Gouvernement Fédéral mondial*.

Celui-ci était dirigé par Max Habicht (Suisse), membre du *Mouvement Populaire Suisse en faveur d'une Fédération des Peuples*, président d'honneur de l'*Association des Fédéralistes Mondiaux* en Suisse, membre de l'*United World Federalists* et aujourd'hui, membre du Conseil d'administration de l'*Institut d'Etudes mondialiste*.

Max Habicht avait pour l'aider Edward Kiek (Australie), qui après des études à la Central Foundation School de Londres, fut président de l'*Australia Council of Churches* (1927-1928 et 1948-1949), de la *Sociological Society* (1920-1957), du *Federal Union Movement* en Australie

(1943). Il était également franc-maçon ; le baron Antoine Allard, banquier, vice-président de COFORCES MONDIALE, secrétaire général de l'*Union Fédérale Mondiale* (section belge) et membre du comité directeur de la *Ligue Mondiale contre la guerre*.

Étaient également présents Henry Usborne (G.-B.), fondateur de l'*Usborne Group* d'où sortira le mouvement *The Crusade for World Government* et Gaston Riou, ancien député qui fut collaborateur des *Dernières Nouvelles de Paris* pendant la Seconde guerre mondiale. Auparavant il travaillait au journal *Notre Temps* dont le directeur était Jean Luchaire. Membre de l'*Union Economique et Fédérale Européenne*.

Or, de l'aveu même de Georgia Lloyd « le *Mouvement Universel pour un Gouvernement Fédéral Mondial*, est né à la Conférence d'Asheville (Caroline du Nord) tenue du 21 au 23 février 1947 » (*Union Européenne des Fédéralistes*. Lettre circulaire N° 12. Paris, le 7 juillet 1947).

Il fut formé par les mouvements suivants :

- Americans United for World Government ;
- Massachusetts Committee for World Federation ;
- Student Federalists ;
- World Citizens of Georgia ;
- World Federalists ;
- World Republic.

Aussi, est-ce par hasard que Georgia Lloyd fut à l'origine du mouvement *Campaign for World Government*, lui-même issue directement de la Fabian Society et de l'A.C.L.U., ces deux dernières organisations étant particulièrement liées au R.I.I.A. et au C.F.R., elles mêmes fondées par la Round Table ?

Est-ce toujours par hasard que nous la retrouvons au Comité exécutif des *World Federalists USA*, en compagnie de Cord Meyer Jr., de Charles G. Bolté, de Cass Canfield, de R.M. MacIver et de Justice Owen J. Roberts, tous membre du C.F.R., ainsi que de Thomas Mann, ami de Coudenhove-Kalergi, d'Emery Reves et d'Edgar Ansel Mowrer, membre de l'*Americans for Democratic Action* (A.D.A.), proche de la Fabian Society ?

Enfin, il est à remarquer que cette circulaire se garde bien de dire que dès 1946 — c'est-à-dire un an avant la conférence d'Asheville — la *Federal Union* organisait une conférence préparatoire qui se réunit à Luxembourg ; elle

avait pour but la fondation d'une association regroupant tous les mouvements mondialistes...

Mais il est bon de savoir que la première rencontre internationale de fédéralistes consécutive à la II^e Guerre Mondiale avait eu lieu à Hertenstein au mois d'août 1946, mais ce n'est que du 14 au 16 octobre suivant, à Luxembourg donc, que se réunit le premier congrès proprement dit groupant non seulement des fédéralistes de divers pays d'Europe, mais également de Grande-Bretagne et du Commonwealth britannique ainsi que des Etats-Unis d'Amérique. A l'issue de ce congrès furent créés, d'une part le *Mouvement pour un gouvernement fédéral mondial* qui devait surtout prendre de l'extension aux U.S.A. (World federalists) et, d'autre part, une *Union fédéraliste européenne*.

Le 15 décembre suivant, à Paris, au siège de *La Fédération*, fut décidée la fusion entre l'organisme issu du récent congrès de Luxembourg et l'autre organisme auquel la rencontre d'Hertenstein avait donné naissance. Cette fusion devait se réaliser sous le vocable de l'*Union européenne des Fédéralistes* (U.E.F.) qui tient son premier congrès à Amsterdam, en avril 1947, et son second congrès à Montreux, du 27 au 31 août de la même année. C'est lors de ce congrès que furent définis les principes fondamentaux de la politique qui devait être suivie ultérieurement pour une construction progressive authentiquement fédérale de l'Europe.

M. Duncan Sandys, gendre de Winston Churchill, était venu en observateur au premier congrès de l'U.E.F., et il dirigea quelque temps plus tard le *Comité de liaison franco-britannique* avec André Voisin.

Le 11 novembre de la même année, fut constitué entre : l'Union européenne des Fédéralistes, la Ligue indépendante de Coopération européenne, le Mouvement pour l'Europe Unie de Grande-Bretagne, le Conseil français pour l'Europe Unie et l'Union parlementaire européenne, un *Comité international de Coordination des Mouvements pour l'Unité européenne*, d'où sortira le *Mouvement Européen*.

Comme un fait exprès, ce dernier — que nous allons retrouver plus loin — sera présidé par M. Duncan Sandys et aura pour secrétaire général, le F.^r. Joseph Retinger, le fondateur du groupe Bilderberg !

Notons également qu'en 1947, se constitua le *Groupe fédéraliste du Parlement français* dont la présidence fut confiée à M. René Coty, qui devait la conserver jusqu'à son élection à la présidence de la République française.

Nous avons déjà montré qui était derrière la *Federal Union* ; nous n'y reviendrons donc pas.

Le Mouvement Universel, ou Mouvement Fédéraliste, n'est en fait qu'un des rouages pour arriver au Gouvernement mondial. « Les partisans de ce gouvernement », écrit la revue fédéraliste *Parlement*, « s'appellent généralement des fédéralistes parce qu'ils veulent arriver à créer, par la fédération, l'unité des peuples » (97).

Et tout en considérant que ce dernier mouvement peut être considéré comme l'un des plus importants (nous ajouterons, à son niveau), Rolf Paul Haegler, président de l'*Association des Fédéralistes Mondiaux* en Suisse, reconnaît également « ... que l'impulsion principale ne provient pas du Mouvement universel » (98).

Nous ne serons donc pas les seuls à passer pour des originaux !

En marge de la *Federal Union*, le député anglais Henry Osborne, reprenant l'idée d'une Assemblée constituante des peuples, émise en 1924 par Rosika Schwimmer, constitue avec l'appui d'autres députés, l'*Osborne Group*.

Réuni pour la première fois le 26 novembre 1946, l'*Osborne Group* fut le noyau d'un mouvement populaire, *The Crusade for World Government*. Bien entendu, nous n'osons plus parler de hasard : ce dernier fut fortement épaulé par Beveridge, le fabien de la *Federal Union*, et qui, à ce propos, déclarait : « Aussi longtemps que la Charte des Nations Unies n'aura pas été transformée, elle ne sera pas un moyen suffisant pour arrêter la guerre. Mais cela ne signifie pas qu'il ne faut pas s'efforcer de la transformer ; c'est pourquoi je dis que la méthode des Nations Unies est une des voies qui peuvent nous conduire où nous voulons aller. Il y a cependant une autre route, une à laquelle il se trouve que je m'intéresse particulièrement... un mouvement appelé la Croisade pour le Gouvernement mondial. » (*Crusade for World Government*) (99).

(97) *Parlement*, N° 1, mars 1949.

(98) *Histoire et idéologie du mondialisme*, par Rolf Paul Haegler. Europa Verlag, Zürich, 1972.

(99) *Lord Beveridge for World Government*, by Beveridge, London non daté.

Et, dans la foulée, le 25 novembre 1947, l'Usborne Group met en place le *Parliamentary Group for World Government*, qui ne cessera, désormais, de jouer, dans les coulisses, un rôle de tout premier plan.

Pendant ce temps, le Comte Coudenhove-Kalergi reprend son projet et tente de développer l'*Union Parlementaire Economique*, tandis que se développe le *Comité international de coordination des Mouvements pour l'Unité européenne*, présidé par le Britannique Duncan Sandys.

Ce Comité réunit tout d'abord l'*United Europe Movement*, la *Ligue européenne pour la coopération économique* et l'*Union européenne des Fédéralistes*. Viendront adhérer ensuite le *Mouvement Socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* et les *Nouvelles équipes internationales*, d'inspiration chrétienne-démocrate.

Ils se réunirent du 7 au 10 mai 1948 à La Haye, en un grand Congrès qui rassembla près de 800 personnalités de 19 pays, parmi lesquelles seize anciens chefs de gouvernement et une vingtaine de ministres en exercice.

Donnant son sentiment sur ce rassemblement sans précédent, Achille Albonetti disait : « Le Congrès européen de La Haye qui se tint en mai 1948 est d'une importance vitale dans l'histoire de l'unité européenne, tant par la participation en masse des hommes politiques européens les plus en vue, que parce qu'il contribua à créer une opinion politique européenne. Bien que ses débats eussent un caractère idéologique, les motions finales que l'on vota revêtirent un aspect pratique et déterminèrent les premiers développements importants vers l'unité de l'Europe » (100).

Il est un fait qu'il y avait un beau « parterre » entre MM. Winston Churchill, Léon Blum, Paul-Henri Spaak, Alcide de Gasperi, Robert Schuman, Jean Monnet, Paul Reynaud et Georges Bidault, entre autres.

C'est à la suite du congrès de La Haye, le 25 octobre 1948 à Bruxelles, qu'eut lieu la réunion constitutive du *Mouvement européen* qui fédéra quatre groupements internationaux : l'*Union européenne des Fédéralistes*, le *Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* (100a), la

(100) *Préhistoire des Etats-Unis d'Europe*, par Achille Albonetti, Ed. Sirey, 1963, p. 42.

(100a) Le *Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe* est né d'une série de rencontres qui eurent lieu à partir de 1947,

Ligue européenne de la Coopération économique (100b) et les *Nouvelles Equipes internationales* (100c).

Deux autres organisations n'ayant pas le caractère international figurèrent également parmi les membres fondateurs : le *Conseil français pour l'Europe unie* et le *Mouvement britannique pour l'Europe unie* (United Europe Movement).

La première, créée en juin 1947 sur l'initiative de M. René Courtin, groupait surtout des personnalités appartenant aux principales tendances politiques et philosophiques françaises, notamment : Raoul Dautry (alors commissaire à l'Energie atomique), Paul Reynaud, André Siegfried, Paul Ramadier (F. . M. .). Cette organisation, dont la présidence avait été confiée après le décès de M. Raoul Dautry, à M. André François-Poncet, ambassadeur de France en Allemagne, s'est dissoute volontairement en décembre 1952 « pour ne pas risquer de paraître faire double emploi avec l'organisation française du Mouvement Européen ».

Quant à la seconde, l'*United Europe Movement*, elle fut fondée par Winston Churchill en janvier 1947. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Le 25 mai 1948, un ancien pilote américain membre de la *Federal Union* et fondateur du *Mouvement Universel pour une Confédération mondiale*, Garry Davis, abandonne sa nationalité. Le 12 septembre, expulsé de France, il se réfugie au Palais de Chaillot, cédé aux Nations Unies pour la durée de l'Assemblée générale, se place sous la protection de l'O.N.U. et se déclare *Citoyen du Monde*.

Bénéficiant d'une énorme publicité dans la presse internationale, son action fut immédiatement soutenue par un ancien maquisard, Robert Sarrazac, créateur en 1946 d'un

à l'initiative de personnalités socialistes britanniques qui fondèrent une *Commission internationale pour les Etats-Unis socialistes d'Europe*. Cette organisation prendra par la suite le nom de *Mouvement démocratique et socialiste pour les Etats-Unis d'Europe*.

(100b) La *Ligue européenne de Coopération économique* fut fondée en 1945 sur l'initiative d'une personnalité française, M. Daniel Serruys, et de M. Van Zeeland. Cette organisation réunissait principalement des personnalités du monde des affaires et des économistes de tendance libérale.

(100c) Les *Nouvelles équipes internationales* furent fondées en 1947 à l'initiative de M. Robert Bichet (vice-président du Mouvement Européen), député M.P.P. de Seine-et-Oise. Le président était un ancien ministre chrétien social belge, M. de Schryver.

Front humain nécessaire des Citoyens du Monde, (101) et par la formation d'un Conseil de Solidarité, comprenant Camus, Aveline, Breton, Vercors, l'Abbé Pierre, Rosen, Altman, entre autres.

Le 19 novembre, lors de la session de l'Assemblée générale de l'O.N.U. à Paris, Davis et Sarrazac demandèrent aux délégués de faire convoquer une Assemblée constituante mondiale qui « lèvera le drapeau de la souveraineté d'un seul gouvernement pour un seul monde. » (102) et, profitant de la publicité, annoncèrent le 1^{er} janvier 1949, la création d'un *Service d'enregistrement des citoyens du monde* (103).

Pendant ce temps, le *Mouvement Universel*, lors de son 2^e Congrès tenu à Luxembourg en 1948 sous la présidence du socialiste fabien J. Boyd Orr, inscrivait à son programme d'action le Plan Usborne et créa un *International Steering Committee*, chargé de coordonner les travaux en faveur d'une Assemblée constituante des peuples.

La même année, l'industriel Pierre Boulanger, dirigeant de la *Ligue internationale du Solidarisme* et de *La Croisade pour la Paix*, fait paraître « *Tocsin de l'Ere Nouvelle* », avec l'appui et les préfaces de Jean Larmeroux, président du *Mouvement Universel pour une Confédération mondiale* et président du *Comité international des Etats-Unis du Monde*, de H.L.D'A. Hopkinson, chef du secrétariat du parti Conservateur du Parlement, ancien ministre du Service diplomatique de Sa Majesté le Roi d'Angleterre et membre du R.I.I.A., de Henri Brugmans, président de l'*Union Européenne Fédéraliste* et collaborateur du Comte Richard Coudenhove-Kalergi et de Reginald D. Lang, membre du *National Executive Council United World Federalists, Membership*, et membre du C.F.R.

Riche en événements mondialistes, l'année 1948 vit l'apparition de *The United World Federalists*, aux Etats-Unis.

En fait, cet *United World Federalists*, coordonnait l'action de sept grands mouvements :

World Federalist U.S.A. ;

(101) Le *Front humain* exista jusqu'en 1958 sous le nom de *Centre de recherche et d'expression mondialiste*, puis de *Centre d'expérimentation et de recherche sur les techniques de la mondialité*.

(102) *Somme Mondialiste*, tome I. Un monde de la raison. Club Humaniste, 1975.

(103) Fonctionne officiellement depuis le 27 juillet 1949 sous le nom de *Registre International des citoyens du monde*.

Americans United for World Government Inc ;
Campaign for World Government ;
Massachusetts Committee for World Federation ;
World Fellowship Inc ;
World Union Inc ;
Tennessee Committee for World Federation.

Beaucoup pensent que tous ces petits mouvements mondialistes ne font pas partie du « Grand Œuvre » en vue de la réalisation du « dernier Grand Soir ou de la République Universelle ». Nous reconnaissons volontiers que beaucoup de membres et même de « dirigeants » de ces organisations sont sincères ; mais il serait intéressant — et vraisemblablement révélateur — de savoir combien de dirigeants savent que l'idée d'une Assemblée Constituante des peuples vient de Rosika Schwimmer et de Jane Addams, que ce projet est soutenu avec force par des organisations telles que la Franc-Maçonnerie, la Fabian Society, etc. et qu'au-dessus de tout cela, se profile l'ombre du « Colonel » House, des sociétés secrètes et de la Haute Finance Internationale, dont les maîtres sont les Warburg, les Morgan, Lazard et Rothschild...

D'ailleurs, n'y a-t-il pas meilleure preuve que de savoir que Warburg, celui là même qui participa au financement de la Paneurope, fut l'un des membres fondateur des *United World Federalist* ; sa déclaration d'intention fut faite à la Commission des Relations Etrangères du Sénat, le 17 février 1950.

Cord Meyer (C.F.R., par la suite l'un des directeurs de la C.I.A.) et premier président des U.W.F. exprima clairement le genre de gouvernement que les U.W.F. voulaient établir : « ... une fois qu'elle sera jointe au gouvernement fédéral mondial, aucune nation ne pourra se détacher ou se révolter... du fait que disposant de la bombe atomique, le Gouvernement fédéral mondial rayerait cette nation de la surface du globe » (103a).

Aux Etats-Unis, à la suite de la campagne d'un avocat, Fyke Farmer, l'Etat du Tennessee adopta en avril 1949 une loi organisant des élections officielles à l'Assemblée constituante des peuples. Conformément à cette loi, les élections eurent lieu au Tennessee le 3 août 1950. Trois personnes, dont Farmer, furent élues députés du Tennessee à l'Assemblée constituante des peuples.

(103a) *Spearhead*, N° 143, september 1980.

« Farmer organisa l'Assemblée constituante des peuples et un Congrès consultatif de l'Assemblée constituante des peuples à Genève, du 31 décembre 1950 au 5 janvier 1951. Le seul résultat tangible de cette réunion devait être la formation de deux comités rivaux, le *World Action Committee*, dirigée par Farmer lui-même et qui cessera ses activités à la fin de 1951, et le *Comité mondial pour l'Assemblée constituante des peuples*, patronné par tous les autres groupes » (104).

Parallèlement au *Mouvement Universel*, une association de jeunes, les *Jeunesses fédéralistes mondiales* (World Student Federalist, W.S.F.) voyait le jour à Montreux, en 1947. Statutairement indépendante du *Mouvement Universel*, la W.S.F. n'était en fait que la section jeunes du M.U. (105).

Au cours des différents Congrès, aussi bien du M.U. que des Jeunesses fédéralistes, les grands thèmes abordés furent toujours : la révision de la Charte des Nations Unies, la décolonisation, les Droits de l'Homme et les relations Est-Ouest.

Dans son ouvrage, Rolf Haegler écrit : « Le Mouvement Universel et ses sections gardèrent une attitude neutre et refusèrent tout particulièrement l'idée de n'accepter dans une fédération mondiale que des démocraties ; l'Union devait être universelle. Il convient cependant de formuler quelques réserves au sujet de la neutralité du Mouvement universel. Beaucoup jugeaient nécessaire de commencer la fédération mondiale, même sans la Russie, mais en l'invitant à se joindre quand elle le voudrait » (106).

La section américaine de l'*United World Federalist* (U.W.F.) ne déclarait-elle pas : « L'U.W.F. rejette toute idée de guerre préventive contre l'Union Soviétique... Nous désavouons ceux qui voudraient essayer de transformer les Nations Unies avec l'intention de provoquer le retrait des Russes... » (107).

(104) *Histoire et idéologie du mondialisme*, pp. 14-15.

(105) Le W.S.F. s'appela successivement :

Jeunesses fédéralistes mondiales (1947-1959)

Section des jeunes et étudiants (1959-1968)

Jeunesse fédéraliste mondiale (depuis 1968).

(106) *Histoire et idéologie du mondialisme*, p. 21.

(107) *United World Federalist*, World Government Highlights. New York, mars 1950, p. 13.

La même idée, notons-le en passant, était fortement défendue par l'*Emergency Committee of Atomic Scientists*, créé en mai 1946 par les très progressistes professeurs Albert Einstein et L. Szilard, que l'on retrouvera bientôt à la Pugwash. D'ailleurs, ne cachant pas leurs sentiments, ce groupe de savants fit, lors de la réunion du 18-22 juin 1947 à Lake Geneva, une déclaration en faveur d'un Gouvernement mondial ; elle apporta son soutien au Plan Usborne, mit en place la Foundation for World Government en 1948, puis suspendit ses activités le 1^{er} janvier 1949. La Pugwash n'était plus très loin (108).

Quant à la section jeunes, *World Federalist Youth* (W.F.Y., Jeunesse Fédéraliste mondiale, J.F.M.), ne se déclarait-elle pas, dans les années 1969, en faveur du Viêt-cong ? (109).

Enfin, « des contacts relativement étroits furent établis entre le Mouvement Universel et des organisations de pays colonisés. Ainsi, le Soudan U.M.M.A. Party fut représenté au Congrès d'Organisation de Rome en 1951, et des membres du Congrès des peuples contre l'Impérialisme participèrent aux travaux du Congrès de Stockholm, en 1949. Un rapport du Congrès de Rome recommanda de fixer une date limite pour la décolonisation » (110).

Quant à Cord Meyer Jr., membre du C.F.R. et dont nous avons pu apprécier les fracassantes déclarations, il pensait qu'il ne fallait pas demander à la Russie d'instaurer la démocratie, ni aux Etats-Unis le communisme !

Et dire qu'il s'agit de gens « neutres » !

L'année 1950 verra la formation de l'*Université internationale*, animée par M. Alexandre Marc. Son objectif est « d'aider, par-dessus les frontières nationales, à la formation d'élites capables de contribuer à la solution des problèmes qui pose la crise de notre civilisation » (110a).

Comme par hasard, on retrouve Alexandre Marc à *La Fédération* du Bilderberger André Voisin et à l'Institut d'études mondialiste...

(108) Voir *La Trilatérale et les secrets du Mondialisme*, p. 201.

(109) Réunion du Conseil de la Conférence d'études de Pietersberg III, 28 juillet-1^{er} août 1969.

(110) *Histoire et idéologie du mondialisme*, p. 22.

(110a) *Dix ans d'efforts pour unir l'Europe* (1945-1955), 1^{er} trimestre 1955, publié par le Bureau de Liaison Franco-Allemand. Constitué à Paris en 1952, ce Bureau avait pour président Jacques Bassot et pour vice-président André Voisin, tous deux de *La Fédération*.

En 1951, le Comité Central de l'*Union Européenne des Fédéralistes* (U.E.F.) se composait d'André Voisin (Bildenberg), de Fernand Dehousse (I.R.R.I., Bildenberg), de Jean Buchmann, président des *Jeunesses Européennes Fédéralistes* (I.R.R.I.), d'Altiero Spinelli (I.A.I., Bildenberg), de Raymond Riflet, aujourd'hui directeur à la C.C.E. (I.R.R.I.), de Robert Buron, d'Henry Frenay et d'Edmond Michelet.

Mentionnons également la présence de Gaston Riou, de l'*Union Economique et Fédérale Européenne*, d'Ota Adler, de Margaret Dru, de Miss F.L. Josephy, toutes trois membres de la *Federal Union*, de Luciano Bolis (I.A.I.), aujourd'hui chef de service à la direction de l'enseignement au Conseil de l'Europe et d'Henri Brugmans, de l'*Action Européenne* aux Pays-Bas.

Le président du Comité central était l'allemand Eugène Kogon, secondé par Denis de Rougemont, fondateur du *Centre Européen de la Culture* à Genève, et que l'on retrouvera au Bildenberg, au Club de Rome et au Graduate Institute of International Studies.

Parmi les mouvements membres et affiliés à l'U.E.F. ont peu citer le *Mouvement Belge pour les Etats-Unis d'Europe*, la *Federal Union* (G.B.), l'*Europa Union* (Suisse), l'*Union Française des Fédéralistes*, qui groupe *La Fédération*, les *Cercles Socialistes et Fédéralistes*, l'*Union Economique et Douanière Européenne*, et l'*Union pour le Fédéralisme Universel*. Sont membres associés le *Congrès National Wallon* et le *Conseil Economique Wallon*, et membres associés internationaux, le *Centre International des Syndicats Libres en Exil* et l'*Union Fédéraliste des Régions et Minorités Européennes*, dont le siège se trouve à la même adresse que *La Fédération* d'André Voisin.

Du Congrès de Rome en avril 1951 au Congrès de La Haye en août 1957, le Mouvement Universel fut présidé par le norvégien Hjalmar Riisen-Larsen, explorateur polaire, compagnon d'Amundsen et général de l'armée de l'air norvégienne pendant la II^e Guerre mondiale... une belle « couverture » en somme.

Pourquoi se seraient-ils gênés ? N'avaient-ils pas obtenu le feu vert d'un des plus grands financiers internationaux, Paul Warburg, membre du C.F.R., lorsque celui-ci lançait au Congrès américain le 17 février 1950 : « Nous aurons un gouvernement mondial, que cela plaise ou non. La seule question est de savoir s'il sera créé par conquête ou par consentement. »

C'est vers cette époque que fut projetée, à l'initiative de l'ancien député Gilbert Mc Allister, membre du Labour Party, de la Fabian Society et du R.I.I.A., l'*Association universelle des Parlementaires pour un Gouvernement mondial*. Deux groupes participèrent à sa formation — le *Parliamentary Group for World Government*, fondé en 1947 et formé uniquement de députés, et la *British Parliamentary Association for World Government*, fondée en 1951 dans le seul dessein de collecter des fonds pour le *Parliamentary Group*.

Lors de la première Conférence de Londres, qui se déroula du 24 au 29 septembre 1951, on prit la décision de créer une Association universelle des Parlementaires pour un Gouvernement mondial. Il y avait 334 participants, dont l'Abbé Pierre, vice-président du *Mouvement mondial pour l'instauration d'un gouvernement fédéral mondial*, le fabien J. Boyd Orr, directeur de la *Clydesdale and North of Scotland Bank* et membre du R.I.I.A., le socialiste Robert Buron, Lord David Davies, fondateur en 1932 de la *New Commonwealth Society*. Ils étaient accompagnés de Hans Thirring, l'un des premiers pugwashistes, de Henry Usborne, d'Harold Wilson, du R.I.I.A. et de la Fabian Society, et de Max Habicht, qui deviendra président de l'Association des fédéralistes mondiaux en Suisse (111).

Le 26 septembre 1952, l'*Association universelle pour un gouvernement mondial* était officiellement créée.

Très liée avec le Mouvement Universel, l'Association Universelle des Parlementaires, organisa du 23 au 29 août 1953, la première conférence commune. Parmi les personnalités présentes — et déjà citées plus haut —, il y avait un membre important du C.F.R. et que l'on retrouvera à la Pugwash et à l'I.I.S.S. (112), Louis B. Sohn.

Entre-temps, le 21 mai 1952, avait été fondé, à Paris, un *Conseil parlementaire du Mouvement européen*, résultant de la fusion du Groupement interparlementaire qui avait existé jusqu'alors au sein du Mouvement européen et

(111) Fondée en 1960, cette association mondialiste suisse eut comme président G. Jakob (1960), Zündel (vice-président 1960-1962) et E. Wettstein (1962-1971). M. Habicht, son actuel président, fut chargé en qualité d'expert, le 20 juillet 1949, du Comité intérimaire des OING, liés à l'U.A.I. (voir *La Trilatérale...*) et participa en 1932-1933, en tant que membre du secrétariat de la S.D.N., à la première conférence sur le Désarmement.

(112) Voir *La Trilatérale et les secrets du Mondialisme*, p. 193.

de l'Union parlementaire européenne présidée par le F.^r comte Coudenhove-Kalergi.

C'est sous l'égide et à l'initiative de cet organisme que fut convoquée, à Paris, une *Conférence parlementaire européenne* qui eu lieu du 21 au 25 avril 1954 sous la présidence de M. Alcide de Gasperi, ancien président du Conseil des ministres d'Italie et président d'honneur du Mouvement européen.

Cette conférence réunit environ deux cents parlementaires appartenant à dix-sept pays. On y relevait la présence de Paul Finet, membre de la Haute Autorité de la C.E.C.A., de M. Léon Marchal, secrétaire général du Conseil de l'Europe, et de M. Robert Marjolin, alors secrétaire général de l'O.E.C.E. (112a), membre du C.E.P.E., et que l'on retrouvera au Bilderberg et à la Trilatérale.

D'autre part, sous les auspices du Conseil parlementaire du Mouvement européen, la Campagne européenne de la Jeunesse prit l'initiative de la convocation, à deux reprises, d'Assemblées européennes des Jeunesses politiques. Ces congrès furent organisés avec plusieurs organisations internationales de Jeunesses politiques : la Fédération mondiale des Jeunesses libérales et radicales, les Jeunes conservateurs anglo-scandinaves, les Jeunes du Mouvement socialiste pour les Etats-Unis d'Europe, les Jeunesses européennes libérales, l'Union fédéraliste inter-universitaire, l'Union internationale des Jeunes démocrates-chrétiens et l'Union internationale de la Jeunesse socialiste.

En 1953, le 26 juillet exactement, était créée, sous la présidence du général Bethouart — également président du Conseil national de *La Fédération* —, la *Fédération européenne des Associations de Combattants*.

A l'issue de la Rencontre internationale de Saint-Germain-en-Laye, organisée par *La Fédération* le 7 novembre 1954, fut créé le *Bureau international d'Etudes fédéralistes* (B.I.E.F.), dont le Comité d'organisation regroupait des représentants de onze pays européens, et dont le secrétariat était assuré par M. Henri Brugmans.

(112a) Il n'est pas sans intérêt de savoir que c'est un discours prononcé à Harvard le 5 juin 1947 par le général Marshall, alors secrétaire d'Etat américain, qui est à l'origine de la création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (O.E.C.E.). Comme par hasard, le général Marshall était membre du C.F.R.

Retournons en Angleterre où les 3, 4 et 5 août 1955, afin de préparer la Pugwash, l'Association universelle des Parlementaires organise à Londres la première conférence des savants. Ce fut aussi la première conférence en Occident à laquelle des savants soviétiques participèrent officiellement.

On y remarquait : Sir Alexander Haddow, du Comité exécutif de la CIBA Foundation, A.V. Kuzin, M.A. Markov, Sir Mark Oliphant, Joseph Rotblat, Sir George Thomson, Master du Corpus Christi College de Cambridge, et A.V. Topchiev. Y assistaient également Josue de Castro, J. Boyd Orr et Bertrand Russel, tous trois à l'origine de l'Appel des 13 (voir plus loin), ainsi que Mme Barbara Castle, vice-présidente du Labour Party de 1957 à 1958 et, bien entendu, Lord Beveridge.

En 1958, l'Association des Parlementaires devient l'*Association pour un Parlement mondial* (World Parliament Association) ; elle mit en place une Commission pour l'étude des propositions en vue de renforcer les Nations Unies. Sa direction est confiée à Lord Silkin, chef de l'Opposition à la Chambre des Lords, membre du R.I.I.A. et qui, de 1971 à 1974, deviendra directeur de *Pergamon Press*, puis chef du *British Parliamentary Group for World Government* et membre du Parlement Européen.

Régulièrement, on relèvera la présence à ses réunions de Jean Lecanuet, aujourd'hui à l'U.D.F. et au Bilderberg et de Hughes Gaitskell qui, après avoir été Rockefeller Fellow de 1933 à 1934, deviendra membre de la Chambre des Communes, de la Fabian Society (chef du Labour Party à partir de 1955) et du Bilderberg.

C'est vers la fin des années 1950 que Grenville Clark et Louis B. Sohn firent paraître une Révision de la Charte des Nations Unies sous le titre *World Peace through World Law* (La Paix par le Droit mondial).

Ce plan ne décrétait pas la fin automatique du régime colonial ; l'interdiction de violer les Droits de l'Homme ne liait que l'O.N.U., non les Etats membres et, en cas de révolution dans un Etat, les instances mondiales ne pourraient intervenir que si la paix mondiale était menacée.

En effet, au sein même des mouvements aspirant à la création d'un Etat mondial, règnent deux courants puissants : « Certains mondialistes, les maximalistes, veulent inclure la défense des Droits de l'Homme et la démocratie parmi les buts de l'Etat mondial, alors que d'autres, les

minimalistes, refusent de garantir les Droits de l'Homme contre des violations par les Etats nationaux. Mais tous pensent, écrit Rolf Haegler, président des fédéralistes mondiaux, que la formation d'une fédération mondiale favoriserait la démocratie. Celle-ci peut donc être citée parmi les buts du mondialisme » (113).

« L'influence de l'œuvre (de Clark et Sohn) a été extrêmement considérable au sein du Mouvement universel, où elle a été longtemps tenue pour une sorte de « livre sacré ». Le « *World Law Fund* publia une série d'études sur les nations unies. Les directeurs de publications — Falk et Mendlovitz — ajoutèrent à chaque étude leurs commentaires basés sur les idées de Clark et Sohn » (114).

Or, comme nous l'avons déjà vu, Louis B. Sohn est membre du C.F.R. de David Rockefeller, l'actuel patron de la Trilatérale, Clark l'était également ; quant à Richard A. Falk et à Saul H. Mendlovitz (115), ils sont tous deux — comme par hasard — membres aussi du C.F.R.

Laissons un peu de côté l'Amérique et l'Angleterre, pour aller voir comment cela se passe en France.

En 1952, lors du Convent du Grand Orient, Jacques Mitterrand s'exclama que : « Bâtir une Fédération Européenne dans le respect de la diversité des Peuples qui la composent est le gage le plus certain de la Paix. Sur les terres d'une Europe asservie à un bloc viendra s'écraser la guerre sous le signe de l'autre bloc. Sur les terres d'une Europe libre s'échangeront entre l'Est et l'Ouest, entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis, à la fois les hommes, les produits, les idées. Cette Fédération bâtie sous le signe de l'indépendance à l'égard des blocs et du respect de la diversité des Peuples est un premier pas vers un gouvernement mondial, immense Fédération des Peuples auxquels notre Ordre a le droit de penser. »

Ce texte est vraiment significatif car n'oublions pas que Jacques Mitterrand deviendra dix ans plus tard (1962) Grand Maître du Grand Orient et que cet ancien membre du P.S.U. et secrétaire général de l'*Union Progressiste*, est

(113) *La Souveraineté et l'Etat mondial*, par Rolf Haegler. Institut d'études mondialistes. La Lambertie, août 1979, p. 16.

(114) *Histoire et idéologie du mondialisme*, p. 121.

(115) Mendlovitz est l'auteur d'un rapport intitulé *World Order Models Project*, qui fut subventionné par la Carnegie Endowment for International Peace et la Rockefeller Foundation.

l'un des dirigeants du *Conseil Mondial de la Paix*, au sein duquel l'on retrouvait Frédéric Joliot-Curie (communiste), Pierre Cot, mais également Sean Mac Bride, le fondateur d'Amnesty International...

Dans ce pays, la section française du *Mouvement Fédéraliste Européen* est « formée d'associations et de personnes qui acceptent comme objectif et but principal celui de l'*Union Européenne des Fédéralistes*, c'est-à-dire : travailler à la création d'une Fédération européenne — élément essentiel d'une Confédération mondiale » (116). A sa tête, Jules Romain, de l'Académie française et membre de la L.I.C.A. (117).

La vice-présidence était assurée par Yvon Delbos, président du groupe radical-socialiste à l'Assemblée nationale, et membre du Rassemblement Universel pour la Paix (R.U.P.) dont le grand patron n'était autre que Lord Cecil (Round Table), Robert Buron, mondialiste convaincu et membre de la L.I.C.A., Paul Ribeyre, ancien ministre et François Mitterrand, mais oui, l'actuel président de la République Française...

Comme par hasard, l'un des dirigeants de l'*Union Européenne des Fédéralistes* n'était autre qu'André Voisin, président du Bureau exécutif de *La Fédération* et membre du Bilderberg Group dont il est un membre discret mais important puisqu'il est chargé de la préparation des Conférences...

Or, suite logique, si l'on peut dire, lors de son voyage aux Etats-Unis en 1967, M. Mitterrand fut accueilli chaleureusement par des notabilités telles que MM. Robert Kennedy, Nelson Rockefeller et McGeorge Bundy. Le 5 décembre 1967, notamment, aux dires du *New York Times*, la *Foreign Policy Association* (F.P.A.) réunit pour l'entendre « 200 des personnalités les plus importantes de la finance et de la politique » — c'est-à-dire du Council on Foreign Relations (C.F.R.), dont le patron était à cette époque Nelson Rockefeller, où était affilié McGeorge Bundy, et dont la F.P.A. est un « satellite » (118).

(116) *France-Europe*, 1953. Organe officiel de l'Union française des fédéralistes.

(117) Dans un de ses bulletins, Roger Mennevée (ancien F.M.), se demandait si Jules Romain ne fut pas, « dans les manœuvres de haute politique qu'il croyait animer, un simple pantin dont d'autres tiraient les ficelles. » (*Les Documents*, janvier 1949).

(118) Cité par *H. du B. Reports*, september 1973.

Rebelote en 1975. M. Mitterrand est à nouveau l'invité du C.F.R., alors dirigé par le trilatéraliste David Rockefeller, en compagnie de M. Rocard... et en janvier 1978 il est reçu par Jimmy Carter, lors de son séjour à Paris, en compagnie du chef des radicaux de gauche, Robert Fabre.

Carter loua devant des journalistes « le rôle bénéfique » joué dans la politique française par M. Mitterrand. Ce qui fit écrire à la revue *Lectures Françaises* : « Qu'est-ce que cela prouve ? Tout simplement que les services secrets américains donnent gagnants M. Mitterrand et ses amis aux élections prochaines et qu'il veut être agréable à un éventuel chef de gouvernement français » (119).

Or, quels étaient les hommes qui renseignaient si efficacement Carter, sinon les membres influents du C.F.R. et de la Trilatérale, les mêmes qui entourent aujourd'hui Ronald Reagan ?

De nos jours, le Mouvement Fédéraliste Européen, se trouve au 17, rue du Faubourg-Montmartre à Paris.

A la même adresse, se trouve le *Centre International de Formation Européenne* — la direction générale est à Nice — dont l'un des dirigeants, Alexandre Marc, ancien du Mouvement Universel pour une Confédération mondiale (1947), est membre du Comité directeur de l'*Institut d'études mondialiste*, ainsi que l'*Association des Journalistes Européens*, dont le président, Jean-Pierre Gouzy, est également l'un des responsables du *Mouvement Fédéraliste Européen* et du *Centre d'Information Fédéraliste Européen* (C.I.F.E.).

Fait non moins intéressant : lors du 18^e Congrès international de l'Association des Journalistes Européens, en octobre 1980, cette association fut reçue par Luigi Petroselli, maire communiste de Rome. Les congressistes furent ensuite accueillis par Jean-Paul II.

Participèrent à la séance inaugurale, Simone Veil, président du Parlement européen, Emilio Colombo, ministre des Affaires étrangères d'Italie, membre de l'I.A.I. (homologue italien du C.F.R.) et du Bilderberg, Roy Jenkins, président anglais de la Commission des Communautés Européenne, membre de la Fabian Society et de la Trilatérale, Mario Zagari, de l'I.A.I., Guido Gonella, vice-président du Parlement européen, Lorenzo Natali, vice-président de la Commission de la C.E.E. et membre de l'I.A.I.

(119) *Lectures Françaises*, février 1978.

Laissons là M. Mitterrand et le Mouvement Fédéraliste, et retournons à l'*Association universelle des Parlementaires*. Cette très « respectable » institution collaborait avec le *World Committee for a World Constitutional Convention* (W.C.W.C.C.) (120), plus communément appelé *Groupe de Denver*, créé au début des années 1960 par Philip Isely.

Dès le début, ce groupe fut appuyé par les personnalités habituelles telles que C. Attlee, J. Boyd Orr et B. Russel, mais également par des célébrités comme le Pasteur Martin Niemöller (121), président du très progressiste World Council of Churches, Edgar Faure, aujourd'hui très proche du Comité permanent mondialiste et de la Trilatérale, Henri Laugier, 33^e degré de la Franc-maçonnerie, Linus Pauling, membre fondateur de la Pugwash et prix Lénine, ainsi que Martin Luther King, pasteur noir procommuniste dont l'ancien bras droit, Andrew Young, est membre du C.F.R. et de la Trilatérale.

Faisons encore une fois remarquer au lecteur l'inextricable enchevêtrement de toutes ces organisations...

A tel point inextricable que nous retrouvons le même thème au sein de la *Société Théosophique* (société paramaçonnique dirigée pendant un temps par la S.^r Annie Besant), dans un *Bulletin réservé aux membres* ; on peut y lire :

« Il me semble absolument logique que notre fraternité doive avoir pour résultat une fédération de tous les Etats, laquelle sera une organisation bien plus efficace que celle des Nations Unies à l'heure présente.

« L'une des façons de faire avancer la fraternité universelle est de ne pas enseigner l'histoire en se plaçant à un point de vue nationaliste très hostile à l'égard des autres peuples » (121 a).

(120) Qui deviendra le *World Constitution and Parliament Association* - Groupe de Thane Read : World Constitution Coordinating Committee.

(121) « Le 30 janvier, en fin de matinée, Hitler était chancelier du Reich et, le soir, au balcon de la Chancellerie sous lequel la manifestation prévue à Berlin défila, il fut acclamé dans une explosion de joie par tout le peuple. Dans la foule on remarquait, au premier rang, le Pasteur aujourd'hui crypto-communiste et éminence grise des épurateurs de l'Allemagne fédérale, Martin Niemöller, accompagné de sa femme et d'un de ses fils. Il n'était pas le moins enthousiaste. » (*Les responsables de la Seconde Guerre mondiale*, par Paul Rassinier, Nouvelles Editions Latines, 1967, p. 39.)

(121a) *La Vie Théosophique*, 9^e année, octobre 1956. Nous espérons pouvoir présenter, par la suite, un historique complet de cette Société.

L'un des buts essentiels du Mouvement universel, de toutes les organisations mondialistes — rappelez-vous Murray Butler et la Pilgrims Society — est de créer une « Force mondiale », bref une Police mondiale.

Aussi, en 1957, une commission établie par la Federal Union anglaise, la « *Commission Pakenham* » publia-t-elle une brochure intitulée *Proposals for a Permanent United Nations Forces*, dans laquelle était suggérée la création d'une force de police mondiale permanente.

Le nom de *Commission Pakenham* vient de son président, Lord Francis Pakenham, devenu plus tard The Earl of Longford. Comme d'habitude et par une extraordinaire coïncidence, Lord Pakenham avait été l'adjoint personnel de Sir William Beveridge de 1941 à 1944, en outre, il était président de la *National Bank Ltd* (1955-1963) de la Fabian Society, membre de la Franc-Maçonnerie et de la Pilgrims Society.

« Une déclaration de Lord Home, du 20 février 1963, alors secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères, permet de penser que l'influence de ce plan s'est exercée même sur les gouvernements. Home fit remarquer, lors d'un débat aux Lords sur les forces internationales, que le plan de désarmement anglo-américain prévoyait de telles forces, et s'adressant à Longford (Pakenham), il ajouta : « Et je ne serais nullement surpris que son schéma ait été pour une large part à l'origine des propositions faites » (122).

Nous ne pouvons que faire confiance au jugement de Lord Home, lui qui est membre du R.I.I.A. (Comité directeur), du Bilderberg et Franc-maçon...

En fait, Lord Pakenham ne faisait que mettre à jour une très vieille idée. A l'époque de la S.D.N., le Grand Orient de France émettait le vœu que « l'armée de chaque nation appartienne à la S.D.N. et ne constitue plus — et c'est une préface excellente au désarmement progressif — qu'une section de l'armée internationale mise au service de la S.D.N. » (123), et qu'afin de parfaire ou d'accélérer le processus, « une campagne soit menée dans toutes les grandes nations pour que la S.D.N. reconnaisse, dès main-

(122) *Parliamentary Debates* (Hansard), 20 février 1963. Vol. 246, N° 43. House of Lords, Official Report, Colonne 1425. Cité par R. Haegler, p. 188.

(123) Convent du G.O., 1925, pp. 317-318.

tenant, le droit à l'objection de conscience à tous les citoyens des Etats appartenant à la S.D.N. » (124).

De nos jours, il suffit de remplacer le sigle S.D.N. par celui d'O.N.U.... sans changer le texte.

D'ailleurs, tout récemment, un *Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement* s'est créé en décembre 1980 à Genève, à l'initiative de l'ex-Président Giscard d'Estaing (Bildenberg), qui avait suggéré sa fondation dans un discours prononcé en 1978 à l'O.N.U. Sa direction a été confiée au diplomate roumain Livin Bota ; celui-ci aura pour adjoint le professeur de droit et de sciences politiques, Jacques Huntzinger (124 a), socialiste, conseiller de François Mitterrand et membre de l'I.I.S.S.

Détail intéressant, Huntzinger est auprès de Charles Hernu, aujourd'hui ministre de la Défense (membre du Comité directeur du P.S., président et fondateur du Club des Jacobins, franc-maçon actif — ancien vénérable de la Loge Locarno, actuellement à la G.'.L.'. de France — membre de la LICA et du Club Le Siècle), membre de la Commission de défense du Parti Socialiste (125).

Le financement de cet Institut « est assuré par des contributions volontaires : le gouvernement français vient de donner l'exemple en apportant une somme de 260 000 dollars » (126).

De 1957 à 1961, le Mouvement universel pour une Fédération mondiale (M.U.F.M.) fut présidé par le ministre des Finances ghanéen de l'époque, M. K. Gbedemah. De 1961 à 1965, le président était M. Hideki Yukawa, membre fondateur de la Pugwash ; en 1965, Norman Cousins, directeur du *World Magazine*, membre du Conseil de direction de la Charles F. Kettering Foundation, de la Samuel H. Kress Foundation et membre du C.F.R., en prit la direction.

On trouve également à la présidence du M.U.F.M., Lord Boyd Orr (R.I.I.A., Pugwash), à la vice-présidence l'inévi-

(124) Convent du G.'.O.'. , 1928, p. 120.

(124a) Comme par hasard, J. Huntzinger déclarait dans *Le Monde* du 26 mai 1981 : « Au-delà de la nécessaire défense des intérêts économiques et politiques de la nation, l'action diplomatique française passera demain par les objectifs suivants : l'identité européenne, la coopération internationale, le nouvel ordre économique international, le désarmement, les droits de l'homme. »

(125) Le fait que Charles Hernu soit membre du Club Le Siècle n'est pas à négliger, car presque tous les membres français de la Trilatérale sont membres également du Siècle.

(126) *Le Figaro*, 11 décembre 1980.

table Robert Buron, entouré de G. Brock Chisholm (Pugwash), Thor Heyerdahl (Club de Rome) et Leopold S. Senghor, président d'honneur de la Fédération Mondiale des Villes jumelées (F.M.V.J.).

Quant au Conseil consultatif du M.U.F.M., il réunissait Pablo Casals, Mme Indira Gandhi (de l'Association pour une Constitution et un Parlement Mondial), Jean Rostand, Lord Silkin et Peter Ustinov.

Entre-temps, le 24 février 1961, paraissait un rapport conjoint du département d'Etat et de la Défense, rédigé par Lincoln P. Bloomfield (C.F.R., I.I.S.S.) sous le titre de « *Un monde sous le contrôle effectif des Nations Unies* ». Comme par hasard, on le retrouve au Conseil des *World Federalists*.

Aujourd'hui, la *World Federalists Association* est présidée par Norman Cousins (C.F.R.), assisté de Louis B. Sohn (C.F.R., I.I.S.S., Pugwash) et il n'est pas rare de voir des gens tels que Cyrus Vance (C.F.R., Trilatérale, Bilderberg, Pilgrims Society), Charles Price, Harland Cleveland (Directeur de l'Aspen Institute, membre du C.F.R., du Bilderberg et de l'I.I.S.S.) et Paul Warnke (C.F.R.), y prendre la parole au cours de réunions ou manifestations organisées par la W.F.A.

Enfin, encore tout récemment, le journal *One World*, organe de la *World Association of World Federalists*, en étroite liaison avec le *Comité permanent mondialiste*, était particulièrement heureux d'annoncer que « Les fédéralistes mondiaux gagnent de l'influence au sein des Nations Unies » (127)..., et de citer comme « homme à eux », M. Mark McGuigan, membre du Parlement canadien, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et président du Groupe Parlementaire pour un Ordre Mondial. Detail que ne donne pas ce journal, mais qui est des plus révélateurs : Mark McGuigan, présida le déjeuner de la réunion de la Trilateral Commission du 29 mars 1981, à Washington.

Nouveau rebondissement mondialiste en 1966. La campagne d'*Enregistrement des Citoyens du Monde* est mise à la une avec la publication dans la presse de l'« *Appel des 13* » (128).

(127) *One World*, Vol. 23, N° 3, may 1980.

(128) Suite à sa déclaration devant l'Assemblée générale de l'O.N.U. en octobre 1965, le Pape Paul VI reçut la carte de Citoyen du Monde.

Tout naturellement, si l'on peut dire, les deux premiers quotidiens qui le reproduisirent furent *Le Monde* (3 mars) et *The Guardian* (16 mars), tous deux affiliés, par leur direction, au Bilderberg. Ensuite, les choses allèrent d'elles-mêmes et l'Appel des 13 fut publié simultanément par les journaux anglais, belges, espagnols, néerlandais, cambodgiens, libanais, suisses et yougoslaves. Un comité de soutien français de trente personnes fut constitué (129). En Angleterre, la diffusion et la publicité de cet Appel furent assurées par le Groupe Parlementaire pour un Gouvernement mondial.

Cet Appel incitait les gens à se faire « enregistrer comme Citoyens du Monde » afin « d'organiser, sur une base transnationale, l'élection de délégués chargés de défendre la cause de l'homme, d'exprimer les revendications du peuple du monde et, finalement, d'élaborer la loi d'un monde pacifique et civilisé. »

Les treize personnalités qui paraphèrent cet Appel sont : Lord Boyd Orr (Grande-Bretagne), premier directeur de la F.A.O. (1945-1948), Prix Nobel de la Paix 1949, membre du R.I.I.A. et de la Pugwash. Ancien Président honoraire du (M.U.F.M.).

Josué de Castro (Brésil), ex-président du Conseil de la F.A.O., président fondateur du Centre International de Développement et vice-président du Mouvement Universel pour une Fédération mondiale (M.U.F.M.).

Danilo Dolci (Italie), pionnier du développement socio-économique de la Sicile, Prix Lénine de la Paix.

Shinzo Hamai (Japon), ancien maire d'Hiroshima.

J.L. Hromadka (Tchécoslovaquie), professeur de théologie, président de la « *Christian Peace Conference* ».

Alfred Kastler (France), Prix Nobel de physique 1966, membre de l'Institut, de l'Association mondiale pour l'Ecole (130), du M.R.A.P. et de la Pugwash.

Rajan Nehru, Md (Indes), écrivain. Membre du Conseil consultatif du M.U.F.M.

Linus Pauling (Etats-Unis), Prix Nobel de Chimie 1954, Prix Nobel de la Paix 1962, Prix international Lénine de la Paix 1971, membre de l'Académie Nauk d'URSS et de la Pugwash.

(129) Voir en annexe I la liste du Comité de soutien français.

(130) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 28.

Abbé Pierre (France), de son vrai nom Henri Groues, fondateur des Communautés d'Emmaüs et membre de la L.I.C.R.A. L'Abbé Pierre avait été le candidat du démocrate-chrétien de gauche Giorgio La Pira, ancien maire de Florence, pour le Prix Nobel de la Paix en 1977 (131).

Jean Rostand (France), écrivain et biologiste, membre de l'Institut, de la L.I.C.R.A. et président d'honneur du Mouvement pour le désarmement, la Paix et la Liberté. Membre du Conseil consultatif du M.U.F.M.

Bertrand Russell (Grande-Bretagne), philosophe, mathématicien, Prix Nobel de Littérature (1950), membre de la Fabian Society et de la Pugwash.

Ivan Supek (Yougoslavie), professeur de philosophie et de sciences, membre de l'Académie des Sciences et des Lettres, président du mouvement Pugwash yougoslave.

Hans Thirring (Autriche), professeur de physique à l'Université de Vienne, membre de l'Académie des Sciences et de la Pugwash, pour laquelle il obtint l'une des premières subventions de la Körner Foundation (132).

Notons également que le principal rédacteur de l'Appel fut Jacques Savary (1913-1964), l'un des animateurs du Mouvement Universel pour une Confédération mondiale, et secrétaire général pendant 7 ans du Conseil Mondial pour l'Assemblée Constituante des Peuples.

Leur objectif : mondialiser à tout prix.

Pour cela, dès 1949, Robert Sarrazac, directeur du *Centre de Recherches et d'Expression Mondialiste*, lance l'idée de la *Mondialisation des Communes*.

(131) « Ce qu'on sait moins, c'est que, député de Meurthe-et-Moselle (élu en 1946), il se distingua un jour, au Palais-Bourbon, en accablant les jeunes détenus du camp du Struthof, dont le sort, par un hiver extrêmement rigoureux, avait (tout de même) ému certains de ses collègues. Au nom, sans doute, d'une charité chrétienne soigneusement dirigée, l'Abbé au grand cœur jugea ce minimum de sollicitude tout à fait déplacé. » (*Rivarol*, 18 décembre 1980.) Notons enfin qu'il vient de se voir décerner le grade d'officier de la Légion d'honneur par M. Giscard d'Estaing, en même temps que son ami Jean-Pierre Bloch, chef de la L.I.C.R.A.

(132) On remarquera que plusieurs des signataires de l'Appel des 13 sont membres de la Pugwash. Pour le *Club Humaniste* (Citoyen du Monde, ou Institut d'Etudes Mondialiste), la Pugwash n'est qu'un « groupe informel de savants qui essaye d'agir discrètement sur les gouvernements pour éviter une catastrophe mondiale ». Nous demandons au lecteur de se reporter au chapitre Pugwash in *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 201, pour se faire une opinion.

Les 24 et 25 juin 1950, des cérémonies consacrant la mondialisation du Lot furent organisées à Cahors. Des cérémonies identiques se déroulèrent dans la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne. Revel, village natal de Vincent Auriol, alors Président de la République, se mondialise le 10 février 1950.

Au cours de l'année 1950, 16 municipalités de l'Aude, 24 de Haute-Garonne, 13 du Tarn-et-Garonne, 13 du Pas-de-Calais, l'île de Sein et 2 communes de la Meuse se déclarèrent territoire mondial.

Hors de France, même phénomène. Koeningswinter et Oberwinter se mondialisent en Allemagne. Au Danemark, c'est la ville de Brande ; en Belgique ce sont les villes de Chassepierre et Florenville, puis Mont-sur-Marchienne et Grand-Manil. En Italie, Rocca Sinibalda.

Aux Indes, le syndicat paysan de Kisan Panchayat et les deux plus grandes universités, Lucknow et Allahabad, adoptaient le texte de la Charte Mondialiste.

Egalement en 1950, la cité de Ayabe, au Japon, se mondialise. Entre 1950 et 1956, plusieurs villes et villages japonais suivront, dont Hiroshima en 1954. Hasard peut-être... c'est au moment de l'entrée du Japon aux Nations Unies, en 1956, que ce mouvement mondialiste prend de l'importance ; la mondialisation est votée par l'Assemblée Provinciale d'Okayama, province de plus de deux millions d'habitants.

A ce jour (1970), note le *Club Humaniste*, près de la moitié des provinces du Japon ont adopté des déclarations de mondialisation. En 1966, est d'ailleurs créé un *Conseil Mondial pour la Mondialisation*, sous l'autorité du Mouvement Universel des Fédéralistes Mondiaux, dont le siège se trouve à Hiroshima.

Même phénomène au Canada où huit gouvernements locaux, représentant plus de deux millions de Canadiens, votèrent en faveur de la mondialisation. Ottawa et Toronto ont été mondialisées et le programme mondialiste a le soutien total de Pierre Elliot Trudeau... ce qui n'est pas pour nous étonner quand on sait qu'il fait partie du C.I.I.A., homologue canadien du R.I.I.A. et du C.F.R., issus tous deux de la Round Table.

Le 1^{er} juillet 1951, une réunion à Nozières permettait d'analyser les premiers résultats : 91 communes mondialisées en six mois. Le Conseil Français des communes mondialisées était créé ; M. Paganelli, Inspecteur général hono-

raire et Préfet du Gard honoraire, prenait la présidence, et M. Amphoux, le secrétariat général.

« Le nombre des communes mondialisées dans le département croissait rapidement : Uzès, Le Vigan, Alès, puis Nîmes, se joignaient à ce grand élan et, lors des fêtes de mondialisation de Nîmes, les 18 et 19 octobre 1958, 260 communes sur 355 avaient adopté la Charte, 31 avaient voté des subventions annuelles de 1 000 à 15 000 A.F. ; le Conseil Général, à partir de 1955, versait une subvention de 25 000 A.F., puis votait un crédit exceptionnel de 500 000 A.F. pour le colloque international du Pont du Gard, auquel assistaient, entre autres personnalités, Lord Attlee, ancien Premier ministre anglais et vice-président du M.U.F.M., et Lord Boyd Orr, Prix Nobel de la Paix. La ville de Nîmes votait une participation de 1 000 000 A.F. pour les fêtes de mondialisation » (133).

Dans le même temps, lors de la réunion de l'*Organisation de l'Aviation Civile Internationale* (O.A.C.I.), agence spécialisée de l'O.N.U., à Caracas en juin 1956, fut soumis le projet « Etheruno » (l'air) établi avec le concours de Maître Le Goff, du professeur de La Pradelle (qui deviendra président de l'Institut d'études mondialistes) et présenté par M. Perrier, président de la *Sabena*.

Ce projet consistait à demander que l'article 1^{er} de la Convention de Chicago, ainsi conçu :

« Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat a souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique au-dessus de son territoire... » soit remplacé par le texte suivant :

« Les Etats contractants reconnaissent que chaque Etat a souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique au-dessus de son territoire pour une zone s'étendant à 10 kilomètres en hauteur. Au-delà de cette limite, la souveraineté complète et exclusive sur l'espace atmosphérique et spatial appartient à l'O.A.C.I. » (134).

Même exigence en ce qui concerne la Mer, avec le projet « Neptuno » (mot formé du nom de la divinité de la mer et du sigle anglais O.N.U.). Ce dernier a pour auteur P. Armstrong, membre du Groupe Parlementaire pour un Gouvernement mondial.

(133) *Somme Mondialiste*, « Une monde de la Raison », Club Humaniste, p. 74.

(134) *Somme Mondialiste*, « Un monde de la Raison », p. 42.

Il demandait que l'on confie à l'O.N.U. les mers, lui octroyant « une marine pour policer son "méritoire" et un trésor alimenté par l'exploitation directe ou indirecte des richesses de l'océan. Cette autorité, fonctionnant efficacement sous le regard critique des nations, serait éventuellement amenée à se transformer en gouvernement mondial » (135).

Bien que soutenu par 107 députés britanniques dès 1955, ce projet fut un échec pour les mondialistes.

Il n'en fut pas pour autant abandonné. En 1966, sous la direction d'Arvid Pardo, ambassadeur de Malte aux Nations Unies et d'Elisabeth Mann Borghese — que l'on retrouve aujourd'hui, comme par hasard, au Club de Rome — et avec la collaboration de l'*International Ocean Institute*, la délégation maltaise à l'O.N.U. fit une proposition semblable sous le nom de « *Pacem in Maribus* ».

Rebelote en novembre 1973 avec le *Sierra Club* (Office of International Environment Affairs) qui, avec la collaboration d'organismes tels que *Save our Seas*, la *National Audubon Society* et le Mouvement Universel pour une Fédération mondiale, reposèrent le problème juste avant la conférence de Caracas sur les Océans, qui commença le 14 juin 1974.

Du 13 au 15 avril 1974, les *Fédéralistes mondiaux*, l'*Association pour le développement du Droit* et le *Centre français des Citoyens du Monde* organisaient un colloque sur le droit des Océans, à l'Institut d'études Politiques d'Aix-en-Provence, sous la présidence du professeur Geouffre de La Pradelle. Il en sortit une Charte des Océans dont l'avant-projet avait été fait par Francis Gérard Kumleben (1901-1974), vice-président du Mouvement universel.

Participèrent, entre autres, à cette rédaction :

Patrick Armstrong : secrétaire du Groupe Parlementaire pour un gouvernement mondial à la Chambre des Communes.

Willem Deswarte : directeur général honoraire de la *Sabena*, président des *Fédéralistes mondiaux* (Belgique) et membre de l'I.R.R.I. (homologue belge du C.F.R.) (136).

Nicolas Jacob : avocat à la cour de Paris, secrétaire général de l'Association pour le développement du droit mondial.

(135) *Somme Mondialiste*, p. 43.

(136) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 121.

Robert Lansiart : avocat à la cour de Paris, secrétaire général adjoint de l'Association pour le développement du droit mondial.

La même année, le groupe parlementaire mondialiste de Grande-Bretagne faisait également une proposition identique sous le nom de *Mare Raptum*.

Il en ressort que, depuis 1973, plus de cent cinquante Etats négocient sous l'égide des Nations Unies, dans le cadre de la troisième Conférence sur le droit de la mer, les bases d'un nouvel ordre maritime mondial.

Mais si l'on y regarde d'un peu plus près, l'idée du contrôle des mers, n'est pas nouvelle et le Groupe Parlementaire britannique pour un Gouvernement Mondial, ne fait que continuer le travail commencé par la Round Table.

En effet, au mois de mars 1928, la revue *The Round Table* écrivait : « Est-ce qu'une nation aura le droit de soumettre à sa surveillance le commerce des pays neutres, lorsqu'elle fait la guerre pour ses seuls intérêts, ou bien l'exercice des droits de belligérance sur mer sera-t-il à l'avenir autorisé uniquement dans les guerres entreprises en vertu d'une sorte de mandat international ? »

Fort curieusement, c'est l'application directe à la politique navale de la pensée qui domina les négociations des F. : Briand-Kellog : les nations doivent renoncer à la guerre comme instrument de leur politique personnelle et indépendante.

Mais est-ce un hasard si M. Briand a repris la substance du second des quatorze points du président Wilson :

« Liberté absolue de navigation sur mer, en dehors des eaux territoriales en temps de paix comme en temps de guerre, sauf sur les mers qui peuvent être fermées pour faire respecter les pactes internationaux ? »

Nous ne pensons pas. Et ce, pour une raison bien simple, l'un des principaux rédacteurs des quatorze points, n'était autre que le Colonel House, qui, indépendamment de son appartenance à la franc-maçonnerie, au C.F.R. et à la Round Table, était l'homme de confiance des banquiers israélites Paul et Félix Warburg, Henry Morgenthau, Jacob & Mortimer Schiff, etc.

Combien de « mondialistes » savent cela ?

D'un autre côté, le Registre international des Citoyens du Monde, qui est en même temps l'*Institut d'études mon-*

dialiste (137), met en place un service de traduction en espéranto, langue chère à la Franc-Maçonnerie, et créée par le F. . Zamenhof (138).

Bien entendu, toutes les organisations espérantistes se déclarent mondialistes ou « anationalistes » (139). Le manifeste des anationalistes, rédigé en 1931 par E. Lanti, le fut en espéranto et réédité en 1971 par la Sennacieca Asocio Tutmondo (S.A.T. — Amikaro — Association mondiale anationale), qui collabore étroitement avec l'Institut d'études mondialiste et Citoyen du Monde.

Nous pensons, contrairement à beaucoup de gens avec qui nous avons abordé ce problème, qu'il ne faut pas minimiser l'importance du mouvement espérantiste.

Voici quelques preuves : « Plusieurs milliers d'émissions en espéranto ont lieu chaque année sur les ondes. Il est enseigné dans une vingtaine d'universités et dans un très grand nombre d'écoles ou de lycées, *parfois à titre obligatoire* (140). On ne compte plus les brochures commerciales, touristiques, les indicateurs de chemins de fer, etc. comptant un texte en espéranto. Au cours des dix dernières années, on a publié 344 œuvres traduites en espéranto à partir de 29 langues... » (141).

D'autre part, « à l'origine, la Ligue Internationale des Francs-Maçons fut une Union de Frères Espérantistes. Ils fondèrent, le 8 août 1905, une société qui s'intitulait « Esperanto Framasona », dont le premier président fut un maçon anglais, le Frère Colonel Pollen, ancien gouverneur dans l'Inde (et), en 1913, un Frère suisse, le Dr. Fritz Uhlmann... proposa de changer le but de l'Association. Le but principal ne serait plus la propagation de l'Espéranto, mais, à

(137) Voir en annexe IV la liste du Comité directeur de l'Institut d'Etudes Mondialiste.

(138) Ce service portera le nom de *Langue commune mondiale*. Note : Un passage de la brochure que publia Zamenhof en 1887 disait : « ...ne m'appellez jamais créateur de la nouvelle langue, je n'en suis que l'initiateur. » Passage plein d'enseignement, connaissant son appartenance à la F. . M. . En 1957, l'U.N.E.S.C.O. décida d'attribuer le titre de « Bienfaiteur de l'Humanité » à un certain nombre de personnalités : parmi celles-ci figurait le Docteur Zamenhof, Initiateur de la Langue internationale.

(139) Conception politique qui prône la disparition du nationalisme.

(140) Souligné par nous.

(141) *Somme Mondialiste*, « Un monde de l'Espoir », T. II, p. 121. Parmi les œuvres traduites, on peut citer *Le Manifeste Communiste* et le *Petit Livre Rouge*.

l'aide de ce langage, le rapprochement des Frères de tous les Rites. Les statuts furent acceptés à l'unanimité et l'organisation s'intitula désormais « *Universala Framasona Ligo* » (Ligue Universelle des Francs-Maçons) » (142).

Même les catholiques, n'échappent pas à l'espéranto.

Au début du siècle, l'abbé Peltier, de Tours, fondait un *Mouvement espérantiste chrétien*. D'autre part, l'*Association catholique française pour l'espéranto*, collabore étroitement avec la *Maison de la Culture Espérantiste*, installée au château de Grésillon, près de Baugé, en Anjou.

Cette Maison, reçoit chaque année « de sept à huit cents stagiaires venus des cinq continents... Les espérantistes chrétiens, écrit l'hebdomadaire *Témoignage Chrétien*, qui tiendront un congrès international, aux Pays-Bas fin juillet (1981), estiment qu'ils ont un rôle important à jouer dans la recherche de l'union entre les Eglises » (142 a).

Ce qui est compréhensible... Paul VI n'a-t-il pas lancé le N.O.M. (Nouvel Ordo Missæ) qui s'intègre parfaitement dans le système de la religion mondiale ? Il n'est donc pas étonnant de voir l'église conciliaire collaborer étroitement avec l'O.N.U., l'U.N.E.S.C.O. et le Conseil Œcuménique des Eglises.

Enfin, tout récemment, le président mondial des espérantistes, ingénieur du C.E.R.I.L.H. (Centre de recherche du ciment), M. Pierre Lévy, accordant une interview au journal *Libération*, déclarait : « Dans le cadre de la M.J.C. (Mouvement de la Jeunesse Communiste) de Chevreuse, j'enseigne cette langue universelle » (143). (Particularité : M. Pierre Lévy est membre du bureau du Comité National Chaux et Ciment de la Fédération C.G.T. de la Construction, et adhérent au Parti Communiste Français.)

Autre domaine d'action mondialiste : le Racisme.

(142) *La Ligue Internationale des Francs-Maçons* - Son but et son activité. Editions de la Ligue Intern. de FF.MM., 1930.

(142a) *Témoignage Chrétien*, N° 1921, 4 au 10 mai 1981. Le directeur de T.C. est Georges Montaron. Il dirige cet hebdomadaire de la gauche catholique depuis 1948. Il est également administrateur de *Télérama*, vice-président du *Centre national de la presse catholique*, administrateur de l'*Association France-Algérie* et de l'*Association France Terre d'Asile* (voir dossier *Amnesty International*). Il est aussi président du *Mouvement international de lutte antiraciste* et secrétaire général de la *Conférence mondiale des Chrétiens pour la Palestine*.

(143) *Libération*, 28 janvier 1981.

« ... l'action antiraciste est l'une des sphères d'action du mondialisme... » et « ... ce travail figure déjà parmi les préoccupations majeures de la Commission enseignement des Citoyens du Monde » (144).

Il n'est donc pas étonnant de retrouver, collaborant étroitement avec l'Institut d'Etudes mondialiste, le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la Paix) et la L.I.C.A. (Ligue internationale contre l'antisémitisme — et qui vient, après 51 ans d'activité, de s'apercevoir que manquait le mot « racisme » à son nom, d'où son nouveau sigle L.I.C.R.A.).

Or, le M.R.A.P., scission de la L.I.C.A., fut créé en 1949 par des éléments communistes. Son premier président, André Blumel, ancien collaborateur de Léon Blum et président adjoint de *France-U.R.S.S.*, fut l'un des six signataires socialistes du Pacte d'unité. Lui succédèrent Léon Lyon-Caen, président de la Cour de cassation et membre du P.C., puis Pierre Paraf, membre de *France-Pologne*, du *Mouvement pour la Paix*, de l'ARAC, du *Secours Populaire*, etc.

Le secrétariat du M.R.A.P. est assuré par Albert Lévy, vieux militant du P.C., auquel il adhéra en 1950. Il est membre de la section du P.C. de Fontenay-aux-Roses. Charles Palant, l'un des vice-présidents du M.R.A.P., était candidat du P.C. aux législatives de 1956 dans la 3^e circonscription de Paris. Jean-Louis Sagot-Duvaroux (l'un des bras droits d'Albert Lévy), rédacteur en chef de *Droit et Liberté*, le mensuel du M.R.A.P., a adhéré en 1974 au P.C. ainsi que Jean-Pierre Giovenco, également membre du P.C. (145).

Dans son comité d'honneur, nous retrouvons Claude Aveline, Alfred Kastler, le F. F. H. Laugier, T. Monod, Vercors, Diomède Catroux et Pierre Cot, tous mondialistes convaincus et signataires de l'Appel des 13, militants aux côtés de Robert Ballanger, Henri Alleg, Robert Merle, Georges Séguy et Jean Ferrat.

(144) *Somme Mondialiste*, T. II, p. 161.

(145) Ces renseignements tirés du *Quotidien de Paris* du 20 février 1981, firent l'objet de réponses parues dans le même journal les 28 février et 1^{er} mars. Dans l'une d'elles, J.-L. Sagot-Duvaroux écrivait que « François Colombier (l'auteur de l'article) s'appuie sur des articles de la revue *Eléments*, organe de la nouvelle droite et de l'hebdomadaire *Minute*, pour diffuser des informations invérifiables sur ma vie privée et mes opinions personnelles. Connaître l'origine de ces "révélations", c'est en dévoiler l'objectif. » Nous ferons malgré tout remarquer — n'en déplaise à M. Sagot-Duvaroux — qu'il ne dément pas ces « révélations ».

La L.I.C.A., quant à elle, fut fondée en 1929 par le franc-maçon socialiste (G.L.), Bernard Lecache (146); elle est dirigée aujourd'hui par le socialiste Jean Pierre-Bloch, initié en 1929 à la *Loge Liberté*, membre du Conseil du Droit humain, président de la Loge israélite des B'nai B'rith, et vice-président de la Ligue Frat. de Montmartre.

Comme par hasard, nous retrouvons à son comité d'honneur, l'Abbé Pierre, Claude Aveline, Robert Buron, Roger Ikor et Jean Rostand, tous signataires de l'Appel des 13, ainsi que Pierre Cot et Diomède Catroux.

On se demande vraiment pourquoi ils ont fait scission !

Autre document intéressant : dans un récent numéro de la *Revue de la Fédération Française des Clubs UNESCO*, entièrement consacré au « *Racisme et Droits de l'Homme* », quatre pages étaient consacrées à la publicité du M.R.A.P. (147).

Les Clubs UNESCO furent créés par Jaime Torres-Bodet en 1949, alors directeur général de l'UNESCO, mais — et c'est encore assurément un hasard — le rédacteur en chef de la Revue mentionnée ci-dessus n'est autre que Jean-Jacques Tur, président de l'*Association mondialiste de la Jeunesse* (A.M.J.).

Cette dernière, branche directe des Clubs UNESCO, reçoit régulièrement des personnalités mondialistes telles que Maurice Guernier, membre fondateur du Club de Rome (le 10 janvier 1981) et Michel Cepede, ancien président de la F.A.O. (le 14 mars 1981).

Et, chose normale, les clubs UNESCO collaborent étroitement avec la L.I.C.R.A., Amnesty International, la CIMADE, le Mouvement de la Paix, le Corps Mondial de Secours, la Ligue des Droits de l'Homme et le Groupe Parlementaire mondialiste. Malgré toutes ces « curiosités », « l'Association (Club UNESCO) s'interdit toute prise de

(146) « Une tenue funèbre fut organisée le 12 janvier 1969 par la L. Abbé Grégoire, G.L. à sa mémoire, et son éloge funèbre prononcé par le G.M. Richard Dupuy. » (*Dictionnaire des F.M.* par Michel Gaudart de Soulages et H. Lamant.) De plus, lors de l'inauguration de la rue Bernard-Lecache dans le XII^e arrondissement de Paris, la G.L.D.F. était présente avec Michel de Just, G.M., et une délégation de la Loge de l'Abbé Grégoire, était conduite par M^e Gaston Maurice. (*Le Droit de Vivre*, N° 451, novembre 1979.)

(147) *Racisme et Droits de l'Homme - L'U.N.E.S.C.O. et ses amis* - janvier 1981, N° 12.

position en faveur d'organisations à caractère politique, philosophique ou confessionnel » (148).

Déformation, diront les uns, « ils cherchent la petite bête » diront les autres ! Soit. Mais est-ce encore le hasard qui fait que les 29 et 30 novembre 1975, « quelque trois cents militants du M.R.A.P. (se réunirent) rue Cadet, à Paris, au siège du Grand Orient de France » (149) ?... et que, deux ans auparavant, lors du bicentenaire du Grand Orient, le *Droit de Vivre*, organe de la L.I.C.A. du frère Jean Pierre-Bloch, écrivait : « L'événement nous donne l'occasion de mesurer la similitude des idéaux humains qui sont communs à la L.I.C.A. et à la Franc-Maçonnerie. C'est donc tout naturellement que de nombreux francs-maçons sont adhérents de la L.I.C.A.... » (150).

Décidément, le « mondialisme » est un véritable « casse-tête... chinois. »

Si terrible d'ailleurs que le journaliste Jean Grandmougin — bien que signataire de l'Appel des 13 — faisait remarquer que « des affrontements raciaux plus ou moins identiques », faisaient l'objet de traitement différents. « Alors que l'amplification est réduite, voire nulle, quand ils ont lieu dans des pays, sinon de l'Est, du moins alignés de quelque façon sur Moscou, elle est poussée à l'extrême quand ils ont pour théâtre des pays de l'Ouest constituant par leur géographie ou leurs ressources des bastions stratégiques. » Et de conclure : « Il est étrange de voir en l'occurrence la diplomatie américaine jouer le même jeu que celle du Kremlin » (150 a).

Peut-être pas si étrange que cela !... à partir du moment où l'on sait que « l'action antiraciste est l'une des sphères d'action du mondialisme ». Il faut poser la question : « A qui profite le crime ? » et chercher qui se trouve à la tête (occulte) du futur Gouvernement Mondial.

Si difficile, ce « casse-tête... chinois », que même les communistes français y perdent leur « manifeste ». On a pu voir récemment sur les murs de certaines banlieues parisiennes des affiches du P.C. avec, pour slogans : « Anti-communisme = Racisme » ??? Nous aimerions comprendre.

(148) Fédération Française des Clubs U.N.E.S.C.O. - Conseil d'administration du 19 juin 1976.

(149) *Le Monde*, 2 décembre 1975.

(150) *Le Droit de Vivre*, N° 382, juin 1973.

(150a) *Valeurs Actuelles*, 11 août 1980.

Sautons d'un problème à un autre, et allons voir du côté du « régionalisme », très à la mode ces derniers temps.

Lors de la session d'août 1979 de l'Institut d'études mondialiste, Guy Héraud, président du Parti Fédéraliste européen, prenant la parole, expliqua que « Menacés parfois dans leur intégrité (le problème basque en Espagne, irlandais du Nord en Grande-Bretagne), parfois dans leur existence (Belgique), les Etats, même les moins atteints, perdent sans cesse plus de leur prestige et de leur crédibilité, se montrant inaptes à résoudre les problèmes actuels (ils sont ou trop grands ou trop petits, ou trop mal dessinés pour ce faire), et répondant de plus en plus mal aux exigences incoercibles de participation qui sont une dominante, combien justifiée, de l'époque. »

Aussi en concluait-il que « Le régionalisme et le mondialisme se situant à deux niveaux du fédéralisme sont complémentaires et se doivent d'agir ensemble » (151).

Voilà qui expliquerait bien des choses et bien des événements...

Après le Racisme et le Régionalisme, revoilà l'Ecologie et dame Nature.

Si nous avons vu, dans *La Trilatérale et les secrets du Mondialisme* (pp. 212-213), d'où provenaient l'appui et le subventionnement du mouvement écologique *Les Amis de la Terre*, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas le seul à être « bien entouré ».

Il existe en effet une *Association européenne d'Agriculture et d'Hygiène biologique*, plus connue sous le nom de *Nature et Progrès*, fondée par Matteo Tavera et André Louis. Jusque là, rien d'extraordinaire (152).

Dans le N° 62, avril, mai, juin 1979 de *Nature et Progrès*, on pouvait remarquer une interview de Sicco Mansholt, intitulée : « L'avenir est pour l'agriculture biologique » que préconise Nature et Progrès... jusque-là, toujours rien de particulier.

Mais cette interview ne fut pas faite par n'importe qui. En lisant ce N° 62, on apprend que : « Le 12 décembre 1978,

(151) Régionalisme et Mondialisme, par Guy Héraud, aux journées mondialistes de Caen de juin 1976.

(152) Cette Association a son siège au château de Chamarande (Essonne), situé à 40 kilomètres de Paris. Ce château, vaste domaine de 100 ha, fut acheté par le département de l'Essonne en 1978, et Nature et Progrès en a obtenu l'affectation.

la présidente de la Fondation pour l'Agriculture Ecologique en République Fédérale Allemande (153), Madame Dagi Kieffer, et l'un des journalistes attachés à l'I.F.O.A.M. (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique), ont rendu visite à celui qui fut président de la Commission des Communautés Européennes (C.E.E.) et ministre de l'agriculture des Pays-Bas, le docteur Sicco Mansholt, dans sa retraite néerlandaise au village de Wapserween. Nous publions cette conversation rédigée et à peine abrégée, dans notre revue, car nous croyons que les vues actuelles de Sicco Mansholt sont d'un grand intérêt pour nos lecteurs et tous ceux qui s'interrogent quant aux crises et aux orientations futures. »

Nature et Progrès est en relations — et c'est bien normal — avec la Fondation en question ainsi qu'avec l'I.F.O.A.M. Or, figurez-vous que, par un de ces hasards extraordinaires, on retrouve le socialiste Sicco Mansholt comme membre du Conseil de direction de la Fondation pour l'Agriculture Ecologique... doublé par celui de son appartenance au Bilderberg... et triplé par le fait que c'est ce même Mansholt qui prévoyait, voici quelques années, la disparition de plusieurs millions d'agriculteurs européens et la stérilisation de plusieurs centaines de milliers d'hectares cultivables...

Ce qu'il y a de terrible quand on cherche, c'est que l'on trouve...

En effet, si nous continuons nos investigations, on s'aperçoit que Nature et Progrès est en relations avec un certain Georges Krassovsky, directeur d'une revue intitulée *Le Nouvel Humanisme* (154), dans laquelle on peut lire : « L'action menée par le groupe peut être considérée comme une expression des tendances pacifistes, mondialistes et écologiques » (155).

Ce Georges Krassovsky est en outre l'auteur d'un « *Manifeste pour la survie de l'Homme* », véritable programme mondialiste. Nous ne serons donc pas surpris de retrouver parmi les signataires de ce dernier : François Billetdoux, Alain Decaux, René Dumont, Roger Ikor, Joseph Kessel,

(153) Cette fondation fut créée en 1925 à l'instigation du Docteur E.F. Schumacher, de Londres, auteur du livre « *Small is beautiful* », traduit en français par « *Le retour à la dimension humaine* ».

(154) Anciennement *Combat pour l'Homme*, fondé en 1970.

(155) *Le Nouvel Humaniste*, N° 1, janvier-mars 1981.

Théodore Monod, Yves Montand, Michel de Saint-Pierre, Haroun Tazieff et Aurelio Peccei.

Mais combien de membres de Nature et Progrès savent cela ? Les dirigeants eux-mêmes sont-ils au courant des activités « souterraines » de M. Sicco Mansholt ?

Enfin, soyons perfectionnistes, et mentionnons l'existence d'une Association de défense des intérêts des consommateurs de produits de l'Agriculture biologique, *l'Œil ouvert*, qui, comme par hasard, est liée à l'E.N.V.E.P., Enseignement Naturiste Végétarien Espérantiste et Pacifique ! (156).

Brice Lalonde, candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1981, écrit quant à lui, dans son livre *La Vague Verte* :

« Bien entendu, les écologistes sont conscients de la nécessité de conventions mondiales sur les sujets qui concernent l'ensemble de l'humanité. Il faut en accroître le nombre et la portée : la communauté planétaire n'est pas moins importante que les autres communautés, locales, nationales, internationales. Les droits de l'homme, l'écologie, l'alimentation, la santé, la circulation de l'information, le développement, le désarmement sont parmi les priorités d'une coopération mondialiste qui doit imposer des limitations de souveraineté. »

Mais revenons à nos mondialistes « déclarés ».

En mai 1968, nullement inquiétés par les combats de rues qui se déroulaient à Paris, les Citoyens du Monde tinrent des permanences et exposèrent leurs idées à la Sorbonne avec la participation de Georges Friedmann, Roger Ikor, Théodore Monod, René Dumont et Jean Rostand.

Le 23 août 1970, lors du Congrès du Mouvement Universel, à Ottawa, U. Thant, secrétaire-général des Nations Unies, déclarait : « Il faut modifier les conceptions dépassées et inapplicables d'une souveraineté nationale illimitée » (157).

Quelque temps après, les mondialistes organisèrent une grande réunion publique à Paris, à laquelle U. Thant délégua l'un de ses plus proches collaborateurs, Jean d'Arcy,

(156) Mentionnons, pour la petite histoire, que nous avons trouvé un paquet de tracts-propagande de cette dernière organisation, dans le « Servez-vous - documentation utile » de la maison des Clubs U.N.E.S.C.O.

(157) *I ou Zéro*, de Guy Marchand. Club Humaniste, p. 87.

président du Syndicat national de la vidéo-communication, membre du Haut conseil de l'audiovisuel, créateur de l'*Eurovision* et membre du Comité permanent mondialiste (158).

Ce *Comité Permanent Mondialiste*, créé en 1975, lors d'un colloque qui s'est tenu dans la salle des conférences du Sénat est en fait le regroupement de 21 associations à vocation mondialiste (158). Il fut mis en place par M. Jerry Bourgeois, gérant de société, directeur d'un magasin d'équipement de bureaux, « O' BURO » et secrétaire-général des Fédéralistes Mondiaux — dont le siège se trouve au sein de la société Tratex-Opéra —, avec l'autorisation du Recteur Robert Mallet et l'appui de son ami Guy Marchand, membre du Conseil des Citoyens du Monde, secrétaire général du Congrès des Peuples et du Comité Permanent Mondialiste avec J. Bourgeois.

Les vice-présidents de ce Comité sont :

Pierre Auger : fondateur et directeur du service de documentation du C.N.R.S. et membre... de la Pugwash et du Comité des conseillers des *Fédéralistes Mondiaux*, branche française du M.U.F.M.

Michel Cepède : titulaire de la chaire d'économie rurale comparée et de sociologie à l'Institut national agronomique. Président du comité permanent du programme de la F.A.O. (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) (1963-1969), premier vice-président (1965), puis président (1969-1973) du conseil de la F.A.O. et président du Comité français de la campagne mondiale contre la faim (159).

Louis Périllier : ancien membre de la délégation française à la S.D.N. (1932), président du Comité exécutif de l'Union Fédéraliste mondiale (section française). Membre du présidium de la Convention des Institutions Républicaines et inscrit au groupe de la Fédération de la Gauche Démocratique et Socialiste (F.G.D.S.). Récemment, il donna son adhésion au *Mouvement pour un*

(158) Voir en annexe III la liste du *Comité Permanent Mondialiste*.

(159) Son fils Denis, économiste, est « Militant socialiste depuis 1951, il appartient dès 1967 au Comité directeur de la S.F.I.O. Membre du bureau exécutif du Parti socialiste depuis 1971 ». (*Dictionnaire de la Politique Française*, de Henry Coston, T. II.)

Nouvel humanisme, fondé par le Président de la Fraternelle des parlementaires, le sénateur frère Henri Caillavet (160).

Au côté du Comité Permanent Mondialiste, se trouve le Groupe Parlementaire Mondialiste, dont le président est Gabriel Peronnet, radical-socialiste, ancien Ministre. En font également partie, Edgar Pisani, Sénateur, ancien Ministre et membre de la Commission des Communautés Européennes (160 a), André Diligent, Député à l'Assemblée Européenne, ancien Sénateur, Claude Cheysson, ancien commissaire à la Commission des Communautés Européennes chargé du développement, actuel ministre des Relations extérieures dans le gouvernement Mauroy (socialiste) et membre du Club de Dakar.

Citons également Jacques Denis, Député à l'Assemblée Européenne, vice-président de la Commission de Développement et de Coopération de cette Assemblée, Edgar Faure, qui n'est plus à présenter et Pierre Uri, directeur et conseiller de la *banque Lehman Brothers*, collaborateur et représentant spécial du baron Edmond de Rothschild, membre du Club Jean Moulin, de l'Institut Atlantique, du Bilderberg et collaborateur de la Trilatérale.

Même l'Eglise — et à son plus haut niveau — s'occupait de la mondialisation puisque, le 11 avril 1963, l'*Encyclique Pacem in terris* de Jean XXIII demandait clairement l'instauration d'une Fédération mondiale, bien que ce terme n'y soit pas employé. De même que, le 20 juillet 1968, le Rapport de la section IV de la 4^e Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises, réunie à Uppsala, notait que « L'acceptation de la nécessité de structures internationales solides qui fonctionnent, est... importante. » (161) et, le 22 juillet de la même année, le *New York Times* publiait le rapport Sakharov, prévoyant la formation d'un Gouvernement mondial (161 a).

(160) Henri Caillavet : initié en mai 1935 (G.O.), L. Les Vrais Amis Réunis O. Toulouse L. La Lumière O. de Neuilly-sur-Seine 33°. Tout à fait incidemment, on retrouve au sein du Mt pour un Nouvel Humanisme, Haroun Tazieff, Roger Ikor, Léo Hamon et d'autres.

(160a) Edgar Pisani participe assez régulièrement aux journées d'études du Grand Orient de France.

(161) *Neue Zürcher Zeitung*, 29 septembre 1968.

(161a) Sakharov déclarait que l'« Accroissement de la convergence entre les deux pays (Etats-Unis et U.R.S.S.), promotion de la

Or, et encore par un de ces hasards miraculeux, on retrouve le père de la bombe H soviétique, André Sakharov, parmi les cent vingt personnalités qui lancèrent en septembre 1973 « le manifeste humaniste ». Signèrent également ce Manifeste le psychologue Burrhus Frederic Skinner, professeur émérite de l'Université de Harvard, le biologiste anglais Francis Harry Crick, successivement membre du Rockefeller Institute, de Harvard et prix Nobel de médecine 1962, ainsi que l'auteur soviétique Isaac Asimov.

Mais où les choses deviennent beaucoup plus intéressantes, c'est lorsqu'on apprend que l'un des principaux rédacteurs et membres de ce Manifeste, n'est autre que le Grand Rabbin de France, Joseph Kaplan.

Intéressantes pourquoi ? Parce que le programme de ces « humanistes » n'est ni plus ni moins que de « reconnaître le droit au contrôle des naissances, à l'avortement et au divorce » (162). Intéressant parce qu'en novembre 1974 — un an après le Manifeste — le Grand Rabbinat de France, sous la haute autorité du Rabbin Kaplan, déclarait : « Formé à l'image de Dieu, l'homme possède par là-même un caractère sacré, inviolable. C'est pourquoi le meurtre d'un innocent constitue l'un des trois interdits qui ne peuvent être violés en aucun cas, même pas pour sauver sa propre vie. Dans la hiérarchie des valeurs, immédiatement après la personne humaine, vient le respect du fœtus qui est une vie humaine en formation, mais non pas encore une personne selon le judaïsme. Celui-ci considère donc l'avortement comme un crime, sauf si l'embryon ou le fœtus compromet gravement la santé de la mère et à plus forte raison, s'il met ses jours en danger » (163).

Comment cela se fait-il que le Grand Rabbin Jacob Kaplan approuve deux textes d'idées diamétralement opposées ?

Cela voudrait-il dire que l'avortement est conseillé — sinon recommandé — aux uns, et interdit — sinon fortement déconseillé — aux autres ? Si oui, dans quels desseins ?

liberté intellectuelle, de la science, du progrès économique, devant aboutir d'ici à l'an 2000 à l'établissement d'un gouvernement mondial ». (*Le Figaro*, 23 juillet 1968.)

(162) *L'Express*, 3-9 septembre 1973.

(163) *Le Figaro*, 20 novembre 1979.

Certains vont penser que nous sommes sortis de notre sujet, le Mondialisme et ses sphères d'action. Eh bien, pas du tout. Car ce Manifeste humaniste, complaisamment signé par le Rabbin Kaplan, déplore « les antagonismes raciaux, religieux, ethniques ou sociaux », ainsi que « la division de l'humanité à partir des différentes nationalités. Nous sommes arrivés, écrit-il, à un tournant de l'histoire de l'humanité, à l'occasion duquel la solution la plus appropriée est de transcender les limites de la souveraineté nationale et de se donner pour tâche la construction d'une communauté mondiale à laquelle pourront participer tous les secteurs de la vie humaine » (164).

N'est-il pas plus belle profession de foi mondialiste ?

Quelques temps auparavant, Georges Hourdin, directeur de l'hebdomadaire *La Vie Catholique*, et aujourd'hui très proche d'Amnesty International, entre autres, écrivait dans « *Croissance des Jeunes nations* » (n° 61) cité par le « *Courrier Communautaire* » du 15 janvier 1967, qu'il y « avait un programme géopolitique plus informé des grands ensembles synarchiques » (165), et déclarait : « Il faut accepter de grouper les Etats en grandes Confédérations régionales, puis en un gouvernement mondial. Il faut ensuite, et très rapidement, planifier les naissances et les économies. »

L'année 1968, voit la parution d'un livre « *Le Pari européen* », de Louis Armand, de l'Académie française, ancien président d'Euratom (1958-1959), administrateur de *Pétrofina*, de l'Union des Banques à Paris, de *Publicis*, et vice-président de la Fondation européenne de la Culture, et de Michel Francourt, journaliste, membre du directoire et directeur général de la *Télémechanique électrique*.

Le grand thème est le suivant :

« Un gouvernement mondial permettrait d'instaurer un type de relations plus conformes aux intérêts de tous. Nous n'en sommes pas là, tant s'en faut. Nous devons cependant y tendre, même si son avènement est si lointain qu'il paraît aujourd'hui utopique » (166).

« En quête d'une authenticité pour les âmes de bonnes volontés », M. Raymond Martini, directeur de *France-Ouest*

(164) *L'Express*, 3-9 septembre 1973.

(165) *Le Complot*, par Pierre Virion, 2^e édition augmentée. Documents-Paternité, N° 139-140, mai 1969, p. 49.

(166) *Le Pari Européen*, par Louis Armand et Michel Drancourt, Fayard 1968, p. 20.

Imprimerie et ancien membre de l'*Union Française des Nationaux* (1955), fonde le 17 janvier 1977 l'*Entente Cordiale Internationale*, « Premier Mouvement Mondialiste » de France, dont il est le Président.

Le but : « Réunir toutes les femmes et tous les hommes inspirés par un véritable humanisme universel et fraternel, dans le cadre des institutions, sans aucune discrimination raciale ; soutenir une politique fondée sur le respect intransigeant de la souveraineté des peuples et de l'indépendance des nations, de la liberté, de la responsabilité et de la dignité de l'homme. L'association s'inspire des principes de solidarité, de loyauté et de tolérance dans la poursuite d'un combat économique et social du progrès. » (Article 2 des Statuts).

Le secrétaire général est Jack Henri Breuille, journaliste et maire adjoint du 4^e arrondissement. Il est en outre le président facultatif (depuis 1977) de l'*Association Franco-Britannique*, premier siège social de l'*Entente Cordiale Internationale*.

Cette *Association Franco-Britannique* fut fondée en 1933 à Vichy par MM. Georges Delmoussée (Administrateur-directeur des *Etablissements Vernhes*), Léopold Faure (Président de l'Association des Officiers d'Académie et de l'Instruction publique), Marcel Becherot (capitaine au 9^e Zouave aux Armées) et Jean Vial (Commandant aux Armées). Le secrétaire général était Joseph Mathieu, chef de service à l'A.S.F.G.

Par la suite, en 1945 exactement, Gabriel Toulemonde, agent général des *Etablissements Vernhes*, prit le secrétariat général en main.

Le 19 février 1975, Raymond Martini était élu président de l'Association ; Albert Dauphin, directeur de journal et maire-adjoint de St-Denis-d'Oléron, secrétaire général et Louis Coste, technicien à la *Compagnie française des pétroles* était élu trésorier général.

Parmi les membres, on pouvait remarquer la présence de Henri-Louis Gros, directeur de promotion du journal *Le Dauphiné libéré* et parmi les administrateurs, Jean-Marie Desselas, directeur du journal *L'Observateur du Centre-Ouest*.

Au 14 janvier 1981, le Bureau se composait d'Albert Dauphin (Président), d'André Thomassin (Vice-président), de Roger Paul (secrétaire général), fonctionnaire au minis-

tère de l'Intérieur, d'André Cambressy, P.-D.G. et de Max Cazalet, cadre administratif.

Pour ce qui est de l'Entente Cordiale Internationale, les adhérents peuvent se regrouper dans des Cercles, Clubs ou Ateliers et leur donner les patronymes de leur choix. Une circulaire de cette organisation donnait pour exemple : Cercle, Club ou Atelier Jean-Paul II, R. Reagan, Charles de Gaulle, Leopold Senghor, Martin Luther King.

Comme on peut le constater, le mondialisme est en pleine expansion...

Récemment, en janvier 1981, Altiero Spinelli, député de la gauche indépendante, membre du groupe du parti communiste italien à Strasbourg, du Bilderberg, de l'I.A.I., et grand ami de Giovanni Agnelli, fondait le « *Club du Crocodile* » qui, « par sa nature, oscille entre le groupe de pression, la cellule de carbonari et le club d'opinion à l'anglaise » (166 a). Le but de ce club très discret composé d'une centaine de membres est de « former un groupe de travail afin d'étudier le meilleur moyen d'imposer aux gouvernements un « centre européen à capacité de gouvernement ».

Parmi les membres de ce club, on remarque le communiste Sergio Segré (membre de l'I.A.I.), Susanna Agnelli, Bruno Visentini, président d'Olivetti & C. (membre de l'I.A.I.), S. Pininfarina, de l'Unione Industriale di Torino (membre de l'I.A.I.) et de Giorgio Ruffolo, président de la *Finanziaria meridionale* (membre de l'I.A.I.). De plus, Spinelli a le soutien total de Willy Brandt, de Leo Tindemans, du leader démocrate-chrétien néerlandais Notemboom et de Madame Simone Veil.

Et ne croyez pas qu'après les dernières élections françaises les choses vont changer... M. Valéry Giscard d'Estaing était (et est toujours) un avocat inlassable du nouvel ordre économique mondial, prélude au Gouvernement Mondial ; son successeur François Mitterrand n'est pas différent quant à ces conceptions. Ne déclarait-il pas, recevant M. Mounleika Arouna, ambassadeur du Niger, « la France sera l'avocat

(166a) *Le Monde*, 6 janvier 1981. *Club du Crocodile* : nom du restaurant le plus raffiné et le plus fermé de Strasbourg. C'est au *Crocodile* que Spinelli a réuni pour la première fois quelques dizaines de députés européens.

inlassable du nouvel ordre économique mondial » ? (167).

Entouré comme il l'est de francs-maçons (Charles Hernu, Pierre Mendès-France, André Cellard, Guy Penne, Jean-Michel Rosenfeld), de membres de groupes mondialistes tels que l'Institut Atlantique, le Bilderberg, la L.I.C.R.A., le Club Jean Moulin, le Club Le Siècle, le Club des Jacobins et la Trilatérale (168), cette prise de position, vous en conviendrez est des plus normale...

(167) *Le Monde*, 5 juin 1981.

(168) Voir *Lectures Françaises*, N° 291-292, juillet-août 1981.
Article de Y. Moncomble.

CHAPITRE II

DE CARTER A REAGAN EN PASSANT PAR LA TRILATERALE ET LE C.F.R.

Après l'échec retentissant de Jimmy Carter, l'homme de la Trilatérale, certains n'ont pas hésité à parler aussitôt d'une perte d'influence de cette Commission.

Faut-il vraiment conclure de façon aussi hâtive ? N'y aurait-il pas plutôt un savant calcul ? Nous pencherons plutôt pour cette seconde hypothèse car, ces derniers temps — dans la coulisse bien entendu — la Trilatérale n'est pas restée inactive.

M. Saburo Okita est en effet devenu délégué aux Affaires économiques extérieures du Japon et, fait particulièrement important, cet organisme vient de se réunir (printemps 1981) à Pékin, en Chine communiste (1).

Et que devient Reagan, dans tout cela ?

Présenté par la presse internationale — et américaine en particulier (2) — comme un « indomptable », Ronald Reagan ne fait pas partie du « grand cercle mondialiste »,

(1) Voir en fin de chapitre, le dossier sur *La Trilatérale et la Chine*.

(2) Le sénateur Wayne Morse, qui ne ménageait pas ses mots, disait : « La presse américaine ne raconte au peuple américain que ce qu'elle a intérêt à ce que le peuple lise. Cette situation ne diffère pas de celle de la *Pravda* en Russie. » (« *Critique nationaliste* », par Jacques Ploncard d'Assac, *La Voix de l'Occident*, N° 13, p. 26.)

et l'on pourrait croire au mythe du président élu « démocratiquement » par le peuple et pour le peuple (3).

Pourtant, cette belle image de marque se ternit lorsqu'on compulse la liste de ses conseillers...

Il a en effet « choisi » comme vice-président M. George Bush. Celui-ci, né dans le Massachusetts le 12 juin 1924, d'un père banquier à Wall Street et d'une mère qui était une riche héritière de la Nouvelle-Angleterre (Dorothy Walker), fit ses études dans les meilleures écoles et les plus prestigieuses universités. Après la guerre, il fonde sa propre société, la *Zapata Offshore Co.*, entreprise de forages pétroliers ; il amasse ainsi une fortune qui lui permettra de se lancer dans la politique sans succès... jusqu'au 4 novembre 1980.

Malgré ce maigre bagage politique, le président Nixon le nomme, en décembre 1970, ambassadeur à l'O.N.U., « au grand dam des diplomates professionnels et d'une bonne partie de la classe politique, qui relève son manque total d'expérience des Affaires étrangères » (4).

Il « apparaît alors comme le "protégé", promis envers et contre tous à un brillant avenir par la seule volonté de son "patron" » (5).

Nixon « patron » de George Bush ? Vous n'y êtes point ! Il n'accéda à ce haut poste que par la seule volonté de son véritable chef, d'abord Nelson, puis David Rockefeller, le grand manitou du *Council on Foreign Relations* (C.F.R.), ce gouvernement invisible des Etats-Unis dont George Bush est un membre éminent.

Toujours est-il que, malgré son « manque total d'expérience », il est chargé, à l'O.N.U., de mener le combat contre l'admission de la Chine communiste dans cet organisme, au moment même où, confidentiellement, la Maison Blanche amorçe son rapprochement avec Pékin.

(3) « Le passé syndical de celui-ci, notait *Le Monde* (il a été, de 1947 à 1952, président du syndicat des acteurs de cinéma, affilié à l'A.F.L.-C.I.O.), ses sympathies libérales de jadis avaient de quoi séduire les néo-conservateurs, qui lui ont attribué, de confiance, un cheminement comparable au leur. La modération de ses propos et le choix des membres de son équipe (où l'on ne retrouve — à l'exception de MM. Richard Allen et de David Stockman — aucun idéologue d'extrême droite) les a ravis. » (*Le Monde*, 21 janvier 1981.)

(4) *Le Monde*, 18 juillet 1980.

(5) *Le Monde*, 2 février 1980.

Curieux, n'est-ce pas ?

Eh bien, malgré cela, il sera nommé chef du bureau de liaison des Etats-Unis à Pékin par le président Ford (6) en septembre 1974 et chef de la C.I.A. en novembre 1975.

Comme par hasard, George Bush est un haut membre de la Trilateral Commission de David Rockefeller. Fort curieusement, juste avant sa nomination en tant que vice-président des Etats-Unis, il a démissionné, « honteux » de la Trilatérale.

Personnellement, nous ne voyons pas d'inconvénient à cette démission, mais, si elle fut « honteuse », nous aimerions savoir ce que faisait M. George Bush en compagnie d'Alexander Haig, à la Conférence plénière de la Trilateral Commission, qui se déroula du 29 au 31 mars 1981 ? (7).

Pour aider Bush — pardon Reagan —, on remarque l'ex-ministre de l'Armée, Paul H. Nitze, chef du Comité « On the present danger », membre du C.F.R., de l'I.I.S.S. et du Bilderberg ; l'ex-secrétaire d'Etat William Rogers, du C.F.R., ainsi qu'un professeur à Harvard, Richard Pipes, du C.F.R.

Afin d'appliquer son programme, Reagan annonçait, dès le 19 septembre 1980, la formation de *Comités* chargés de lui faire des rapports dans la semaine suivant l'élection du 4 novembre.

Ces Comités sont les suivants :

1) *Comité des contrôles de dépenses publiques*, présidé par Caspar Weinberger, vice-président et conseiller général de la *Bechtel Corporation* et... membre de la Trilatérale.

2) *Comité de la politique fiscale*, présidé par Charles Walker, ancien secrétaire adjoint au Trésor et membre du C.F.R.

3) *Comité de la réforme de la réglementation*, présidé par Murray Weidenbaum, membre du C.F.R.

4) *Comité de la politique contre l'inflation*, présidé par Paul McCracken, ancien président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche et membre du C.F.R.

5) *Comité de la politique monétaire internationale*, présidé par l'ancien président du Federal Reserve System, Arthur Burns, membre du conseil des gouverneurs

(6) Gerald Ford, membre du Bilderberg et de la Loge « Malta » n° 465. Il est également 33° du Rite écossais accepté de Grand Rapids.

(7) *Dialogue* (revue de la Trilatérale), Spring 1981, N° 26.

de la *Twentieth Century Fund*, membre du C.F.R., de la Trilatérale et de la Pilgrims Society. Au mois de mai 1981, Ronald Reagan le nomma ambassadeur à Bonn.

6) *Comité du budget*, présidé par Alan Greenspan, ancien président du comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, conseiller économique des présidents Nixon et Ford et membre du C.F.R.

7) *Comité de coordination de la politique économique*, présidé par George Shultz, ancien secrétaire au Trésor de Nixon et de Ford, président et directeur de la *Bechtel Corporation*, directeur de *J.P. Morgan*, au *Morgan Guaranty Trust* et membre du C.F.R. et de la Pilgrims Society.

Si l'on poursuit cette enquête, on aura la surprise de rencontrer William Simon (C.F.R.), successivement secrétaire au Trésor des présidents Nixon et Ford, Donald Rumsfeld (C.F.R., I.I.S.S., Institut Atlantique, Bilderberg) et William V. Roth (C.F.R., Trilatérale).

Elu le 4 novembre 1980, Ronald Reagan, tous dossiers préparés, s'entoura de Donald T. Regan, auquel fut confié le poste de secrétaire au Trésor. Ce dernier, diplômé de Harvard, entra en 1946 chez *Merryl Lynch & Co*, dont il devint président en 1973. Sous sa direction, *Merryl Lynch* est devenu l'un des établissements bancaires les plus importants des Etats-Unis, du fait qu'il apporte son concours financier à plusieurs banques centrales (8).

« Soutenu par le directeur de la campagne de Ronald Reagan, William Casey, avec qui il s'était lié d'amitié à l'époque où celui-ci était président de la Securities and Exchange Commission (la C.O.B. américaine) sous l'administration Nixon » (9), sa nomination n'a pas recueilli l'unanimité.

« Le directeur national du groupe de pression conservateur, Howard Phillips, a notamment commenté très sévèrement la nomination de Donald Thomas Regan au poste de secrétaire au Trésor. "C'est une gifle pour les conservateurs", a-t-il affirmé, rappelant que les employés

(8) Possédant 581 agences, notamment à Londres et en Asie du Sud-Est, et 26 800 employés, cette société déclara, pour 1979, un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de dollars et 118 millions de dollars de bénéfices après impôts.

(9) *Les Echos*, 15 décembre 1980.

de la firme dont M. Regan était président, *Merryl Lynch*, avaient contribué pour 3 000 \$ à la campagne électorale du Parti Démocrate » (10).

Soutenu par le C.F.R., William Casey, ce vice-président de la Bourse de New York de 1972 à 1975, est lui aussi, au C.F.R. et, d'après la revue *Monde et Vie*, Regan est lié à « l'aile droite » de la Trilatérale... (11).

La C.I.A., qui avait pour chef l'amiral Stansfield Turner, membre du C.F.R. et de l'I.I.S.S. — camarade de promotion de Carter à l'Ecole navale d'Annapolis — fut, durant cette période, délestée de 15 000 employés et perdit près de 2 000 de ses meilleurs agents, tout simplement licenciés.

Aussi, afin de redonner une nouvelle puissance à cette institution démolie par Turner (C.F.R.), Reagan a-t-il tout simplement nommé William Casey, autre membre du C.F.R., à la tête de la C.I.A.

Ayant dirigé la campagne électorale avant de présider le groupe de transition du nouveau président des Etats-Unis, Casey, avocat new-yorkais, fait un « retour aux sources ». En effet, pendant la II^e Guerre mondiale, basé à Londres, il dirigeait les services de Renseignement américains en Europe (O.S.S.) (12).

Après la guerre, il revint à New York où il fit fortune comme conseiller fiscal et, de 1965 à 1975, soutint avec vigueur la « détente par le commerce avec l'Est ». En mars 1971, Nixon le nomme à la tête de l'US Security and Exchange Commission (C.O.B. - Commission des Opérations de Bourse); il devient ensuite sous-secrétaire d'Etat aux

(10) *Le Quotidien de Paris*, 13-14 décembre 1980.

(11) *Monde et Vie*, 6 février 1981. Regan est membre de la Round Table Business.

(12) « En 1944, chef de la Secret Intelligence Branche (S.I.) pour l'Europe, il dirigeait depuis son bureau de Londres et ses antennes de Dijon et Namur, l'infiltration d'agents polonais, belges et français en territoire allemand. » (*L'Humanité*, 16 décembre 1980.) D'autre part, la revue *Défense de l'Occident*, de mai 1981, nous apprend qu'« il servait dans la Marine comme lieutenant en 1941 lorsqu'il fut recruté par William J. Donovan ("Will Bill") pour collaborer avec l'Office of Strategic Services (O.S.S.) (si largement infiltré par des marxistes comme Duncan Lee) en montant un réseau antinazi de 150 agents en Europe ». Rappelons que tout à fait par hasard, nous retrouvons W.J. Donovan dans la mouvance du *Mouvement Atlantique*, d'où sortira, entre autres, l'*Institut Atlantique* (voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*).

Affaires économiques. Il est en outre président et directeur de l'*Exim Bank*, organisme public finançant et garantissant les prêts à l'exportation (12a).

Pour le seconder, M. B.R. Inman, membre du C.F.R., a été nommé au poste de vice-directeur de la C.I.A.

C'est David Stockman, un « jeune ministre déjà grisonnant, (qui) compte sur la "main invisible" chère à Adam Smith, pour que le libéralisme vienne à bout de la récession » (13) qui a pris la direction de l'Office of Management and Budget (O.M.B. - Gestion et Budget), poste où s'était illustré Bert Lance, l'ami du président Carter.

Ancien élève de la faculté de Théologie de Harvard, Stockman soutint la campagne de Barry Goldwater en 1964 pour, six ans plus tard, diriger dans l'Université du Michigan le mouvement contre la guerre du Vietnam. Ce qui n'empêche nullement *Le Monde*, comme nous l'avons vu, de le classer dans les « idéologues d'extrême droite »...

De 1970 à 1972, Stockman est l'un des adjoints de John Anderson, représentant de l'Illinois et candidat indépendant malheureux à la Maison Blanche en novembre 1980, puis, de 1972 à 1975, directeur exécutif du Groupe républicain à la Chambre des représentants ; depuis 1976, il est porte-parole d'une circonscription du Michigan à la Chambre.

Richard Schweiker, nommé au poste de secrétaire à la Santé et aux Services sociaux, est un homme d'affaires milliardaire de Pennsylvanie, membre du Sénat depuis 1968. Spécialiste des Affaires sociales, il dirigea la minorité républicaine de la Commission sénatoriale sur le Travail et les ressources humaines.

Cette nomination peut passer pour « service rendu » ; en effet, en 1976, lors de la convention de Kansas City, Reagan, tentant une manœuvre de toute dernière minute pour arracher l'investiture républicaine à Gerald Ford, avait annoncé que son colistier serait M. Schweiker, qui était bien vu des syndicats ouvriers. La manœuvre avait

(12a) Au mois de juillet 1981, l'*Exim Bank* a accordé un prêt de 85 millions de dollars à l'Angola bien que les Etats-Unis ne reconnaissent pas le gouvernement de Luanda. Ce prêt à l'Angola « contribuera au financement d'un projet de développement pétrolier entrepris conjointement par une filiale de la compagnie américaine *Gulf Oil* et *Sonangol*, compagnie nationale angolaise » (*Le Monde*, 14 juillet 1981, dépêche de l'agence *Reuter*.)

(13) *La Croix*, 10 janvier 1981.

échoué, mais Schweiker restait le grand perdant dans cette aventure, du fait qu'il avait été rejeté par ses anciens amis libéraux et s'était aliéné une partie de son électorat de Pennsylvanie.

Si la Trilatérale, aux dires de certains, est en perte de vitesse, il leur faudra bien pourtant reconnaître qu'elle occupe des postes particulièrement importants au sein de l'équipe Reagan.

Une preuve nous en est donnée par la nomination du trilatéraliste Caspar Weinberger au poste de secrétaire à la Défense (le Pentagone) (14) qui « a pour fonction essentielle de préparer la guerre » (15).

Sortant également de Harvard, il travailla, pendant la II^e Guerre mondiale, dans les services de Renseignement du général Mac Arthur. La guerre terminée, il entre dans un important cabinet d'affaires de San Francisco (Heller, Ehrman, White & Mc Auliffe), dont il devint l'un des associés en 1959 et où il exercera sa profession d'avocat jusqu'en 1969. Parallèlement, il poursuit une carrière politique.

Elu en 1952, 1954 et 1956 à l'Assemblée de Californie, c'est l'un des républicains les plus en vue de l'Etat. En 1968, il devient directeur des Finances ; en juin 1970, Richard Nixon le nomme au bureau de l'Administration et du Budget, organisme dépendant directement de la Maison Blanche, où il était chargé de contrôler les demandes de dépenses formulées par le Département de la Défense. En 1973, on lui confiera le poste de secrétaire à la Santé, à l'Education et au Bien-être social.

Surnommé « Cap' the Knife » (que l'on pourrait traduire par « l'Homme à la Hachette » en raison de sa propension à effectuer des coupes dans les dépenses), le journal *Le Monde* écrit à son propos : « Il est quelque peu paradoxal qu'un homme aussi soucieux d'épargner les deniers publics ait été choisi par M. Reagan pour diriger le seul Département ministériel dont le président élu souhaite augmenter substantiellement les crédits » (16).

(14) Ce membre important de la Trilatérale qu'est Weinberger règne sur un véritable empire qui ne compte pas moins d'un million de fonctionnaires et de deux millions de militaires en temps de paix. En 1982, son budget sera de 200,3 milliards de dollars.

(15) *La Croix*, 21 janvier 1981.

(16) *Le Monde*, 13 décembre 1980.

Il est un fait que sa nomination a de quoi surprendre, car « ce "libéral" radical (avait) refusé de soutenir deux ans plus tôt la candidature de Reagan comme gouverneur et il (s'était) associé dans leur campagne pour la radio, avec le Rév. Robert F. Drinan, ex-congressiste du Massachusetts et marxiste, avec Léonard Bernstein (trésorier des "Black Panthers"), le socialiste Michael Harrington, l'économiste fabien John Kenneth Galbraith, et même des communistes comme Dore Scharg, Archibald Macleish et Philip Randolph » (17).

Et puis, ne déclarait-il pas que la guerre du Vietnam « n'était pas vitale pour les intérêts nationaux américains » (18), formule lancée par Henry Kissinger ?

Voilà, on en conviendra, un bien curieux ministre de la Défense...

Pour le seconder au poste de secrétaire-adjoint à la Défense, il a choisi Frank Carlucci, ancien directeur-adjoint de la C.I.A. et membre du C.F.R. (19). Sous leurs ordres, ils ont John Lehman à la Marine, ancien membre du Conseil national de sécurité — sous Kissinger — (1969-1971) et du C.F.R. ; Verne Orr, à l'armée de l'Air, ancien directeur du Département des finances ; John Marsh, à l'armée de Terre, ancien conseiller du président Ford et membre de la Chambre des représentants.

Mentionnons enfin que le poste de sous-secrétaire à la Défense a été confié à Fred C. Ikle, ancien directeur à l'U.S. Arms Control and Disarmament Agency (1973-1979). Conseiller de Reagan durant sa campagne, Ikle est un ancien membre de la Rand Corporation, du Harvard Center for International Affairs, du M.I.T. et membre du C.F.R.

C'est encore un homme de Harvard (20) qui s'est vu confier le portefeuille de secrétaire aux Transports, Andrew

(17) *Défense de l'Occident*, mai 1981.

(18) *Témoignage Chrétien*, 19 janvier 1981.

(19) « Lors d'un discours prolix qu'il a prononcé devant le Sénat, l'un de ses membres, Jesse Helms, a accusé Carlucci d'avoir soutenu, au cours des années 60, les socialistes congolais en approuvant les subventions accordées à des groupes en faveur de la "Révolution sociale", alors qu'il était directeur de l'Office of Economic Opportunity en 1971, et d'avoir en quelque sorte devancé le marxisme-léninisme en prêtant son appui aux dirigeants marxistes quand il était ambassadeur au Portugal de 1975 à 1978. » (*The Review of the News*, 18 février 1981.)

(20) Informations dignes d'intérêt au sujet de Harvard. Comment faire pour entrer à Harvard ? Comment faire pour être boursier ? Apprenez que la Fondation Rotary accorde des bourses destinées aux

Lewis, administrateur de sociétés et responsable de la campagne du candidat républicain dans l'Etat de Pennsylvanie.

En 1970, il prit la présidence de la société *Simplex* de Boston ; il siège actuellement aux conseils d'administration de la *W.A.W.A.* et de la *Provident National Bank*. Candidat malheureux au poste de gouverneur de l'Etat de Pennsylvanie en 1974, il est vice-président du Comité national républicain.

Le très important poste de secrétaire au Commerce est aux mains du monde des affaires et du C.F.R., en la personne de Malcolm Baldrige, ancien étudiant de l'Université de Yale. Entré en 1947 à la compagnie *Eastern* dont il devint président en 1963, il est aujourd'hui président de la compagnie *Scovill* et siège au conseil d'administration d'innombrables sociétés, dont *Bendix* et *Uniroyal*. Président de la campagne George Bush, le vice-président élu dans le Connecticut lors des élections primaires républicaines, il est considéré de ce fait comme l'un des hommes de Bush (21).

Le nouvel « Attorney General » (ministre de la Justice), William French Smith, est président du groupe des conseillers de Reagan dont il est également, et de longue date, le confident et l'avocat. Diplômé de Harvard, Smith commença en 1942 sa carrière de millionnaire en Californie. Il est aujourd'hui directeur de plusieurs entreprises et banques californiennes et, en outre, membre du Centre d'études stratégiques et internationales de l'Université de Georgetown.

étudiants âgés de 18 à 24 ans ayant accompli deux années universitaires. De plus, les Fondations Sachs et Doriot s'adressent aux candidats à la Harvard Business School. Or, figurez-vous que pour avoir tous les renseignements en matière d'admission, il faut s'adresser à la *Morgan Guaranty Trust Co of New York*, dont le siège parisien se trouve place Vendôme. D'autre part, pour la France, en accord avec l'université, la B.N.P. facilite des prêts. Le responsable est M. Volodarsky, au siège de la B.N.P. à Paris. Le Harvard Business School Club of France accorde également des prêts d'honneur. Enfin, la personne qui s'occupe de Harvard au sein de la *Morgan Guaranty*, M. de Demandolx, est le président du club Harvard au sein de l'organisation *France-Amérique*.

(21) « Tout en se faisant passer pour un ami des milieux d'affaires, Baldrige patronait les habitations à bon marché et l'emploi des minorités ; il utilisa les avions de la Compagnie pour assurer le transport des prétendus "dirigeants noirs" afin de leur permettre d'assister aux obsèques de Martin Luther King. » (*The Spotlight*, 29 décembre 1980.)

Quant au bastion mondialiste qu'est l'O.N.U., il s'est vu s'adjoindre une femme, Jeane Kirkpatrick. Après de brillantes études au Barnard College et à l'Université de Columbia, elle entra en 1951 comme analyste au Département d'Etat. En 1952-1953, ayant obtenu une bourse du Gouvernement français, elle passe l'année à l'Institut des sciences politiques de Paris. De retour aux Etats-Unis, elle devient professeur associé de sciences politiques, puis professeur à l'université de Georgetown, à Washington.

« Démocrate de toujours, Kirkpatrick s'est ralliée au conservatisme quand son parti a choisi McGovern comme candidat aux présidentielles de 1972 » (22).

Sa nomination, paraît-il, ne fait pas plaisir à tout le monde. « L'entrée en scène d'une femme connue pour son antisoviétisme et une grande méfiance à l'égard des pays non alignés, écrit *Le Monde*, inquiète nombre de délégations » (23) et, quand elle déclare : « Il faut que notre diplomatie redevienne nationaliste », cela devient carrément de la provocation.

Mais, rendus méfiants par certains très curieux « anti-communistes », nous resterons sur nos gardes... et attendrons (23 a).

Dans le style « anti-racisme tous azimuts », un Noir, Samuel Pierce, a été nommé au poste de secrétaire au Logement et au Développement urbain. Il occupa plusieurs postes au ministère du Travail, puis à la Sous-commission anti-trusts de la Chambre des représentants à Washington.

Le porte-parole de Ronald Reagan, en même temps que son conseiller pour les Affaires internationales, Richard V. Allen, accéda — à notre grande surprise, il faut bien l'avouer — au poste de conseiller de la présidence pour les affaires de Sécurité nationale, remplaçant ainsi le trilatéraliste Zbigniew Brzezinski. A notre grande surprise car, dès le mois de novembre 1980, Allen avait déjà un scandale sur le dos ; il était en effet accusé par le *Wall Street Journal* d'avoir été payé par la société automobile japonaise Datsun pour représenter ses voitures aux Etats-Unis.

(22) *Le Figaro*, 24 décembre 1980.

(23) *Le Monde*, 24 décembre 1980.

(23a) Ce dossier était terminé lorsque nous avons appris que Mme Jeanne Kirkpatrick était présente lors de la réunion du Bilderberg Group qui se tint à Burgenstock (Suisse) du 15 au 17 mai 1981. Elle y côtoyait Walter Mondale, George Ball et David Rockefeller, entre autres... Nous avons eu raison d'attendre...

« D'autre part, écrit *Le Monde*, il a fait (crime de lèse-majesté) de la promotion pour la politique coloniale portugaise en Angola et au Mozambique (24) peu après avoir abandonné ses fonctions officielles à la Maison Blanche, fin juillet 1972 » (25).

Faut-il trouver, comme explication à cette soudaine attaque, le fait qu'à première vue, Allen n'appartient pas au « brain trust » du C.F.R. et de la Trilatérale ? Les membres de ces organisations accepteront-ils sans réagir un « étranger » au poste clé qu'est celui du Conseil national de sécurité ?

Rappelons que, nommé dans l'équipe de Kissinger, au Conseil national de sécurité, il s'était rapidement brouillé avec lui, car il le jugeait trop « mou » face aux Soviétiques, et qu'il dut renoncer en conséquence à ses fonctions en 1969.

Toutefois, mentionnons qu'Allen, formé chez les Jésuites à l'Université Notre Dame, « a flirté dans sa jeunesse avec le marxisme (et) a fondé, il y a dix-huit ans, l'Institut d'études stratégiques et internationales, l'un des plus fameux « think tanks » de Washington. (Or) Henry Kissinger y a travaillé ces dernières années et Zbigniew Brzezinski y a déjà trouvé un bon job » (26).

Le second conseiller en titre de Reagan n'est autre que Murray Weidenbaum, directeur du Bureau des conseillers économiques du président et membre du C.F.R.

Présentant lui-même le nouveau porte-parole de la Maison Blanche, James Brady (27), « M. Reagan en a peut-être trop fait en affirmant que M. Brady « serait en contact direct avec lui », alors que l'organigramme de la Maison Blanche prévoit seulement que le porte-parole rece-

(24) Il avait été embauché par l'*Overseas Companies of Portugal*.

(25) *Le Monde*, 30 octobre 1980.

(26) *Le Journal du Dimanche*, 18 janvier 1981. Note : On retrouve au C.S.I.S. de Georgetown, William French Smith, Alexander Haig. « Filiale d'une université jésuitique de grande renommée, le C.S.I.S. compte une centaine de chercheurs qui travaillent dans quatre grands secteurs : affaires politiques et militaires ; ressources internationales ; diplomatie ; tiers monde. Entre autres succès, ils ont prédit la crise de l'énergie bien avant que ce ne fût à la mode. » (*Le Figaro*, 6 février 1981.)

(27) James Brady, ancien porte-parole du Bureau de l'administration et du Budget, puis du Pentagone, dirigé à l'époque par M. Rumsfeld. J. Brady fut grièvement blessé lors de l'attentat contre le président Reagan.

vra ses informations de M. James Baker, le secrétaire général de la présidence » (28).

Or, comme un fait exprès, James Baker est membre du C.F.R...

Le président du parti républicain, William Brock, a été nommé représentant spécial du président Reagan pour les questions du commerce international, avec rang d'ambassadeur. Il est « considéré comme républicain modéré, (ayant) joué un rôle important dans la victoire de M. Reagan aux élections présidentielles en maintenant l'unité du parti » (29).

Sa « modération » et son rôle important dans la victoire de Reagan viennent-ils du fait qu'il est membre du C.F.R. et de la Trilatérale ?

Au Département de l'Energie, a été nommé James Edwards. Mais, ce qui est beaucoup plus intéressant, c'est de savoir qu'au poste de secrétaire adjoint de ce Département, a été placé un homme de Rockefeller, John C. Sawhill, membre du C.F.R. et de la Trilatérale. Ce dernier est également à la tête de la très puissante *Synthetic Fuels Corp.*, et son rôle est d'être « attentif à éviter toute action nationale unilatérale et à défendre les intérêts charbonniers des grandes compagnies pétrolières contre la menace que représente pour elles la production d'éthanol, moins corrosif que le méthanol... » (30).

Mentionnons également la nomination de John Block à l'Agriculture, de Raymond Donovan au Travail, de James Watt (31) à l'Intérieur, de Terrel Bell à l'Education, d'Edwin Meese comme conseiller personnel du président. Sans oublier Richard Darman, assistant du Président pour les liaisons publiques, Robert Holmats, assistant au secrétaire d'Etat pour les Affaires économiques, Ernst Lefever, directeur des Droits de l'Homme au Département d'Etat (32), James Lynn, membre du Conseil économique et Walter

(28) *Le Monde*, 8 janvier 1981.

(29) *Le Monde*, 17 janvier 1981.

(30) *Défense de l'Occident*, décembre 1980.

(31) Le journal *Sacramento Bee* déclare que des firmes pétrolières comme *Chevron* ou *Shell* versent des fonds au cabinet d'avocats dirigés par James Watt, ainsi que les compagnies de gaz et d'électricité. Il soutient que ces firmes ou leurs filiales ont des intérêts directs dans les contrats et règlements émanant du secrétariat à l'Intérieur. (*L'Aurore*, 6 janvier 1981.)

(32) Désavoué par la Commission des Affaires étrangères du Sénat, M. Lefever a été obligé d'abandonner son poste de secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme. (*Le Monde*, 7-8 juin 1981.)

Wriston, membre du Conseil économique. Particularité, ces cinq derniers sont membres du C.F.R.

Nous ne pourrions terminer cette étude sans nous occuper du cas du général Alexander Haig, le nouveau secrétaire d'Etat.

Né dans une famille catholique, en 1947, il sort de l'académie militaire de West Point, 214^e dans une promotion de 310 élèves officiers. Envoyé au Japon en 1949 avec Mac Arthur, puis en Corée en 1950, il se retrouve en Allemagne de 1956 à 1959. Parallèlement, il est instructeur à West Point (33) et s'inscrit en 1953 à l'Université de Columbia afin de préparer un diplôme en affaires administratives.

Au début des années 1960, il retourne à l'Université, cette fois à Georgetown (Washington) pour étudier la politique internationale. A sa sortie, il prend du service au Pentagone en tant qu'adjoint de Cyrus Vance (C.F.R.) de 1962 à 1964, alors ministre des Armées de terre.

Puis, c'est le Vietnam, où il reçoit en juillet 1967 le grade de colonel et le poste de commandant-adjoint de West Point. Mais, à partir de 1969, ce petit colonel-bureaucrate inconnu de quarante-quatre ans va devenir un homme de tout premier plan.

En effet, à cette époque, il est remarqué par une certaine « intelligentsia ». « Pour des raisons mal connues, écrit le journaliste Philippe Dufay, entre le petit colonel et le grand diplomate, c'est le coup de foudre » (34).

Le grand diplomate en question n'est autre qu'Henry Kissinger. Remarquons toutefois que c'est l'ancien secrétaire à l'éducation et aux Affaires sociales, M. Joseph Califano, à l'époque jurisconsulte au Pentagone, qui, au moment où l'administration Nixon forme ses équipes, le recommande à Henry Kissinger. Dès lors, c'est la montée verticale au firmament...

Ici, il est amusant de rapporter que, pendant le choix des conseillers de Reagan, le journaliste Robert Solé notait : le général Haig est « le seul ministre dont la confirmation

(33) Note : « A cette époque commence à se créer autour du général George Lincoln (C.F.R.), chef du Département des sciences politiques de West Point, une franc-maçonnerie appelée dans l'U.S. Army et au Pentagone "Abe Lincoln's Boys". Pour Lincoln, des officiers généraux doivent être aussi compétents en sociologie et en diplomatie qu'en tactique militaire. » (*Le Nouvel Observateur*, 22 janvier 1973.)

(34) *Le Quotidien de Paris*, 18 décembre 1980.

par le Sénat risque de poser quelques problèmes, malgré le choix habile d'un démocrate, M. Joseph Califano, ancien ministre de M. Carter, comme conseiller juridique » (35).

Amusant, car, comme par hasard, ce « choix habile » est non seulement un ami de Haig, mais également un membre du C.F.R. En fait, il est presque certain que Haig fut mis sur orbite par Joseph Califano et Cyrus Vance — tous deux du C.F.R. — avant d'être récupéré par Henry Kissinger. Ce qui expliquerait le « coup de foudre » et son appartenance au C.F.R. !

Quoi qu'il en soit, Kissinger l'appelle à la Maison Blanche en janvier 1969 pour en faire son conseiller militaire. L'année d'après, il est promu général et directeur-adjoint du Conseil national de sécurité.

En 1972, Nixon en fait un général d'armée et un commandant en chef — ce faisant, il passait par-dessus la tête de deux cent quarante officiers généraux plus élevés en grade ou plus anciens — et le nomme chef d'état-major adjoint de l'Armée de terre.

Après des missions d'information en Asie du Sud-Est, à Bangkok et à Vientiane, il est dépêché auprès de Thieu en janvier 1973. Comme par hasard, Kissinger se rendit immédiatement après à Bangkok, Vientiane, Hanoï et Pékin.

L'objectif de Haig au Vietnam consistait à persuader — si ce n'est à imposer — à Thieu « le scénario extensible mis au point entre Le Duc Tho et Kissinger au cours de trente-cinq heures de discussions, en accord complet avec le G.R.P., en désaccord partiel avec Saïgon » (36), aidé en coulisse par la Pugwash (37). Il n'est pas téméraire d'affirmer que l'accord Kissinger-Le Duc Tho a donné aux communistes ce qu'ils n'avaient pas obtenu sur le champ de bataille.

En 1973, en plein scandale du Watergate, Nixon le rappelle pour en faire le secrétaire général de la Maison Blanche. Il y restera jusqu'à la démission de ce dernier, sortira de l'aventure sans une éclaboussure et sera nommé, le 15 décembre 1974, au poste très important de commandant suprême des forces de l'O.T.A.N., où il succédait au général Andrew Goodpaster (C.F.R.).

(35) *Le Monde*, 24 décembre 1980.

(36) *Le Nouvel Observateur*, 22 janvier 1973.

(37) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 201.

Alors qu'il était en poste à Bruxelles, il ne cessa d'attirer l'attention sur la menace soviétique, de prôner le renforcement des armées occidentales, de dénoncer la « menace marxiste » représentée par la poussée de la gauche dans les pays membres de l'Alliance atlantique, et de critiquer ouvertement la nouvelle administration Carter, dont la faiblesse, face aux intérêts soviétiques, l'exaspérait.

« Toutes ces prises de positions, écrit le journaliste H.K., pourraient laisser penser qu'Alexander Haig se rangera parmi les « faucons » de la Maison Blanche. Pourtant, l'homme pourrait bien surprendre. Car sa formation politique, il la doit à Henry Kissinger, dont il fut l'un des conseillers à partir de 1968. A ce titre notamment, c'est lui qui prépara la visite de Richard Nixon en Chine (38) et il est probable que les deux hommes ont travaillé très étroitement lors de la négociation sur la limitation des armements stratégiques SALT 2 » (39).

Or, au début de l'année 1979, il participa à une sous-commission au Sénat sur le traité SALT 2, auquel il s'opposa farouchement.

Ne trouvez-vous pas curieux de s'opposer « farouchement » à un projet que l'on a contribué à mettre au point ?

Le 3 janvier 1979, il annonce qu'il abandonnera son poste à l'O.T.A.N. en juin ; il prend alors la présidence de l'*United Technologies*, vingt-sixième entreprise des Etats-Unis quant à l'importance et qui bénéficie des commandes du Pentagone.

Quant à sa nomination, si elle ne recueille pas l'unanimité — les sénateurs Clément Zablocki et Alan Scranton, tous deux démocrates, estiment que c'est une erreur —, elle comble de joie Léon Jaworski (C.F.R.) — ancien procureur spécial dans l'affaire du Watergate —, Henry Kissinger, bien entendu, et Joseph Luns (Bildenberg, Institut Atlantique), secrétaire général de l'O.T.A.N.

(38) Il est utile, toutefois, de rappeler que c'est Kissinger, entre autres, qui prépara en secret le rapprochement sino-américain et poussa le président Nixon là où le puissant lobby voulait le conduire. Cette précision revêt aujourd'hui une importance toute particulière, vu la réunion de la Trilatérale à Pékin, et étant donné que Haig, qui l'aida dans ce rapprochement, détient aujourd'hui un poste de tout premier ordre, que Kissinger, quant à lui, est toujours là... tapi dans l'ombre, et que Haig participa du 29 au 31 mars 1981 à la commission plénière de la T.C.

(39) *Le Figaro*, 17 décembre 1980.

La réaction londonienne, dont la politique est calquée sur celle des Etats-Unis et vice-versa, est plus que positive. Dès la confirmation du poste, « le secrétaire au Foreign Office a adressé au nouveau secrétaire d'Etat un message chaleureux dans lequel Lord Carrington (R.I.I.A.) exprime le "grand plaisir personnel" qu'il aura à œuvrer avec M. Haig à la solution des "problèmes difficiles auxquels nous faisons face conjointement" » (40).

Mais ils ne sont pas les seuls à se congratuler. *Le Monde* note qu'« un ancien directeur du très officiel lobby israélien au Capitole — l'American Israel Public Affairs Committee (A.I.P.A.C.) — a indiqué qu'il avait, par le passé, encouragé les "amis d'Israël" à Washington à soutenir les ambitions politiques du général Haig » (41).

Lui-même ne déclarait-il pas qu'« Israël est un élément de dissuasion face à l'agressivité soviétique dans la région, et que Jérusalem lui tient à cœur ? Toutefois, il apprécie l'influence israélienne, ainsi que celle de la communauté juive américaine, sur la politique intérieure des Etats-Unis » (42).

En tout état de cause, le lobby juif peut être satisfait du gouvernement Reagan.

« Israël a besoin d'un ami à la Maison Blanche ; j'essaierai de lui donner cette amitié », a déclaré lundi Ronald Reagan à la communauté juive de Los Angeles. Le candidat républicain qui n'avait pas hésité, pour la circonstance, à coiffer la traditionnelle calotte juive, a confirmé son opposition à l'O.L.P., et vivement regretté la politique "pro-arabe" du président Jimmy Carter » (43).

Le Sénat, ayant confirmé par quatre-vingt treize voix contre six le général dans ses fonctions de secrétaire d'Etat, Haig forma immédiatement son équipe.

Afin de remplacer le trilatéraliste-C.F.R. Warren Christopher au poste de secrétaire d'Etat adjoint, il choisit un avocat, William Clark, ancien directeur de cabinet de Ronald Reagan lorsque celui-ci était gouverneur de Californie.

Mais, et nous allons le voir, il sut s'entourer — et entourer William Clark — d'une « clique » d'hommes à lui...

(40) *Le Monde*, 19 décembre 1980.

(41) *Le Monde*, 19 décembre 1980.

(42) *Le Matin*, 18 décembre 1980.

(43) *Le Quotidien de Paris*, 15 octobre 1980.

Il confie en effet la direction des affaires politiques à Walter Stoessel, successivement ambassadeur en Pologne, membre du Département d'Etat (Affaires européennes), ambassadeur en U.R.S.S. puis à Bonn et qui, à ce titre, entretenait d'étroites relations avec Haig à l'époque où celui-ci était commandant en chef des forces de l'O.T.A.N. Stoessel est un ancien membre du Centre des Affaires internationales de Harvard et appartient au C.F.R.

Au poste de directeur des Affaires économiques, il place un conseiller économique de Washington, Myer Rashish, qui participa à la campagne Reagan. Lui aussi est du C.F.R. et de l'I.I.S.S.

C'est encore un membre du C.F.R. et de l'I.I.S.S., ancien ambassadeur en Yougoslavie, qui devient directeur des Affaires européennes, Lawrence Eagleburger. Nouvelle coïncidence : il travaillait au Conseil national de sécurité à l'époque où le général Haig était l'adjoint de Kissinger.

John Holdridge, ancien ambassadeur à Singapour, haut fonctionnaire de la C.I.A., et... comme par hasard ancien collaborateur de Haig à la Maison Blanche, devient directeur des Affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique.

Le poste de directeur des Affaires africaines revient à Chester Crocker (C.F.R.), spécialiste de l'Afrique au Centre d'études stratégiques et internationales de l'Université de Georgetown.

Elliot Abrams, avocat à Washington et membre du C.F.R., devient directeur pour les organisations internationales.

Un journaliste du *New York Times*, Richard Burt, dirigera le service des Affaires politico-militaires. Il est membre du C.F.R. et de l'I.I.S.S.

Paul Wolfowitz, ancien sous-secrétaire à la Défense, prend la direction du groupe de planification. Il est également au C.F.R. et à l'I.I.S.S.

Le représentant des Etats-Unis auprès des Communautés européennes à Bruxelles — poste où il avait été nommé par Carter —, Thomas Enders, a été nommé secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires inter-américaines. C'est un ami de Haig et un membre du C.F.R.

Un ancien membre de la C.I.A., George Carver, prend la tête du service de Renseignement et de Recherche, et un ancien du Conseil national de sécurité, Robert MacFarlane, devient conseiller juridique du Département d'Etat.

Enfin, Eugène Rostow, vice-président de l'Association du Traité atlantique, connu pour sa soviétophilie et son attachement à un socialisme planétaire (44), a été nommé à la tête de l'Agence pour le contrôle des armements. Or, il est également président du conseil exécutif du Comité pour le danger présent, « un groupe de pression influent faisant profession de vigilance dans le domaine de la sécurité nationale » (45). Bien entendu, il est membre du C.F.R., du Bilderberg, de la Pugwash et directeur de l'American Jewish Committee.

Alors, que penser de ces « nouvelles » nominations ? Comment ont-elles été distribuées ?

Dans l'équipe « nommée » par Reagan pour organiser le transfert des pouvoirs, c'est le directeur du C.S.I.S. (Institut d'études stratégiques et international de Georgetown, dont le fondateur est Richard Allen), David Abshire, qui était responsable des nominations à la Sécurité nationale : Pentagone, C.I.A., Département d'Etat et National Security Council. Or, par un hasard extraordinaire, Abshire est, non seulement membre du C.F.R., mais aussi de l'I.I.S.S. et de la Trilatérale...

Pour Pierre de Villemarest, la présence de Haig (C.F.R.) et de George Bush (C.F.R., Trilatérale) — en particulier — à des postes très importants, ne pose pas trop de problèmes, car ils « n'appartiennent absolument pas à l'aile gauche du C.F.R. » (46).

Nous aimerions savoir quelle est la différence entre un C.F.R. de « droite » et un C.F.R. de « gauche », lorsque ces prétendues « gauche » et « droite » sont financées et contrôlées par la Haute Finance Internationale, qui subventionne aussi bien les partis « dits de droite que dits de gauche » ?

M. Pierre de Villemarest, grand spécialiste en la matière, devrait pourtant savoir qu'au niveau de ces grandes organisations internationales, les termes de « gauche » et de « droite » ne signifient plus grand-chose. Nous avons suffisamment d'exemples dans le C.F.R. et la Trilatérale pour nous rendre compte que nombre de personnalités dites de

(44) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 210.

(45) *Le Monde*, 24 avril 1981.

(46) *Monde et Vie*, 14 novembre 1980.

droite, font une politique dite de gauche et vice-versa... suivant la situation et les directives données par la Haute Finance.

En revanche, ce qui est sûr, c'est que les Américains avaient un planteur de cacahuètes comme président et que maintenant, ils ont un acteur de cinéma...



« Aujourd'hui, le communisme nous semble redoutable au point de vue politique, à nous les Occidentaux, parce qu'il présente un attrait politique pour quiconque se voit traité en tant qu'« indigène ». N'importe quel être humain se révoltera si l'on vient à le traiter en tant qu'« indigène ». Pour les millions de gens qui sont encore traités comme des « indigènes », à l'heure actuelle, de toute évidence le communisme est un remède, car ils sont arrivés à se rendre compte que s'ils optent pour le communisme, ils ne seront plus traités comme des « indigènes ».

« Quand un "indigène" n'en est-il plus un ? La réponse est tout simplement : "Dès qu'il est communiste" ; en effet, être "communiste" et être "autochtone" sont deux statuts qui s'excluent mutuellement. Par définition un "autochtone" est un être négligeable dont les membres de la Chambre et les sénateurs n'ont pas besoin de tenir compte. »

Arnold J. Toynbee

« The Revolution We Are Living Through »

The Intercollegian, February, 1955

Membre de la Round Table

CHAPITRE III

LE PLAN MONDIALISTE ET LA CHINE

L'instauration d'un Nouvel Ordre Mondial ne peut se faire, bien évidemment, sans la Chine.

C'est la raison pour laquelle, les 24 et 25 mai 1981, une trentaine de membres de la Commission Trilatérale se réunissaient à Pékin à l'initiative de l'*Institut chinois des affaires étrangères*.

C'était là une première mondiale... la Trilatérale en Chine Communiste !

Si cette « première » n'eut pas la publicité qu'elle méritait — et l'on se doute pourquoi — le « comment en était-on arrivé là » n'est pas moins mystérieux.

En 1949, le *Chinese People's Institute of Foreign Affairs* (C.P.I.F.A.) voyait le jour. Cet institut chinois, homologue direct du C.F.R. et du R.I.I.A., bien que communiste, fut fondé par l'un des plus actifs apologistes de la Chine maoïste, Walter Lockhart Gordon, avec l'aide de ses fidèles amis — le Dr Paul Lin, MM. Chester Ronning et James Endicott.

« Ronning, né en Chine, fut membre de la Canadian Air Force Intelligence durant la Seconde Guerre mondiale. A la fin de la guerre, nommé en Chine, il n'aura de cesse de faire en sorte que le monde reconnaisse la Chine communiste. Le Canada fut l'un des premiers pays à normaliser ses rapports avec la Chine dans les années 1970, et ce fut Huang Hua (1 a), ami personnel de Ronning, qui fut le

(1a) Huang Hua, aujourd'hui vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

premier ambassadeur chinois au Canada. Quand à Paul Lin et Endicott, des investigations ont démontré qu'ils entretenaient les meilleurs rapports possibles avec des organisations maoïstes canadiennes » (1).

De son côté, Gordon est le fondateur de la firme *Clarkson and Gordon*, chargée de vérifier les comptes de trois des cinq plus grandes banques du Canada : la Banque de Nouvelle Ecosse (dont il est le directeur), la *Toronto Dominion Bank* et la *Canadian Imperial Bank*.

Or, comme par hasard, W.L. Gordon est l'un des plus anciens dirigeants du *Canadian Institute of International Affairs* (C.I.I.A.) (2) — fondé par le R.I.I.A. (2) — et nous le retrouvons, tout à fait incidemment, au *Bilderberg Group*.

Voilà l'« invitant » présenté.

Derrière tous ces curieux personnages une famille : les Rockefeller.

Depuis leur « cadeau » de lampes à paraffine (3), les Rockefeller se sont toujours « intéressés » à la Chine. Tout d'abord avec le maréchal Tchang Kaï-chek (4), avec qui ils se brouillèrent rapidement, ce dernier refusant de « collaborer » avec les communistes et manifestant quelques inquiétantes velléités d'indépendance. Aussi s'ingénierent-ils à « couler » le Maréchal. Une fois ce dernier réfugié à Formose, Mao-Tsé-toung fut accueilli par l'Amérique comme un « réformateur agrarien ».

« Malheureusement, écrit ironiquement le journaliste Pierre Hofstetter, ce « réformateur » eut la main un peu lourde et fit main basse sur les avoirs bancaires et pétroliers des Rockefeller en Chine. Aussi méritait-il une leçon ; et ce fut la « guerre froide », la politique de « containment », agencée par M. Acheson, membre éminent du C.F.R., puis par M. John Foster Dulles (C.F.R.) qui, avec son frère Allen (C.F.R.), venait de la firme d'avocats *Sullivan and Cromwell*,

(1) *Dope, Inc.*, p. 162.

(2) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*.

(3) En 1890, John D. Rockefeller fit cadeau aux Chinois de 300 000 petites lampes à paraffine, pour les « encourager » à se servir de son pétrole ; dix ans après, les Chinois achetaient déjà annuellement 450 millions de litres de paraffine, dont plus de 90 % venaient de la *Standard Oil*.

(4) Initié à la franc-maçonnerie, avant la guerre mondiale, dans une loge de San Francisco. Il est bon de noter également qu'un grand nombre de hauts membres de l'I.P.R. participèrent au torpillage de Tchang Kaï-chek. (Voir *La Trilatérale*, pp. 78 et 79.)

représentant depuis longtemps les intérêts de la *Standard Oil* et de la *Chase Manhattan Bank*.

Mais il ne fut jamais question de "détruire" le régime de Mao, et encore moins de libérer la Chine du communisme. Seulement de les forcer à adopter une attitude plus conciliante... » (5).

D'ailleurs, tout n'allait pas si mal...

« Dès 1966, "note le journaliste John Mitchell Henshaw dans l'*American Mercury*", un consortium pétrolier composé de la *Standard Oil Co* (New Jersey), de la *Standard Oil of California* et de la *Texas Co*, entamait des négociations secrètes avec Pékin pour l'exploration et le développement du potentiel de ressources de la Chine continentale » (6).

Dans le même temps, les fondations Rockefeller et Ford créaient le *Comité national des relations Etats-Unis-Chine*, comme véhicule de propagande en faveur d'une politique plus modérée à l'égard de la Chine rouge.

Et, deux ans plus tard, en 1968, année d'élections aux Etats-Unis, M. Nelson Rockefeller parla de la nécessité d'un « dialogue » avec la Chine communiste, d'une « amélioration » des relations avec l'U.R.S.S. et de la création d'un « nouvel ordre mondial ».

Ici, se situe un événement de toute première importance.

Le 22 mars 1969, se réunissait à New York une conférence sur les relations entre le monde occidental et la Chine. Les principaux participants, qui dirigèrent la conférence vers une certaine conclusion, étaient le sénateur démocrate Arthur Goldberg, président de l'*American Jewish Committee*, et le sénateur républicain Jacob Javits, président d'honneur du *Jewish War Veterans* et vice-président de l'*Independant Order of B'nai B'rith*.

Cette conférence se prononça clairement en faveur d'un rapprochement entre Washington et Pékin ; en particulier, Goldberg souhaita l'admission de la Chine communiste à

(5) *Lectures Françaises*, N° 188, décembre 1972.

(6) « Selon une publication américaine, *Oil and Gas Journal*, les réserves chinoises en hydrocarbures s'élèvent à 25 milliards de barils, soit à peu près les ressources des Etats-Unis sans l'Alaska. » (*Etudes Politiques*, N° 8, octobre 1975.) Cette revue mentionnait également que les Chinois ont également pris contact avec l'E.N.I., la compagnie italienne de pétrole... et participaient à la conférence de la Chambre de commerce sino-britannique sur la technologie des forages sous-marins. L'E.N.I. collaborant étroitement avec les Rockefeller, tout ceci, si l'on peut dire, est normal.

l'O.N.U., tandis que Javits demandait la remise aux Chinois des photographies prises par satellites américains au-dessus de la Chine (7).

La présence des hauts responsables de l'*American Jewish Committee*, du *Jewish War Veterans* et de l'*Independant Order of B'nai B'rith*, n'était vraisemblablement pas due au hasard... surtout lorsque celui-ci se double d'une appartenance au C.F.R. de Rockefeller...

L' *American Jewish Committee* est l'une des plus influentes parmi les associations des communautés juives américaines ; le *Jewish War Veterans* regroupe tous les anciens combattants israélites des Etats-Unis. Quant au *B'nai B'rith*, considérés comme l'une des francs-maçonneries les plus secrètes et les plus sectaires, il a pour objet proclamé par ses fondateurs : unir les Juifs « pour leurs plus hauts intérêts et ceux de l'humanité » (8).

Avec 450 000 affiliés groupés dans 1 800 loges et 1 450 chapitres féminins installés dans 40 pays, l'Ordre maçonnique international des B'nai B'rith est, selon l'expression de l'historien juif britannique Paul Goodman (cité avec fierté par la revue du District 19, p. 6), « la plus grande force organisée des temps modernes » luttant pour la promotion des intérêts de ses membres (9).

A croire que le rapprochement Washington-Pékin est dans le « plus haut intérêt » des juifs et de l'humanité...

Toujours est-il que, fort curieusement, au moment même où se déroulait cette Conférence sur les relations entre le monde occidental et la Chine, William Rogers (C.F.R.), secrétaire d'Etat, annonçait que le nouveau gouvernement américain allait « s'efforcer d'établir des relations plus constructives avec Pékin. »

Deux ans plus tard, ce rapprochement allait se manifester de façon particulièrement spectaculaire.

En février, Richard Nixon (C.F.R. pendant un certain temps) se rend à Pékin. Cette visite, comme on peut s'en douter, eut un énorme retentissement et la presse, toujours aux ordres, assura une publicité tapageuse à cet événement.

(7) Ces renseignements sont tirés d'un très intéressant livre de Guido Giannettini, *Pekino tra Washington e Mosca*, éditions Volpe, 1972, pp. 110-112.

(8) *Jewish Observer and Middle East Review*, 11 octobre 1968.

(9) Cité par *Lectures Françaises*, N° 251, mars 1978.

Ce qu'elle oubliait systématiquement, c'était de tenir ses lecteurs au courant des négociations antérieures...

En effet, quels sont les journaux qui informèrent leurs lecteurs que cette visite avait été soigneusement préparée, sur place, par Henry Kissinger (C.F.R., Bilderberg, I.I.S.S., Pugwash, Pilgrims Society, Trilatérale), l'homme de confiance des Rockefeller à la Maison Blanche ?

Ford au pouvoir, les négociations secrètes continuent sous la haute direction de Kissinger, aidé en cela par un sous-secrétaire d'Etat, Joseph Sisco (C.F.R.), qui l'accompagne à Pékin en 1975.

Comme par hasard, Joseph Sisco, aujourd'hui président de l'American University de Washington, se retrouve à la Trilatérale !

Carter au pouvoir, c'est la Trilatérale qui conduit le bal... Cyrus Vance, alors chef du Département d'Etat, membre de la Fondation Rockefeller, du C.F.R., du Bilderberg, de la Pilgrims Society et de la Trilatérale, se rend à Pékin en août 1977 et fait une proposition afin, dit-il, de « sortir de l'impasse ».

« Les Etats-Unis rompraient leurs relations avec Taïpeh au niveau des ambassadeurs, mais y conserveraient, comme l'a fait le Japon, outre une représentation consulaire, tous les liens économiques. Comme le souhaite la Chine populaire, ce serait, implicitement au moins, reconnaître que Taïwan est une province chinoise et non une nation souveraine » (10).

Comme par hasard, M. David Rockefeller, alors président de la *Chase Manhattan Bank*, était présent à Pékin en janvier 1977 pour régler le contentieux existant encore entre la Chine et cette banque.

En février, on apprenait par la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong que « les dirigeants chinois ont fait part à ce dernier de leur intention d'apurer rapidement ce contentieux » (11).

Ce petit problème n'avait toutefois pas empêché, en 1973 par exemple, la firme *Pullman Kellog* du Texas et sa filiale néerlandaise *Kellog Continental*, de Pékin, de signer un contrat de plus de 290 millions de dollars portant sur la construction de huit complexes agrochimiques, et la mai-

(10) *Valeurs Actuelles*, 18 juillet 1977.

(11) *Le Monde*, 18 février 1977.

son *Louis Dreyfus et Cie*, spécialisée dans le trafic des céréales, de vendre 400 000 tonnes de blé américain à la Chine communiste (12).

Le 1^{er} février 1978, Leonard Woodcock (Trilatérale), se trouvant en congé aux Etats-Unis, déclare devant l'*United Automobil Workers* (Syndicat des travailleurs de l'automobile) que le gouvernement américain « recherche la normalisation de ses relations avec Pékin » (13).

Aussitôt, le Département d'Etat fait savoir que M. Woodcock n'a parlé qu'en son nom personnel. Habile calcul diplomatique car, à peine trois mois plus tard, Zbigniew Brzezinski (Trilatérale) se rendait à Pékin, suivi, début juillet, par le Dr Frank Press (C.F.R.), conseiller scientifique du président.

Fin octobre, M. Woodcock regagne son poste à Pékin, où il poursuit les conversations dans le plus grand secret. Les secrétaires américains à l'Energie et à l'Agriculture, MM. Schlesinger (C.F.R.) et Bregland, sont tour à tour reçus dans la capitale chinoise sans que rien ne transpire sur les discussions en cours.

D'ailleurs, c'est bien simple, nous apprend *Le Monde*, « outre M. Woodcock, un seul des membres du bureau de liaison américain à Pékin a été associé à la négociation. Leurs collègues déclarent : "s'être doutés" que quelque chose se préparait, mais n'avoir été réellement informés que le 16 décembre au matin » (13).

Suite logique à toutes ces négociations secrètes, le 18 décembre 1978, les Etats-Unis reconnaissent le régime de Pékin et établissent des relations diplomatiques avec la Chine. Cette reprise sera officialisée le 1^{er} janvier 1979.

Pour en arriver là, la Trilatérale dut mener, sans discontinuer, seize mois de négociations secrètes.

Elle avait même constitué un état-major spécialement chargé de cette question. Outre Zbigniew Brzezinski, Cyrus Vance et Leonard Woodcock, que nous avons déjà vus, cet état-major comprenait également deux grands spécialistes des affaires chinoises, Richard Holbrooke (C.F.R., I.I.S.S., Trilatérale) et Michel Oksenberg (C.F.R.).

Afin de consolider ce rapprochement, l'Institut chinois des affaires étrangères reçut, en avril 1979, Georges Ber-

(12) *Dépêche A.F.P.*, 15 septembre 1972.

(13) *Le Monde*, 19 décembre 1978.

thoin, membre de la Trilatérale, en sa qualité de président international du *Mouvement européen*.

« Sa visite précède de quelques jours l'ouverture à Tokyo, le 22 avril, de la session de la Commission Trilatérale (dont il est, d'autre part, président pour l'Europe), qui doit notamment débattre de l'entrée de la Chine dans la Communauté internationale. » Georges Berthoin déclarait à ce sujet : « Les responsables chinois paraissent approuver l'idée d'un Nouvel Ordre Mondial » (14).

Amorcée par Berthoin, la réunion de la Trilatérale qui eut lieu en Chine, fut préparée par ses collègues japonais, MM. Takeshi Watanabe et Tadashi Yamamoto, respectivement président et secrétaire de la branche nippone de la Commission.

Et, les 23 et 24 novembre 1980, la Trilatérale réunit sa section européenne en Irlande, au Berkeley Court, hôtel de Dublin. Cette discrète conférence des affiliés européens les plus actifs (ils ne représentaient qu'une partie des membres d'Europe) avait principalement pour objet la préparation de la réunion internationale qui allait se dérouler à Pékin au printemps suivant.

Cette conférence avait, en réalité, un choix à faire parmi la douzaine de délégués qui représenteraient la « région » Europe à la conférence de Pékin.

Le 3 janvier 1981, le sénateur Théodore Stevens (Alaska), chef adjoint du groupe républicain, prend contact, au nom de Ronald Reagan, avec le gouvernement chinois et rencontre M. Huang Hua, ministre des Affaires étrangères.

Si, pendant sa campagne électorale, une vive controverse avait opposé M. Reagan aux autorités chinoises au sujet de Taïwan, avec qui il souhaitait reprendre des relations officielles, le 10 janvier 1981, il était obligé de « baisser les bras » devant la pression de la Trilatérale et du C.F.R.

En effet, à cette date, le secrétaire d'Etat Alexander Haig (C.F.R.) déclarait : « La poursuite du processus de normalisation des relations sino-américaines est dans l'intérêt des Etats-Unis » (15).

La consécration arrivait les 20 au 23 mai 1981, avec la réunion de la Trilatérale à Pékin (16).

(14) *Le Monde*, 22-23 avril 1979.

(15) *Le Monde*, 13 janvier 1981.

(16) Voir en annexe V la liste des membres derniers inscrits à la Trilatérale.

Etaient présents :

Henri François Simonet : ancien vice-président de la Communauté européenne, membre des Affaires étrangères, du Bilderberg, de l'I.I.S.S. et président d'honneur de l'I.R.R.I.

Peter Shore : député travailliste britannique, membre de la Fabian Society.

David Rockefeller : ancien président de la Chase Manhattan Bank, chef du C.F.R. et de la Trilatérale, membre du Bilderberg et de la Pilgrims Society.

Gerhard Schroeder : ancien ministre des Affaires étrangères, membre du Bundestag, du Bilderberg et de la D.G.A.P.

José Antonio Segurado : trésorier de la C.E.O.E. Président de la Commission de relations internationales à la Confédération espagnole des organisations syndicales. Président de la Confédération de l'industrie espagnole.

Tadashi Yamamoto : secrétaire japonais de la Trilatérale.

Takeshi Watanabe : président de la *Trident International Finance Ltd, Hong-Kong*. Ancien président de la *Banque du développement asiatique*. Membre du Comité exécutif de la Trilatérale et président japonais de cette dernière.

Norbert Kloten : président de la *Banque centrale du Bade-Wurtemberg*. Membre du Conseil central de la *Deutsche Bundesbank* et du conseil d'administration de la D.G.A.P.

Yusuko Kashiwagi : président de la *Banque de Tokyo*. Membre du comité exécutif de la Trilatérale et membre du J.I.I.A.

Robert S. Ingersoll : président du conseil d'administration de l'Université de Chicago. Membre du C.F.R. et du comité exécutif de la Trilatérale.

Winston Lord : président du C.F.R. Membre du conseil des Gouverneurs de l'Institut Atlantique et du Bilderberg.

Bruce MacLaury : président de la *Federal Reserve Bank* de Minneapolis, de la Brookings Institution. Membre du C.F.R., du Bilderberg et du comité exécutif de la Trilatérale.

Michel Oksenberg : ancien membre du Conseil national de sécurité. Membre du C.F.R.

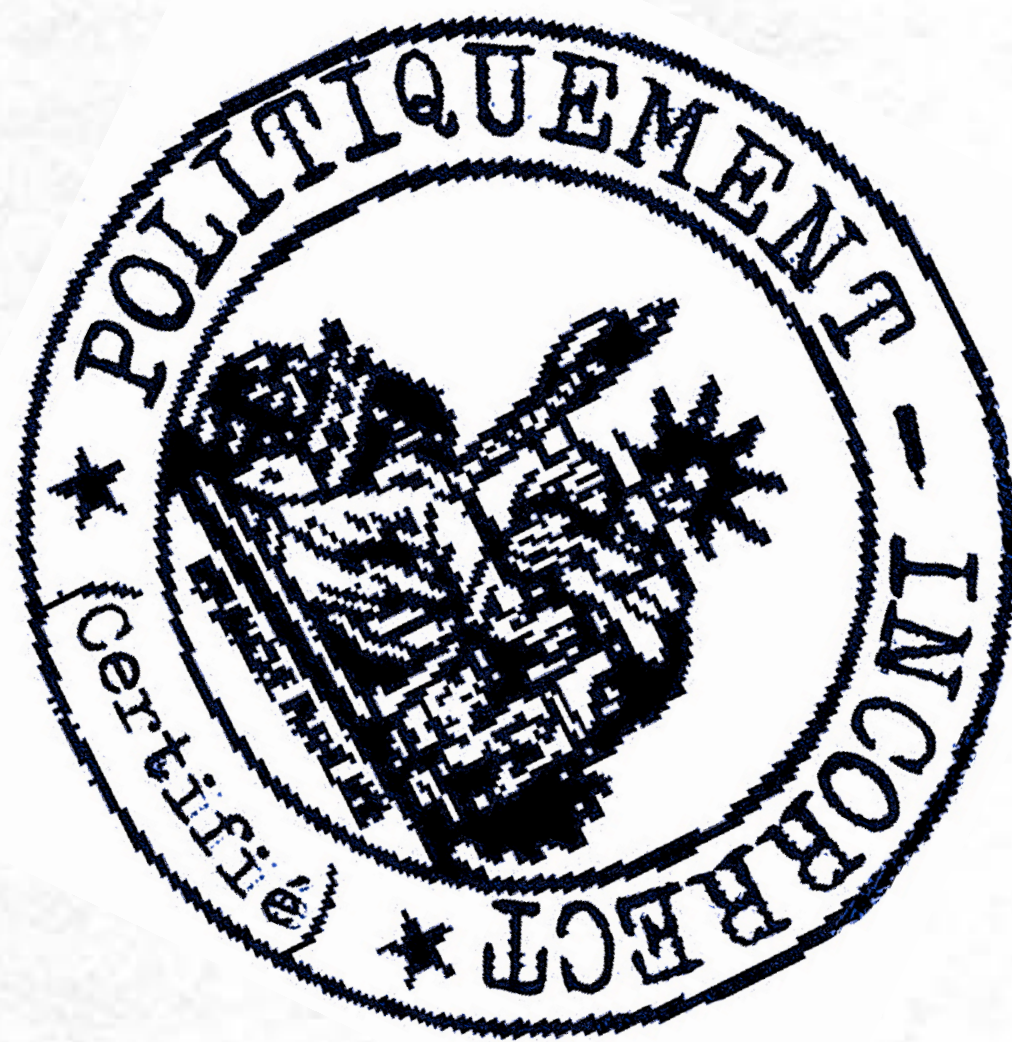
Glenn E. Watts : président du Syndicat des Communications.

T.A. Wilson : président de la *Compagnie Boeing*.

(17) Voir en annexe VI la liste des Fondations subventionnant la Trilatérale.

« Il faut être gentils pour tous les terroristes. On ne sait jamais qui, parmi eux, deviendra chef d'un nouvel Etat. »

S.: Maryse Choisy (L'accoutumance du Terrorisme et l'anoblissement du fait accompli in « La prophylaxie du terrorisme » — Etudes internationales de psycho-sociologie criminelle, Nos 20 à 23, 1971-1972).



CHAPITRE IV

AMNESTY INTERNATIONAL

De par son milieu d'origine, le fondateur d'Amnesty International, était destiné à faire cette brillante carrière qu'on lui connaît.

Fils de John Mac Bride, chef d'une brigade irlandaise anti-anglaise, fusillé le 5 mai 1916, et de Maud Gonne, fille d'un colonel de l'armée anglaise d'origine irlandaise, créatrice en 1900 du mouvement féminin « *Les Filles de l'Erin* », Sean Mac Bride est né le 26 janvier 1904 à Paris.

Sa mère, surnommée « La Jeanne d'Arc irlandaise », dirigeait un journal, « *L'Irlande Libre* » ; elle rencontrait des dirigeants politiques, faisait de fréquents voyages en Europe et aux Etats-Unis pour récolter des fonds et, d'après son fils, « s'installa à Paris, probablement parce que, depuis la Révolution française, la solidarité entre les deux pays a toujours été profonde, étroite » (1).

Après des études au collège St-Louis de Gonzague de Paris, il retourne en Irlande, où il rejoint très rapidement les rangs de l'I.R.A. révolutionnaire et, dès 1927, on le retrouve au côté de E. de Valera (qui passait pour un mar-rane, juif espagnol converti pratiquant le judaïsme en secret) ainsi qu'au quotidien *Irish Press*.

Obligé de vivre continuellement dans une semi-clandestinité, il part — d'après ses dires — pour l'Angleterre — chez ses pires ennemis —, où il travaille comme jour-

(1) *L'Exigence de la Liberté* - Amnesty International, par Sean Mac Bride, Stock, 1981, p. 28.

naliste sous un faux nom au *Morning Post*, « le plus conservateur et le plus farouchement anti-irlandais des quotidiens britanniques » (2).

Ensuite, il se retrouve à l'Agence Havas, à Paris et comme correspondant du *Chicago Tribune*.

« En 1932, écrit-il, l'I.R.A., à laquelle j'appartenais encore, aide De Valera à remporter les élections générales grâce au nouveau parti qu'il a créé en 1927 » (3). Mais, « Après en avoir été le chef d'état-major, je quittai l'I.R.A. en 1936, lors de l'adoption de la nouvelle Constitution qui éliminait toute référence à la couronne britannique. Je considérais, poursuit-il, que désormais il était possible d'aboutir à nos objectifs par la voie électorale, ce que persistait à nier une importante fraction de l'I.R.A. qui deviendra très vite le principal adversaire du gouvernement. Je ne peux plus, conclut-il, approuver cet extrémisme, mais je reste très sensibilisé aux sévices qui leur seront infligés » (4).

A cette époque, Sean Mac Bride est avocat et commence à s'occuper du sort des prisonniers politiques de l'I.R.A.

En 1946, il fonde le *Clann na Poblachta* (Parti Républicain), et devient membre du *Dail Eireann* (1947-1958); il est nommé ministre des Affaires étrangères du nouveau gouvernement de coalition de De Valera en 1948 et y restera jusqu'en 1951.

C'est à ce titre qu'il participera à la création de l'O.C.D.E., (vice-président de 1948 à 1951), puis du Conseil de l'Europe (président du Conseil des ministres).

Mais, ce que l'on sait moins, c'est son appartenance à la European Round Table, au Bureau International de la Paix (Président), au Congrès des Forces Mondiales pour la Paix (Président - Moscou, 1973); et qu'il est Prix Nobel de la Paix en même temps que Prix Lénine de la Paix.

Information des plus extraordinaires — et à accueillir avec prudence bien qu'il n'y ait pas eu de démenti, à notre connaissance —, Werner Gerson, dans son ouvrage « *Le Nazisme, société secrète* » (5), préfacé par le F. F. Pierre Mariel, mentionne Sean Mac Bride en tant que membre

(2) *L'Exigence de la Liberté*, p. 86.

(3) *L'Exigence de la Liberté*, p. 86.

(4) *L'Exigence de la Liberté*, p. 93.

(5) *Le Nazisme société secrète*, par Werner Gerson. Belfond, 1976.

du très mystérieux *Ordo Templi Orientis* (O.T.O.), dont aurait fait partie le non moins mystérieux Trebitsch-Lincoln ; ce dernier, issu d'une riche famille israélite, était en étroit contact avec le général Haushofer, passant pour le « maître à penser d'Adolf Hitler ».

On assure même qu'avant de mourir, Weishaupt transmitt sa pensée et son rite à l'O.T.O. (5 a).

Est-ce en conséquence un hasard que de retrouver Haushofer et Sean Mac Bride (membre du Comité exécutif) à l'Union Pan Européenne du Comte Richard Coudenhove-Kalergi, propagatrice d'un Gouvernement mondial ?

Autre fait particulier que ne mentionne pas son ouvrage autobiographique : son amitié et sa collaboration avec Joseph Retinger. Ce dernier, fils d'un israélite fortuné (6), était membre de la F.° M.°. Suédoise, ami et collaborateur du Colonel Mandel House, des « Masters of Wisdom », en même temps que membre de la Round Table et fondateur du C.F.R.

Ce fait est important, car Sean Mac Bride nous apprend qu'il lança « l'idée d'une convention des droits de l'homme immédiatement après la guerre, dans une des premières réunions du Mouvement européen » (7). Or, dans le Cinquième Bulletin (1960-1961) du Centre de Culture Européenne, constitué à Genève par Retinger, on peut lire que « sans lui, la Ligue Européenne de Coopération Economique,

(5a) Certains — et en particulier les francs-maçons — vont nous rétorquer que l'O.T.O. n'est pas un ordre maçonnique et que les Loges dites « régulières » n'ont absolument aucun lien avec l'O.T.O. A cela, nous leur rappellerons l'*Europäischer Freimaurer Kalender* (Almanach Maçonnique de l'Europe), 1966, publié par Agis-Verlag-Baden-Baden. Editions Jean Vitiano, Paris. A la page 2, on peut y lire : « Réservé uniquement aux francs-maçons. » A la page 198, dans la rubrique Bibliographie maçonnique 1964-1965, on lit : « 29. *Ori-flamme*. Organ van Ordo Illuminatorum Ordo Templi Orientis (O.T.O.), Fraternitas Rosicruciana Antiqua und Gnostisch-Katholische Kirche. P.A. : Hermann Metzger, Zurich, Birchstr, 26. » De plus, à la page 173, l'O.T.O. est recensé sous le nom de Ordo Illuminatorum, avec pour adresse : Thelema, Stein/App., Tf : (071) 593 01 (A. Borgent).

(6) Devenu orphelin à 4 ans, Joseph Retinger fut recueilli par le comte Ladislas Zamoyski qui, en 1906, l'envoya faire ses études à la Sorbonne. Il s'y lia avec André Gide. De riches Polonais réfugiés à Paris, les Bodebski, cousins des Zamoyski, le mirent en relations avec le célèbre écrivain anglais, d'origine polonaise lui aussi, Joseph Conrad. Vers 1913, celui-ci le présenta à l'éditeur Walter Hines Page, ami du « colonel » Edward Mandel House.

(7) *L'Exigence de la Liberté*, p. 126.

le Mouvement Européen et notre Centre de Culture Européenne n'auraient jamais vu le jour » (8).

Mais n'y a-t-il pas meilleur témoignage que celui même de Retinger qui, parlant de Mac Bride, disait : « J'ai eu de très bonnes relations, presque intimes, avec Sean Mac Bride, et son amitié ne m'a jamais fait défaut » (9).

Sean Mac Bride est également Président de la Commission à l'U.N.E.S.C.O. sur « les problèmes de la communication dans la société moderne » et dont le but est « l'instauration d'un Nouvel Ordre de l'information et de la communication » (10), membre du Comité de Patronage de l'E.I.P. (Ecole, Instrument de la Paix), secrétaire général de la Commission internationale des juristes — dont nous reparlerons plus loin — avec laquelle il mettra sur pied sa plus belle œuvre : Amnesty International.

Comme par un concours de circonstances extraordinaires, le thème de la Convention des droits de l'homme, pré-

(8) *Lectures Françaises*, N° 206, juin 1974. Note : Pierre de Villemarest, spécialiste des affaires soviétiques, faisait remarquer à ce sujet que « pas une seule fois la presse soviétique qui, durant des années a dénoncé ces Mouvements et leurs responsables, même les plus secondaires, ne s'est attaqué à Joseph Retinger ». (*Historia*, N° 356 bis, 1976 - Les morts mystérieuses.) Dans son article sur « Du nouveau sur l'énigme Sikorski », il nous apprenait que Sikorski était membre de la franc-maçonnerie de l'Ordre des Aigles Blancs et que c'est au sein de cet ordre qu'il se lia avec Joseph Retinger. Il faisait également remarquer que « Wladyslaw Sikorski était le seul homme à connaître la vie de J.H. Retinger depuis le milieu des années vingt. Etonnante "coïncidence", Sikorski a disparu peu après avoir rompu avec lui et au moment même où il venait de découvrir que des confidences tenues par lui à celui qu'il croyait son ami paraissaient parfaitement connues de ses interlocuteurs soviétiques, lors de leurs dernières discussions autour du drame de Katyn et des drames vécus par la résistance intérieure polonaise... »

(9) *Memoirs of an Eminence Grise, Joseph Retinger*. Edited by John Pomian, with a Foreword by H.R.H. Prince Bernhard of the Netherlands, p. 16.

(10) *Le Monde*, 23 février 1980. Note : Lors de la session de l'Institut d'Etudes Mondialistes, tenue à la Lambertie au mois d'août 1980, la dernière séance de l'Institut consista en une table ronde animée par Paul de La Pradelle sur le thème « Mass Média et Nouvel Ordre Mondial ». Le meilleur accueil fut réservé au rapport Sean Mac Bride. Enfin, à la conférence générale de Belgrade, le mercredi 14 octobre 1980, la commission « Culture et Communication » de l'U.N.E.S.C.O. a ratifié le rapport Mac Bride. Donnant l'information, le journal *Le Monde* notait : « Les Soviétiques, qui ont fait remarquer que la commission Mac Bride ne comprenait que deux pays socialistes sur seize (U.R.S.S. et Yougoslavie), ont estimé que le rapport était "trop imprégné de terminologie occidentale". Mais ils ont pris sa défense lorsque l'attaque est venue d'en face. » (*Le Monde*, 17 octobre 1980.)

lude à la fondation d'Amnesty International, fut popularisé par le socialiste Ernst Bevin, ancien président de la *Society for Socialist Inquiry and Propaganda* et membre influent de la Fabian Society, sur les conseils et l'insistance de Sean Mac Bride.

En effet, dans son ouvrage autobiographique, Mac Bride nous donne même la preuve que c'est lui qui rédigea le discours de Bevin. N'écrit-il pas : « Je vous ai parlé de mon projet de convention des droits de l'homme. Parlez-en, appuyez-le, et vous verrez, conclut-il, avec une belle assurance, tous vous suivront. » Le lendemain, Bevin s'exclama : « Les droits de l'homme ! Excellent objectif. » Et se penchant, en confidence : « Vous ne pourriez pas m'écrire quelques notes sur le sujet, je ne le connais pas très bien ? J'en ferai un discours. »

Aussitôt dit aussitôt fait, et Mac Bride de conclure : « Et c'est vrai, il prononça un discours sur ce thème, mais se montra aussi un partisan indéfectible de la Convention. Mon premier objectif était atteint, car Bevin aurait pu faire obstacle au projet » (11).

Parlant comme un stratège militaire... « mon premier objectif était atteint », cela voulait dire qu'il y en avait un autre, en bonne logique... militaire.

« J'étais en relation, écrit Mac Bride, par la Commission internationale des juristes, avec de nombreux confrères. Par recoupement, en interrogeant les milieux émigrés, nous arrivions à obtenir des renseignements sur des cas de détention. Un de ces avocats était un Londonien appelé Peter Benenson. Il s'intéressait aux erreurs judiciaires, et à plusieurs reprises, il avait tenté d'aider des personnes persécutées dans leur pays pour leurs opinions religieuses ou politiques.

« Nous militons ensemble, poursuit-il, depuis 1957 dans une association portant le nom de « *Justice* », qui faisait campagne pour le respect des droits de l'homme tels qu'ils avaient été énoncés par les Nations Unies... » (12).

L'idée de lancer une campagne internationale sur ce thème faisant rapidement son chemin, il fut décidé de prendre un nom. Le choix s'arrêta sur « *Appel en faveur de l'amnistie* ».

(11) *L'Exigence de la Liberté*, p. 136.

(12) *L'Exigence de la Liberté*, pp. 150-151.

Qui dit « campagne », dit publicité. Aussi, selon l'expression même de Mac Bride, décidèrent-ils de « frapper un grand coup ».

Pour ce, « Le rédacteur en chef du célèbre hebdomadaire *l'Observer* promit de publier en double page un article de lancement qui serait repris par *Le Monde*. Il fut demandé que la parution eût lieu le jour de la Trinité, le 28 mai 1961, de façon que cette fête religieuse prenne une signification laïque » (13).

Pour un grand coup, c'en fut un ! Car nous défions quiconque, s'il n'est pas dans la « ligne de conduite conformiste », d'arriver, non seulement à avoir une double page — même en payant — dans *l'Observer* ou *Le Monde*, et à avoir en plus l'exigence du jour — presque de l'heure et de la minute — de parution... Fallait-il que Sean Mac Bride ait de puissantes relations !

Ces puissantes relations, il les avait en la personne de David Astor, propriétaire du grand hebdomadaire *l'Observer* qui, écrit Mac Bride « nous soutenait depuis la fondation d'Amnesty » (14).

Or, encore par le plus grand des hasards, David Astor est membre du Comité directeur du R.I.I.A., de la Round Table, de la Pilgrims Society ainsi que du Bilderberg, fondé par Joseph Retinger, grand ami de Sean Mac Bride...

Que de coïncidences...

Coïncidence d'ailleurs qui n'empêche nullement M. Mac Bride d'attaquer dans son livre la compagnie minière britannique, *Rio Tinto Zinc*, « appliquant, dit-il, les principes les plus vicieux de l'apartheid » (15) et dont « le plus beau fleuron demeurerait Lord Carrington, actuel ministre des Affaires étrangères, conservateur et ancien administrateur de la société, qui fut remplacé par un membre de l'entourage de la famille royale » (15).

Le fait que Lord Carrington soit membre du R.I.I.A., au côté du bienfaiteur d'Amnesty International, n'a pas l'air de gêner le moins du monde M. Mac Bride — ni d'ailleurs le fait que la compagnie *Rio Tinto Zinc* participe, en même temps que la famille Astor et *l'Observer*, au bon fonctionnement du R.I.I.A. et du Groupe de Bilderberg, en particulier...

(13) *L'Exigence de la Liberté*, p. 152.

(14) *L'Exigence de la Liberté*, p. 190.

(15) *L'Exigence de la Liberté*, p. 247.

Mais ce n'est pas tout. Son second soutien venait de la *Commission Internationale des Juristes* (C.I.J.), dont Sean Mac Bride fut le secrétaire général de 1963 à 1970.

Fondée les 24-31 juillet 1952 à Berlin Ouest, cette organisation bénéficie du statut consultatif à l'E.C.O.S.O.C., à l'U.N.E.S.C.O. et au Conseil de l'Europe.

L'organisation d'Amnesty International est calquée sur celle de la C.I.J., dont le rôle est « de promouvoir la primauté du droit et la protection juridique des droits de l'homme partout dans le monde. Des observateurs internationaux sont mandatés par elle pour suivre les grands procès politiques afin de pouvoir intervenir auprès des gouvernements et informer l'opinion publique lorsque la primauté du droit n'est pas respectée. Seuls les pays de l'Est refusent systématiquement aux juristes de la C.I.J. le droit d'assister aux procès ou d'enquêter sur des violations des droits de l'homme » (16).

Ce qui fait qu'il n'y a jamais — ou presque — de dossier consacré au grand pays démocratique qu'est l'U.R.S.S. En revanche, le C.I.J., tout comme Amnesty International d'ailleurs, n'a pas de mal à obtenir des informations en provenance de pays comme le Salvador, le Chili, le Nicaragua, etc., dirigés — comme chacun sait — par de féroces tyrans assoiffés de sang, plus communément appelés « dictateurs ».

L'actuel secrétaire général du C.I.J. est Niall Macdermot. Coïncidence, ce dernier est membre de la Fabian Society, du Groupe Bellerive (17), courroie de transmission de la Pugwash (17), ainsi que Grand Officier de la Grande Loge d'Angleterre. La vice-présidence est tenue par un homme de loi de New York, Eli Whitney Debevoise, membre du C.F.R. et que l'on retrouve à la Pilgrims Society avec David Astor et David Rockefeller, le patron de la Trilatérale.

La France est merveilleusement représentée par Edgar Faure, ancien président de l'Assemblée nationale et proche du *Comité Permanent Mondialiste*, et par Louis Joxe, cofondateur et secrétaire général du C.E.P.E. (17), premier président de l'I.F.R.I. (17) et père de Pierre Joxe, dirigeant du Parti Socialiste.

Sont présents également au C.I.J., Sir Guy Powles, président du N.Z.I.I.A. (17) de 1967 à 1971, membre du World

(16) *Le Monde*, 2-3 novembre 1980.

(17) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 201.

Council of Churches, du Race Relations et d'Amnesty International en Nouvelle-Zélande ; Isaac Forster, membre de la Cour internationale de justice de La Haye ; le vicomte Walter J. Ganshof van der Meersch, procureur général à la Cour de Cassation de Belgique, professeur à l'Université de Bruxelles et membre de l'I.R.R.I. depuis 1947 ; Sir Adetokunbo Ademola, fondateur du N.G.I.I.A. et Dudley B. Bonsal, du C.F.R.

Nous avons gardé pour la fin l'un des plus beaux fleurons du C.I.J., Lord Shawcross. Ce dernier, directeur de la *Shell Transport & Trading* (1961-1972), de *Morgan & Cie International* (1966), de *Times Newspapers* (1967-1974), du *Hawker Siddeley Group* (1968), président de l'International Advisory Council de la *Morgan Guaranty Trust Co.* de New York depuis 1978, est également membre du R.I.I.A., du Bilderberg ainsi que vice-président de la Pilgrims Society, où il retrouve son ami David Astor.

Mentionnons enfin que, le 2 novembre 1980, le Conseil de l'Europe a décerné le premier prix européen des droits de l'homme à la C.I.J.

Si, avec tout cela, Amnesty International n'a pas de succès !

Donc, comme nous venons de le voir, Sean Mac Bride ayant, avec sa seule volonté, frappé un grand coup, celui-ci eu des échos et, très rapidement, tous les grands organes de presse internationaux, le *New York Times* et le *Washington Post* aux Etats-Unis, l'*Asahi Shimbun* au Japon, *Die Welt* en Allemagne fédérale et *Le Monde* en France, publièrent des articles de fond sur cet « Appel en faveur de l'Amnistie ».

Le fait que le *New York Times* et le *Washington Post* soient tous deux entre les mains du C.F.R. des Rockefeller, et aussi de la famille Ochs-Sulzberger (du lobby juif américain), que l'*Asahi Shimbun*, soit lié à l'I.I.S.S., fondé par l'intermédiaire de Denis Healey(18), ami personnel de Joseph Retinger, que *Die Welt* et *Le Monde* soient, par leur direction, non seulement liés à l'I.I.S.S., mais aussi au groupe de Bilderberg n'inquiète nullement encore une fois Sean Mac Bride... et c'est normal (19).

(18) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 193.

(19) John Rarick, député des Etats-Unis, déclarait dans le *Rutland Herald* du 21 avril 1971 : « Par entente collective, les Bilderbergs possèdent une puissance financière telle que, par le retrait de leurs

Deux mois après l'Appel de *l'Observer*, douze personnes se réunirent au Luxembourg, dans l'arrière-salle d'un café. Amnesty International était né.

Les campagnes de presse, la publication de rapports, allaient se succéder à une belle cadence... jusqu'en 1966, où un grave dilemme allait se poser.

On torturait à Aden ! La Grande-Bretagne, elle aussi, avait ses bourreaux. Incroyable, mais vrai...

Peter Benenson, accablé par ces révélations, décida en septembre 1966 de se rendre en personne à Aden pour vérifier la véracité des assertions du Dr Rastgeldi, l'auteur de ce rapport explosif.

La contre-enquête à laquelle il se livra confirma point par point les accusations de torture formulées dans le précédent rapport.

A partir de ce moment, raconte Mac Bride, « Peter ne put jamais surmonter cet épisode, et une « ère de soupçon » s'instaura au sein du secrétariat, empoisonnant les rapports entre des gens qui avaient jusqu'ici travaillé en parfaite harmonie et en pleine confiance, ralentissant et même paralysant l'action de l'organisation.

« Benenson se mit à voir partout la trace et l'empreinte des services secrets britanniques... Il se mit à soupçonner l'ensemble du secrétariat de travailler pour les services secrets... le climat s'était tellement détérioré que les gens ne venaient même plus à leur travail, par crainte d'esclandres ou d'affrontements » (20).

Aveu extraordinaire de la part de Mac Bride, la première chose qu'il fit devant cette situation : « J'en parlai avec David Astor, propriétaire du grand hebdomadaire *l'Observer*, qui nous soutenait depuis la fondation d'Amnesty. »

« Astor considérait aussi qu'il fallait très rapidement crever l'abcès si nous voulions avoir une chance de survie ;

fonds, ils peuvent conduire un pays à la banqueroute ou, comme cela a été annoncé en octobre 1970, créer un déficit de la balance commerciale des Etats-Unis avec l'étranger atteignant 821 millions de dollars en un mois ! Les investissements américains ont été transférés à des banques étrangères et les dollars U.S. joués à la baisse dans les établissements de change étrangers pour créer une panique qui vienne aggraver la crise du dollar. Et ceux qui ont créé la panique ont rapidement manœuvré pour tirer profit de leur escroquerie par la dévaluation. »

(20) *L'Exigence de la Liberté*, pp. 189-190).

il avait, durant la guerre, travaillé dans les services secrets et il songeait à un homme que je connaissais, tout comme Benenson : Peter Calvocoressi.

« Ecrivain, Calvocoressi avait été un des as du renseignement britannique durant la Seconde Guerre mondiale... Il avait gardé des liens et des relations avec les services secrets. Selon David Astor, si Peter Benenson acceptait l'intervention de Calvocoressi, celui-ci pourrait ensuite aisément vérifier le bien-fondé des accusations portées contre les services anglais.

« Il existait quelques hommes baptisés "les parrains d'Amnesty", car ils étaient là depuis les débuts, et nous nous réunissions de manière informelle chaque fois que se posait un problème. Il s'agissait notamment d'Eric Baker et de Norman Marsh (21). Nous approuvâmes tous la proposition d'Astor et le choix de Calvocoressi. Nous savions que nous pouvions avoir confiance en lui. Si les critiques de Peter étaient justifiées, Calvocoressi nous le révélerait immédiatement.

« Benenson accepta sans la moindre réticence, et, après plusieurs semaines d'un très bon travail, Calvocoressi remit un rapport extrêmement précis et complet.

« Sa conclusion était formelle : il y avait eu quelques négligences dans les enquêtes sur le recrutement de certains collaborateurs qui avaient autrefois travaillé pour les services de renseignements, mais absolument aucune preuve que ces membres d'Amnesty aient agi pour les services secrets.

« Peter Benenson décida alors de démissionner » (22).

L'affaire était close... mais pas pour nous.

Un dicton célèbre veut qu'à force de vouloir prouver son innocence, le coupable fasse toujours un faux pas... En effet, Sean Mac Bride, à force de vouloir nous démontrer — ainsi qu'à Peter Benenson — qu'il n'y a pas d'agents des services secrets à Amnesty, nous donne lui-même la preuve qu'il y a au Comité exécutif — dans les « parrains d'Amnesty » —, non seulement des anciens membres des services secrets (Astor-Calvocoressi), mais — et surtout — que ceux-ci sont toujours en contact avec ces services et qu'ils y ont toujours leurs entrées...

(21) Membre de la C.I.J., dont le patron à cette époque n'était autre que Mac Bride.

(22) *L'Exigence de la Liberté*, pp. 190-191.

D'autre part, il faut remarquer que, pour Sean Mac Bride, tout est très facile. Veut-il savoir si telle ou telle personne est un membre des services secrets ? Pas de problèmes ; il demande à Calvocoressi, qui le lui fait savoir immédiatement ! C'est à croire que les services secrets britanniques sont une vraie passoire... ou que M. Sean Mac Bride est lui-même membre de ces services...

Quant à Calvocoressi, vétéran des services secrets, il est le grand patron de la maison d'édition *Penguins Book*, directeur de *Chatto & Windus Ltd* et de *The Hogarth Press*. Mais en plus — et cela devient très intéressant — il fut membre du tribunal de Nuremberg, et il est membre du R.I.I.A. (au Comité exécutif de 1955 à 1970) au côté de David Astor, de l'I.I.S.S. (membre du C.E. de 1961 à 1971) et à l'Institute of Race Relations.

Nous admettons volontiers certains « hasards », mais constatons tout de même que cela commence à faire beaucoup de membres du R.I.I.A., du Bilderberg, de l'I.I.S.S., de la Pilgrims Society et de membres de services secrets autour de la fondation d'Amnesty International... surtout quand on sait par qui ont été fondées toutes ces mystérieuses sociétés ! (23).

Toujours est-il qu'en 1965, Sean Mac Bride s'était rendu à Washington sur l'invitation d'Averell Harriman, alors ambassadeur extraordinaire de Lyndon Johnson, « avec lequel, nous confie S. Mac Bride, j'avais des relations amicales depuis plus de quinze années » (24).

Très en veine de confidences, Mac Bride nous présente son ami Harriman et nous ne résistons pas au plaisir de vous le présenter :

« Harriman était mêlé depuis plus de dix ans à toutes les décisions majeures de politique étrangère américaine. Très jeune, entre les deux guerres, il s'était occupé d'affaires bancaires internationales et notamment d'une concession de manganèse en Union Soviétique, ce qui l'avait amené à faire la connaissance de Trotski.

« En 1941, à l'âge de quarante-neuf ans, Roosevelt en avait fait son envoyé spécial, d'abord à Londres pour superviser les relations économiques, vitales, entre les Etats-

(23) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, par Yann Moncomble.

(24) *L'Exigence de la Liberté*, p. 192.

Unis et la Grande-Bretagne, puis à Moscou, comme ambassadeur.

« A ce poste, il est certain qu'il rencontra Staline beaucoup plus souvent que n'importe quel autre Américain avant ou après lui » (25).

Tous ces renseignements sont fort intéressants, mais très incomplets. Il faudrait que M. Mac Bride apprenne à ses lecteurs — et par là même aux membres d'Amnesty — qu'Harriman est membre du C.F.R. (directeur de 1950 à 1955), dont les patrons sont les Rockefeller (à l'époque Nelson et, aujourd'hui, David, tous deux membre de la Pilgrims Society), ainsi que de la Pilgrims Society, dont fait partie David Astor, le bailleur de fonds d'Amnesty...

Décidément, on tourne en rond, à Amnesty...

Mais, vous direz-vous, qu'allait faire le patron d'Amnesty aux Etats-Unis ? Enquêter sur le sort malheureux de quelques prisonniers d'opinion ? Rien du tout.

Il s'explique lui même : « L'administration démocrate connaissait mes bonnes relations avec les dirigeants du Nord Vietnam. Accepterais-je d'aller exposer mes vues sur le conflit en cours à une dizaine de responsables politiques de premier plan ? » (26).

Ayant, bien entendu, accepté, Harriman organisa une rencontre entre S. Mac Bride et « les architectes de la politique vietnamienne » : Dean Rusk, ministre des Affaires étrangères, Mac George Bundy, conseiller spécial du président et Robert Mac Namara, ministre de la Défense.

Au bout d'un moment, raconte Mac Bride, Harriman me demanda : « Nous aimerions avoir votre avis sur la guerre, sur notre engagement au Vietnam et la meilleure politique que nous pourrions adopter. »

« La meilleure politique que vous pourriez suivre, répondit-il, serait de quitter immédiatement le Vietnam. »

Et, tout en pensant que ses propos avaient provoqué un petit scandale, il conclut : « Je sentais que certains étaient d'accord avec moi, mais qu'ils craignaient de le dire » (27).

(25) *L'Exigence de la Liberté*, p. 127.

(26) *L'Exigence de la Liberté*, p. 192. Note : Il avait rencontré Hô Chi Minh, la première fois en 1928, lors d'un congrès anti-impérialiste qui se tenait en Europe.

(27) *L'Exigence de la Liberté*, pp. 193-194.

Ils étaient d'accord avec lui et pour cause ! Bien que nous ne croyions pas à ce dialogue — nous pensons plutôt que la discussion porta sur la façon d'organiser une campagne mondiale pour la paix au Vietnam —, il est bon de savoir que Dean Rusk, Rhodes Scholar, ancien président de la Fondation Rockefeller, membre du C.F.R. et de la Pilgrims Society, fit l'objet de poursuites, dans le cadre de l'I.P.R. (28), pour menées pro-communistes... que Mc George Bundy, qui jouera plus tard un rôle clé dans la création de l'I.I.A.S.A. (28) avec la collaboration du gendre d'Alexis Kossyguine, est membre du C.F.R., du Bilderberg et de l'I.I.S.S... et que Robert Mac Namara, à l'époque président de la Banque Mondiale, est également affilié au C.F.R., au Bilderberg et à l'I.I.S.S.

Quelques semaines après cette entrevue, rencontrant à nouveau Harriman (29) à Genève, S. Mac Bride proposa deux noms qui pourraient servir d'intermédiaires : Philip Noel-Baker, vice-président du Ruskin College en 1914, premier président du Bureau International de la Fabian Society, membre de la Pugwash, de l'I.I.S.S., du R.I.I.A., de la Pilgrims et de la Round Table, et Jean Sainteny, déjà dépêché à Hanoï par M. Pierre Mendès-France pour y représenter la France après les accords de Genève.

Sainteny, connaissant déjà bien le « problème » vietnamien, fut choisi. « Chaque fois qu'il faudra bien tenter de surmonter le pire pour passer de la guerre à la paix, pour reconstruire, note Jean Lacouture, c'est toujours à Jean Sainteny que Ho Chi Minh demandera de parler » (30).

En effet, c'est par son entremise, et d'abord sous son toit, que Henri Kissinger put organiser avec les envoyés de Ho Chi Minh la grande négociation qui allait, de 1968 à 1973, aboutir aux accords de Paris (31).

Derrière toutes ces allées et venues, on retrouvait la trace de la Pugwash avec Herbert Marcovich et Raymond

(28) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, pp. 77 et 225.

(29) Quelques années plus tard, ce membre important du C.F.R. et de la Pilgrims deviendra le principal négociateur des pourparlers de paix de l'avenue Kléber à Paris.

(30) *Le Monde*, 28 février 1978.

(31) Note : Kissinger connaissait très bien Sainteny. « J'ai rencontré Sainteny, écrivait-il, grâce à Claude, son épouse... Elle avait été une de mes étudiantes, en 1953, au Séminaire international que, pendant dix-huit ans, je dirigeai à l'université de Harvard... Beaucoup

Aubrac, ainsi que la présence d'une haute personnalité du judaïsme américain, Milton Katz. Ce dernier est membre de Harvard, de la Ford Foundation, administrateur du Carnegie Endowment for International Peace, du C.F.R., ainsi que membre du Comité exécutif de la Fondation pour la Paix Mondiale (World Peace Foundation). Or, par un étrange concours de circonstances, Sean Mac Bride était en relations avec cette Fondation... Katz était l'homme qui avait présenté Kissinger à une des réunions de la Fondation pour la Paix mondiale — où prit naissance, comme par hasard, la campagne mondiale pour la paix au Vietnam — et c'est encore à lui qu'Averel Harriman téléphona en 1972 pour lui demander des renseignements sur un politicien inconnu nommé Jimmy Carter.

Cet invraisemblable enchevêtrement de sociétés, de groupes et de fondations, donne le vertige...

Nous allons oublier la Franc-Maçonnerie, à laquelle bon nombre de membres haut placé d'Amnesty sont rattachés. C'est ainsi qu'on pouvait lire dans la revue *Humanisme* : « La guerre du Vietnam, par son évolution implacable, atroce, inhumaine, remue la conscience universelle, concerne le monde entier et impose un choix à chacun. On assiste à une lutte inégale du pays le plus riche, le plus puissant du monde, qui s'essouffle à mater la résistance d'un petit pays misérable, mais dont l'énergie, le courage et la détermination dans le combat imposent le respect à tous » et : « depuis sa création, la République démocratique du Vietnam a disposé d'un gouvernement homogène, formé de personnalités affirmées, intègres, et dont le sens critique contraste avec celui de leurs homologues du Sud » (32).

de ces participants devinrent des amis et le restèrent. Quand Claude eut épousé Jean Sainteny (Claude Badalo épousa J.S. le 12 septembre 1955), les visites que je leur faisais dans leur appartement, sur les Tuileries, comptèrent parmi les meilleurs moments de mes séjours à Paris. » (*Espoir* - Revue de l'Institut Charles-de-Gaulle, N° 24. Hommage à Jean Sainteny - Derniers efforts pour la Paix, par H.A. Kissinger, p. 50 - Plon, octobre 1978.) D'autre part Kissinger connaissait très bien Le Duc Tho. « Et cela depuis beaucoup plus longtemps qu'on ne le croit : depuis ce jour de 1966 où Kissinger, professeur à Harvard, avait rencontré Le Duc Tho à Hanoï avec huit autres professeurs des grandes universités américaines. » (*Paris-Match*, N° 1233, 23 décembre 1972.)

(32) *Humanisme*, Centre de documentation du G.'O.' de France, N° 71, novembre-décembre 1968.

D'ailleurs, selon certaines informations sérieuses, il existe des liens étroits entre la franc-maçonnerie et Amnesty International. Le Grand Orient de Belgique, par exemple, incite ses membres à militer dans cette organisation. Les maçons belges ont, d'ailleurs, constitué une sorte de fraternelle maçonnique, le *Cercle Frédéric Bartholdi*, dont les membres sont à la fois initiés et adhérents d'Amnesty International. Le F.°. Adelin Pirlot, de Bruxelles, en est l'animateur.

Enfin, la composition du Comité de Patronage d'Amnesty International de cette époque, est particulièrement révélatrice de l'entourage de M. Sean Mac Bride (32 a).

Comme on peut le constater, M. Sean Mac Bride avait de bonnes relations... et son action était bien épaulée.

Quoi qu'il en soit, Sean Mac Bride se vit décerner le prix Nobel de la Paix en septembre 1974... vraisemblablement pour « service rendu »... et, dans son discours à l'intention des membres de son organisation, il n'hésita pas à dire : « C'est en effet l'opinion publique américaine et mondiale qui força Washington à se retirer du Vietnam » (33).

Round Table, R.I.I.A., C.F.R., Pilgrims, Bilderberg, F.°.M.°, etc. connais pas !

Continuant sur sa lancée, S. Mac Bride décide que s'occuper des prisonniers d'opinion n'est pas suffisant et, au cours d'une réunion, à Vienne, il lance une campagne contre la peine de mort. Le deuxième président de cette réunion était — encore une coïncidence — le chancelier autrichien Kreisky, grand ami et financier de la Pugwash et de l'I.I.A.S.A., deux organismes mondialo-progressistes.

Et, en décembre 1972, Amnesty International lance une campagne mondiale sur « l'abolition de la torture », dont l'apogée devait-être la tenue à Paris d'une réunion, les 10 et 11 décembre 1973, dans les locaux du Palais de l'U.N.E.S.C.O.

En 1973, Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations Unies, nomme Sean Mac Bride secrétaire général adjoint chargé des problèmes de la Namibie. Ne pouvant cumuler, il démissionnait de la présidence d'Amnesty International en 1974, tout en demeurant très proche de l'organisation.

(32a) Voir cette liste en annexe VII.

(33) *L'Exigence de la Liberté*, p. 242.

Malgré ce « départ », Amnesty International n'en continue pas moins sa percée et participe à des réunions des représentants de gouvernements organisées sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., afin de préparer un projet de Déclaration sur la race et les préjugés raciaux (mars 1978), ainsi qu'à des réunions d'experts, également organisées sous le patronage de l'U.N.E.S.C.O., sur « les droits de l'homme et l'établissement d'un nouvel ordre économique international » (Juin 1978) (34).

Alors, Amnesty International — organisation politique ou apolitique ?

« Amnesty International n'admet pas, à juste raison, d'être qualifié d'apolitique. Son combat est politique au premier chef, mais elle fait souffler, dans le vieux forum des droits de l'homme, un vent d'exigence et de rigueur. Sa totale impartialité, sa souveraine indifférence aux combinaisons et aux dosages, son intérêt pour les hommes emprisonnés ou torturés en raison de leurs convictions, lui ont valu, comme vient de le rappeler le président exécutif de l'organisation, d'être "critiquée par un nombre croissant de gouvernement à l'Est comme à l'Ouest." Repaire de communistes aux yeux des caudillos d'Amérique latine, elle passe à Moscou pour un bastion de la guerre froide » (35).

Qu'en penser réellement ?

Si l'on en croit le *Guide d'Amnesty* — et il n'y a pas de raison de ne pas le croire —, « Nul n'est adopté en tant que prisonnier d'opinion s'il est considéré comme ayant eu recours ou incité à des actes de violence, ou s'il s'est livré à l'espionnage. Ce critère permet d'établir la distinction entre les prisonniers d'opinion et les autres prisonniers, et permet d'éviter qu'A.I. puisse être accusée d'apporter son soutien au terrorisme » (36).

Or, que voit-on ? On voit cette organisation humaniste déléguer des observateurs aux procès contre les terroristes et leurs complices, car elle suppose que ces procès pour-

(34) Amnesty possède le Statut consultatif auprès de l'O.N.U., de l'U.N.E.S.C.O., du Conseil de l'Europe, de la Commission Inter-américaine des Droits de l'Homme, de l'Organisation des Etats américains et de l'Organisation de l'Unité africaine.

(35) *Le Monde*, 12 octobre 1977.

(36) *Guide d'Amnesty International*, réservé uniquement à l'usage des membres, 1978, p. 11.

raient ne pas être menés selon les règles d'une juste procédure, et se fait du souci au sujet des conditions de détention des membres de la « *Rote Armee Fraktion* » (Groupe de l'Armée Rouge).

Comme un fait exprès, Amnesty ne se fait du mauvais sang que pour les terroristes d'extrême-gauche... pas pour ceux d'extrême-droite ! On aimerait connaître les critères d'une sélection aussi arbitraire... Quoi qu'il en soit, il est bien entendu que, pour nous, qu'il soit d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, de gauche ou de droite, le terrorisme est condamnable sous toutes ses formes.

Deuxièmement, poussant le raisonnement jusqu'à l'absurde, et en admettant le fait de « prisonnier d'opinion », il faudra tout de même bien reconnaître que, pour exprimer cette opinion, ces militants ont fait usage de la violence et, par ce fait, deviennent des terroristes... donc A.I. ne peut les prendre en considération (37).

Que voit-on encore ? Que le 13 juillet 1978, une délégation française d'Amnesty demanda à M. Giscard d'Estaing « la non-ratification, dans sa forme actuelle, de la convention européenne sur la répression du terrorisme » (38).

Dépassant même les limites de la convenance « démocratique », Amnesty va jusqu'à « METTRE EN GARDE (39) les autorités françaises à propos de M. Klaus Croissant » (40), avocat du groupe terroriste Baader-Meinhof, récemment arrêté en France à la demande des autorités de la République fédérale en raison de sa complicité avec ces derniers, et faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion (41).

Plusieurs personnalités (près de deux cents) signèrent une lettre ouverte dans laquelle elles exigeaient la libération de Klaus Croissant. Figuraient parmi celles-ci : Mme Simone de Beauvoir, MM. Yves Boisset, Claude Bourdet, François Châtelet, Maurice Clavel, Régis Debray, Jacques Debû-Bridel, Gilles Deleuze, Jean Ellenstein, Vladimir

(37) Notons que dans tous ces procès, A.I. fait fort peu cas des victimes qui, elles, aimeraient bien pouvoir s'exprimer.

(38) *Le Monde*, 15 juillet 1978. C'est la première fois qu'un chef d'Etat français recevait des représentants d'A.I.

(39) Les majuscules sont de nous.

(40) *Le Monde*, 11 octobre 1977.

(41) « Depuis deux ans déjà, on le soupçonnait d'avoir servi de lien entre les membres emprisonnés du groupe Baader-Meinhof et leurs amis ou complices toujours en liberté. » (*Le Monde*, 2-3 octobre 1977.)

Jankélévitch, Pierre Joxe, Georges Kiejman, Françoise Mallet-Joris, Françoise Sagan, MM. Antoine Sanguinetti, J.-P. Sartre, Haroun Tazieff, Laurent Schwartz, Fred Zeller (ancien G.'M.' du G.'O.'), Pierre-Bloch (LICRA), Badinter (avocat de la LICRA) et Jean Denis Bredin.

Toutes personnalités cataloguées à gauche, si ce n'est à l'extrême-gauche, jusqu'à Serge Klarsfeld, « le chasseur de nazis 1981 », qui publiait, dans *Le Monde* du 14-10-1977, un article invitant les autorités françaises à ne pas livrer M^e Croissant aux Allemands...

Comme on peut le constater, déjà Amnesty s'éloigne très largement de ses statuts : « Nul n'est adopté en tant que prisonnier s'il est considéré comme ayant eu recours ou incité à des actes de violence... afin d'éviter qu'A.I. puisse être accusée d'apporter son soutien au terrorisme. »

Autre curiosité humaniste : l'adoption des « Dix de Wilmington », neuf noirs et une jeune femme blanche condamnés au total à deux cent quatre-vingt-deux années de prison en septembre 1972, pour l'incendie d'une épicerie lors des émeutes raciales dans la petite ville de Wilmington en 1971.

« Amnesty International les adopte en tant que "prisonniers d'opinion", considérant que les faits qu'on leur reprochait n'avaient pas été clairement établis, tandis que leur passé de militants antiracistes était connu » (42).

Nous y voilà ! Cela signifierait-il que si vous êtes reconnu comme « militant antiraciste », vous bénéficierez, quelles que soient vos exactions, du soutien immédiat d'Amnesty ?

Curieuse conception du droit...

C'est à croire qu'il y a deux sortes de prisonniers d'opinion pour Amnesty. Car si, régulièrement, Amnesty « attire l'attention sur le scandale du maintien en prison ou dans des camps de « suspects de communisme » (43), « nous n'avons, à notre connaissance, jamais vu Amnesty attirer l'attention du public sur le scandale du maintien en prison et dans des camps de « suspects d'anticommunisme » !

Toujours est-il que, le 10 octobre 1977, Amnesty International recevait — pour services rendus — le prix Nobel de la Paix. Ce qui a fait dire à un « caudillo d'Amérique

(42) *Le Monde*, 25 janvier 1978.

(43) *Le Monde*, 10 décembre 1977.

Latine », M. Hector Artucio, chargé de l'Education en Uruguay, que l'attribution du prix Nobel de la Paix à A.I. était « une blague de mauvais goût » (44).

Aussi, pour certains, Amnesty n'est en fait qu'un repaire de communistes ; et pour d'autres, ce n'est qu'un bastion de la guerre froide.

Qu'en est-il réellement ?

Au sein du secrétariat international siégeant à Londres, se trouve le « service le plus important numériquement du secrétariat international, (qui) assume la tâche fondamentale de recueillir et d'analyser les informations sur les violations des droits de l'homme en provenance du monde entier » (45). De plus, toutes les sections nationales, se contentent de traduire — quand ce n'est déjà fait —, quels qu'en soient les sujets, les communiqués, les directives, les publications mis au point par le service de recherche.

Or, ce département de recherche est dirigé par le professeur Derek Roebuck, doyen de la faculté de Droit de l'Université de Tasmanie et leader du parti communiste australien. Né en 1935, Roebuck fit ses études à Manchester, puis au Hertford College d'Oxford. Après avoir été chargé de cours de droit commercial à l'Université de Wellington, en Nouvelle-Zélande, il passe à l'Université de Tasmanie. Il fut, en outre, membre d'un grand nombre de commissions internationales, toutes de gauche ou d'extrême-gauche, allant de l'enquête sur les crimes de guerre américains au Vietnam à la campagne sur la réunification de la Corée, en passant par le Tribunal Russel.

Si, jusque-là, nous étions tentés de dire : Amnesty, Round Table, Pilgrims, Bilderberg, F.M. etc., même combat, nous nous voyons contraints de rajouter à cette liste : communisme.

Reconnaissons toutefois que cette nomination n'a pas recueilli l'unanimité. M. Brian Harradine, sénateur de Tasmanie et membre du groupe parlementaire d'Amnesty à Camberra, dans une lettre envoyée le 14 septembre 1978, déclarait au président du groupe : « Je trouve incroyable qu'un des membres les plus notoires du parti communiste australien en Tasmanie, le professeur Derek Roebuck, ait été nommé chef des recherches au Q.G. d'Amnesty International à Londres...

(44) *Le Monde*, 13 octobre 1977.

(45) *Guide d'A.I.*, p. 25.

« En ce qui me concerne, poursuivait-il, je ferais très peu de crédit à la valeur des recherches politiques préparées par le professeur Derek Roebuck qui, d'une manière surprenante, a déclaré qu'il aime qu'on l'appelle propagandiste politique (T.D.T. 12 septembre 1978) avec des activités partisanses » (46).

Nous nous permettrons de faire remarquer à M. Brian Harradine, qui est sûrement un homme sincère — comme beaucoup de membres d'A.I. qui ignorent totalement les buts réels de cette organisation —, qu'il aurait déjà pu s'apercevoir que le premier président et fondateur d'A.I., Sean Mac Bride, était, lui aussi, un curieux personnage avec son prix Lénine de la Paix, qui est, ne l'oublions pas, une récompense donnée à ceux qui ont travaillé en faveur de l'U.R.S.S. !

D'ailleurs, à voir la faible part consacrée à la défense des prisonniers d'opinion dans les pays communistes, on a l'impression que les rares références consacrées à ces derniers ne sont là que pour sauver les apparences !

A ce genre de remarque, Martin Ennals, secrétaire général d'Amnesty, répond : « Le nombre de pages ou de lignes consacrées à un pays donné, ne correspond en aucune façon à une évaluation qualitative ou quantitative des violations des droits de l'homme dans le pays en question, **mais il peut refléter le temps consacré à ce pays ou la complexité d'une situation qui pose des problèmes particuliers à A.I.** » (47).

On aimerait tout de même savoir en vertu de quels critères Amnesty passe tant de temps sur tel ou tel pays, et peu (ou pas) de temps sur tels ou tels autres, sous prétexte de « la complexité d'une situation qui pose des problèmes particuliers ». Il est pourtant logique de comprendre que, plus on a de mal à avoir des renseignements sur tel ou tel sujet, plus on est à même de soupçonner que l'on cache quelque chose... Amnesty n'a pas l'air de bien comprendre cela.

Car, à première vue, Amnesty n'a pas trop de mal à obtenir des « informations » en provenance de régimes dictatoriaux — « nazis » comme on dit aujourd'hui —,

(46) Cité dans *Confidentiel*, N° 1, Hiver 1979.

(47) Introduction au *Rapport d'Amnesty International 1978*. Supplément à la *Chronique d'Informations Internationales*, n° 42, août 1979. Souligné par nous.

mais, curieusement, n'a pas les mêmes facilités avec des régimes « démocratiques » comme Cuba, l'U.R.S.S., l'Allemagne de l'Est, le Vietnam aujourd'hui. Comme Amnesty doit regretter le bon temps où existait encore le Sud Vietnam... là au moins, ils avaient des tonnes de renseignements...

Et que penser de l'ouvrage de Hugues Kéraly, « *Enquête sur un organisme au-dessus de tout soupçon : Amnesty International* », qui s'est adressé en vain à plus de vingt éditeurs pour faire publier son étude ?

Que dit l'auteur de ce livre : « Allant au Chili, j'ai emporté un dossier d'Amnesty International pour me faire une idée du degré de véracité des informations diffusées par cette officine. A l'époque, le Chili était précisément l'une des cibles privilégiées d'Amnesty. Le dossier que j'emportais traitait du cas de onze malheureux, onze prisonniers d'opinion, des hommes et des femmes qui avaient « disparu » parce qu'ils avaient commis le crime, selon Amnesty de ne pas penser comme M. Pinochet. Je suis revenu avec le dossier de onze authentiques terroristes, membres de l'organisation révolutionnaire M.I.R. (les brigades rouges chiliennes), poseurs de bombes. Neuf d'entre eux étaient encore en vie ; deux avaient péri après un affrontement armé avec la police, comme cela arrive malheureusement aussi dans un pays "démocratique" tel que l'Italie, par exemple. J'ai donc rencontré ces neufs terroristes dans leur prison, et je tiens à préciser au passage qu'ils ont été libérés quatre mois plus tard » (48).

Alors ? Alors il faut reconnaître que la façon de travailler d'Amnesty est des plus curieuses. « Le secrétariat international, lorsqu'il répartit les dossiers, prend grand soin de veiller à ce que ces différences (opinions politiques, appartenance idéologique) soient suffisamment marquées pour prévenir toute suspicion de partialité politique contre le groupe (d'adoption) ou contre le mouvement dans son entier... afin aussi d'assurer un internationalisme rigoureux dans le travail accompli pour la sauvegarde des droits de l'homme, les groupes d'Amnesty International ne se voient jamais confier des cas individuels de prisonniers d'opinion dans leur propre pays » (49).

(48) Interview faite à *Rivarol*, 4 décembre 1980.

(49) *Guide d'A.I.*, pp. 15-16.

Voilà l'explication d'Amnesty. Mais ne pourrait-on pas penser que, de cette façon de travailler, de procéder, les vérifications directes des informations transmises par le Centre de recherches — ce qui serait normal —, sont à peu près — et, dans certains cas, totalement — invérifiables par les groupes d'adoption ?

A ce sujet, le *Guide d'A.I.*, réservé aux membres, rappelons-le, note : « Des membres du groupe effectuant des voyages d'affaires ou d'agrément dans des pays où ils ont adopté des prisonniers, peuvent avoir l'occasion de rencontrer la famille du prisonnier et, parfois même, de rendre visite à des prisonniers. **Les membres effectuant de telles visites ne sont pas autorisés à parler ou à négocier au nom d'Amnesty.** Ces visites sont totalement indépendantes des missions officielles d'A.I., qui ne sont autorisées que par le Comité exécutif international.

« Les membres du groupe désirant effectuer de telles visites doivent recueillir des informations précises auprès du Secrétariat international à cet effet. Il ne doit être rendu visite à aucune famille sans que celle-ci ait donné son consentement formel à l'avance. Une visite inattendue de la part d'un étranger peut avoir des conséquences fâcheuses » (50).

Est-ce que le rapport Hugues Kéraly peut-être classé parmi les « conséquences fâcheuses » ?

Autre domaine, la collaboration très étroite avec des organismes tels que *La Ligue des Droits de l'Homme*. « Expliquant ses prises de positions actuelles, la Ligue des Droits de l'Homme, par la voix de son président, Henri Noguères, déclare : "C'est pour mener cette action d'ensemble, commencée avec l'affaire Dreyfus, poursuivie au temps du Front Populaire et prolongée dans la Résistance, que la Ligue des Droits de l'Homme — ses derniers congrès l'ont unanimement rappelé — se veut aujourd'hui pleinement solidaire de la Gauche unie" » (51). La Ligue dispose de deux organes de presse : *Après-Demain*, revue mensuelle de documentation politique dirigée par Françoise Seligman, personnalité du parti socialiste, et un bulletin trimestriel, *Hommes et Libertés*, l'organe officiel dont Henri Noguères est le directeur, Michel Lévine, le rédacteur en chef et Pierre Blum, le secrétaire de rédaction.

(50) *Guide d'A.I.*, p. 52.

(51) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. III.

Indépendamment du fait que l'on retrouve un très grand nombre de F..M.. au sein de la Ligue, « On peut dire, note Henry Coston, sans donner d'ailleurs un sens péjoratif à cette appréciation, que la Ligue des Droits de l'Homme est d'abord et avant tout une ligue des droits de *l'homme marxiste*. Ses sympathies pour le parti communiste sont connues. La Ligue a maintes fois protesté contre l'interdiction de manifestations communistes. Elle a demandé la réintégration des fonctionnaires communistes révoqués par l'U.N.E.S.C.O., elle s'est indignée de l'interdiction des représentations des Ballets de Moscou et de Léninegrad (sous la IV^e République) et s'est élevée contre le refus des candidatures communistes au concours d'entrée à l'E.N.A. et de plusieurs autres au concours des P.T.T. Elle a fait campagne contre les poursuites engagées contre Guingouin que l'on accusait d'assassinats pendant la guerre et à la Libération, assurant qu'il était un « résistant exemplaire », bien que le député socialiste Le Bail, dans le quotidien *Le Populaire du Centre*, ait assuré le contraire. Elle a fait des démarches pressantes auprès du ministre de l'Intérieur en faveur des Espagnols rouges qui avaient reconstitué le parti communiste espagnol et étaient frappés d'arrêté d'expulsion ou mis en résidence surveillée, au moment même où elle protestait contre « la scandaleuse entrée de l'Espagne » anticomuniste de Franco à l'O.N.U. Elle participa à la vaste campagne déclenchée par les organisations communistes en faveur des époux Julius et Ethel Rosenberg qui avaient été condamnés à mort par les tribunaux américains pour avoir livré à l'U.R.S.S. des secrets atomiques. Elle réclame aujourd'hui, avec insistance, l'admission de la Chine communiste à l'O.N.U. (52), admission désirée également par les « capitalistes impérialistes » de la Trilatérale et du Bilderberg...

Amnesty collabore également de façon très étroite avec le *Secours Populaire Français*, « organisme contrôlé par le parti communiste et ayant pour objet de venir en aide aux militants communistes se trouvant dans une situation difficile en raison de leur activité et des poursuites judiciaires dont ils peuvent être l'objet » (53). Comme par

(52) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. 1.

(53) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. I. Dans *Le Quotidien de Paris*, du 20 février 1981, on pouvait lire : « Secours Populaire, association contrôlée et animée, bien qu'elle s'en défende, par d'excellents militants du P.C. »

hasard, on trouve — ou trouvait — comme membres du S.P.F., Frédéric Joliot-Curie (Pugwash), Paul Langevin (membre du G.:O.: et ancien président de la Ligue des Droits de l'Homme), Lucie Aubrac, femme de Raymond Samuel (dit Aubrac) et que l'on retrouve au centre du règlement du conflit vietnamien aux côtés de H. Kissinger (C.F.R., Bilderberg, Trilatérale) et de la Pugwash Citons également Jacques Mitterrand (Grand Maître du G.:O.:), Alfred Kastler, mondialiste de la première heure, Marcel Paul, membre du P.C. et ancien ministre, Sicard de Plauzolles, ancien président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme, ainsi que Pierre Paraf, ancien président du M.R.A.P. Le S.P.F. a pour secrétaire général Julien Lauprêtre, membre du Comité central du parti communiste français.

Amnesty entretient aussi de très bonnes relations avec la C.I.M.A.D.E., groupement protestant de gauche lié au *Mouvement Chrétien pour le socialisme*, dont le secrétaire général, Roby Bois, est collaborateur assidu de la revue *Sudestasie* (54) aux côtés de Jacques Chonchol, ancien ministre du président chilien Salvador Allende (F.:M.:) et de Pierre Luc Séguillon, rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien*.

Elle collabore également avec le *Secours Rouge*, organisation créée le 11 juin 1970 à la suite de l'appel de 18 personnalités de gauche et d'extrême-gauche. Le Comité d'initiative national de Secours Rouge se compose de Claude Angeli (naguère au *Nouvel Observateur*, aujourd'hui au *Canard Enchaîné*), de Georges Casalis (de Christianisme Social), de Robert Davezies (du Réseau de soutien au F.L.N.), de Mme Maurice Halbwachs (fille de Victor Bash, président de la Ligue des Droits de l'Homme de 1926 à 1940), de Georges Montaron (54 a) (directeur de *Témoignage Chrétien*) et de Vercors, homme de gauche, co-fondateur des *Editions de Minuit* et que l'on retrouve tout à

(54) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 20.

(54a) Il est intéressant de noter qu'en 1953, Georges Montaron faisait partie du Comité de patronage de *La Tribune des Peuples*, « Revue internationale de la Gauche », au côté de G.D.H. Cole, président de la Fabian Society, et de Ritchie-Calder, professeur au Ruskin College et que l'on retrouvera, quelques années plus tard, à Amnesty International en compagnie de G. Montaron.

Ce Comité de patronage comprenait du côté anglais : Tom Balogh, H.N. Brailsford, Fenner Brockway, Barbara Castle,

fait par hasard au Mouvement Universel pour une Confédération mondiale, fondé par Garry Davis, membre de la Federal Union de Clarence Streit (C.F.R.)... décidément...

N'oublions pas de mentionner qu'Amnesty collabore aussi avec l'*Association Internationale des Juristes Démocrates* (A.I.J.D.) qui est « en quelque sorte l'héritière de l'Internationale des "Juristes rouges" installée à Moscou en 1927 » (55). Cette association était dirigée par Denis Pritt, prix Staline en 1955, membre du Conseil Mondial de la Paix (comme Sean Mac Bride) et ancien président de la *Society for Cultural Relations with Soviet Union*, dont étaient membres Bernard Shaw, Bertrand Russel, Sidney Webb et H.G. Wells, tous membres de la Fabian Society et mondialistes convaincus (56).

Son secrétaire général actuel n'est autre que M^e Joe Nordmann, membre du parti communiste, ancien membre de la Commission d'épuration de la Magistrature, secrétaire général de l'Association française des Juristes démocrates et avocat, avec Robert Badinter (avocat de la L.I.C.A., du C.R.I.F. et du Club Le Siècle) de M^e Klaus Croissant, l'ancien défenseur du groupe terroriste Baader-Mainhof... Faisant connaître ses objectifs lors de la célébration de son 30^e anniversaire à la Maison de l'U.N.E.S.C.O. à Paris, l'A.I.J.D. déclara que ceux-ci sont « de mettre la loi au service de l'homme, de la démocratie, de la liberté et d'un nouvel ordre économique international » (57). Comme on peut le constater, nous ne sortons pas, avec l'A.I.J.D., des sphères d'actions mondialistes.

Et ce n'est pas fini : Amnesty est liée avec le très important *Conseil Œcuménique des Eglises* (C.O.E.), fondé en

R.H.S. Crossman, Norman Mackenzie, Kingsley Martin, Ian Mikardo, tous membres de la Fabian Society.

Du côté français : Jean Daniel (patron du *Nouvel Observateur*), Alfred Sauvy, Georges Suffert, Léo Hamon, Jean-Marie Domenach (rédacteur en chef de la revue *Esprit*), Claude Bourdet, Maurice Duverger, Georges Friedmann et Clara Malraux.

Dernière précision : on trouvait au comité de rédaction de *Tribune des Peuples* M. Michel Crozier, l'un des auteurs de *The Crisis of Democracy*, qui n'est autre que la bible de la... Trilateral Commission.

(55) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. II.

(56) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 62.

(57) *Le Journal du Parlement*, 6 au 19 février 1981. Allocution de Jimmy Goldsmith à la Chambre des Communes, devant la Commission des Media du Parti Conservateur.

1948 à Amsterdam en présence des communistes T.C. Chao (Chine) et Joseph Hromadka (Tchécoslovaquie).

« J'ai beaucoup appris de l'analyse marxiste de la société » avoue le révérend Philip Potter, secrétaire général du C.O.E., surnommé « le pape rouge ».

Son prédécesseur, le Dr Eugene Carson Blaker (membre du World Council of Churches de 1966 à 1972), enseignait déjà cette matière puisqu'il affirmait : « La pensée marxiste est devenue très importante pour les Eglises. L'étude du marxisme est, pour elles, une nécessité.

« Sous son égide, le C.O.E. accorda son appui financier et moral aux déserteurs américains, à des organismes "antiracistes" d'extrême-gauche en Angleterre, à des groupes terroristes cherchant à saboter les travaux du barrage de Cabora-Bassa : un don de 10 000 livres fut même consacré à "l'éducation politique" des aborigènes d'Australie.

« Tout en refusant toute aide, de quelque sorte qu'elle soit, aux millions de persécutés derrière le rideau de fer (en 1968, le C.O.E. rejeta purement et simplement la candidature des Eglises luthériennes de Lettonie en exil, fortes de quatre-vingt mille membres) » (58).

A ce propos, lors de la session annuelle du comité central du C.O.E., ouverte le 1^{er} janvier 1979, « un délégué d'une Eglise luthérienne d'Allemagne soulignait en privé "l'énorme influence" des Eglises des pays de l'Est, principalement des Eglises orthodoxes au sein du comité central » (59).

Fait non moins curieux, Amnesty, qui entretient de si bons rapports avec le C.O.E., a des contacts directs avec la Fédération mondiale des Eglises luthériennes !

D'ailleurs, nombres d'instances religieuses appuient les efforts d'Amnesty. Citons parmi elles le Conseil Consultatif des Eglises anglicane ; Pax Christi, qui déclarait les 22 et 23 avril 1978 que « l'installation d'un ordre économique entièrement nouveau était seul capable de résoudre les problèmes de fond des grandes migrations dues aux déséquilibres économiques planétaires » (60) ; le Congrès mondial musulman ; l'Alliance mondiale des Eglises réfor-

(58) *Le Nouvel Europe Magazine*, N° 35, avril 1973, article de Pierre Hofstetter.

(59) *Le Monde*, 4 janvier 1979.

(60) *Le Monde*, 26 avril 1978.

mées ; le Congrès juif mondial ; la Société religieuse des Amis (Quakers) et la Commission pontificale pour la Justice et la Paix.

Faisons une place également à *France, Terre d'Asile*, organisation collaborant aussi avec Amnesty. Fondée le 20 décembre 1970, cette organisation était dirigée par un certain Abbé Glasberg (décédé le 26 mars 1981), « né en Russie, juif ukrainien, prêtre et converti, naturalisé français par confiance en l'idéal qu'incarne la France dans le monde » (61), il est également le fondateur du *Centre d'orientation sociale* (C.O.S.).

Ce que l'on fait moins remarquer, c'est son « rôle fort important dans la Résistance d'obédience communiste » (62) « Dès la fin 1940, l'abbé Glasberg assumait une liaison avec Londres et travaillait avec un groupe de cheminots qui faisaient du sabotage » (63).

D'autre part, l'actuel président de *France, Terre d'Asile*, n'est autre que Jacques Debû-Bridel, gaulliste de gauche qui, après un passage « à l'Action Française, puis au premier parti fasciste français *Le Faisceau* » (64), de Valois, et à *l'Ordre* d'Emile Buré, se retrouva dans la Résistance au Comité National de la Résistance (C.N.R.), puis au groupe *Libération*, et dirigera en 1944-1945, le quotidien progressiste *Front National*, très proche du parti communiste français (65). Mentionnons aussi son appartenance au M.R.A.P., organisation juive très proche du parti communiste.

Or, tout ce beau monde non seulement collabore avec Amnesty, mais également avec toute une série d'organisations — qui, elles-mêmes, sont en contacts étroits avec Amnesty — comme la CIMADE. Le pasteur Jacques Beaumont, ancien secrétaire général de la CIMADE, occupait à *France, Terre d'Asile*, le poste de trésorier en 1970 et, on le retrouve comme directeur général adjoint de l'Insti-

(61) *Le Monde*, 2 avril 1981.

(62) *Le Réseau Curiel*, ou la subversion humanitaire, par Roland Gaucher. Jean Picollec, 1981, p. 313. Nous conseillons la lecture de ce passionnant dossier.

(63) *Le Monde*, 2 avril 1981.

(64) *Dictionnaire de la Politique Française*, T. I, de Henry Coston.

(65) On retrouvait à *Libération*, entre autres, Mme Lucie Aubrac, femme de Raymond Samuel (dit Aubrac), celui-là même que l'on retrouvera au centre du « règlement » du conflit vietnamien, avec H. Kissinger et la Pugwash.

tut International de recherches, de formation, éducation et développement (I.R.F.E.D.) dont le secrétaire général est Christian Bompard, un des dirigeants de *Solidarité*, où l'on retrouve, comme par hasard, le révolutionnaire judéo-égyptien Henri Curiel et l'Abbé Glasberg.

Hasard peut-être, Florence Vermeil, de *Solidarité*, est journaliste au groupe *Bayard-Presse*, qui gère les fichiers d'Amnesty International...

Mais est-ce encore par hasard que la *Fédération Française des Clubs U.N.E.S.C.O.* a son siège au 43, rue de la Glacière à Paris, juste à côté de la *Bibliothèque des facultés dominicaines* (I.S.T.I.N.A.) et du *Centre International de recherches et d'échanges culturels* (C.I.R.E.C.), deux organismes collaborant avec France, Terre d'Asile, Solidarité et Amnesty International, et qu'au 49, siège l'I.R.F.E.D. ?

Est-ce encore « par hasard » si le directeur du C.I.R.E.C., le père Barth, fut « en 1973, vice-président de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés (A.S.T.I.) au foyer sis rue Léon-Maurice Nordmann, tout près de la Glacière » (66), ainsi que membre du *Conseil mondial du Mouvement de la Paix*, en novembre 1971 — où l'on retrouve Sean Mac Bride — et directeur, en août 1974, du bimensuel *France, Terre d'Asile*, « organe de l'association que dirigent Gérold de Wangen et Debû-Bridel, ce qui le place dans le sillage des satellites du P.C. français ? » (66).

Est-ce encore par hasard que l'I.R.F.E.D., fut fondé par le Père Lebret (1897-1966, « précurseur du nouvel ordre économique international » (67) et « pionnier du militantisme du développement, né de la campagne contre la faim que la F.A.O. lança en 1960 » (68). De l'aveu même du Père Vincent Cosmao, collaborateur de Lebret à l'I.R.F.E.D., interviewé par la revue *Sudestasie*, Lebret, « dans les années 30... lisait *Le Capital*, c'est sûr. Mais il est resté pragmatique et praticien, tout en incorporant des apports du marxisme » (69).

Aussi, est-ce encore une coïncidence si le père Vincent Cosmao, consultant à la commission pontificale « Justice et Paix », membre de la SODEPAX de 1967 à 1972 et directeur du Centre Lebret « Foi et développement » depuis

(66) *Le Réseau Curiel*, p. 311.

(67) *Sudestasie*, juillet 1980.

(68) *Le Réseau Curiel*, p. 272.

(69) *Sudestasie*, juillet 1980.

1972, est l'auteur d'un ouvrage intitulé "*Nouvel Ordre mondial : les chrétiens provoqués par le développement*" (70), et que son action soit soutenue par la revue *Sudestasie*, au sein duquel collabore Roby Bois (70 a), secrétaire général de la CIMADE — organisme, rappelons-le, collaborant étroitement avec Amnesty International...

Décidément, on tourne vraiment en rond...

Enfin, et pour en terminer, mentionnons que « Depuis quelques années déjà, Amnesty entretient des relations de travail dans des domaines d'intérêt mutuel avec un certain nombre d'organisations syndicales » (71). Parmi celles-ci, la Confédération Internationale des Syndicats Libres, la Confédération Mondiale du Travail et la Fédération Syndicale Mondiale (72).

Au risque de paraître un peu long en citant les organisations collaborant étroitement avec Amnesty International, avec un bref historique, nous avons pensé qu'il était indispensable de le faire afin de démontrer qu'elles sont toutes reliées entre elles.

Alors, Amnesty, bastion de la guerre froide ou bastion communiste ? Les faits parlent d'eux-mêmes... mais ne pourrait-on pas renoncer à ces deux qualificatifs pour employer celui — à notre avis plus juste — de « sous-marin » mondialiste ?

Surtout après avoir lu, dans la préface du Rapport 1978 d'Amnesty International, par Thomas Hammarberg, président du Comité exécutif international : « Nous devons faire preuve de prudence quand il s'agit de coopérer avec d'autres organisations et, avant d'accepter les offres de dons que nous recevons, nous les examinons de très près, selon des critères stricts. Cela aussi, c'est maintenir notre indépendance, et nous faisons en sorte que cela soit bien clair. »

(70) Editions Châlet, 1978.

(70a) On retrouve Roby Bois comme administrateur de la FONDA — Fondation pour la vie associative — dont le président, Frédéric Pascal, est un haut membre d'Amnesty International. Dernière précision : la FONDA est issue directement de la D.A.P. (Association pour le Développement des Associations de Progrès). Or, le fondateur et président de la D.A.P., n'est autre que François Bloch-Lainé, ancien P.-D.G. du *Crédit Lyonnais*, fils d'un associé de la *Banque Lazard frères*, et membre dirigeant du Club Jean-Moulin qui s'appuie essentiellement sur les idées de Jean Monnet, et vise à la création d'une Europe planifiée.

(71) *Rapport A.I.*, 1978, p. 24.

(72) Voir, pour cette dernière organisation, *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 26.

Car, comme nous l'avons démontré, tout cela est « bien clair » — limpide dirons-nous — entre le R.I.I.A., le Bilderberg, les services secrets, la Pilgrims Society et le Communisme international, le tout chapeauté par la Haute Finance Internationale... quelle prudence... quelle indépendance !

On est en droit — si ce n'est en devoir — de se demander : comment cela se fait-il que Sean Mac Bride n'ait pas fait intervenir son grand ami Peter Calvocoressi, si bien placé auprès des services secrets, afin de vérifier les antécédents et prises de positions du Chef du département de recherche, Derek Roebuck, ainsi que ceux des organisations gravitant autour d'Amnesty ?

N'écrit-il pas lui-même qu'« il faut absolument qu'Amnesty reste à l'écart de toute pression politique, géographique et idéologique ? » (73).

Est-ce toujours par « prudence » et « indépendance » que le secrétaire général d'Amnesty, Martin Ennals (depuis 1968), est un pur produit de la London School of Economics, qui passe pour être « l'une des écoles les plus marxisantes d'Angleterre » (74) ?

Est-ce toujours par « prudence » et « indépendance » que Martin Ennals collabore, dans le cadre d'Amnesty International, avec John Ennals, son frère, qui — nouvelle coïncidence — est membre du Rotary, de la F.M., président du Mouvement Antiapartheid depuis 1968, administrateur du Gilbert Murray Trust, directeur de l'United Kingdom Immigrants Advisory depuis 1970, membre du Comité exécutif de la World Federation of U.N. Associations et, pour finir, qu'il fut de 1956 à 1966 le secrétaire général et tuteur en relations internationales du Ruskin College, ayant pour objectif d'étudier et d'enseigner « comment transformer les institutions en place, et prendre en main méthodiquement et scientifiquement possession du monde » (75) ?

Décidément, on peut, sans avoir peur de se tromper, dire qu'Amnesty International est vraiment à « l'écart de toute pression politique, géographique et idéologique » !

(73) *L'Exigence de la Liberté*, p. 224.

(74) *Le Spectacle du Monde*, N° 35, février 1965.

(75) *The Burning Question of Education*, issued by the Executive Committee of the Plebs League. Voir également *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 51, chapitre sur la Round Table.

Au fait ! Comment expliquer la présence de Lord Ritchie-Calder (R.I.I.A., Fabian Society), administrateur du *Prisoners of Conscience Fund* — organisme subventionnant Amnesty International — et membre d'Amnesty International aux réunions des *International Conference on the Unity of the Sciences* (I.C.U.S.), dont le grand patron et financier n'est autre que le Révérend Moon, qualifié par les uns de « nazis » et par les autres d'« antisémite » ?

MEMBRES ET FINANCEMENT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Que représente aujourd'hui cette organisation ?

D'après les chiffres qu'elle fournit, Amnesty compte près de 300 000 adhérents répartis en 2 300 « groupes d'adoption », de 74 nationalités différentes et appartenant à 120 pays.

Dans 38 d'entre eux, il existe une section nationale. La plupart des membres travaillent dans l'un des 2 300 « groupes d'adoption » chargés de suivre, jusqu'à sa libération, le dossier de l'un des 4 200 prisonniers que les « chercheurs » de Londres ont mis au point. Dans cette ville, siège mondial de l'organisation, un secrétariat international regroupe plus de 150 permanents pour les tâches de gestion et de recherche. A lui seul, le service de recherche, réunit plus de 40 personnes.

En France, depuis 1971, le nombre des membres n'aurait pas cessé de progresser, selon les chiffres. « Elle a 4 000 membres en 1976, 10 000 en 1977, puis 18 000 en 1978 et plus de 20 000 aujourd'hui. En moyenne, 300 personnes adhèrent chaque mois à la section française... » (76).

Le tout sous la direction de Marie-José Protais, ancienne secrétaire générale d'une O.I.N.G. de l'O.N.U. — le Mouvement international des étudiants pour les Nations Unies — et fondatrice de la section française d'Amnesty. Connue pour ses « sympathies (qui) vont à gauche » (77), elle fit partie du Comité de Soutien de l'organisation de gauche *Fraternité - Vietnam*, avec Hubert Beuve-Méry, fondateur du journal *Le Monde*, Roby Bois, secrétaire général de la C.I.M.A.D.E., Georges Condominas, directeur d'études à

(76) *Le Monde*, 17 février 1980.

(77) *Valeurs Actuelles*, 24 octobre 1977.

l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, Georges Hourdin, ancien directeur de la revue *La Vie Catholique*, Georges Montaron, directeur de *Témoignage Chrétien*, tous journaux et hommes qui ne tarissent pas d'éloges sur Amnesty International.

Pour sa propagande, Amnesty a recours à des spots publicitaires dans les salles de cinéma et à des communiqués de presse ; elle envoie des missions et des observateurs dans différents pays, etc.

Pour tout cela, il faut de l'argent, beaucoup d'argent.

Dans son ouvrage autobiographique, Sean Mac Bride nous dit qu'« En 1962, nous avons fonctionné avec un budget ridiculement bas, à peine 7 000 livres provenant presque exclusivement de souscriptions et de donations... Deux ans plus tard, en 1964, il existait 360 groupes d'Amnesty répartis dans 17 pays, et le budget du secrétariat général à Londres dépassait alors 13 000 livres » (78).

Le Monde, lui, nous apprend que « son financement est entièrement assuré par ses membres : 150 francs par an pour l'abonnement et la cotisation de chaque membre » (79) et Amnesty « refuse les subventions gouvernementales ou (celles) de partis politiques » (80).

De plus, CHAQUE « groupe d'adoption » verse 4 000 francs par an à la maison mère de Londres : ce qui, en vertu des 2 300 « groupes d'adoption » existants, nous donnerait la somme de 9 200 000 nouveaux francs par an.

La France, à elle seule, si à en croire le journal *Le Monde*, a un budget de 4 260 000 francs (en 1979). Possédant 277 « groupes d'adoption », notre pays donne donc près de 1 108 000 francs à Londres.

Or — et toujours d'après *Le Monde* et Amnesty — en 1978-1979 le budget mondial d'Amnesty s'est élevé à 1 600 000 livres, soit 15 millions de francs nouveaux. Remarquons qu'Amnesty écrit : « Le bon fonctionnement d'une (telle)

(78) *L'Exigence de la Liberté*, p. 171.

(79) *Le Monde*, 17 février 1980.

(80) *Le Monde*, 12 octobre 1977. Le Yearbook of International Organizations, 1974, signale que le financement d'Amnesty est assuré par la contribution des sections nationales et des membres individuels, mais aussi par des dons provenant de Fondations. Citons également des fonds provenant du Conseil de l'Europe, du Prisoners of Conscience Fund.

organisation exige un effort financier qui est passé de 4 millions de francs en 1975 à 7 millions en 1977 pour le plan international » (81).

Ce qui signifie qu'en un an, de 1977 à l'exercice de 1978-1979, Amnesty a doublé son budget !

Si l'on fait le calcul des 200 000 membres revendiqués à l'époque, à 150 francs par an et par personne, cela nous donne 30 millions de francs ou l'équivalent de 3 milliards d'ancien francs...

Ce qui fait qu'entre le chiffre officiel d'Amnesty 1978-1979, soit 1 600 000 livres (ou 15 millions de francs), et celui, trouvé par le calcul, de 200 000 membres cotisant chacun 150 francs et qui est égal, comme nous venons de le voir à 30 millions de francs, il y a un écart du simple au double (82).

Alors !

Pour la seule France, les locaux d'Amnesty abritent « 22 postes de travail, correspondant à 19 plein temps. Ces postes sont assumés actuellement par neuf salariés et une trentaine de bénévoles ». Et le président Aimé Leaud explique que les fichiers ont été informatisés et que c'est la maison *Bayard-Presse* qui les gère (83).

La maison Bayard-Press édite le journal *La Croix*, *Le Pèlerin*, *Presse-Actualités*, etc. et, comme un fait exprès, le P.-D.G. de Bayard-Presse, Jean Gélamur, vice-président du *Syndicat de la Presse hebdomadaire parisienne* et président de l'*Union Catholique Internationale de la presse*, est membre du très maçonnique Club *Le Siècle*, dirigé par le F. . Georges Berard-Quélin...

(81) A.I. Plaque de Topor, réédition 1980, p. 19.

(82) Notons que la revue *Valeurs Actuelles* du 24 octobre 1977 donnait 300 000 membres, dont 5 000 en France, et la revue *Croissance des Jeunes Nations* de novembre 1977 faisait état de 200 000 membres, dont 8 000 pour la France.

(83) « Rapport moral », pp. 14 à 16 de la « Chronique » de juin 1978.

CHAPITRE V

INTERNATIONAL CONFERENCES ON THE UNITY OF THE SCIENCES (I. C. U. S.)

Le sigle « I.C.U.S. désigne la conférence internationale sur l'unité des sciences, manifestation qui a lieu une fois par an. Parrainée par l'*International Cultural Foundation* (I.C.F. — Fondation culturelle internationale), cette conférence unique rassemble des professeurs et des scientifiques éminents du monde entier et de toutes les disciplines, en vue de rechercher des solutions significatives et adéquates à des problèmes d'intérêt mondial. Les thèmes de la conférence se sont développés à partir de la recherche d'un standard de valeurs commun pour résoudre la crise du cloisonnement des sciences face aux problèmes urgents du monde » (1).

Cette même brochure (p. 26) nous enseigne que « la Fondation Culturelle Internationale, qui parraine la Conférence internationale sur l'unité des sciences, est une organisation sans but lucratif dédiée à promouvoir des échanges académiques, scientifiques, religieux et culturels parmi les nations du monde. Fondée en 1968 par le Révérend Sun Myung Moon, la fondation a actuellement son siège à New York, et possède des branches partout dans le monde.

« La Fondation culturelle internationale peut être aidée par des dons. Un grand remerciement doit être adressé à l'Eglise de l'Unification pour son aide financière qui rend les conférences I.C.U.S. possibles. »

(1) *Brochure de l'I.C.F.* - Imprimée par l'A.U.C.M. - 1^{er} trimestre 1980, p. 2.

C'est en 1954 que le Révérend Sun Myung Moon, « prêchant un messianisme coréen » (2), fonda l'A.U.C.M., *Association pour l'Unification du Christianisme Mondial*.

Avant de poursuivre notre étude de l'I.C.U.S., nous allons, afin de mieux comprendre la suite, nous arrêter sur la personnalité de Moon.

Né le 6 janvier 1920 en Corée, Sun Myung Moon déclare que le Christ lui est apparu en 1936, le jour de Pâques, pour lui demander d'« accomplir ma mission encore inachevée ». A la fin de la II^e Guerre mondiale, il est électricien et on le retrouve dans une église pentecôtiste à Pyongyang, capitale de la Corée du Nord.

Arrêté et torturé par les communistes, il est libéré en 1950 par les forces des Nations Unies (3).

Quatre ans plus tard, il fonde son Eglise. Depuis, son organisation a fait du chemin, et c'est à partir de sa somptueuse résidence de Barrytown, à une quarantaine de kilomètres de New York, qu'il dirige de main de maître ses quelque trois millions de « croyants » et fait fructifier son patrimoine. « On a estimé que les richesses de l'A.U.C.M. à travers le monde dépassent 15 millions de dollars » (4).

Mais ce n'est qu'en 1975 que le monde fut « alerté » par la presse internationale au sujet des activités mystérieuses de la secte Moon.

Chacun y alla de sa plume ou de sa verve.

« Moon et ses agents sont des nazis » (5) affirmait le Dr Guy Champollion, de Rennes, fondateur d'une *Association pour la défense de la famille et de l'individu* (A.D.F.I.). *Le Canard Enchaîné* comparait la secte Moon au « monde robotisé de demain, façon H.G. Wells » (6) — ce qui est

(2) *Le Monde*, 4 mars 1975.

(3) Selon le *New York Times* du 16 septembre 1974, des Coréens qui ont bien connu Moon à ses origines ont révélé que le motif de son arrestation par les communistes était d'avoir « troublé l'ordre social », notamment par « des pratiques sexuelles licencieuses ». Il aurait été arrêté une deuxième fois, en Corée du Sud, pour adultère et bigamie, puis une troisième fois en 1955 pour avoir pratiqué des « rites sexuels » dans son Eglise (in *Le Monde*, 4 mars 1975). Notons, pour être équitables, que, faute de preuves, il fut acquitté.

(4) *Le Monde*, 4 mars 1975. *Le Nouvel Economiste* du 12 janvier 1981 écrit : « Moon est aujourd'hui la "conscience" d'un empire qui pèse plus de 200 millions de dollars. »

(5) *L'Express*, 30 juin - 6 juillet 1975.

(6) *Le Canard Enchaîné*, 28 janvier 1976.

assez amusant — et de nombreux journaux juifs ont nettement accusé les moonistes d'antisémitisme (7).

En reprenant chacune de ces réactions, on pourrait gentiment faire remarquer à leurs auteurs que Paul Werner, chef de l'Eglise en Allemagne, « serait un ancien membre des Jeunesses hitlériennes » (8), que les conférences de l'I.C.U.S. travaillent à l'élaboration d'un « Future World Order » (Le futur ordre mondial), sous la direction d'un juif américain, Morton A. Kaplan (9); quand à l'antisémitisme de Moon, il faut noter que, dans le comité de rédaction de la revue « *Le Nouvel Espoir* » (France), on trouve par exemple Abraham Lancry, qui écrit : « Je me sens vraiment juif parce que j'ai retrouvé mes racines, mon origine, mon Père » (10), que ce journal se pose ouvertement, dans ses colonnes, en défenseur des juifs et que l'I.C.U.S. est soutenue par de nombreux scientifiques d'origine israélite.

Alors...

Pour diriger une pareille organisation, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Là, aussi, on trouve un Moon homme d'affaires.

Il dirige la *Tong Il Industrial Company*, dont la production va de l'aiguille à coudre jusqu'aux engins militaires les plus sophistiqués (11) et la *Il HWA Pharmaceutical Company*, dont le président, M. Kim Won Pil, est président du Conseil d'administration de l'Association du Saint-Esprit pour l'Unification du Christianisme Mondial et l'un des tout premiers membres de l'Eglise de l'Unification.

Les autres entreprises sur lesquelles Moon a la haute main sont la *Ilshim Handicraft Company*, la *Tangahita Minus Industrial Company*, la *Korea Titanium Company*, la *Tongo Titanium Industrial Company*.

(7) Accusée également de « lavage de cerveau », la secte Moon vient de se voir condamner à payer les frais du procès le plus cher de l'histoire judiciaire britannique, soit 750 000 livres (plus de 8 millions de francs). « Les accusations formulées par le quotidien britannique *Daily Mail*, selon lesquelles les dirigeants de la secte Moon pratiquaient le lavage de cerveau et brisaient les familles étaient justifiées. » Le jury a également estimé qu'il s'agit d'une « organisation politique ». (*Ouest-France*, 2 avril 1981.)

(8) *Le Nouvel Observateur*, 26 janvier 1976.

(9) *The Centrality of Science and Absolute Values*, I.C.U.S., T. I, pp. 862 à 1277.

(10) *Le Nouvel Espoir*, 16-31 octobre 1979.

(11) De ce fait, il travaille avec le ministère de la Défense sud-coréenne.

Visant le marché japonais, premier consommateur mondial de poisson, il est à la tête de la *Tong Il Enterprises* (à Gloucester), qui deviendra *Uniworld* et enfin l'*International Seafoods*. Derrière ces sigles, toujours la même société mère, l'*International Oceanic Enterprises*, propriété de l'A.U.C.M.

En France, Moon a placé des fonds dans une fabrique de ginseng à Cannes (12), dans une société d'import-export près de l'Opéra, du nom d'*Alpha-Omega*, commercialisant des vases de Chine fabriqués en Corée, et ayant pour propriétaire M. Jean François Danjou, adhérent à l'A.U.C.M.

Une autre usine située à Bourgoin (Isère) produit des ceinturons et des sacs de cuir ; la société Christian Bernard possède une bijouterie dans le Marais : la *New World Diffusion*. Cette dernière entreprise fut créée en 1973, avec « mille actions, dont vingt-cinq appartiennent à Hildegarde, la femme d'Henri Blanchard (dirigeant de l'Eglise en France), et toutes les autres à des adeptes de Moon. Le président de cette société anonyme, M. N'Guyen, en possède cinq cents » (13).

La *New World Diffusion* est approvisionnée par un atelier de bijoux de Fontenay-aux-Roses. « Cette fabrique n'a rien à voir avec notre association », réplique-t-on à l'A.U.C.M. Il n'empêche qu'elle approvisionne une « bijouterie design » de la rue des Gravilliers, à Paris, dont un des administrateurs est, comme par hasard, la propre femme d'Henri Blanchard, nous apprend l'hebdomadaire *Le Point*, et ce sont des membres de la secte Moon qui y travaillent « sans percevoir de salaire » (14).

Selon un rapport d'experts judiciaires, Moon brasse sur le seul sol français entre 1 et 2 millions de francs par an.

Mais le journaliste Christian Menanteau écrit que Moon, en France, a « des implantations modestes, comparées à l'Allemagne ou à l'Angleterre (une centaine de centres, plusieurs dizaines d'entreprises). La plus importante d'entre elles, la *Family Enterprise Ltd*, possède par exemple une filiale agro-alimentaire : les *Boulangeries industrielles Omega*, au capital de 428 000 livres sterling.

« Les comptes d'une des deux associations Moon enregistrées dans le pays, l'*Association du Saint-Esprit*, sont

(12) La société anonyme *Arik* au capital de 140 000 francs.

(13) *Le Nouvel Observateur*, 26 janvier 1976.

(14) *Le Point*, 24 mars 1975.

passés de 10 000 livres en 1969 à 1 370 000 livres l'année dernière. Une croissance assez étonnante pour que le député britannique Sir Timothy Kitson demande une enquête des Communes sur l'Association. Aux Etats-Unis, le développement est à l'échelle du pays. Moon et son équipe ont même, pour un temps, réussi à s'« offrir » une banque, la *Diplomat National Bank* » (15).

Toujours est-il que, parlant des différentes organisations fondées par Moon, le Comité des membres de l'Eglise de l'Unification écrit : « chacune des "organisations Moon" dont fait état le rapport Fraser sert un objectif séparé, unique » (p. 58).

Un peu plus loin, il répond : « Le Rapport Fraser déclare à tort que l'« Organisation Moon » est engagée dans la politique des Etats-Unis. Il essaie de prouver ces allégations en affirmant que la Fédération pour la victoire sur le communisme et la Fondation pour la liberté (16), ont été mêlées aux activités politiques américaines. La logique de cette preuve est elle-même fausse, puisque ni la I.F.V.C., ni la F.L.F. ne peuvent être considérées comme des "branches de l'Organisation Moon" » (p. 63) (17).

En admettant qu'il soit possible que ces deux organisations n'aient pas été mêlées à la politique américaine, il nous est plus difficile d'admettre le fait qu'elles ne peuvent être considérées comme des « branches de l'Organisation Moon », car qui en est le fondateur, si ce n'est Moon lui-même ?

Dans leur réponse au Rapport Fraser, les Moonistes nous apprennent même que « la F.L.F. diffère du *Centre des Etudes Politiques Internationales* par son point de vue idéologique et parce qu'elle est dirigée par des membres de l'Eglise de l'Unification » (p. 69)... et que la Fondation Culturelle Internationale reçoit « un apport conséquent... par l'Eglise de l'Unification » (p. 70).

(15) *Le Nouvel Economiste*, 12 janvier 1981. « L'argent des sectes. »

(16) Le secrétaire général de la *Freedom Leadership Foundation*, de décembre 1973 à décembre 1976, fut un certain Dan G. Fefferman.

(17) *Réponse au « Rapport Fraser »* du 31 octobre 1978 sur l'enquête des relations coréo-américaines concernant le Révérend Sun Myung Moon et les membres de l'Eglise de l'Unification. Comité des membres de l'Eglise du 15 janvier 1979.

Aussi, aimerions-nous comprendre comment une entreprise fondée et financée par Moon ne lui appartient pas ?

L'adage est bien connu : « Qui finance dirige »...

De même, la *Korean Cultural Freedom Foundation* (K.C.F.F.) fut accusée d'être une « branche » de l'Eglise de l'Unification. Dans leur réponse à Fraser, les membres de l'Eglise écrivent : « A ce jour, nul n'a trouvé la moindre preuve d'agissements de la K.C.F.F. pour le compte de l'Eglise de l'Unification » (p. 78).

Ne disposant pas de preuve formelle, admettons. Mais constatons toutefois que le président de la K.C.F.F. n'est autre que M. Bo hi Pak (18), assistant spécial du Révérend Moon, et qu'en plus, il est membre du Bureau directeur de l'International Cultural Foundation — qui finance les I.C.U.S. — et président du quotidien mooniste américain *The News World*.

Mais revenons au « Rapport Fraser ». Que convient-il d'en penser exactement ?

Dans le même temps que les Moonistes faisaient beaucoup parler d'eux à travers le monde, l'A.U.C.M. fut accusée de « lavage de cerveau » et de « collusion » avec la K.C.I.A. (la C.I.A. coréenne).

Une enquête fut ouverte par un membre du Congrès américain, Donald M. Fraser, sous les auspices de la Sous-commission de la Chambre des Représentants sur les Organisations internationales.

Certains virent dans la campagne Fraser contre l'Eglise de l'Unification un bon moyen de miner les relations coréo-américaines et de freiner la campagne anticomuniste lancée par Moon.

Ce qui est certain, c'est que la campagne anti-Moon fut lancée par deux journaux liés au très progressiste *Council on Foreign Relations* de M. Rockefeller : le *Washington Post* et le *New York Times*.

Quant à Donald Fraser, le moins que l'on puisse en dire, c'est qu'il s'agit d'un bien curieux personnage. Il est ce qu'on pourrait appeler un « champion » des Droits de l'Homme « à sens unique ».

(18) « Le colonel Bo hi Pak serait, selon le *Boston Globe*, un ancien de la K.C.I.A., le service de renseignements sud-coréen. » (*Le Point*, 24 mars 1975.)

En effet, depuis 1973, il préside les enquêtes sur les Droits de l'Homme concernant vingt-quatre pays. Dix-neuf de ces derniers avaient à leur tête un gouvernement non-communiste. Cinq seulement avaient un gouvernement communiste.

La sous-commission Fraser a passé 120 jours au total à enquêter sur les violations des Droits de l'Homme au Brésil, au Chili, en Rhodésie, en Corée du Sud, aux Philippines, en Haïti, en Indonésie, en Iran, au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador, en Inde, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, à Timor, en Afrique du Sud, à Taïwan et en Thaïlande. Au cours de la même période, elle passa quinze jours au total à enquêter sur l'U.R.S.S., la Corée du Nord, le Vietnam, Cuba et le Cambodge...

Point encore plus curieux : d'après le *Minneapolis Star* du 1^{er} septembre 1978, des documents présentés par le sénateur Larry McDonald font état de l'appartenance de M. Fraser au *Socialist Workers Party*, organisation trotskyste-communiste américaine. Dans un mémorandum du S.W.P., obtenu par McDonald et enregistré dans un procès-verbal, il est dit que : « Le Congressman Fraser a travaillé étroitement avec nous. »

De plus, Fraser a pour amis intimes Donald Ranard, directeur du Centre-Gauche de la Politique internationale, Jérôme A. Cohen, du C.F.R., Gregory Henderson et Richard Mauzy, tous très connus pour leurs idées nettement anti sud-coréennes.

Enfin, et par le plus grand des hasards — n'en doutons point — Donald Fraser est un membre important du C.F.R., de l'I.I.S.S. et de la Trilatérale.

Jusque-là, oserions-nous dire, rien de très particulier...

Mais, à partir de maintenant, certains faits deviennent troublants.

Le 31 décembre 1976, le Révérend Moon fonde à New York un quotidien *The News World Communication Inc.*, dont le conseil d'administration est uniquement composé de membres de l'Eglise de l'Unification (19).

(19) D'après le Comité des membres de l'Eglise, Moon « ne possède aucun intérêt financier personnel dans cette publication. Il n'a aucune action et ne reçoit aucun revenu », et le journal est « organisé comme une entreprise sans connection avec l'Eglise de l'Unification », bien que tout son comité directeur soit aux mains de cette dernière. En ce qui concerne la « philanthropie » de Moon, nous nous permettons d'en douter.

Aussi, quelle ne fut pas notre surprise de trouver, dans les colonnes de ce journal, les signatures de Ralph Nader, célèbre homme de loi américain, d'Harold Rosenthal, de l'*Herald Tribune*, de George F. Will et de Michael Novak, ces deux derniers étant, par une extraordinaire coïncidence, membres du C.F.R. — ce même C.F.R. auquel appartient M. Fraser, « le pire ennemi des Moonistes... ».

Allez donc y comprendre quelque chose !

Surtout après avoir lu que la sous-commission Fraser qualifiait le *News World* d'« instrument de propagande de l'Organisation Moon », et que d'autres traitaient, comme nous l'avons vu, cette dernière de nazie, d'antisémite et l'accusaient de vouloir robotiser le monde.

Mais nous ne sommes pas, pour autant, arrivés au bout de nos surprises. Et, les présentations faites, occupons-nous maintenant de ces fameuses conférences...

1) La première réunion de l'I.C.U.S. eut lieu en novembre 1972 à l'hôtel Waldorf Astoria de New York sur le thème « *L'orientation morale des Sciences* ». Vingt professeurs et « scientifiques » en provenance de huit nations délibérèrent sur ce thème sous la présidence de Edward Haskell, également président de l'institut de coparrainage, le *Council for the Unified Research and Education* (conseil pour la recherche et l'éducation unifiées), ce dernier ne cachant pas ses visées mondialistes.

2) La Fondation culturelle internationale organisa la deuxième conférence I.C.U.S. en novembre 1973 à l'hôtel Imperial de Tokyo. Soixante professeurs et scientifiques de dix-huit nations se penchèrent sur le thème « *La science moderne et les valeurs morales* ». Elle était placée sous la présidence d'un professeur de philosophie à l'Université de Keio, Nobusige Sawada.

3) La troisième réunion de l'I.C.U.S. eut lieu en novembre 1974 en Angleterre, au Royal Lancaster Hotel de Londres. Cent vingt-huit personnes, représentant 27 pays, y assistèrent. Lord Adrian, président d'honneur, Doyen de l'Université de Cambridge et ancien administrateur du *Rockefeller Institute* (1962-1965), accueillit les scientifiques pour la conférence, qui avait pour thème « *La science et les valeurs absolues* ». Les coprésidents de la conférence étaient Kenneth Mellanby, de l'Institut de l'Ecologie terrestre, et Reginald Victor Jones, professeur de philosophie naturelle à l'Université d'Aberdeen depuis 1946, membre

du Comité physique de la Nuffield Foundation de 1962 à 1966. Rapporteur en 1970 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, il fut conseiller de Sir Winston Churchill pendant la II^e Guerre mondiale.

Au sujet des Conférences organisées par Moon, le journaliste Philippe Bernert écrivait : « Il a même réussi à piéger dans son miroir aux alouettes quelques grands noms de la science et de la philosophie » (20).

Mais, à partir de maintenant, on est en droit de se poser les questions : qui est réellement « piégé » ? Qui se sert de qui ? Ne se servent-ils pas mutuellement ?...

4) En novembre 1975, époque où la campagne anti-Moon était lancée de par le monde, eut lieu au Waldorf Astoria de New York la quatrième réunion de l'I.C.U.S. Malgré la violence de cette campagne, cette conférence réunit 340 participants de 57 nations, dont onze prix Nobel. Le thème était : « *Position centrale de la science et des valeurs absolues* », sous la présidence d'honneur de Robert S. Mulliken, prix Nobel de Chimie 1966 et professeur de physique-chimie à l'Université de Chicago. Auparavant, il avait fait des études au M.I.T., à l'Université de Harvard et fut successivement Guggenheim « Fellow » (1930-1933), Fulbright « Scholar » à Oxford (1952-1953) et attaché scientifique de l'ambassade américaine à Londres (1955). Joli pedigree... mais presque insignifiant à côté de ceux qui vont suivre...

L'un des présidents de « sections d'études » était Morton A. Kaplan, partisan d'un « *Future World Order* » et professeur de Relations internationales à l'Université de Chicago. Il déclarait à ce propos : « Je suis ravi que cette conférence soit consacrée à la compréhension et que les valeurs humaines et la science soient liées de façon inextricable. « Or, comme par hasard, il avait été membre de la Brookings Institution de 1954 à 1955, de la Carnegie « Traveling », de 1959 à 1960, en outre, il est membre de l'I.I.S.S. et du Foreign Policy Institute depuis 1967.

Sir John Eccles, l'un des plus importants membres présents lors de cette 4^e Conférence, déclarait : « J'ai l'avantage d'être mieux informé sur le Révérend Moon et ses activités que ses critiques, et je vous assure de la valeur de la conférence et de l'intégrité du parrainage. J'ai personnellement étudié les diverses accusations des media, et je les ai trouvées sans fondement. »

(20) *L'Aurore*, 20 janvier 1976.

Or, est-ce encore un hasard si nous retrouvons ce professeur émérites à l'Université de S.U.N.N.Y. Buffalo, (E.U. Suisse) et prix Nobel de médecine 1963, sur la liste des Rhodes Scholars (Victoria 1925), bourses créées par Cecil Rhodes et W.T. Stead, — les fondateurs de la Round Table — et parmi les « membres étrangers de la Max-Planck Society ?

Certains rétorqueront que ce sont là des scientifiques qui ne s'occupent que de leur travail. Mais, sincèrement, doit-on attribuer au « hasard » le fait qu'ils sortent tous d'universités à vocation mondialiste telles que Harvard, le M.I.T., la John Hopkins, etc. et qu'ils sont membres d'organisations comme la Pugwash, l'I.I.S.S., le R.I.I.A. ou le C.F.R. ?

Reconnaissons qu'avec des Rhodes Scholars, des membres de la Pugwash, du M.I.T., de l'I.I.S.S., du R.I.I.A. et du C.F.R., tout y est, ou presque, pour faire une « bonne sauce » mondialiste ! Il ne manque que la Trilatérale.... et nous allons la retrouver en la personne d'un de ses membres dévoués, M. Georges Berthoin, directeur général honoraire de la Commission de la C.E.E., président du Mouvement International Européen et président, pour l'Europe, de la Trilatérale. Interviewé sur les I.C.U.S., il déclara : « J'aimerais vous féliciter pour le remarquable succès de la conférence, pour son efficacité et la qualité de son leadership » (21).

Qui l'aurait cru ? La Trilatérale et Moon !

5) Avec, pour thème général « *La recherche des valeurs absolues : Harmonie entre les sciences* », la cinquième réunion de l'I.C.U.S. eut lieu en novembre 1976 au Washington Hilton Hotel et attira 400 participants, délégués par 53 nations.

La présidence de cette dernière fut assurée par le Rhodes Scholar Sir John Eccles, entouré de Frederick Sontag, professeur de philosophie au Pomona College (U.S.A.), de Morton A. Kaplan, de Kenneth Mellanby et d'Eugene P. Wigner.

Lors de cette conférence, on pouvait remarquer Daniel Lerner, professeur de Sociologie et de Communication internationale au Massachusetts Institute of Technology (M.I.T.) et membre de l'American Association for the Advancement

(21) Brochure de l'I.C.U.S. - publiée par l'I.C.F., 1978, 2^e édition. Imprimée par l'A.U.C.M., 1^{er} trimestre 1980, N° 200, p. 23.

of Science ; Michel Du Frenne, de l'Université de Paris, Nanterre ; Richard L. Rubenstein, qui fut successivement rabbin au Temple Beth Emunah à Brockton (1952-1954), puis au Temple Israël à Natic (1954-1956), « chaplain » des étudiants juifs de Harvard (1956-1958), puis de l'Université de Pittsburg (1958-1970) ; à l'heure actuelle, il est professeur de Religion à l'Université d'Etat de Floride.

A la clôture de cette conférence, Sir John Eccles lut la Déclaration des Présidents (22). Il y affirma, entre autres : « Nous déplorons le nationalisme excessif, le racisme et les préjugés idéologiques qui, tous, contribuent à la division de l'humanité. Nous affirmons le droit de chaque nation et de chaque groupe culturel à s'exprimer librement et nous apprécions la contribution de tous les groupes nationaux et ethniques au développement mondial de la culture humaine. Nous désapprouvons les gouvernements qui nient les droits de l'homme fondamentaux d'expression et de libre circulation. »

Les statuts de l'I.C.U.S. mentionnent toutefois que : « La participation aux rencontres de l'I.C.U.S. n'implique pas une adhésion aux affirmations ci-dessus » (23).

Or, pendant la 5^e réunion de l'I.C.U.S., Sir John Eccles nous apprenait que : « Les participants ont été choisis par moi-même autant que par les conseillers et par les présidents des comités et des groupes » et, lors de la 7^e réunion, Daniel Lerner déclarait : « La direction est entièrement entre les mains de ses cinq présidents, dans la meilleure tradition de liberté académique : L'Eglise de l'Unification, bien qu'elle ait apporté des fonds et des services, n'interfère en aucune manière dans la composition et la conduite de ces conférences I.C.U.S. »

Est-ce une coïncidence si les présidents, vice-présidents et présidents des comités et groupes, sont tous — ou presque — membres, soit du C.F.R., soit de la Pugwash, soit du Bilderberg, soit encore de l'Institut Atlantique ou autres organisations à vocation mondialiste ?

On voit tout de suite le grand principe « démocratique » de la formule : « La participation aux rencontres de l'I.C.U.S. n'implique pas une adhésion aux affirmations ci-dessus... »

(22) Cette déclaration fut rédigée par Eccles lui-même, les quatre présidents qui l'entouraient et Michael Young Warder, secrétaire général de l'I.C.U.S. et rédacteur en chef du *New World*.

(23) Brochure de l'I.C.U.S., 1980.

6) La sixième réunion de l'I.C.U.S. se tint du 24 au 27 novembre 1977 au Fairmont Hotel de San Francisco. Elle rassembla plus de 400 personnes venues de 50 nations.

Le Rhodes scholar John Eccles fut encore le président. Le thème de cette manifestation était « *Recherche des valeurs absolues dans un monde en changement* ». les quatre comités principaux avaient comme présidents respectifs Richard L. Rubenstein, Daniel Lerner, Kenneth Mellanby et Eugene Wigner.

La présidence ne change pas de main...

La session plénière de clôture se termina par les discours d'Oscar Handlin, directeur du Charles Warren Centre for Studies in American History à Harvard et membre de l'American Jewish History Society, et de Charles Habib Malik, professeur de philosophie à l'Université américaine de Beyrouth (Liban) et ancien président de l'Assemblée générale des Nations Unies.

7) Du 24 au 26 novembre 1978, se déroula, au Sheraton Boston Hotel, la septième réunion de l'I.C.U.S. sur le thème : « *La réévaluation des valeurs existantes et la recherche des valeurs absolues* ».

La présidence était assurée — pour changer — par le pugwashiste Eugene Wigner et la vice-présidence par Sir John Eccles. Les secondaient Richard L. Rubenstein, Daniel Lerner, Kenneth Mellanby et Frederick Seitz, ancien président de l'Université Rockefeller, membre de la Pugwash et du... C.F.R.

Autour d'eux évoluaient, Elliot P. Skinner, professeur d'anthropologie à l'Université de Columbia et membre du C.F.R. ; Aurelio Peccei, fondateur et président du Club de Rome, membre du Bilderberg et de l'Institut Atlantique ; Anthony V.S. de Reuck, chef d'études de Relations internationales à l'Université de Surrey et membre de la Pugwash, et Robert J. White, professeur à la faculté de médecine de Cleveland et membre du C.F.R.

8) La huitième assemblée de l'I.C.U.S. se tint du 22 au 25 novembre 1979 au Century Plaza Hotel, à Los Angeles.

Outre Eugene Wigner, Sir John Eccles, Morton A. Kaplan et Frederick Seitz, faisaient leur entrée au Comité de la Présidence, Aurelio Peccei, mondialiste convaincu, et Walter Kaufmann, professeur de philosophie à l'Université de Princeton.

Malgré le douloureux souvenir des violentes attaques de Donald Fraser (C.F.R.), étaient présents à cette I.C.U.S. : John G. Stoessinger, professeur de sciences politiques au Hunter College de New York et membre du C.F.R. ; Maurice Goldsmith correspondant spécial de la *Jewish Chronicle* de 1935 à 1939 et aujourd'hui, directeur de la Science Policy Foundation.

La France était bien représentée par le président de « *Les Futuribles* » (24), Pierre Piganiol, membre de la Commission Méthodes du Plan-Construction, du Club de Rome et de la Pugwash.

9) La dernière réunion de l'I.C.U.S. eut lieu à Miami Beach du 27 au 30 novembre 1980, sous la présidence de Morton A. Kaplan, de Frederick Seitz (C.F.R.), d'U.S. von Euler, professeur de médecine à l'Institut Karolinska de Stockholm et d'Eugene Wigner, de la Pugwash.

Alors... qui est dupe dans cette histoire ? Le Révérend Moon ou le C.F.R. ? Le Révérend Moon ou la Pugwash, ou le Bilderberg, ou encore l'Institut Atlantique, toutes organisations « contrôlées » et financées par la Haute Finance Internationale et Apatride ?... (25).

Faisons remarquer tout de même que Robert Mallet, recteur de l'Académie de Paris, chancelier des universités de Paris et membre du *Comité permanent mondialiste*, écrivait il y a quelques années : « L'International Cultural Foundation et autres organismes qui travaillent à l'élaboration d'un monde unifié, se joindront à de hautes personnalités engagées dans l'action universaliste » (26).

Voilà enfin une personnalité mondialiste de premier plan qui nous fait savoir à quoi sert exactement cette International Cultural Foundation qui finance les I.C.U.S...

(24) Nous étudierons *Futuribles* dans un prochain ouvrage.

(25) Voir en annexe VIII la liste des membres des I.C.U.S.

(26) *Le Monde*, 18 septembre 1974.

CHAPITRE VI

LA PAN-EUROPE DU COMTE RICHARD COUDENHOVE-KALERGI

Au XIX^e siècle, la famille néerlandaise des Coudenhove et la maison grecque des Kalergis s'unirent. Les Coudenhove, vieille noblesse brabançonne, étaient aux côtés des Habsbourg au XVI^e siècle, durant la guerre de Hollande.

La première comtesse Coudenhove était née (comtesse) Hatzfeld ; un de ses fils devint général et aide de camp de l'archiduc Charles et épousa une baronne Loewenstein. De cette union naquirent Charles, qui prit part à la célèbre charge de cavalerie de Koeniggraetz, et Frantz, grand-père du fondateur de la Pan-Europe, qui entra dans la diplomatie.

Les Kalergis descendaient de la dynastie byzantine impériale des Phocas. Au XIII^e siècle, cette branche des Phocas porta pour la première fois le nom des Kalergis, nom composé des deux mots grecs « kalon » (beau) et « ergon » (action).

Une branche de cette famille s'allia par la suite à la noblesse vénitienne. Au XVIII^e siècle, un Kalergis, compromis dans un complot contre la domination turque, s'expatria en Russie, devint général sous Catherine II et acquit une grande fortune.

De son mariage avec une Norvégienne, Mlle Jürgensson, il eut un fils, Johannes, qui épousa la comtesse Marie Nesselrode, nièce et fille adoptive du tout puissant chancelier russe.

Au bout de quelques mois, les époux se séparèrent ; Johannes se rendit à Londres et adopta la nationalité britannique. Sa femme devint, à Paris, l'une des personnalités les plus en vue de la société européenne. Peu de temps

avant sa mort, elle épousa un Russe, Serge de Mouchanoff, intendant de l'Opéra de Varsovie.

Sa fille unique, élevée dans un couvent parisien, épousa Frantz Coudenhove, grand-père du Comte Richard. De leur union naquirent deux fils. Après une courte carrière diplomatique, Hans s'en alla vivre en ermite jusqu'à sa mort dans la brousse africaine, et Heinrich, son frère aîné, devait être le père du Comte Richard.

Elève au collège des jésuites de Kalksburg, Heinrich se destina à la carrière diplomatique. Son premier poste fut Athènes, puis Rio de Janeiro. Par la suite, il vécut trois années à Constantinople, où il apprit le turc, l'arabe et l'hébreu. De Constantinople, il fut envoyé à Buenos-Aires, puis à Tokyo où, pendant deux ans, il dirigea, comme chargé d'affaires, l'ambassade austro-hongroise et apprit le japonais.

C'est là qu'il devait rencontrer Mitsuko Aoyoma et se marier par autorisation spéciale ; le 17 novembre 1894, venait au monde le futur Comte Richard Coudenhove-Kalergi (1).

Le jeune Richard vouait une admiration sans bornes à son père qui, à quarante-deux ans, passa avec mention son doctorat de philosophie avec, pour sujet de thèse : « *L'Essence de l'Antisémitisme* » (2).

« Ce livre combat les théories de l'antisémitisme racial par une critique destructive, "écrit le Comte Richard". Il prouve qu'il n'existe ni race aryenne, ni race sémite, mais uniquement des groupes de langues sous ces dénominations. » Pour combattre l'antisémitisme, il proposait deux remèdes : « L'assimilation progressive des juifs occidentaux et la création d'un Etat juif pour l'ensemble des juifs orientaux. Mais il déconseille la Palestine qui, pour diverses raisons, ne s'y prête pas. Il est probable, poursuit-il, que ce livre incita le fondateur du mouvement sioniste, Théodore Herzl, que mon grand-père connaissait bien et qu'il admirait beaucoup, à entamer des pourparlers avec le gouvernement britannique en vue de la fondation d'un Etat juif en Ouganda » (3).

(1) Les renseignements biographiques sur la famille Coudenhove-Kalergi sont tirés de l'ouvrage *J'ai choisi l'Europe*, de Richard Coudenhove-Kalergi, Plon, 1952. Préface de Sir Winston Churchill.

(2) Cet ouvrage sera réédité avec un complément par le comte Richard, aux Editions Paneurope, Vienne, 1935.

(3) *J'ai choisi l'Europe*, pp. 35-36.

Interne à l'Académie Thérésienne, véritable pépinière d'hommes « utiles et respectables de la société », le Comte Richard est promu au grade de docteur en philosophie de l'Université de Vienne en 1917, évitant le service militaire « grâce » à une maladie pulmonaire.

Entre-temps, il avait fait la connaissance d'une étoile du théâtre, Ida Roland, qui deviendra sa femme.

Il commença, de son propre aveu, à ne s'intéresser à la politique qu'au jour où parut le président Wilson avec son programme de paix en 14 points, « je vis, à portée de la main, écrit-il, l'établissement d'un nouvel ordre du monde dont j'avais rêvé depuis toujours » (4).

Malheureusement, il ne trouvait aucun parti qui convînt à ses idées, car celui qu'il cherchait, sans le trouver, visait « à un socialisme non matérialiste » (4).

Il devint donc écrivain « indépendant ». Son premier article, intitulé « *L'Etat de Platon et le Temps présent* », parut dans la revue *Die Erde*, éditée par son beau-frère, Walter Rilla. Il réclamait, dans ces lignes, une économie dirigée, au sens où l'entendait Platon, par une aristocratie de l'esprit.

Rapidement, il devint collaborateur assidu des revues allemandes telles que *Die Neue Rundschau*, *Die Zukunft* et *Der Neue Merkur*.

« Vers la fin de l'année 1919, une fois de plus, écrit le Comte Richard, je me penchai sur ma mappemonde. Je cherchais une formule qui permît aux Etats-Unis de se joindre à la Société des Nations sans sacrifier la doctrine de Monroe. Car, sans l'Amérique, la Société des Nations n'était guère qu'un embryon destiné à périr... »

« ... ne serait-il pas possible de réunir ces vingt-six démocraties en une fédération sur le modèle de l'Union panaméricaine ? Les Etats-Unis pourraient alors se joindre à la S.D.N. dans le cadre de la Panamérique, sans courir le risque de se voir entraînés à des conflits européens. »

« De la même façon, l'Union soviétique pourrait adhérer à la S.D.N. sans avoir à craindre l'immixtion de celle-ci dans sa politique intérieure. Le premier pas vers l'universalisation et le salut de la S.D.N. était donc la création d'une Paneurope » (5).

(4) *J'ai choisi l'Europe*, pp. 80 et 84.

(5) *J'ai choisi l'Europe*, pp. 96-97.

Faisons remarquer que cette idée de ne pouvoir se passer de l'Amérique était également celle de Lord Rothschild quand, à un projet similaire émanant de Cecil Rhodes (F.:M.:), il répondait : « C'est très bien si vous pouvez y joindre l'Amérique, sinon, cela se réduit à rien » (6).

Or, comme nous l'avons déjà montré dans *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, William Stead était non seulement l'un des fondateurs de la Round Table, mais aussi le secrétaire et le confident de C. Rhodes. Ironie de l'histoire, Stead était également un proche de la famille des Coudenhove-Kalergi !

Autre curieux rapprochement avec le projet de Clarence Streit (Rhodes Scholar et C.F.R.)... et l'*Atlantic Union Movement* (7).

Enfin, revenons à notre Comte Richard qui, pour mener à bien son projet, pense qu'il n'y a qu'un seul groupe de pays tout indiqué, pour le moment, pour « prendre » cette initiative : la Petite Entente. Comme la direction politique de la Petite Entente était à Prague, c'était donc, dans l'esprit de Kalergi, à Prague de prendre l'initiative de la Paneurope.

Comme par un fait exprès, suite au traité de paix de Saint-Germain, Coudenhove-Kalergi était devenu citoyen tchécoslovaque. Et, au printemps 1920, il rencontre le F.:M.: Thomas G. Masaryk, chef du gouvernement, auquel il soumet son projet. Celui-ci lui répondit : « Je crois votre idée juste ; les Etats-Unis d'Europe deviendront un jour une réalité. Mais je crains que le temps ne soit pas encore venu » (8).

Encore une coïncidence... le F.: Masaryk était en contact permanent avec l'un des hommes les plus dévoués à la Haute Finance Internationale, le F.: Colonel House...

Renonçant provisoirement à l'espérance de voir un gouvernement donner une impulsion à la Paneurope, il écrit un article sur la « Question européenne », qui paraît pendant l'été de 1922, simultanément dans la *Vossische Zeitung*, à Berlin et dans la *Neue Freie Presse*, à Vienne. Conjointement, les deux journaux publièrent un appel à tous les

(6) *Congressional Record*, U.S. Government Printing Office, 1940 in *Le Nouvel Ordre du Monde*, par Pierre Virion, Ed. Téqui, 1974.

(7) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 157.

(8) *J'ai choisi l'Europe*, p. 103.

sympathisants des Etats-Unis d'Europe, les invitant à s'inscrire comme membres de l'*Union Paneuropéenne* en voie de formation.

Les résultats furent à nouveau négatifs...

Aussi, au début de l'année 1923, le Comte Richard Coudenhove-Kalergi, se retire-t-il en Haute-Autriche afin d'écrire la bible du mouvement Paneuropéen. Celle-ci, sortira en octobre 1923, aux *Editions Paneuropa* — nouvellement fondées à Vienne — sous le nom de « *Panurope* ». Là, les résultats furent meilleurs et, dans l'intervalle d'un mois, plus de mille membres furent recrutés.

Comme symbole de l'*Union Paneuropéenne*, Coudenhove-Kalergi choisit la croix rouge sur un soleil d'or.

« La croix rouge des croisades du moyen âge, écrivait-il, est le symbole le plus ancien d'une union européenne supranationale. Aujourd'hui, elle est l'emblème de l'humanitarisme international. Le soleil figure l'esprit européen dont le rayonnement a éclairé le monde entier. La civilisation grecque et la civilisation chrétienne — la croix du Christ sur le soleil d'Apollon — forment le fondement durable de la culture européenne » (9).

Personnellement, nous ne trouvons rien à redire à cet emblème, ni à sa signification. Toutefois, trois remarques s'imposent :

1) La « Croix Rouge » figure également sur le Tablier du II^e grade du Rite Ecossais Ancien et Accepté (Sublime Chevalier Elu).

2) « En Maçonnerie, le soleil est le "premier Luminaire", qui figure en haut et à droite du "Tableau d'Apprenti". Il est aussi la première des Trois Lumières (Rite Français) ou des Trois "Petites Lumières" (Rite Ecossais Ancien et Accepté) » (10).

3) L'emblème complet, c'est-à-dire « la croix rouge sur un soleil d'or », se trouve être l'insigne de Grand Maître des Rose-Croix. L'historien et spécialiste des Rose-Croix, Hargrave Jennings, utilise exactement cet emblème gravé sur la couverture de son livre : « *The Rosicrucians, their Rites and Mysteries* », publié à Londres, en 1870.

(9) *J'ai choisi l'Europe*, p. 116.

(10) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, Editions du Prisme, T. II.

Voilà quelques précisions bien intéressantes, vu le grand nombre de francs-maçons que fréquentait le Comte Richard. Aussi, irons-nous jusqu'à dire que Richard Coudenhove-Kalergi était franc-maçon ? Peut-être même du Rite Ecosais Ancien et Accepté ?

Si nous ne pouvons pas affirmer que le comte Richard Coudenhove-Kalergi a eu des relations avec, soit le Rite Ecosais Ancien et Accepté, soit avec les Rose-Croix, nous pouvons, en revanche, et avec document maçonnique à l'appui, donner la preuve que « l'auteur de l'idée et du mouvement paneuropéen était membre de la *Loge Humanitas*, qui lui ouvrit le chemin vers la célébrité. Pour ne pas être gêné dans la propagation de son idée, il devait demander de quitter la loge, ce qui lui fut accordé » (10 a).

A-t-il réintégré celle-ci par la suite ? Nous ne le savons. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il n'a jamais quitté la « ligne de conduite » maçonnique, et il est vraisemblable qu'il fut admis dans certaines « sociétés » secrètes.

Nous comprenons mieux maintenant les raisons du choix de l'emblème de l'Union paneuropéenne...

Si, comme nous venons de le voir, le Comte Richard a de curieuses « accointances » avec la Franc-Maçonnerie, nous allons découvrir — et là avec preuves — ses bonnes relations avec la Haute Finance Internationale (H.F.I.).

En effet, nous raconte Coudenhove, « au début de l'année 1924, le baron Louis de Rothschild nous informa, au cours d'une conversation téléphonique, qu'un de ses amis de Hambourg, Max Warburg, après avoir lu mon livre, désirait faire ma connaissance. Je fus bien étonné lorsque Warburg proposa spontanément de mettre à notre disposition soixante mille marks-or pour aider la mise en route du mouvement pendant les trois premières années. Je lui suggérai d'employer ce don par moitié en Autriche et en Allemagne. Nous nous mîmes d'accord sur la nomination des deux hommes d'affaires qui devaient administrer ces fonds et qui furent : Geheimrat Fritsch, de la Banque de Dresde, pour l'Allemagne, et Brosche, vice-président de l'Oesterreichische Kreditanstalt, pour l'Autriche. »

« Max Warburg, poursuivait Coudenhove, un des êtres les plus nobles et les plus sages que j'aie rencontrés, avait pour principe de n'aider les mouvements auxquels il accor-

(10a) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, T. I, p. 104.

dait sa sympathie, que dans le commencement ; ils devaient, par la suite, voler de leurs propres ailes. Bien que resté toute sa vie paneuropéen convaincu, et malgré l'amitié qui nous lia jusqu'à sa mort en 1946, il ne prit donc par la suite plus aucune part au financement. Il n'en reste pas moins vrai que son aide spontanée à nos débuts fut de la plus grande importance pour le développement rapide du mouvement. »

« Le gouvernement autrichien mit à notre disposition de beaux locaux dans la Hofburg à Vienne, pour nous servir de bureaux » (11).

Quel aveu ! Encore et toujours les mêmes ! la Haute Finance Internationale...

Et, d'autre part, Coudenhove-Kalergi, n'était pas sans savoir, étant donné sa position et ses fréquentations, le rôle de Max Warburg « un des êtres les plus nobles et les plus sages », dans le financement de la révolution bolchevique ?

En 1931, le gouvernement des Etats-Unis publia sous le titre « *Paper relating to the Foreign Relations of the United States — 1918 — Russia* (in three volumes). United States, Government Printing office, Washington 1931, un document « donnant la preuve de la collusion entre les bolcheviques et la Haute Finance Internationale. »

Ce document contient, notamment, le texte d'une dépêche adressée au bolchevik Raphael Scholnickan, pour avertir le camarade Trotsky (qui venait d'être libéré sous caution) que la banque Warburg venait d'ouvrir un compte courant pour financer son entreprise.

Or, les frères Warburg, qui dirigeaient à Hambourg la banque Max Warburg, étaient apparentés et associés à Jacob Schiff, dirigeant de la banque Kuhn, Loeb and Co de New York, qui « finança les adversaires de la Russie autocratique » (12).

Un des Warburg d'Amérique, Félix, était le gendre du banquier américain, tandis que l'autre, Paul, avait épousé la belle-sœur du potentat.

(11) *J'ai choisi l'Europe*, p. 116.

(12) *The Jewish Communal Register of New York City, 1917-1918*, pp. 1018 et 1019. Edited and Published by the Jewish Community of New York.

Et, comme on pourrait s'en douter, aux côtés de tous ces « philanthropes », on retrouvait le fameux « colonel » House (F. . M. . et C.F.R.).

Dès lors — et comme par miracle — la presse viennoise donna son appui complet au mouvement paneuropéen et, en particulier, la *Neue Freie Presse* dont l'éditeur, le Dr Ernst Benedikt, comptait parmi les amis du Comte.

A cette époque, l'Autriche comprenait deux grands partis politiques : les socialistes-chrétiens et les démocrates-socialistes, ainsi qu'un parti plus petit, les « Gross-Deutschen ».

Mgr Ignaz Seipel, chef des socialistes-chrétiens, assumait immédiatement la présidence du comité autrichien de Paneurope. La vice-présidence fut assurée par le Dr Karl Renner, ancien président et ministre des Affaires étrangères et chef des démocrates-socialistes, ainsi que par le Dr Dinghofer, chef de « Grossdeutschen ».

Très satisfait, le Comte Richard concluait que, « grâce à eux, le mouvement recevait une consécration officielle dans le monde catholique, d'une part, dans le monde socialiste, d'autre part » (13).

En avril 1924, paraît le premier cahier de la revue *Pan-europe*, organe officiel du mouvement. Dans le même temps, l'ouvrage *Pan-europe* était traduit en plusieurs langues, dont le japonais et l'espéranto.

Si la première entrevue avec Masaryk se solda par un demi-échec, ce dernier, néanmoins, mit Coudenhove-Kalergi en contact avec le F. . Edouard Bénès (14), ministre des Affaires étrangères. Non seulement Bénès devint le président d'honneur de l'*Union Paneuropéenne* tchécoslovaque, mais il rédigea la préface à l'édition tchèque de *Pan-europe* et délivra un passeport diplomatique au Comte Richard Coudenhove-Kalergi...

En Allemagne, *Pan-europe* eut immédiatement l'appui de l'aile droite des sociaux-démocrates, de la majorité des démocrates et des représentants du centre et de l'aile gauche du parti populaire. De plus, la presse, du *Vorwärts* à la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, lui fut acquise.

(13) *J'ai choisi l'Europe*, p. 119.

(14) Initié après 1918. Membre de la *Loge Pravda vitézi*, de Prague.

Le premier président de l'*Union paneuropéenne* allemande fut Paul Loebe, président du Reichstag. La vice-présidence fut assurée par le président du parti démocrate, Erich Koch-Weber. Parmi les démocrates soutenant Coudenhove-Kalergi, on rencontrait le Dr Hjalmar Schacht (F.:M.:), futur président de la *Reichsbank* sous Adolf Hitler.

Dans le parti du centre, les meilleurs propagandistes de *Panurope* étaient les chanceliers Marx et Wirth, le maire de Cologne, Adenauer, et le prélat Kaas ; au parti populaire, von Raumer, von Kardorff ; au parti populaire bavarois, le Comte Lerchenfeld et, parmi les nationaux-allemands, le professeur Hoetzsch.

Georg Bernhard fit de la *Vossische Zeitung*, dont il était le rédacteur en chef, l'organe principal du mouvement paneuropéen allemand.

Tout allant pour le mieux dans le meilleur des mondes, en janvier 1925, le Comte Coudenhove-Kalergi est invité par le *Centre Européen de la Dotation Garnegie pour la Paix Internationale*, à Paris, à faire une conférence sur *Panurope*, sous la présidence du recteur de la Sorbonne, M. Paul Appell.

Encore un fait du hasard, nous affirmera-t-on... le grand chef de la *Carnegie Endowment for International Peace*, à cette époque, était Nicholas Murray Butler, chef du *British Israël*, membre du C.F.R., de la Round Table et de la Pilgrims Society. Mais ne nous attardons pas sur ce personnage que nous allons retrouver très rapidement auprès du Comte...

Lors de sa rencontre avec le F.: Bénès, membre lui aussi de la *Carnegie Endowment for International Peace*, Coudenhove-Kalergi avait obtenu cinq lettres de recommandations qui devaient lui ouvrir les portes du monde politique français. Ces lettres, adressées à Paul Painlevé (15), ancien Premier ministre et l'un des fondateurs du Cartel des Gau-

(15) « Sans jamais avoir appartenu à la F.:M.:, il fut très lié avec les maçons, présidant le Centenaire des quatre sergents de La Rochelle ainsi que la Ligue de la République dont le siège était au G.:O.: de France, prenant la parole en tenue blanche (Loge Les Zélés philanthropes, Groupe fraternel.: des VII^e et XV^e arrondissements, Union des groupes fraternels.: du 3^e secteur, Comité des fêtes civiles du G.:O.:). (*Dictionnaire de la Politique Française*, Henry Coston, T. II.) Il était en outre membre du Comité central de la Ligue des droits de l'homme.

ches, à Louis Loucheur, ministre de la Reconstruction, à Henri de Jouvenel (16), rédacteur en chef au *Matin*, à Joseph Paul-Boncour, du parti socialiste et à Aristide Briand (F.·M.·), ancien Premier ministre, « opérèrent des miracles », de l'expression même du Comte, et ces cinq personnages promirent tout leur appui au mouvement.

Lors de son séjour à Paris, il rencontra également Joseph Caillaux, radical-socialiste, l'ancien Premier ministre italien, le F.· Francesco Nitti et Edouard Herriot, proche des francs-maçons et dont le chef de Cabinet, M. R.R. Lambert, était membre du mouvement paneuropéen.

Dès lors, des sections du mouvement virent le jour en Belgique, en Italie, en Hongrie, en Pologne, en Espagne, en Bulgarie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Estonie, en Lettonie et en Lithuanie.

Citons pêle-mêle quelques noms parmi les membres célèbres du mouvement paneuropéen : Paul Claudel, maréchaliste ardent en 1941, puis retournant sa veste, gaulliste vertueux en 1944 ; Paul Valéry, écrivain humaniste ; Jules Romains, que l'on retrouvera quelques années plus tard à la présidence du Mouvement Fédéraliste ; Heinrich et Thomas Mann (17), tous deux romanciers ; Gerhart Hauptmann, écrivain allemand ; Rainer Maria Rilke, écrivain autrichien, auteur des *Sonnets à Orphée* ; Sigmund Freud et Albert Einstein, qui ne sont plus à présenter.

Non désireux de s'arrêter en si bon chemin, Coudenhove-Kalergi rédige un mémorandum pour la S.D.N., « dans lequel, écrit-il, je proposais d'introduire au Conseil le principe régional ; en d'autres mots, je suggérais que ce Conseil se composât dorénavant de représentants de l'Empire britannique, de l'Amérique latine, de Paneurope, de la Chine et du Japon ; une place serait également réservée à l'Union Soviétique » (18).

(16) Ambassadeur de France, le comte Henri de Jouvenel fut le mari de Colette, la femme de lettres bien connue. D'un premier mariage avec Mlle Boas, il eut deux fils : Bertrand de Jouvenel, qui fut l'un des chefs du P.P.F. de Doriot, et Renaud de Jouvenel, pro-communiste notoire en 1945-1948. Après divorce, Henri de Jouvenel épousa la richissime veuve du banquier Charles Louis-Dreyfus, belle-sœur du sénateur-banquier Louis Louis-Dreyfus.

(17) Nous retrouverons Thomas Mann au Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale. (Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 160.)

(18) *J'ai choisi l'Europe*, p. 132.

Mais, présentant son projet à Sir Eric Drummond, alors secrétaire général de la S.D.N., il s'entendit répondre poliment : « Please, don't go too fast. » (S'il vous plaît, n'allez pas trop vite).

Nullement décontenancé, il s'en fut voir Albert Thomas, président du Bureau international du Travail (B.I.T.) qui, socialiste français, approuva de suite l'idée et adhéra à l'Union paneuropéenne.

Cependant, un problème hantait l'esprit du Comte : l'Angleterre. En effet, s'étant rendu compte que l'obstacle principal à l'Union européenne serait la position de la Grande-Bretagne — les îles britanniques étant à la fois une partie importante de l'Europe et la tête d'un empire mondial qui s'étendait sur les cinq continents —, Coudenhove-Kalergi pensait que la seule solution au problème était « l'union du continent en étroite liaison avec la Grande-Bretagne et son Empire. Sur le plan mondial, la Paneurope et l'Empire devaient être solidaires ; en un mot, la Grande-Bretagne devait adhérer au système européen, mais non y être incorporée » (19).

Afin de faire pénétrer cette idée en Angleterre, il se rendit à Londres, où il retrouva son ami William Stead, ancien rédacteur en chef du *Times*. Pour le Comte, Stead est un être « doué d'une exceptionnelle intelligence et d'un remarquable esprit d'entreprise... Il avait joué un rôle décisif au moment de la fondation de la République tchécoslovaque. Il était l'ami intime de Masaryk et de Bénès. Depuis qu'il avait quitté la direction du *Times*, après la guerre, il éditait la revue *Review of Reviews* où il publia, entre autres, mon mémorandum adressé à la Société des Nations » (20).

Mais ce que ne nous dit pas ce cachottier de Comte, c'est que Stead était membre fondateur de la Round Table (21), membre de la Franc-Maçonnerie — tout comme Masaryk (membre de la Carnegie Endowment) et Bénès —, de la Fabian Society (21), secrétaire des Rhodes Scholars, et qu'il était considéré comme l'« un des plus ardents pro-

(19) *J'ai choisi l'Europe*, pp. 99-100.

(20) *J'ai choisi l'Europe*, p. 133.

(21) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, pour plus de détails.

pagandistes de l'internationalisme vrai, basé sur une théorie de gouvernement mondial » (22).

Stead mit immédiatement Coudenhove-Kalergi en rapport avec Ramsay Macdonald (du Conseil de la Carnegie Endowment et de la Fabian Society), Sir Robert Cecil (Round Table, Fabian Society, F.M.), Lord Balfour (Round Table), Lord Reading (Rufus Isaac), Sir Robert Horne, Philip Kerr (Round Table), Gilbert Murray (Fabian Society), Lionel Curtis (chef de la Round Table de 1925 à 1955), Bernard Shaw (Fabian Society), Sir Walter Layton et H.G. Wells (Fabian Society).

Bien qu'il rencontrât le « gratin » de la High Society britannique, le Comte Richard trouva qu'il ne rencontra « pas un seul Anglais de marque qui se montrât prêt à proposer la participation de l'Angleterre à la Paneurope » (23).

Toujours est-il que Stead réunit un comité d'études composé de représentants des trois partis et destiné à collaborer au mouvement paneuropéen ; le socialiste Philip Noël-Baker, vice-principal du Ruskin College d'Oxford en 1914, premier président du Bureau international de la Fabian Society, membre de la Round Table et du R.I.I.A., le libéral Percy Molteno, membre et financier du R.I.I.A. et, bien entendu, Stead lui-même.

Un homme, le Colonel S.L. Amery, ministre des Colonies, jouera par la suite un rôle important au sein de Paneurope. Ce haut membre du R.I.I.A. provoqua pendant la II^e Guerre mondiale le départ de Chamberlain et la venue au pouvoir de Churchill, son ami de collège, qu'il gagna à l'idée de Coudenhove-Kalergi.

Comme par hasard, immédiatement après ce voyage en terre anglaise, au milieu de la Fabian Society et du R.I.I.A., les Américains s'intéressèrent à l'Union paneuropéenne.

Tout naturellement, « Max Warburg, avec sa bienveillance accoutumée, nous déchargea de tous les préparatifs techniques de ce voyage, nous dit le Comte. Deux de ses frères, poursuit-il, devenus Américains, occupaient des situations influentes et de premier plan : Félix était philanthrope réputé et Paul, fondateur du système de Réserve Fédérale

(22) *Les Mouvements Internationalistes au XIX^e siècle. 1815-1914.* Editions du Monde Nouveau, 1947.

(23) *J'ai choisi l'Europe*, p. 133.

de la Banque Nationale américaine. Tous deux faisaient partie du Comité de la "*Foreign Policy Association*", qui organisait aux Etats-Unis des tournées de conférences pour des Européens éminents. Cette association nous invita pour un mois » (24).

Or, il est intéressant de savoir que la F.P.A. a été créée en 1918 par les gauches socialistes pacifistes et internationalistes sous le nom de League of Free Nations (Société des Nations Libres), et devint la F.P.A. en 1921. Cette dernière est totalement sous le contrôle du C.F.R., homologue du R.I.I.A., ce qui fait écrire au journaliste Jacques Bordiot : « Cette mainmise du C.F.R. sur la F.P.A., un membre du Congrès, Louis T. McFadden, l'expliquait dès 1934, en affirmant que Félix Frankfurter et Paul Warburg, tous les deux membres de la Round Table, ont présidé à la fondation de la F.P.A. pour favoriser l'institution aux Etats-Unis d'une économie planifiée et l'intégration du système américain dans un système socialiste mondial » (25).

Comme par hasard, Paul Warburg était directeur du C.F.R. (1921-1932) ; son frère Félix en était membre et ils étaient tous deux amis et collaborateurs du « Colonel » House, membre de la Maçonnerie illuministe et synarchique des « Masters of Wisdom » et de la Round Table (26).

Comme on peut le constater, les débuts de l'Union paneuropéenne furent bien entourés... trop bien même, aux dires du Comte qui, sans aller très loin dans son raisonnement, trouva certaines choses curieuses...

En effet, au début du mois de décembre, Mr. et Mrs Vincent Astor (R.I.I.A.) donnèrent un déjeuner en l'honneur de Coudenhove-Kalergi. A la fin du repas, après une brève allocution sur Paneurope, l'éditeur multimillionnaire Frank Munsey se leva pour faire la déclaration suivante : « Je suis convaincu que seule l'idée du Comte Coudenhove est à même de sauver l'Europe, et je mets à sa disposition mes journaux, ma fortune et mon influence personnelle. »

(24) *J'ai choisi l'Europe*, p. 136.

(25) *Une main cachée dirige...* par J. Bordiot. La Librairie Française, p. 145.

(26) Si d'après Charles Bonnamaux, son véritable nom était « Mendel-Haus » (in *L'Amérique Trahie*, p. 121), dans le livre *Papiers intimes du Colonel House*, T. I, Payot, 1927, p. 27, il est écrit : « Ma famille, originaire de Hollande, s'appelait vraiment Huis, mais après des transformations successives, ce nom est devenu House... » et « Bien que de sang hollandais, ses ancêtres avaient vécu pendant trois siècles en Angleterre et c'est là que son père s'enfuit. »

« Tous les convives étaient stupéfaits. Munsey avait omis de dire que, deux heures auparavant, lui et moi avions eu un long entretien sur Paneurope. Immédiatement après le repas, nous quittâmes nos hôtes pour prendre l'express de Chicago, où je devais faire une conférence publique le lendemain soir. Munsey et moi convînmes de nous entendre, dès que je serais revenu à Washington, sur les détails de sa collaboration à Paneurope. »

« Ce fut à notre voyage de retour que nous lûmes dans le *New York Times* une triste nouvelle : Munsey venait d'être opéré à la suite d'une crise d'appendicite. Il mourut quelques jours plus tard sans que nous nous fussions revus. En exécution d'un testament établi cinq ans plus tôt, sa fortune de quarante millions de dollars alla au « Metropolitan Museum » de New York, pour lequel il n'avait de toute sa vie montré le moindre intérêt » (27).

Qu'a bien pu vouloir dire Coudenhove-Kalergi par cette dernière phrase ? On a l'impression qu'il trouve bizarre que, tout à coup, un homme comme Munsey fasse don de toute sa fortune à une organisation dont il ne se souciait nullement.

Il est un fait certain : que la Haute Finance Internationale subventionne l'Union paneuropéenne, soit... mais de là à lui laisser entre les mains une pareille fortune qui la rendrait totalement indépendante, il y a un « gouffre » à franchir. Alors ? aurait-on « suicidé médicalement » Frank Munsey ? Nous sommes bien incapables de répondre à cette question... mais, pour une fois, nous sommes un peu comme Coudenhove-Kalergi, et trouvons bizarre cette donation.

Peut-être le Comte aurait-il dû se souvenir de l'avertissement de Sir Eric Drummond : « Please don't go too fast ! ».

Quoi qu'il en soit, lors de son voyage aux Etats-Unis, Coudenhove-Kalergi rencontra Herbert Hoover (C.F.R.), Frank Kellogg (mentionné comme F.'M.' par Lennhoff et membre du C.F.R.), Owen D. Young (directeur du C.F.R. de 1927 à 1940), Bernhard Baruch (C.F.R., Pilgrims Society), représentant des Etats-Unis au Congrès de la Paix et au Conseil suprême économique de 1919, et conseiller du président Wilson aux côtés de Walter Lippmann (Round Table,

(27) *J'ai choisi l'Europe*, p. 139.

C.F.R., Fabian Society) et du « colonel » House (28) (Round Table, C.F.R., Pilgrims Society et F.:M.:), que Coudenhove-Kalergi rencontra à plusieurs reprises.

A la suite de toutes ces entrevues, Coudenhove-Kalergi fonde le *Comité de Coopération Américaine de l'Union paneuropéenne*, sous la présidence du Dr Stephan Duggan, directeur de l'Institut d'Education International à New York et directeur du C.F.R. de 1921 à 1950.

Les membres du Comité étaient Félix Frankfurter (Round Table, C.F.R. et fondateur du Harvard Socialist Club), juge à la Cour Suprême ; Frédéric A. Delano, oncle de Roosevelt, administrateur et trésorier de la Dotation Carnegie ; le général Henry Allen ; Paul et Félix Warburg ; John W. Davis (directeur du C.F.R. de 1921 à 1955), ancien ambassadeur à Londres, administrateur de la Dotation Carnegie et président de la Pilgrims Society de 1946 à 1955. Mentionnons également Julius Rosenwald, « philanthrope » ; Gerard Swope, président de la Compagnie générale d'Electricité et Carrie Chapman Catt, présidente du mouvement féministe.

Pour compléter cette liste de membres du Comité, nous avons gardé, pour la fin, M. Nicholas Murray Butler, que Coudenhove-Kalergi considère comme « un de mes amis et protecteurs les plus actifs » (29).

Or, cet « ami » et « protecteur » était président de la Fondation Carnegie pour la Paix Internationale, membre du C.F.R., de la Round Table, chef du British Israël et président de la Pilgrims Society de 1928 à 1946. De plus, il écrivit la préface de l'édition américaine de *Panurope*.

De retour en France, Coudenhove-Kalergi rencontre Aristide Briand, défenseur acharné de l'idée paneuropéenne.

(28) Dans les *Papiers intimes du Colonel House*, Charles Seymour (C.F.R.), professeur d'histoire à l'université de Yale, note « que l'on ne possède qu'une faible documentation sur la carrière et sur l'œuvre du colonel. Il existe peu d'hommes — si même il en existe — qui exercèrent une pareille influence politique et sur lesquels on soit si peu renseigné » (p. 23), et aussi : « Le public fut mystifié — la chose est sûre — et cela surtout pendant les premières années de la présidence Wilson. Le cercle, tout étroit au début, qui reconnaissait en House l'un des plus puissants facteurs de la politique nationale, allait toujours s'élargissant, et cependant, bien peu de personnes se trouvaient en état de répondre aux plus simples questions le concernant. D'où sortait-il ? Quelle était sa personnalité, son rôle ? » (p. 25).

(29) *J'ai choisi l'Europe*, p. 140.

« J'étais par conséquent fondé à croire, écrit le Comte, que ce grand politique, soutenu par la confiance des peuples, en appellerait aux divers gouvernements pour que fût posée la pierre angulaire des Etats-Unis d'Europe » (30).

repas, nous quittâmes nos hôtes pour prendre l'express de

Là, nous avons la preuve que le Comte restait imprégné de l'esprit maçonnique, bien qu'il ait « quitté » sa Loge. Car son livre, *J'ai choisi l'Europe*, a été publié en 1952, et il utilise le terme très particulier de « pierre angulaire des Etats-Unis d'Europe ».

En effet, si la formule « Etats-Unis d'Europe » est une « invention » des Loges, le terme « pierre angulaire » est l'un des symboles les plus intéressants, aussi bien de la maçonnerie opérative que de la maçonnerie spéculative... La « pierre angulaire » joue un rôle important dans la « Side Masonry » anglaise, et notamment dans le grade de Mark-Mason » (31).

Le fait est important, car non seulement certains amis ou collaborateurs de Kalergi, sont proches — ou très proches — de la Side Masonry mais encore cela se rapporte étrangement à son emblème paneuropéen...

Jugez-en plutôt.

« Side Degrees ou Side Masonry ; les Anglais appellent ainsi les « Haut Grades ». La Grande Loge Unie d'Angleterre et les Grandes Loges d'Ecosse et d'Irlande n'interdisent pas à leurs adhérents d'en faire partie, mais elles n'ont avec ces organisations aucune relation officielle (à l'inverse de ce qui se passe dans la plupart des pays du monde) » (31 a).

D'après certains ouvrages maçonniques anglais repris par Alec Mellor, ces « Hauts Grades » sont les suivants :

Les 33 degrés du Rite Ecossais Ancien et Accepté, que les Anglais appellent « Ancien and Accepted Rite » ;

Le Royal Ark Mariner ;

Les Allied degrees (« Grand Conseil ») : Chevalier de Saint-Laurent le Martyr, Chevalier de Constantinople, Chevalier de la Croix Rouge de Babylone, « Grand Tyler of King Salomon », « Secret Monitor », Grand-Prêtre (Hight Priest) ;

(30) *J'ai choisi l'Europe*, p. 142.

(31) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, Editions du Prisme, T. II, 1974. Note : Nous allons, un peu plus loin, retrouver, fort curieusement, ce terme de Mark-Mason.

(31a) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, T. II.

Les Chevaliers du Temple (Grand Prieuré des Ordres Unifiés des Templiers religieux et militaires) ;

Les Ordres chevaleresques : Chevalier de la Croix Rouge de Constantin, Chevalier de Saint-Jean, Chevalier du Saint-Sépulcre, formant « The Holy Order » ;

Les grades cryptiques (un « Grand Conseil ») : Très Excellent Maître, Maître Royal, Superexcellent Maître ;

L'Ordre Royal d'Ecosse ;

L'« Order of the secret monitor » ;

Les Rose-Croix d'Heredom (indiqué par l'*Almanach Maçonnique de l'Europe*, 1966) ;

Et diverses sociétés de Rose-Croix, dont la plus importante est la « Societas Rosicruciana in Anglia » (31 b).

Voilà une série de faits qui nous font fortement pencher vers l'hypothèse que le Comte Richard faisait vraisemblablement partie de ces Hauts-Grades.

Du 3 au 6 octobre 1926 eut lieu le premier congrès de l'Union paneuropéenne, sous la présidence d'honneur d'Edouard Bénès, Joseph Caillaux, Paul Loebe, Francesco Nitti, Nicola S. Politis, membre du Comité européen de la Dotation Carnegie, et d'Ignaz Seipel.

Plus de deux mille délégués, représentant vingt-quatre nations, étaient présents. Au mur du fond étaient suspendus les portraits de Komensky ou Comenius (Rose-Croix), d'Emmanuel Kant, considéré comme « maçon dans tablier » (32), de Victor Hugo (partisan acharné des Etats-Unis d'Europe et proche de la maçonnerie), de Mazzini (F.·.M.·.) et de Nietzsche.

A la tête de la délégation française figurait Yvon Delbos, que l'on retrouvera plus tard à la vice-présidence de la section française du *Mouvement Fédéraliste Européen*, au côté de François Mitterrand, l'actuel président socialiste de la République française. Le chef de la délégation allemande était Paul Loebe, accompagné du Dr Wirth, ancien chancelier du Reich.

Pilsudski (F.·.M.·.) avait envoyé, pour diriger la délégation polonaise, Alexandre Lednicki, ancien ambassadeur à Moscou. Korosec, qui deviendra plus tard président du Conseil, était le chef de la délégation yougoslave. Nicola

(31b) *Dictionnaire de la Franc-Maçonnerie et des Francs-Maçons*, par Alec Mellor, collection « Sciences Secrètes », Pierre Belfond, 1971.

(32) *Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, T. I.

Politis, ancien ministre des Affaires étrangères et délégué permanent à la S.D.N., était à la tête de la délégation grecque.

Le comité américain était représenté par son trésorier, le C.F.R. Frederick H. Allen ; le comité britannique par A. Watts, membre du Royal Institute of International Affairs (R.I.I.A.) et l'U.R.S.S. par l'ancien président du Conseil, Alexandre Kerenski (F.'M.').

Au mois de mai 1927, le Conseil central de l'Union se rendit à Paris, où il fut reçu par le F.' Aristide Briand, qui fut nommé président d'honneur.

Peu après ce Congrès européen, Coudenhove-Kalergi écrivit *Held oder Heiliger* (Héros ou Saint) et, l'année suivante (1928), *Stalin & Co*, « étude sur le bolchevisme qui tient de l'Etat, du trust et de l'Eglise » (33).

En Belgique, un Comité se forma sous la présidence de Van de Vyvere, ancien président du Conseil et de trois vice-présidents, le socialiste Jules Destrées, chef du mouvement « *Jeune Belgique* » et indiqué comme F.'M.' par Lennhoff, le catholique van Cauwelaert, que l'on retrouvera en 1947 comme membre fondateur de l'Institut Royal des Relations Internationales (I.R.R.I.) — homologue belge du R.I.I.A. et du C.F.R. (34) — et le libéral Paul-Emile Janson (F.'M.). Un Américain, Dannie Heinemann, président de la *Sofina*, remplissait les fonctions de trésorier.

A la tête du Comité néerlandais figurait le chef du parti conservateur, de Visser. Le Premier ministre Colijn comptait également parmi les protecteurs de l'Union paneuropéenne avec le Dr Loder, juge néerlandais à la Cour de Justice internationale et membre du Comité exécutif de la *Grotius Society*, société financée par la Carnegie Endowment for International Peace.

Le Comité luxembourgeois était présidé par A. Ayrisch, fondateur du Cartel européen de l'acier.

En Italie, les têtes du Mouvement étaient Benedetto Croce, Giolitti, le comte Carlo Sforza, membre du Comité du Centre européen de la Fondation Carnegie, et le F.' Nitti.

Lors de son entretien avec Briand sur l'organisation du comité paneuropéen en France, Coudenhove-Kalergi, sur les conseils de Briand, choisit, comme président du comité français, Louis Loucheur.

(33) *J'ai choisi l'Europe*, p. 151.

(34) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 121.

Ce dernier, industriel, fondateur de la *Société Générale d'Entreprises* et propriétaire du journal parisien *Le Petit Journal*, accepta immédiatement ; il nomma aussitôt deux vice-présidents, Léon Blum, qu'il n'est plus utile de présenter, et Joseph Barthélémy, juriste qui fut par la suite Garde des Sceaux, ministre de la Justice du gouvernement du maréchal Pétain (34 a).

Loucheur rassembla très rapidement des chefs d'industrie français pour la constitution d'un deuxième comité. Ce dernier se composait de Théodore Laurent et Lambert-Ribot (acier), de Gabriel Cordier et Louis Marlio (aluminium), de Peyerimhoff (charbon), de Robert Hecker (électricité), de René Fould (chantiers navals), de Duchemin (chimie), de Gillet (soierie) et de Dubrulle (laines).

Un comité identique fut mis sur pied en Allemagne. Il se composait des personnalités suivantes : Geheimrat Duisberg et Carl Bosch (chimie), Hermann Bücher (électricité), Dr Paul Silverberg (charbon), Albert Vögler et Ernst Poensgen (acier), Richard Heilner (linoléum), Hermann Lange et Richard Gütermann (soierie), Ludwig Roselius (café Sanka) et les banquiers von Strauss, Herbert Gutmann et Carl Melchior.

Bien entendu — et on le comprend fort aisément — tous ces ténors de l'industrie de l'époque participaient assidûment au financement de l'Union paneuropéenne.

« Pour le financement du mouvement paneuropéen, nous dit même Coudenhove-Kalergi, cet intérêt des capitaines d'industrie joua un rôle décisif. Il eut pour première conséquence la fondation, sous la présidence de Robert Bosch, industriel à Stuttgart, de l'*Association internationale pour le développement de Paneurope* (Paneuropa Förderungsgesellschaft), dont le siège s'établit à Zurich ; le juriste suisse, le Dr Walter Keller-Staub, en fut nommé "trustee" » (35).

En juin 1929, à l'occasion de la réunion du Conseil de la Société des Nations à Madrid, Briand discuta son plan de *Paneurope* avec certains ministres des Affaires étrangères, dont Stresemann, et recueillit leur adhésion.

(34a) Fin 1936, Joseph Barthélémy était au Comité français du *Rassemblement Universel pour la Paix* (R.U.P.) dirigé par Lord Robert Cecil (Round Table) et Pierre Cot.

(35) *J'ai choisi l'Europe*, p. 170.

Un mois plus tard, il convoquait au Quai d'Orsay une conférence de presse et révélait au monde sa décision de soumettre le thème de l'unification européenne à la session de septembre de la S.D.N.

Le deuxième congrès paneuropéen se tint à Berlin le 17 mai 1930, avec l'appui de Hermann Brüning, partisan de toujours de la Paneurope, et du Dr Wirth, ministre de l'Intérieur du Reich.

Au cours de ce congrès, L.S. Amery, du R.I.I.A. et délégué britannique, réaffirma la position anglaise, c'est-à-dire : accorder sa sympathie, son approbation et son aide à Paneurope, mais il ajouta qu'il n'était pas question d'en faire partie. « Par le cœur, nous n'appartenons pas à l'Europe ; nous ne saurions jamais adopter un point de vue européen, ni partager un patriotisme européen... » (36).

En 1934, Coudenhove-Kalergi publiait *Judenhass von heute*, commentaire sur la théorie raciale des nationaux-socialistes — qui venaient de prendre le pouvoir — en complément au livre de son père sur l'antisémitisme, qu'il remaniait et rééditait en 1935 pour combattre les théories nazies.

L'année 1935 voit également la publication de *Europa ohne Elend*, recueil de conférences et d'articles ; en 1936, il écrit *Europa erwacht*, historique de l'idée européenne des croisades à nos jours et, l'année suivante, paraît *Totaler Staat, Totaler Mensch*, analyse philosophique et historique du fascisme, du national-socialisme et du bolchevisme.

Entre-temps, Briand était décédé (7 mars 1932), et l'arrivée de Hitler au pouvoir présageait des jours sombres pour la Paneurope.

« Hitler, écrivait Coudenhove-Kalergi, doit son essor fabuleux avant tout à deux événements : le Traité de Versailles et la République des Soviets de Munich. Le mouvement populaire nazi fut une protestation contre l'œuvre de deux hommes : Clemenceau et Lénine » (37).

Un tel raisonnement ne peut avoir que deux explications possibles. Ou Coudenhove-Kalergi en sait trop et il camoufle

(36) *J'ai choisi l'Europe*, p. 182. Note : Dès le 15 février 1930, Winston Churchill écrivait dans le *Saturday Evening Post* : « Nous sommes avec l'Europe et non de l'Europe. Nous sommes liés, mais non inclus. »

(37) *J'ai choisi l'Europe*, p. 203.

la vérité à ses lecteurs — ou c'est un homme sincère, et c'est alors un manipulé.

Car n'oublions quand même pas que la Révolution bolchevique fut financée, entre autres, par Max Warburg, l'un des financiers de Paneurope, et que le Traité de Versailles a été entièrement préparé et mis au point par des hommes tels que le « colonel » House, non seulement ami de Warburg, mais également de Coudenhove-Kalergi ! Or, tout ce beau monde faisait partie d'organisations secrètes telles que la Franc-Maçonnerie, la Round Table, le C.F.R., etc.

Avec une pareil façon de penser, et quand on connaît les dessous, on pourrait croire que c'est grâce à l'action concertée de gens tels que Warburg, House and Co, qu'Hitler a pris le pouvoir... voilà un bien curieux raisonnement !

Autre curiosité : « A quelques jours de là (de l'incendie du Reichstag), nous raconte Coudenhove, nous eûmes la visite du général Haushofer, de Munich. Nous le connaissions depuis longtemps. Il aimait Paneurope en tant qu'idée de vastes groupements (Grossraum-Idee) et la présentait sous un jour favorable dans sa revue *Zeitschrift für Geopolitik*. Lui et Thomas Mann avaient été les voisins de table de ma femme lors de la fondation du groupe paneuropéen de Munich... Il nous décrivit Hitler, qu'il connaissait personnellement, comme un homme d'éducation médiocre, un primaire typique » (38).

Raisonnement encore une fois étonnant, car « Deux hommes vont lui apporter (à Hitler) tout ce dont il avait besoin : Karl Haushofer et Dietrich Eckart. Tous deux membres de sociétés secrètes : le premier de la Société du Vril, le second de la Société de Thulé (39)... La société du Vril avait des amis dans les cercles théosophiques et dans les groupes Rose-Croix de Berlin, et elle avait aussi des

(38) *J'ai choisi l'Europe*, pp. 207-208. Note : Si l'on en croit l'ouvrage de Werner Gerson *Le Nazisme, société secrète*, « Haushofer se refusait d'ailleurs à considérer Hitler comme un primaire. » (p. 161). Faut-il voir dans ses contradictions le fait que Haushofer employait la méthode de Metternich — chère à Henry Kissinger — ou bien disait-il la vérité à Coudenhove-Kalergi, étant d'idéaux très proches ?

(39) D'après l'ouvrage *The New Dark Ages Conspiracy*, de Carol White, le père du comte Richard Coudenhove-Kalergi aurait été étroitement associé à la Société de Thulé (p. 115). Bien qu'une information de cette nature soit à accueillir avec prudence, il faut reconnaître que si cela se vérifiait, cela expliquerait bien des choses.

liens avec la Golden Dawn (40), fondée à Londres par S.L. Mathers » (41) (42).

Certains assurent même que Karl Haushofer, ami du comte Coudenhove-Kalergi, était « chargé d'une mission en Europe » ! Laquelle ? On n'en sait trop rien. Toujours est-il qu'il était en rapport étroit avec un certain Timothée Ignatz Trebitsch, né à Paks (Hongrie) en 1879 « d'une pieuse et riche famille israélite, vaguement parente des Rothschild de Francfort » (43).

Ayant élu domicile à Darlington, dans le Yorkshire, en 1908, « c'est dans une loge de cette ville, *Persévérance* N° 1213, qu'il est (Trebitsch) initié à la Franc-Maçonnerie, rite Emulation. Il franchit rapidement les trois degrés du craft, est exalté compagnon dans un chapitre du Royal Arch où il devient bientôt un des trois Principaux. Il est admis en même temps dans la Mark-masonry, puis dans un atelier de Past-master » (43).

Ce ne sont peut-être que des coïncidences, mais comme nous l'avons déjà fait remarquer, c'est justement dans la Mark-masonry que la « pierre angulaire » joue un rôle important. Or, est-ce par hasard que Coudenhove-Kalergi utilisait ce terme pour jeter les bases des « Etats-Unis d'Europe » ?

Est-ce aussi une coïncidence si Ignatz Trebitsch Lincoln passe pour avoir fait partie de l'O.T.O., cette mystérieuse organisation dont aurait fait partie Sean Mac Bride, le fondateur d'Amnesty International ?

Est-ce encore une coïncidence de retrouver Sean Mac Bride dans l'entourage du Comte Richard ?

(40) La Golden Dawn, fondée en 1887 par des Rose-Croix, était dirigée par Aleister Crowley. Haushofer était membre de la G.'.D.'. ; or, il fut l'un des fondateurs de la Société de Thulé qui, d'après Jean-Pierre Bayard, est une « association allemande émanant de la Golden Dawn, (qui) a été le levain de l'hitlérisme ». (*Les Francs Juges de la Sainte Vehme*, Albin Michel.)

(41) S.L. Mathers épousa la sœur du philosophe français Henri Bergson. D'après Werner Gerson, son nom véritable était Matthews Mac Gregor et il était membre de l'O.T.O., tout comme Sean Mac Bride, fondateur d'Amnesty International, que l'on retrouve — comme par hasard — à l'Union Paneuropéenne.

(42) *Hitler et l'Ordre Noir*, Histoire secrète du National-Socialisme, par André Brissaud. Librairie Académique Perrin, 1969.

(43) *Le Nazisme, société secrète*, par Werner Gerson, Belfond, 1976, pp. 76 et 85.

Quoi qu'il en soit, avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, l'Union paneuropéenne allemande fut dissoute et interdite. En Autriche, le mouvement paneuropéen n'en continuait pas moins son travail, ayant l'appui du chancelier Engelbert Dollfuss et le soutien financier du gouvernement autrichien.

Ce soutien permit à Coudenhove-Kalergi d'organiser le quatrième congrès en 1935, au sein même du Parlement autrichien, sous la présidence du chancelier fédéral ; ce fut en fait une grande manifestation dirigée contre le national-socialisme.

Mais cette euphorie ne devait pas durer longtemps, car très vite, Coudenhove-Kalergi doit s'enfuir de Vienne. Passant de Suisse — où le Comte avait une résidence à Gstaad — en Angleterre, il rencontre dès 1938 Winston Churchill et commence à faire des conférences au sein du R.I.I.A. où il rencontre Lord Lothian, secrétaire général du Rhodes Trust (1925-1939), franc-maçon et membre de la Round Table.

A partir de ce moment, Winston Churchill lui apporta un soutien quasi-inconditionnel. Or, cet homme d'Etat avait été initié à l'*United Studholme Lodge* N° 1591 le 24 mai 1901 à Londres ; il était passé Compagnon le 19 juillet 1901, puis avait été élevé au grade de Maître le 25 mars 1902 à la *Loge Rosemary* N° 2815, toujours à Londres.

La famille Coudenhove-Kalergi passa l'hiver 1938-1939 à Paris, où le mouvement paneuropéen était en plein essor.

Ernest Mercier, industriel français, avait pris la succession de L. Loucheur. A ses côtés, Louis Marlio, René Mayer, cousin des Rothschild par sa mère (il était à l'époque vice-président du *Chemin de Fer du Nord* et principal animateur de la *banque Rothschild frères*), et Raoul Dautry. Sous cette direction, la revue *Paneuropa* reparut sous le titre *Lettres Européennes*.

De nouveau à Londres en juin 1939, Coudenhove-Kalergi fait de nouvelles conférences au R.I.I.A. sur la Paneurope, sous la direction de Duff Cooper, qui prendra la présidence du comité britannique de Paneurope.

Parmi les membres de ce dernier, figuraient Edward Grigg (Fabian Society, Round Table, R.I.I.A.), Sir Arthur Salter (Fabian Society, R.I.I.A.), ancien directeur de la section économique de la S.D.N., Harold Nicholson (Fabian Society, R.I.I.A.), Haden Guest, sous-secrétaire de la délé-

gation du Labour Party, en U.R.S.S. en 1920, Sir Geoffrey Mander, Gilbert Murray (Fabian Society), Stephen King-Hall (R.I.I.A.) et Walter Layton.

Après l'Angleterre, Coudenhove-Kalergi visait à nouveau les Etats-Unis. Mais, en cette période de guerre, il était pratiquement impossible d'obtenir des visas pour ce pays, ceux-ci étant réservés en priorité aux citoyens américains.

Qu'à cela ne tienne... Pas d'obstacle pour un Coudenhove-Kalergi !

« J'envoyai, raconte-t-il, un télégramme à Nicholas Murray Butler (grand patron de la très secrète Pilgrims Society), président de l'Université de Columbia. Quelques jours après, le Consulat général recevait l'ordre télégraphique du secrétaire d'Etat Cordell Hull (Fabian Society) de nous donner notre visa. Un deuxième télégramme au sujet de nos places de passage eut le même effet. Trois places nous étaient réservées, pour le 3 août, sur le Yankee Clipper » (44).

Arrivant aux Etats-Unis, le Comte rencontre tout d'abord Otto Tolischus, l'un des rédacteurs les plus connus du *New York Times*, membre du C.F.R., et qui deviendra par la suite l'un des pionniers les plus actifs de l'idée paneuropéenne en Amérique.

A la même époque, le *Congressional Record*, journal officiel du Parlement américain, publie un projet d'« heure mondiale » de Coudenhove-Kalergi, et, avec l'aide de Stephen P. Duggan, président de l'*American Cooperative Committee of the Pan-European Union* et directeur du C.F.R., il organise régulièrement des réunions afin de propager l'idée paneuropéenne.

« Je fis, nous dit-il, mes premières conférences à l'automne de 1940 devant le « Council on Foreign Relations », l'organisation privée la plus importante de l'Amérique pour l'étude des questions de politique extérieure, et à la Maison Internationale, devant une grande assemblée d'étudiants de tous les pays » (45).

Il obtint également un soutien très important de la part de John Foster Dulles, président du consistoire de l'Eglise protestante américaine et membre important du C.F.R., qui « intervint aussitôt en faveur du programme de paix paneuropéen » (46).

(44) *J'ai choisi l'Europe*, p. 260.

(45) *J'ai choisi l'Europe*, p. 268.

(46) *J'ai choisi l'Europe*, p. 269.

A l'automne 1941, Nicholas Murray Butler — encore lui — procure à Coudenhove-Kalergi une chaire de professeur à l'Université de New York, qu'il dota sur les fonds de la Fondation Carnegie, et le recommande à Harry Woodburn Chase, recteur de cette Université et membre du C.F.R.

Coudenhove donna une série de conférences avec la collaboration du secrétaire général, Harold O. Voorhis (C.F.R.) et du doyen de la Faculté de philosophie, Joseph H. Park (C.F.R.), à la suite desquelles on confia à Coudenhove-Kalergi la direction d'un *Institut de recherches pour une Fédération Européenne d'après-guerre*. Le professeur Arnold Zürcher (C.F.R.), spécialiste des questions de constitutions européennes, fut nommé codirecteur et devint l'un des plus proches collaborateurs du Comte.

Le 25 mars 1943 s'ouvrait le cinquième congrès paneuropéen, sous les auspices de l'Université de New York. Ce congrès se déroula sous la présidence de Fernando de los Rios, ancien ministre des Affaires étrangères de la République espagnole, de Louis Marlio et du Comte Richard.

Au comité, on remarquait la présence de deux anciens Premiers ministres, Paul Van Zeeland et Milan Hodza ; les ministres Rudolf Holsti (Finlande) et Radu Irimescu (Roumanie) ; le chef de section autrichien, Richard Schüller ; le secrétaire général du gouvernement luxembourgeois, Léon Schaus ; Sophocle Venizelos, qui deviendra Premier ministre en Grèce ; le professeur Oscar Halecki, directeur de l'Institut polonais de New York ; le savant suisse Raymond de Saussure et l'ancien Premier ministre de la République basque, Antonio di Aguirre.

Il eut également et immédiatement l'appui des deux plus grands quotidiens de la ville de New York, le *New York Times* et le *New York Herald Tribune*, étroitement liés au C.F.R. Au *New York Herald*, l'idée paneuropéenne était défendue par Mrs Helen Ogden Reid et par son fils, White-law Reid, membre du C.F.R.

A Washington, les promoteurs de l'idée paneuropéenne furent l'éditeur et rédacteur en chef du *Washington Post*, Eugen Meyer, non seulement membre du C.F.R., mais très grand ami de Sir William Beveridge, membre éminent de la Fabian Society et fondateur en 1938 de la *Federal Union*, ainsi que Herbert Elliston.

Signalons également William Philip Simms et Ludwell Denny, de la *Scripps-Heward Press*, Edgar Ansel Mowrer

et Henry Luce (C.F.R.), patron de *Life*, *Time* et *Fortune*, lequel contribua beaucoup à répandre en Amérique l'idée des Etats-Unis d'Europe.

En 1943, Coudenhove-Kalergi fait paraître chez Putnam's Sons *Croisade pour Paneurope* ; au cours de l'automne 1944, il est nommé professeur à l'Université de New York et, à la fin de cette même année, sa femme forme un *Comité Américain de bienfaisance à l'Autriche*, comprenant des représentants du *Centre Catholique de bienfaisance*, de l'*A.F.L.-C.I.O.* et des *Quakers*. Ce Comité prit le nom de *American Relief to Austria*.

Seul des Américains pouvant y participer, elle fonde, afin de s'adjoindre des personnalités d'autres pays, le *Comité Auxiliaire de l'Aide américaine à l'Autriche*, dont elle prit la vice-présidence. Le président était George E. Warren, vice-directeur de la *Chase National Bank* et membre du C.F.R. ; de leur côté, Herbert Hoover, Alice Longworth-Roosevelt, fille de Théodore Roosevelt, et le Révérend Robert Gannon, recteur de l'Université catholique de New York, étaient nommés présidents d'honneurs.

L'idée lancée par Coudenhove-Kalergi faisant son chemin, en décembre 1945, paraît un article sur le président Truman (F.M.) (47) et les Etats-Unis d'Europe, dans la revue *Collier's*, sous la signature du correspondant de Washington, George Creel, membre du C.F.R. Très rapidement, cet article fut repris par le *Readers' Digest* — journal dans la mouvance du C.F.R. — qui le répandit dans le monde entier.

En 1946, le Comte Coudenhove-Kalergi, a « des entretiens poussés » avec Dean Acheson (C.F.R.), « de notoriété publique, membre de la cellule communiste d'un nommé Harold Ware (dont la mère, Ella Reeve Bloor, était surnommée "La mère du parti communiste") » (48) et avec Benjamin Cohen (C.F.R.), aujourd'hui membre, comme par hasard, du Conseil consultatif de recherches de l'Institut Atlantique.

(47) Harry Truman (1884-1972). Trentième président des Etats-Unis. Initié le 9 février 1909 à la Loge Belton n° 450 de Grandview, compagnon le 9 et Maître le 18 de la même année. En septembre 1940, il fut élu Grand Maître de la Grande Loge du Missouri et reçu le grade de 33° alors qu'il était en exercice.

(48) *L'Amérique Trahie*, de Charles Bonnamaux. Edité par l'auteur, 1961, pp. 13-14.

La guerre terminée et de retour en Europe, Coudenhove-Kalergi constate : « le front nationaliste contre lequel j'avais eu à lutter pendant vingt années, avait, lui aussi, disparu à mon grand étonnement. » Il en conclut que, maintenant, « Paneurope n'était donc plus engagée dans une lutte sur deux fronts ; le communisme restait son seul adversaire sérieux. Toutefois, les communistes eux-mêmes ne sont pas hostiles à l'unification de l'Europe ; ils veulent la réaliser à leur façon, former une Europe soviétique conduite par la Russie » (49).

Encore le même raisonnement que Clarence Streit !

Toujours est-il qu'il essaie de relancer le mouvement paneuropéen et, sur les conseils d'André Istel, qui fut à un moment donné l'intermédiaire entre de Gaulle et Coudenhove-Kalergi, il met à la tête du Comité exécutif du mouvement M. René Courtin, professeur à la Sorbonne et premier rédacteur économique au journal *Le Monde*.

Ce monsieur n'avait pas été désigné au hasard... il était également membre de l'*Association française pour la Communauté Atlantique* et du *Mouvement pour une Société libre*, organisation libérale fondée quelques années plus tard, en 1959. Fait du hasard, assurément, on retrouvait à ses côtés — et dans les deux organisations — René Mayer, Antoine Pinay, Jacques Rueff et Maurice Faure (membre du premier cabinet Mauroy en 1981), ces trois derniers ayant participé à la fondation de l'Institut Atlantique et se rencontrant également au Bilderberg.

Immédiatement après, Coudenhove-Kalergi organisa les préparatifs d'une *Union européenne des parlementaires*, qui reçut l'approbation de Vincent Auriol (à la veille de son élection à la présidence de la République), du radical-socialiste Edouard Daladier, de Joseph Paul-Boncour, très proche de Léon Blum, de Paul van Zeeland, membre de l'I.R.R.I. et membre fondateur de l'Institut Atlantique, de Henri Queuille, du parti radical-socialiste, alors président du Conseil, et du Comte Sforza.

La séance inaugurale de l'*Union parlementaire européenne* eut lieu les 4 et 5 juillet 1947 à Gstaad.

« Ce fut, nous explique Coudenhove, une conjuration publique. Elle avait pour but de contraindre les gouverne-

(49) *J'ai choisi l'Europe*, p. 299.

ments, par l'action collective de majorités parlementaires, à réaliser au plus tôt l'unification de l'Europe » (50).

On y décida la fondation d'un comité provisoire de représentants de dix parlementaires nationaux, et la convocation à Gstaad, pour le 8 septembre 1947, du premier congrès parlementaire européen.

Quelques jours plus tard, à l'initiative du général George Catlett Marshall (C.F.R.) qui, ne l'oublions pas, donna lieu à enquête pour menées pro-communistes dans l'affaire de l'I.P.R., les représentants gouvernementaux de seize Etats européens se rencontraient à Paris et donnaient naissance au *Comité pour l'Union Economique Européenne*, plus connu sous le nom de *Plan Marshall*.

Le 8 septembre 1947, comme prévu, le premier Parlement européen est inauguré au Palace Hotel de Gstaad. Le Comte Richard Coudenhove-Kalergi est nommé secrétaire général, laissant la présidence à Georges Bohy et la vice-présidence à Léon Maccas, René Coty, Enzo Giaccherio et Ronald MacKay.

Reparti à nouveau aux Etats-Unis, il fonde le 19 avril 1948 le *Comité américain pour une Europe libre et unie*. Le sénateur Fulbright (C.F.R.) en prit la présidence, William Bullitt (C.F.R.) la vice-présidence, et Coudenhove-Kalergi fut nommé membre honoraire, en tant que fondateur et seul participant étranger.

Les autres membres fondateurs étaient : l'évêque Carl Alter, Hale Boggs, Harry Woodburn Chase (C.F.R.), Richard S. Childs (C.F.R.), John W. Davis (C.F.R., F.M.) et président de la Pilgrims Society U.S.A. de 1946 à 1955) (51), William J. Donovan (C.F.R., O.S.S.), Stephen Duggan (C.F.R.), Allen Dulles (Round Table, C.F.R., O.S.S.), James A. Farley, Clayton Fritchey, Robert J. Gannon, Frederick W. Gehle, Harry D. Gideonse (C.F.R.), William Green, Chris-

(50) *J'ai choisi l'Europe*, p. 316.

(51) Membre de la Loge Herman n° 6 à Clarksburg (Wisconsin) et, en 1898, des Ateliers du Rite Ecossais. « En 1919, il fut le premier Maçon non britannique à devenir Premier Grand Surveillant de la Grande Loge Unie d'Angleterre, et fut investi par le duc de Connaught en présence de 10 000 frères. » (*Dictionnaire Universel de la Franc-Maçonnerie*, T. I.) Faut-il trouver une explication dans le fait que le duc de Connaught fut, de 1917 à 1942, président de la Pilgrims Society de Grande-Bretagne ?

tian A. Herter (Round Table, C.F.R., Institut Atlantique et Bilderberg), Herbert Hoover (C.F.R.), Hans V. Kaltenborn, John Y. Keur, Robert M. La Folette jr., Joseph J. Larkin (C.F.R.), Alice Longworth-Roosevelt, Clare Boothe Reed, George N. Shuster (C.F.R.), Norman Thomas, Dorothy Thompson, George E. Warren (C.F.R.), Thomas Watson (C.F.R., Pilgrims, Fondation Rockefeller) et Arnold J. Zürcher (C.F.R.).

Le 7 mai 1948, Churchill convoque le Congrès européen à La Haye. Ses principaux promoteurs étaient les comités britanniques et français du *Mouvement européen*, l'*Union Européenne des Fédéralistes* (Henri Brugmans), les *Nouvelles Equipes Internationales* (Robert Bichet) et la *Ligue Economique européenne* (van Zeeland), toutes organisations nées après la guerre. Après trois jours de débats, le congrès de La Haye inclut dans sa résolution la proposition principale du congrès de Gstaad : l'institution d'un parlement européen élu par les parlements nationaux des Etats membres.

Or, par un de ces hasards qui font l'histoire, l'architecte de ce Congrès n'était autre qu'un ami de longue date de Coudenhove-Kalergi, le F. Joseph Retinger, membre de l'Ordre des Aigles Blancs, fondateur du groupe de Bilderberg et promoteur de l'*Atlantic Union Movement*, d'où sortiront l'Institut Atlantique, l'O.T.A.N., etc., suite logique à l'Union paneuropéenne, et où l'on retrouvera, comme par enchantement, tous les artisans de l'Union paneuropéenne.

Le 5 mai 1949, à Londres, les représentants de dix gouvernements assistaient à la signature du Statut de l'Europe et, les 2 et 3 juillet, avait lieu la première réunion du *Conseil de l'Union Parlementaire*, à Strasbourg, en présence de Conrad Adenauer, accompagné de son conseiller Herbert Blankenhorn, de Carlo Sforza, Robert Schuman, Halvard Lange, ministre des Affaires étrangères de Norvège, et Paul-Henri Spaak, que l'on retrouvera très rapidement comme membre fondateur de l'Institut Atlantique.

En 1950, Coudenhove-Kalergi rencontra le général de Gaulle avec qui il était en correspondance régulière, depuis que André Istel, conseiller financier du général, les avaient fait se rencontrer à New York.

La même année, éclatait la « bombe » Schuman-Monnet, tous deux intimes du Comte, amorçant dans l'opinion la

constitution de la Communauté Européenne Charbon Acier (C.E.C.A.) (51a).

Et, le 18 mai 1950, afin de rendre hommage à l'inlassable action mondialiste du comte Richard Coudenhove-Kalergi, on lui décernait le premier prix Charlemagne.

« Depuis 1950, année de la remise du premier "prix Charlemagne" à M. le Comte Richard Coudenhove-Kalergi, fondateur du mouvement Pan-Européen, la cérémonie d'Aix-la-Chapelle est devenue, incontestablement, une des grandes journées traditionnelles de la vie européenne. Chaque année, cette haute distinction est attribuée à la personne qui a le plus contribué à l'entente et à la coopération internationales, sur le plan européen. Son but est parfaitement défini : favoriser l'idée des Etats-Unis d'Europe par un appel à l'opinion publique... » (52).

A titre d'exemple, le 31 mai 1973, près de mille personnes assistèrent à la remise du prix « Charlemagne » à Don Salvador de Madariaga, diplomate et écrivain espagnol qui, « toute sa vie durant et dès 1920, lutta d'arrache-pied pour faire triompher l'idée d'une fédération européenne ». Comme par hasard, nous le retrouvons à Amnesty International et au Mouvement Européen, dont il présida les réunions dès 1949. La France était représentée par François Seydoux (C.E.P.E.), ancien ambassadeur en République Fédérale Allemande, avant de l'être à Moscou.

« Les noms de Alcide de Gasperi, Jean Monnet, Konrad Adenauer, Winston Churchill, Paul-Henry Spaak, Robert Schuman, Walter Hallstein, furent acclamés par toute l'assistance, dans un climat de fraternelle communion, et dans une ambiance plus que prenante : exaltante. Je regardais, étonné et songeur, dans cette salle admirable, l'impeccable ordonnancement de cette grandiose cérémonie, les visages attentifs du ministre Walter Scheel, de l'archiduc Otto de Habsburg, de M. Hermann Hensch, bourgmestre de la ville...

(51a) Il est bon de souligner que c'est lors de la Conférence économique organisée par le *Mouvement européen* à Westminster en avril 1949 que les premières propositions avaient été formulées, tendant à la mise sur pied d'un plan de coordination des industries de base européennes englobant le charbon, l'acier, l'énergie électrique et les moyens de transports. Or, rappelons-le, le Mouvement européen avait pour « patron » Joseph Retinger, le fondateur du Bilderberg... L'entrée en vigueur du traité de la C.E.C.A. eut lieu le 25 juillet 1952 et le premier président fut Jean Monnet.

Toutes les radios et télévisions de la C.E.E. étaient présentes, à l'exception de l'O.R.T.F. » (52).

Le 24^e lauréat du Prix Charlemagne fut une lauréate, Mme Simone Veil, présidente du Parlement Européen... Comme tout cela est charmant. C'est une merveilleuse histoire de famille...

Nous allions oublier de mentionner que le premier lauréat du tout récent Prix Coudenhove-Kalergi fut M. Raymond Barre, alors Premier ministre du Bilderberger Valéry Giscard d'Estaing, mais aussi, membre important de la Trilateral Commission de M. David Rockefeller.

(52) *Le Libéral*, article de Bernard Moinet - *L'Europe libre sera supranationale ou ne sera pas... libre*. N° 129, juillet-août 1973.



CONCLUSION

Lors d'un colloque sur « la science et le désarmement », organisé par l'*Institut français des relations internationales* (I.F.R.I.) au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, Thierry de Montbrial, membre du Club Le Siècle et de la Trilatérale, avouait, bien que minimisant la chose :

« A un moment donné, le contenu et le style de la politique internationale sont influencés par ce qu'en pensent et ce qu'en disent un relativement petit nombre d'experts. Et cela dans le monde entier.

« Il s'agit d'une pure constatation qui n'est dictée par aucune doctrine élitiste. Pour prendre un exemple, on trouve aux Etats-Unis une centaine de personnes qui jouent un rôle prépondérant au sein des instituts de recherche ou dans les milieux journalistiques, et dont l'influence est considérable » (1).

Tout en remerciant M. Thierry de Montbrial de sa franchise — nous ne serons pas les seuls à passer pour des originaux —, accréditant ainsi le document que nous avons présenté dans *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, nous lui ferons gentiment remarquer que tout le monde n'est pas d'accord avec lui lorsqu'il affirme qu'« il s'agit d'une pure constatation qui n'est dictée par aucune doctrine élitiste... »

(1) *Le Figaro*, 16 janvier 1981. Il écrivait également dans cet article : « Par exemple, à Moscou, les instituts d'études internationales, qui sont nos homologues et nos interlocuteurs, participent à l'élaboration de la politique soviétique. » Nous ne disions pas autre chose dans *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*. Ne croyez pas pour autant que M. de Montbrial soit le collaborateur de M. Yann Moncomble ; seulement « involontaire »...

Déjà, en 1935, Sir Stanley Baldwin, ministre britannique, constatait :

« Les Etats, fut-ce la couronne d'Angleterre, ne sont plus-maîtres de leur destinée. Des puissances qui nous échappent font jouer dans mon pays comme ailleurs des intérêts particuliers et un idéalisme aberrant. »

Mais, avant lui, Benjamin Disraeli, considéré comme l'un des plus éminents hommes d'Etat britanniques et qui était franc-maçon de surcroît, n'hésitait pas à dire :

« Les gouvernements de ce siècle n'ont pas affaire seulement aux gouvernements, aux empereurs, rois et ministres, mais encore aux sociétés secrètes, éléments dont il faut tenir compte et qui, au dernier moment, peuvent mettre à néant tous les arrangements, qui ont des agents partout — des agents sans scrupules qui poussent à l'assassinat, et peuvent, s'il le faut, amener un massacre » (2).

Parmi ces sociétés secrètes, la Franc-Maçonnerie a sa place. Or, non seulement Disraeli était maçon — il devait donc savoir de quoi il parlait —, mais également d'origine juive...

Aussi, la phrase de E. Helbronner :

« La question judéo-maçonique ne me paraît pas... une sornette ; elle pourra parfaitement se poser du fait que, depuis plus de vingt ans, tous les mouvements révolutionnaires ont été menés par des juifs généralement heimatlos, appuyés par les loges maçoniques » (3), prend-elle ici toute son importance.

Importance déjà confirmée par le Grand rabbin Isaac Wise, qui affirmait :

« La Maçonnerie est une institution juive, dont l'histoire, les degrés, les charges, les mots de passe et les explications sont juifs du commencement à la fin » (4).

Aussi, vu le nombre impressionnant de sociétés secrètes et de francs-maçons se trouvant à l'origine du système Mondialiste, on est en droit de se demander si M. Thierry de Montbrial ne fait pas également partie d'une de ces sociétés secrètes, en l'occurrence la Franc-Maçonnerie...

A moins que, pour lui, des gens tels que Stanley Baldwin, Benjamin Disraeli, Walter Rathenau, Annie Besant et

(2) Disraeli - Discours d'Aylesbury, 20 novembre 1876.

(3) E. Helbronner, in *L'Univers Israélite*, 17 juillet 1936, p. 688.

(4) *The Israelite of America*, 3 août 1860.

René Guénon soient tous des « Illuminés »... des malades mentaux comme on dit aujourd'hui...

Vraisemblablement encore un « malade mental », ce M. Georges Dahrman, auteur d'un ouvrage intitulé « *Pour les Etats Confédérés d'Europe* » qui, tout en préconisant une Fédération de l'Europe en attendant celle du monde, c'est-à-dire le mondialisme, constatait que :

« Les gouvernements sont impuissants devant cette hydre qui les étreint. Le crédit aveugle, impersonnel, exerce son contrôle sur la vie des nations. Naguère la France fut servie des grandes banques Morgan, Finaly, Lazare. L'Autriche, vouée à la ruine, dut passer sous le joug des banquiers de Londres.

« Qu'advient-il de la résistance que soutiennent les peuples libres contre l'hégémonie de la Finance ?

« Quoi qu'il en soit, l'Internationale financière a vassalisé la politique. Sous son contrôle, les assemblées souveraines sont réduites à un simulacre de représentation nationale, certains Etats, à des organisations discrètes, protocolaires, jouets dans ses mains.

« Il existe bien d'autres Internationales moins glorieuses, tel le Sémitisme. Tandis que les cosmopolitismes économiques et moraux minent les vieux édifices, toutes ces vastes associations les ébranlent à coups de béliers » (5).

Mais, le plus amusant de l'histoire, c'est qu'en 1930, Georges Dahrman dédiait ainsi son livre :

« A. M. Aristide Briand, président du Conseil de France, en hommage d'admiration profonde, ce livre très modeste, qui tente de diffuser et de servir une de ses plus chères idées. »

Ce qui nous laisse penser que M. Dahrman ignorait que les théories mondialistes étaient, déjà à son époque — ou encore — totalement contrôlées et financées par les mêmes grandes banques qu'il dénonçait.

C'était sûrement un homme sincère, comme beaucoup qui font partie de ces organisations.

Aussi nous sommes nous attachés à trouver un homme sincère qui ne soit pas un « malade mental », et l'avons-nous trouvé en la personne de M. James T. Shotwell, membre de la Round Table, du C.F.R. et adjoint de Nicholas Murray Butler à la Fondation Carnegie. Voici ce qu'il disait :

(5) *Pour les Etats Confédérés d'Europe*, par Georges Dahrman, Editions Argo, 1929, pp. 42-43.

« Il faudra peut-être une génération ou plus encore pour que les nations civilisées aient la certitude d'être définitivement engagées dans la voie nouvelle. Si un siècle a été nécessaire à des nations comme la France et la Grande-Bretagne pour consolider les gains d'une révolution intérieure, le monde entier aura besoin de plus de temps encore pour faire sienne une révolution qui affecte la base même des relations internationales » (p. 4).

« L'apparition du mouvement qui tend à délivrer le monde du fléau de la guerre, est un de ces changements décisifs dans les affaires humaines, qu'un document isolé ne saurait complètement exprimer, même s'il stimule les imaginations et contribue à l'idéal essentiel d'une nouvelle structure mondiale. Le pacte de la S.D.N. lui-même ne représente qu'un chapitre de la transformation qui s'effectue sous nos yeux. Le *Pacte de Paris* également n'est qu'une partie d'un tout plus vaste » (p. 5).

Poursuivant son exposé et abordant le problème de la Haute finance, il écrit : « Ce réseau financier a des ramifications presque infinies. C'est l'index mystérieux des forces dynamiques que la révolution industrielle a déchaînées dans le monde. Le commerce a cessé d'être un échange de l'excédent de la production. Il est devenu de plus en plus un échange de produits indispensables. Une communauté mondiale, fondée sur la solidarité des intérêts, se dégage... (et) bien que la communauté mondiale ne soit pas encore réalisée, nous pouvons cependant, dès maintenant, annoncer avec confiance sa venue prochaine, et aussi dégager le trait caractéristique essentiel qui la distinguera de l'ère préscientifique » (pp. 29-30).

« L'Origine de ces forces nouvelles n'a rien de mystérieux ; elles se rattachent directement à un fait sans précédent dans le monde, l'industrialisation progressive. »

« A l'origine, cette nouvelle économie se présentait encore sous la forme traditionnelle des rivalités et des conflits, mais en 1776, Adam Smith proclama le principe de la coopération économique fondé sur la théorie que la richesse d'une nation est étroitement liée à l'accroissement de la prospérité des autres. Il séparait ainsi la théorie de commerce de la conception du butin qui avait prévalu jusque-là et qui est inhérente au système de guerre des relations internationales. Des deux documents publiés la même année, l'histoire attribuera à la conception libéra-

trice d'Adam Smith une place aussi grande ou plus grande encore qu'à l'acte qui proclamait les libertés politiques d'une nation » (p. 32) (6).

Et dire que nous nous demandions si nous n'allions pas passer pour des « malades mentaux » en remontant jusqu'à Adam Smith pour expliquer le déroulement implacable de ce Plan...

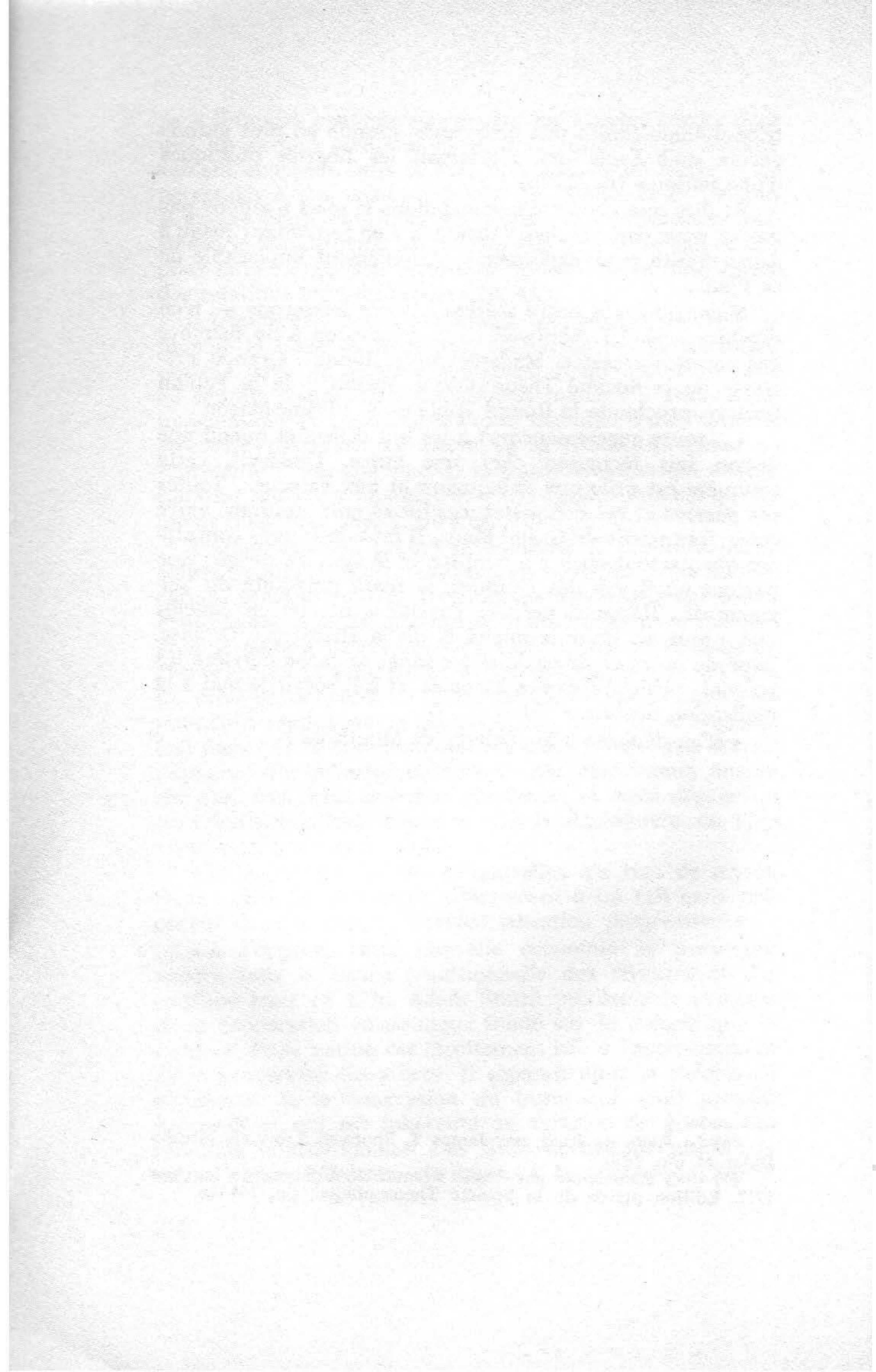
Mais, fidèles à notre méthode, nous laisserons — n'en déplaise à M. J.T. Shotwell — la conclusion à un membre des sociétés secrètes, Madame Annie Besant, Grande prêtresse de la Société Théosophique, membre de la Fabian Society, proche de la Round Table et S.'. Franc-Maçon :

« ... toute guerre concourt à un but défini, et quand une nation fait incursion chez une autre, l'asservit, cette conquête est utile aux vainqueurs et aux vaincus... Toutes ces guerres et ces conquêtes, ces luttes entre nations, entre races, font partie du Grand Plan... Il faut donc nous convaincre que partout où il y a conflits, le Manou les dirige ; que partout où il y a des troubles, la main puissante du Seigneur des Hommes prépare l'avenir », et elle en conclut que « tout est pour le mieux là où la Hiérarchie Occulte, issue de notre chair et de notre sang, se cache derrière les volontés belliqueuses des hommes, et fait servir le mal à la réalisation du bien » (7).

« N'en déplaise à M. Thierry de Montbrial !

(6) *Le Pacte de Paris*, par James T. Shotwell. Librairie Firmin-Didot et Cie, 1930.

(7) *Vers l'Initiation*, par Annie Besant. Conférences de Londres 1912. Edition privée de la Société Théosophique, pp. 144-146.



ANNEXE I

COMITE DE SOUTIEN FRANÇAIS DE L'APPEL DES 13

Aveline, Claude : Homme de Lettres. Membre du conseil exécutif de la *Société européenne de culture*. Membre du M.R.A.P.

Besson, M^e Antonin : Candidat socialiste à Vichy aux élections législatives de novembre 1962. Membre du comité de patronage de l'*Union Française pour l'Amnestie*.

Billetdoux, François : Homme de Lettres. Producteur et réalisateur à la Radio-diffusion-télévision. Membre du Club Le Siècle.

Bonnefous, Edouard : Ancien sénateur (Groupe de la Gauche Démocratique), ancien ministre. Membre du M.R.A.P. et du Conseil National du Mt. pour l'Union Atlantique.

Bourbon-Busset, Jacques de : Diplomate. Vice-président du Secours Catholique.

Buron, Robert : Ancien ministre des Travaux publics. Pendant la guerre, il fut secrétaire général du *Comité de l'Organisation de l'Industrie Cinématographique*. « Plusieurs documents de ce temps-là existent encore, qui portent sa signature. La *Lettre d'Information*, de Claude Jacquemart, et *Lectures Françaises* (avril 1961) ont reproduit une "note pour M. Coupan", datée du 8 mai 1941, et concernant la "liquidation des affaires israélites en Afrique du Nord", dans laquelle Robert Buron ne se montrait pas tendre pour les entreprises juives » (1). Ce qui ne l'empêcha pas, en 1944, de passer à la « Résistance », au Parti Socialiste, auquel il adhéra en 1971, puis à la L.I.C.A. ! Il est également membre de l'E.I.P., et ancien président du Groupe parlementaire pour un Gouvernement mondial.

(1) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. 1.

- Candiani, Mme Clara : Membre fondateur du Corps Mondial de Secours.
- Casalis, Georges : Théologien, collaborateur de la revue *Sudest-asie* et membre du Conseil de rédaction d'*Amérique Latine*, revue du Centre de Recherche sur l'Amérique latine et le tiers monde.
- Cepede, Michel : Ancien président du Conseil de la F.A.O.
- Clavel, Bernard : Homme de Lettres. Membre du Conseil supérieur des lettres et du comité de direction du Centre national des lettres (depuis 1974).
- Duboin, Jacques : Economiste, homme de gauche, ancien banquier et député de la Haute-Savoie.
- Dumont, René : Expert à la F.A.O. et aux Nations Unies. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (depuis 1946). Candidat à la présidence de la République en 1974. Très connu pour ses opinions de gauche (2).
- Fourastié, Jean : Economiste. Membre de l'Institut et du Haut Comité consultatif de la population et de la famille (1956-1969). Editorialiste au *Figaro* et à *L'Express*.
- Friedmann, Georges : Universitaire, sociologue. Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes. « Enthousiasmé par la révolution bolchevique, ce fils de famille, précise le magazine progressiste juif *Presse nouvelle hebdo*, appartenait à une famille de la riche bourgeoisie juive (27 janvier 1978) et adhéra au Parti Communiste » (3). En 1965, de retour d'Israël, il écrit : « Le croyant juif est persuadé ou veut se persuader de l'éternité de l'antisémitisme. Sans l'antisémitisme, c'est l'implacable progrès de l'assimilation, c'est la fin du peuple et de l'esprit juifs. Seul l'antisémitisme peut les sauver » (4). Membre de l'E.I.P.
- Georgiades, Euthymène : Juriste. Président de l'*Inter-Press* (depuis 1957) et de l'*Union-Press* (depuis 1961). Membre de la Fédération internationale des rédacteurs en chef et de l'Association pour le développement du droit mondial.
- Grandmougin, Robert, dit Jean : Journaliste. Fut successivement à l'Agence Havas, au service politique de l'Agence France-Presse, puis rédacteur en chef et editorialiste à Radio-Luxembourg. Chroniqueur à *L'Aurore*, à *Valeurs Actuelles*, *Spectacle du Monde* (depuis 1962), à l'O.R.T.F. (France-Inter) et à *Jours de France*.
- Helion, Jean : Artiste peintre.

(2) Le 24 mars 1976, il participa à un débat au Grand Orient de France sur le thème « La Coopération Internationale ».

(3) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. III.

(4) *Le Monde*, 9 avril 1965.

- Ikor, Roger : Romancier, essayiste. Prix Goncourt 1955. Membre du Comité d'honneur de la L.I.C.R.A. et membre du Comité de patronage des Citoyens du Monde.
- Jousse, Germain : Général de Corps d'armée. Membre du Haut tribunal militaire (1962). Mentionne dans le Who's Who son appartenance aux *Citoyens du Monde*.
- Lacassagne, Antoine : Médecin. Membre de l'Institut. Membre du mouvement mondialiste S.A.L. (Science-Action-Libération) dirigé par Serge Tchakhotine.
- Lasserre, J. : Secrétaire général de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Membre du Lions Club de Nîmes.
- Laugier, Henri : Ancien secrétaire général adjoint des Nations Unies, créateur de l'Institut d'études pour le développement économique et social (I.E.D.E.S.), membre du Comité d'administration de C.E.P.E. (5), membre du Grand Orient (33^e grade), du M.R.A.P. et de l'E.I.P. (5).
- Le Lionnais, François : Ingénieur, conseiller scientifique. Chef de la division d'enseignement et de diffusion des sciences de l'U.N.E.S.C.O. (1950-1956), membre du Comité des sciences de la radio-diffusion-télévision française (1954-1961) et président d'honneur de l'Association des écrivains scientifiques de France (depuis 1948).
- Lhombreaud, R. :
- Lipkowski, Mme I. de : Vice-présidente de l'Union nationale des déportés, internés et familles de disparus (depuis 1957) et présidente de l'Alliance internationale des femmes (depuis 1973). Son fils, Jean de Lipkowski, est membre du Bilderberg.
- Marthelot, Pierre : Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études (depuis 1959). Vice-président de l'Association France-Algérie, membre du conseil d'administration de l'Association de solidarité franco-arabe, de l'Association franco-libanaise et France-Tunisie.
- Moguy, Léonide : De son vrai nom Moguilewsky (autorisé à changer par décret du 8 avril 1952). Réalisateur cinématographique. Président de l'Union des auteurs. Délégué général du groupe européen permanent du Mouvement universel pour une fédération mondiale. Première médaille d'or du mondialisme.
- Monod, Théodore : Directeur de l'Institut français d'Afrique noire (I.F.A.N.) (1938-1965). Professeur honoraire au Muséum national d'histoire naturelle (depuis 1974). Membre du M.R.A.P.
- Mouton, R. :

(5) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*.

Parker, D. :

Perillier, Louis : Conseiller-Maître à la Cour des comptes (en retraite). Avocat à la Cour, ancien député, ancien conseiller technique de la Chambre syndicale des raffineurs du sucre en France. Président du Comité exécutif de l'Union fédéraliste mondiale.

Pottecher, Frédéric : Journaliste. Rédacteur à *L'Œuvre* (1931), *Paris-Soir* (1938-1939), chroniqueur judiciaire à *Europe N° 1* (depuis 1969). Président d'honneur de l'Association de la presse judiciaire. Directeur de la collection *Les Causes Célèbres* aux Editions Arthaud.

Romain-Rolland, Mme :

Romains, Jules (Farigoule, dit) : Homme de Lettres. Membre de l'Académie française. Président, puis président d'honneur du Pen-Club français et président international des Pen-Clubs (1936-1941). Fut également éditorialiste à *L'Aurore*.

Tournaire, Robert : Ingénieur chimiste, homme de lettres.

Thome-Patenôtre, Mme : Député, ancien sénateur, ancien ministre. Inscrite au groupe du Parti Socialiste et des Radicaux de Gauche à l'Assemblée Nationale. Vice-présidente de l'Assemblée Nationale (1960 à 1968). Membre du Cercle Interallié.

Weill-Halle, Marie-Andrée : Médecin. Militante de gauche, elle est la promotrice du *Planning Familial* en France (1956), dont elle a été présidente de 1956 à 1967. Fondatrice en 1968 d'une association pour l'étude des problèmes de la naissance. Membre du Conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale (depuis 1974).



ANNEXE II

COMITE DIRECTEUR DU MOUVEMENT UNIVERSEL POUR UNE CONFEDERATION MONDIALE

Président :

*Jean Larmeroux (France), président de l'Académie internationale des Sciences Politiques ; des comités français et internationaux des *Etats-Unis du Monde*.

Vice-présidents :

Henri Brugmans (Pays-Bas), président de l'*Union Européenne Fédéraliste*. Collaborateur du comte Richard Coudenhove-Kalergi au sein de *Pan-Europe*.

*Edward T. Clark (Etats-Unis), de l'*United World Federalists*.

Victor Collins (G.-B.), directeur de *J. Collins & Sons Ltd*. Président de l'Employers Federation of Cane and Willow Workers Association (depuis 1932). Membre du Parlement.

Ugo Damiani (Italie), du *Movimiento Unionista Italiano*.

Edith Wynner (Etats-Unis), de l'*International Campaign for World Government*.

Secrétaire général :

T.O. Griessemer (Etats-Unis), également secrétaire du *Mouvement Universel pour un Gouvernement fédéral mondial* et membre de l'*United World Federalists*.

Conseil :

Ota Adler (G.-B.), de la *Federal Union*.

François Astier (France), général d'aviation. Fut l'un des fondateurs de l'Union gaulliste (1946) et appartint au R.P.F. (1947-1948). Il s'intéressa également aux initiatives de Roger Barthe et fit partie du *Comité de l'Action latine*, qui prônait une fédération latine à l'échelle mondiale.

*Jean Buchmann (Belgique), professeur à l'université de Louvain, membre du *Rassemblement Fédéraliste* et de l'I.R.R.I. (depuis 1954), homologue belge du R.I.I.A. et du C.F.R.

Fred Carney (Etats-Unis), de *World Republic*.

Gabriele Gabbrielli (Italie), de l'*Associazione PAX per gli Stati Uniti del Mondo*.

Henri Genet (Suisse), d'*Europa Union*.

Miss F. L. Josephy (G.-B.), de la *Federal Union*.

*Henri Koch (Luxembourg), de l'*Union Fédérale luxembourgeoise*.

*Rev. Gordon Lang (G.-B.), président du Comité exécutif du M.U.C.M. Président du *Parliamentary Federal Group*. Secrétaire honoraire de l'*United Europe Movement*. Membre du conseil de la *Hansard Society* et de la *Federal Union*.

Reginald Lang (Etats-Unis), de l'*United World Federalists* et membre du C.F.R.

*Philip Leserman (Etats-Unis), de l'*United World Federalists*.

Alexandre Marc (France), de l'*Union Européenne des Fédéralistes*.

*H.R. Nord (Pays-Bas), de l'*Action Européenne*.

Santi Paladino (Italie), du *Movimiento Unionista Italiano*.

*Abbé Grouès-Pierre (France), vice-président du *Mouvement mondial pour l'instauration d'un Gouvernement mondial*.

Mme Angela Sangiorgi (Italie), de l'*Associazione PAX per gli Stati Uniti del Mondo*.

Lieutenant-colonel Sarrazac-Soulage (France), du *Front Humain des Citoyens du Monde*.

Joseph Schroeder (Pays-Bas), de l'*Action Européenne*.

*Henry Usborne (G.-B.), de la *Federal Union*.

Carlo Vergani (Italie), du *Movimiento Unionista Italiano*.

Mlle M.M. Wingate (G.-B.), de la *Federal Union*.

Harris Wofford (Etats-Unis), de l'*United World Federalists* et membre du C.F.R.

* Membre du Comité exécutif.

GROUPEMENTS MEMBRES DU M.U.C.M.

Allemagne :

- Deutsche Liga für Föderalistische Union Europas.
- Europäische Volksbewegung Deutschlands.
- Liga für Weltregierung.
- Weltstaat-Liga.
- Welt-Union.

Argentine :

- Asociacion Pacifista Argentina.

Autriche :

- Die Weltbürger.

Belgique :

- Institut d'Economie Européenne.
- Rassemblement Fédéraliste.
- Union Fédérale Mondiale.

Canada :

- World Government Association.

Chypre :

- World Movement for World Federal Government.

Danemark :

- Een Verden.

Etats-Unis d'Amérique :

- Action for World Federation.
- Campaign for World Government.
- Committee to Frame a World Constitution.
- The Federalists.
- International Campaign for World Government.
- Peoples Convention for a Federal World Constitution.
- United World Federalists.
- World Government News, Inc.
- World Republic.

France :

- Alliance Spirituelle des Femmes pour la Paix.
- Association des Mouvements Internationaux de Solidarité pour le Rapprochement des Peuples.
- Centre d'Unité Humaine.
- Cercles Socialistes Fédéralistes et Communautaires pour une République Moderne.
- Comité International pour la Fédération Européenne et Mondiale.

- Comité Français des Etats-Unis du Monde.
- Comité International Politique pour un Gouvernement Fédéral Mondial.
- Ligue des Citoyens du Monde.
- Confédération Mondiale des Forces Culturelles, Economiques et Sociales.
- Démocratie Fédéraliste.
- La Fédération.
- Front Humain des Citoyens du Monde.
- Groupe Fédéraliste des Elèves des Grandes Ecoles.
- Jeunesses Fédéralistes.
- Mouvement Fédéraliste Inter-Universitaire.
- Union Economique et Fédéraliste Européenne.
- Union Fédérale Mondiale.
- Union des Etudiants Fédéralistes.
- Union Universelle pour le Droit International et l'Organisation de la Paix.

Grande-Bretagne :

- Campaign for World Government.
- Crusade for World Government.
- Federal Union Ltd.
- Student Movement for World Government.
- World Unity Movement.

Indonésie Orientale :

- World Movement for World Federal Government of Celebes.

Italie :

- Associazione PAX per gli Stati Uniti del Mondo.
- Movimiento Unionista Europeo.
- Movimiento Unionista Italiano.

Japon :

- World Movement for World Federal Government (branche japonaise).

Luxembourg :

- Comité Fédéraliste Luxembourgeois.

Norvège :

- Norges Fredslag.
- Rorsla for Vredens Forente Stater.

Nouvelle-Zélande :

- Federal Union for World Government.
- Federal Unionist Ltd.

Pays-Bas :

- Action Européenne.
- Beweging voor Federale Wereldregering.
- Documentatie en Propaganda Bureau voor Wereldwet en Wereldpolitie.
- Studentonbeweging voor Wereldregering.
- Universala Ligo.
- Wereldeenhedbeweging.
- Wereld-Federatie Beweging.
- Beweging voor Federale Wereldregering, Batavia Branch.

Suède :

- Foreningen Mellanfolkligt Samarbete for Fred.
- Varldsfederalisterna.
- Varldsmedborgarforningen.

Suisse :

- Europa-Union.
- Mouvement Populaire Suisse en faveur d'une Fédération des Peuples.

Union Sud-Africaine :

- Federale Unie-Werelfederaliste Suid-Afrika.

ANNEXE III

COMITE PERMANENT MONDIALISTE (1)

- Alliance Internationale des Femmes (Mme de Lipkowski).
- Association pour le Développement du Droit Mondial (Maître Lansiaart, actuellement Maître Albert Brunois).
- Association Française pour la Paix Universelle (Théodore Pontzen).
- Association Monde Opinion (Roland Muraz).
- Association Mondialiste de la Jeunesse (Jean-Jacques Tur) (2).
- Centre Français des Citoyens du Monde (Renée Marchand).
- Centre de Recherches pour une Education Mondialiste (Mme Gaymard Rollet).
- Club Mondialiste (Jean Diedisheim).
- Commission d'Etude du Groupe Parlementaire Mondialiste (Bernard Vieilleville).
- Congrès des Peuples (Guy Marchand).
- Corps Mondial de Secours (Michel Cepede).
- Ecole Instrument de Paix (Jacques Muhlethaler).
- Fédéralistes Mondiaux (Jerry Bourgeois).
- Fédération Mondiale des Villes Jumelées - Cités Unies (Jean-Marie Bressand).
- Institut de la Culture et des Sciences du Développement Humain (Jean Guilhot).
- Halte d'Emmaüs (Abbé Pierre).

(1) Nous mettons entre parenthèses les noms des principaux responsables.

(2) S'est retiré du Comité Permanent Mondialiste.

- Mouvement Universel pour une Fédération Mondiale (Mme Fraghy).
- Mouvement Universel de la Responsabilité Scientifique (Michel Barrault).
- Registre International des Citoyens du Monde (Roger Wellhoff).
- Service Civil International (Etienne Reclus).
- Union Mondiale pour la Promotion Permanente (Michel Mosinger).

ANNEXE IV

COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR DE L'INSTITUT D'ETUDES MONDIALISTE

Président :

Geouffre de Lapradelle, Paul (France) : Directeur de l'Institut d'études politique d'Aix-en-Provence, ancien vice-président de l'Institut de Droit international, délégué suppléant élu au Congrès des peuples.

Conseil d'administration :

Garcet, Marc (Belgique) : Professeur à l'Institut supérieur d'études sociales de Bruxelles. Président du Congrès des peuples. Son père, Robert Garcet, s'occupe du « Centre de recherche et de révolutions sans appartenances et sans secours », situé près du village d'Eben-Emael, et dont le siège se trouve au sein d'une tour assez extraordinaire, surmontée des quatre monstres de l'Apocalypse. Il donna, fort curieusement, à cette tour, le nom d'Eben-Ezer, « en mémoire de la victoire, ou plutôt de la délivrance d'Eben-Ezer » (Réf. R. Garcet), victoire des juifs sur les Philistins en 1038. Il est également l'auteur d'un ouvrage *L'Heptaméron*, et est membre des Citoyens du Monde, pour lesquels il organise des rencontres à Eben-Ezer, en compagnie de M. Jacobs.

Gaymard-Rollet, Andrée (France) : Professeur, présidente du Centre de recherches et d'études pour une éducation mondialiste. Déléguée élue au Congrès des peuples.

Habicht, Max (Suisse) : Docteur en droit des universités de Zurich et de Harvard. Ancien président du Congrès des peuples.

Marchand, Guy (et Renée) (France) : Ingénieur, ancien secrétaire de Garry Davis. Créateur en 1949 (avec Renée Cosson qui deviendra sa femme en 1952), de l'*Agence Mondialiste de la Presse*. Dirigent à eux deux le secrétariat des Citoyens du Monde.

Muhlethaler, Jacques (Suisse) : Président de l'Association Mondiale pour l'Ecole, Instrument de Paix (E.I.P.). Délégué élu au Congrès des peuples.

Professeurs permanents :

Albault, André (France) : Médecin, ancien président de l'Union Espérantiste Française et membre de l'Académie Espérantiste.

Besson, Antonin (France) : Avocat, ancien procureur général de la République. « Occupant le siège du ministère public au procès de Challe-Zeller, avait expliqué dans son réquisitoire qu'il lui était impossible, en conscience, de réclamer la peine de mort pour les accusés. Remplacé par un autre magistrat plus souple (août 1962), et ulcéré par cette mesure, se retira et fut admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite » (1). Fut candidat socialiste à Vichy, aux élections législatives de novembre 1962.

Billetdoux, François (France) : voir Annexe de l'Appel des 13.

Breton, Jean-Marie (France) : Ingénieur, Master of Electrical Engineering. Diplômé de l'Institut de Droit comparé de Paris (Sciences-Philosophie).

Mac Bride, Sean (Irlande) : Prix Nobel et Prix Lénine de la Paix. Ami de Joseph Retinger, le fondateur du Bilderberg. Chef d'Amnesty International. Membre du Comité de patronage de l'E.I.P.

Dessart, Francis (Belgique) : Professeur de communication à l'Institut des Hautes Etudes Economiques et Sociales de Bruxelles et rédacteur en chef de la revue *Les Européens*. Président de l'Institut de Documentation et d'Etudes Européennes. Représentant de l'Alliance Universelle pour la paix par la connaissance (AUPAC) en Belgique et auprès des Communautés Européennes.

Diedisheim, Jean (France) : Docteur en droit. Président du Club Mondialiste.

Diligent, André (France) : Avocat, ancien député, ancien sénateur, ancien vice-président du Centre Démocrate (1973) ; il est depuis 1976 vice-président du Centre des Démocrates Sociaux.

Dumont, René (France) : Voir Annexe de l'Appel des 13.

Evans, Agard (Etats-Unis) : Membre de l'université de Cambridge, ancien fonctionnaire du B.I.T.

Fenaux, Robert (Belgique) : Ancien ambassadeur. Secrétaire général de l'Union des Associations Internationales (U.A.I.).

(1) *Dictionnaire de la Politique Française*, H. Coston, T. I.

- Grant, Gerry (Etats-Unis) : Professeur de philosophie politique. Président du Conseil du Mouvement Universel pour une Fédération Mondiale.
- Green, Lucile (Etats-Unis) : Docteur en philosophie. Présidente de l'Assemblée mondialiste. Déléguée élue au Congrès des peuples.
- Grossin, William (France) : Docteur en sociologie. Docteur ès-lettres et sciences humaines. Professeur à l'université de Nancy II.
- Guerif, Jacques (France) : Directeur adjoint de l'Information au public à l'U.N.E.S.C.O.
- Haegler, Rolf (Suisse) : Docteur en droit (mondialisme et droit international). Président des Fédéralistes Mondiaux.
- Harmegnies, Lucien (Belgique) : Diplômé d'Etudes post-graduat en sciences diplomatiques (relations internationales - Peace Research).
- Héraud, Guy (France) : Professeur des Facultés de droit. Président du Parti Fédéraliste Européen. Ancien candidat à la présidence de la République en 1974. Membre du Comité de soutien des Citoyens du Monde.
- Hitaka, Kazuteru (Japon) : Docteur en droit international (mondialisme et droit mondial).
- Joyce, James Avery (Grande-Bretagne) : Avocat, écrivain. Conseiller auprès des Nations Unies (fédéralisme mondial). Membre en 1947 du Mt. Campaign for World Government.
- Kastler, Alfred (France) : Membre du C.N.R.S. Docteur honoris causa des universités de Louvain, Oxford, Jérusalem, Belgrade, Bucarest, etc. Membre de l'E.I.P. et du M.R.A.P.
- Kotani, Tsuruji (Japon) : Professeur de droit international.
- Laursen, Finn (Danemark) : Docteur en sciences politique.
- Mainguy, Yves (France) : Ingénieur des Mines. Ancien professeur à l'Université des sciences sociales de Grenoble.
- Marc, Alexandre (France) : Fondateur du Centre International de Formation Européenne (Prospective socio-économique du fédéralisme) et membre participant aux I.C.U.S. de Moon.
- Marthelot, Pierre (France) : Directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.
- Masmoudi, Mustapha (Tunisie) : Ambassadeur délégué permanent auprès de l'U.N.E.S.C.O.
- Newcombe, Hanna (Canada) : Docteur en chimie. Déléguée suppléante élue au Congrès des peuples. Dirigeante de l'Institut Canadien de recherche en faveur de la paix.
- Nielsen, Knud (Danemark) : Professeur à l'International Peoples College.

- Noel-Baker, Philip (Grande-Bretagne) : Prix Nobel de la Paix, qui fut vice-principal au Ruskin College d'Oxford, premier président du Bureau international de la Fabian Society, membre de la Pugwash, de l'I.I.S.S., de la Pilgrims Society et président du R.I.I.A.
- Perillier, Louis (France) : Voir historique du Comité Permanent Mondialiste.
- Refregier, Maurice (France) : Ancien élève de Polytechnique.
- Roberts, John (Grande-Bretagne) : Professeur de faculté. Ancien président du Comité exécutif du Mouvement Universel pour une Fédération Mondiale.
- Truchot, Jacques (France) : Professeur de philosophie.
- Wadlow, René (Etats-Unis) : Professeur de sciences sociales. Rédacteur en chef de *Transnational Perspective*.
- Warin, Charles (France) : Ancien élève de Polytechnique. Membre du Conseil du Registre international des Citoyens du Monde. Décédé le 12 juin 1980.
- Webster, Lucy (Grande-Bretagne) : Présidente des fédéralistes mondiaux britanniques.
- Wellhoff, Roger (France) : Ancien élève de Polytechnique. Directeur du Registre international des Citoyens du Monde.
- Wingate, Monica (Grande-Bretagne) : Professeur de lettres et de philosophie. Membre honoraire du Groupe Parlementaire britannique pour un Gouvernement mondial. Membre en 1947 de la Federal Union.

ANNEXE V

Cette liste ne comprend que les dernières recrues de la Trilateral Commission. Elle date du 20 octobre 1980.

Etats-Unis

Bruce Babbitt : Gouverneur de l'Arizona.

John F. Burlingame : vice-président du Comité exécutif de la *General Electric Company*.

George Busbee : Gouverneur de Georgie.

Philip Caldwell : président de la *Ford Motor Company*.

Thomas Donahue : secrétaire-trésorier de l'A.F.L.-C.I.O.

Walter A. Haas, Jr. : président de la *Levi Strauss Company*.

Carla A. Hilla : associé principal de *Latham, Watkins & Hills*.

Ancien secrétaire U.S. de l'Housing and Urban Development.

Juanita Kreps : ancien secrétaire d'Etat au Commerce des Etats-Unis.

Darcy McKeough : président et chef exécutif de l'*Union Gas, Ltd.*

Joseph S. Nye, Jr. : professeur à Harvard (John F. Kennedy School). Membre du C.F.R. et de l'I.I.S.S.

John E. Rielly : président du Chicago Council on Foreign Relations (C.F.R.). Membre de l'I.I.S.S.

Joseph J. Sisco : Chancelier de l'*American University*. Ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires politiques. Membre du C.F.R.

Europe

Guido de Clercq (Belgique) : directeur général de l'Université Catholique de Louvain, membre de l'I.R.R.I.

Geoffrey Drain (Grande-Bretagne) : secrétaire général de la N.A.L.G.O. (National Association for Local Government Offices). Administrateur de la Young Volunteer Force Foundation.

Denis Healey (Grande-Bretagne) : membre du Parlement et ancien Chancelier. Membre fondateur de l'I.I.S.S., membre du comité exécutif de la Fabian Society, du R.I.I.A. et membre du Bilderberg.

Edward Heath (Grande-Bretagne) : membre du Parlement, ancien Premier ministre. Membre du R.I.I.A. et du Bilderberg.

Terence Higgins (Grande-Bretagne) : membre du Parlement. Ancien ministre d'Etat et secrétaire au Trésor. Ancien membre de la société *Unilever*.

Liam Lawlor (Irlande) : membre du Parlement irlandais.

David Owen (Grande-Bretagne) : membre du Parlement. Ancien secrétaire d'Etat aux Affaires du Commonwealth. Membre du R.I.I.A.

Viscount Sandon (Grande-Bretagne) : vice-président de la *National Westminster Bank Limited* et président de l'*Orion Bank Limited*. Directeur de l'United Kingdom Provident Institution depuis 1955. Président de *Hamilton, Marlos & Associates Ltd*, depuis 1975. Membre du R.I.I.A.

Peter Shore (Grande-Bretagne) : député travailliste britannique, membre de la Fabian Society.

Peter Tapsell (Grande-Bretagne) : membre du Parlement et du *London Stock Exchange*. Associé de *James Capel & Co*. Président du Coningsby Club de 1957 à 1958.

Japon

Yotaro Kobayashi : président de *Fuji Xerox*.

Sohei Nakayama : conseiller de l'*Industrial Bank of Japon, Ltd*.

Portugal

Francisco Luca Pires : vice-président du *Central Social Democratic Party* (C.D.S.).

Paulo de Pitta e Cunha : professeur à l'Université de Lisbonne (Département Economie, Faculté de droit). Président de l'Association portugaise pour l'étude de l'intégration européenne.

Antonio Vasco de Mello : président du Conseil de la *Companhia Portuguesa de Trefilaria, SARL* et président de la *Confederation of Portuguese Industry*. Membre du comité exécutif de la T.C.

ANNEXE VI

LISTE DES FONDATIONS SUBVENTIONNANT LA TRILATERALE (1)

- William H. Donner Foundation.
- Ford Foundation (Andrew Brimmer - John Loudon).
- German Marshall Fund of the United States.
- William and Flora Hewlett Foundation.
- Lilly Endowment.
- Charles E. Kettering Foundation.
- The Henry Luce Foundation (Martha Wallace).
- The Andrew W. Mellon Foundation.
- Rockefeller Brothers Fund (David Rockefeller).
- The Rockefeller Foundation (Cyrus Vance - Michael Blumenthal - Robert V. Roosa - Lane Kirkland).
- Sumitomo Fund for Policy Research Studies.
- Twentieth Century Fund (J. Paul Austin).
- Carnegie Endowment for International Peace (William A. Hewitt - Hedley Donovan - Thomas L. Hugues).
- Burden Foundation.
- Rockefeller Family Fund (David Rockefeller).
- Coca Cola Foundation (J. Paul Austin).
- Bank of America Foundation (Alden W. Clausen).
- Bechtel Foundation (Caspar W. Weinberger).
- Corning Glass Works Foundation.
- Crown Zellerbach Foundation.
- Cummins Engine Foundation.
- Ford Motor Company Fund.
- Ford Foundation.
- General Mills Foundation.
- Johnson's Wax Fund.
- NCR Foundations.
- Texas Instruments Foundation.
- Russell Sage Foundation (J. Paul Austin).

(1) Nous mettons entre parenthèses le nom des représentants de ces fondations appartenant à la Trilatérale.

ANNEXE VII

COMPOSITION DU COMITE DE PATRONAGE D'AMNESTY INTERNATIONAL 1970-1976

Président :

Paul Oestreicher : fils d'un juif allemand converti au catholicisme, il est membre du British Council of Churches. Auteur de *What Kind of Revolution : A Christian-Communist Dialogue* (1968) avec le théoricien du Parti communiste James Klugman, et de *The Christian Marxist Dialogue* (1969). Il est considéré comme très proche du marxisme.

Directeur :

David Simpson.

Secrétaire général :

Martin Ennals : de la London School of Economics.

Administrateur du Prisoners of Conscience Fund :

Lord Ritchie-Calder : membre d'honneur du *Center for the Study of Democratic Institutions*. Charles Beard, lecturer au Ruskin College d'Oxford en 1954, puis Bentwich lecturer à l'Hebrew University en 1973. Membre de la délégation britannique à l'U.N.E.S.C.O. (Paris 1946, Mexico 1946-1966 et 1968), vice-président du Workers' Educational Association, de 1958 à 1968. Membre de l'OXFAM, de la Pugwash, du Comité exécutif de la Fabian Society et des I.C.U.S.

Rev. Dr. I. Grunfeld.

Dr. Ernst Payne : Président du *World Council of Churches* (nommé en 1968) et secrétaire général de l'Union Baptiste de Grande-Bretagne et d'Irlande.

Archbishop Roberts, S.J.

Lord Sainsbury : président de *J. Sainsbury Ltd.* depuis 1967. Membre du Comité exécutif du P.E.P. (courroie de transmission du R.I.I.A.). Membre du Labour Party.

Sean Mac Bride : voir « historique ».

Patrons :

The Archbishop of Canterbury : vice-président de la Pilgrims Society. A fait ses études à Cambridge et à Oxford, ainsi qu'à la Tywhitt Hebrew School. Mason Prize 1932. Prélat de l'Ordre de St. John de Jérusalem 1967.

Roger Baldwin : président de l'*International League for the Rights of Man*. Fut directeur, de 1917 à 1952, de l'*American Civil Liberties Union* (A.C.L.U.), avant de devenir, en 1962, membre du Comité National, membre de la *League for Industrial Democracy* (L.I.D.) et de la Fabian Society, organisations « progressistes » (au sens américain du terme).

Danilo Dolci : Coordinateur et fondateur du Centro Studi e Iniziative depuis 1958. Membre de l'International Council of War Resisters' International. Prix Lénine de la Paix.

Erich Fromm : professeur à New York et Mexico.

Lt. Gen. Sir Brian Horrocks : directeur de *Bovis Holdings* depuis 1963.

Jean Flavien Lalive : (Suisse).

Salvador de Madariaga : président honoraire de l'International Liberal Union and Congress for Freedom of Culture. Fondateur et président du College de l'Europe. Commença sa carrière à la section Presse de la S.D.N. (1921), puis directeur de la section Désarmement de la S.D.N. (1922 à 1927). Ambassadeur d'Espagne aux Etats-Unis en 1931 et en France de 1932 à 1934. Délégué permanent espagnol à la S.D.N. de 1931 à 1936. Prix Charlemagne 1973.

Yehudi Menuhin : directeur de l'U.N.E.S.C.O. pour la musique.

Gunnar Myrdal : économiste suédois. Rockefeller Fellow de 1929 à 1930, puis professeur associé Post-Graduate à l'Institute of International Studies de Genève. Membre du Sénat suédois en 1934 (social-démocrate). Travailla ensuite sur le « problème noir » aux Etats-Unis, pour le compte de la Carnegie (1938). Membre du Conseil de la Banque de Suède, puis ministre du Commerce de 1945 à 1947. De 1957 à 1967, travaille pour le compte du Twentieth Century Fund. Fondateur de l'*Institute for International Economic Studies* de Stockholm en 1961 et vice-président du *Stockholm International Peace Research Institute* (courroie de transmission de la Pugwash). Membre de l'Institut Suédois pour les Affaires Internationales (courroie de transmission du C.F.R.) (1).

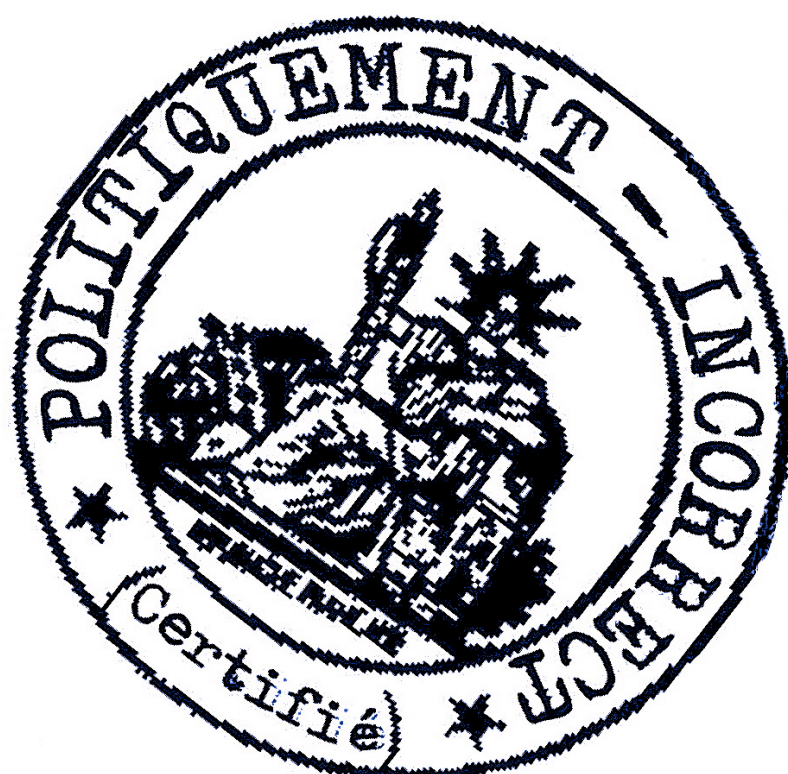
Alan Paton : ancien président national du *South African Liberal Party*, à l'époque où ce mouvement était illégal. Ancien professeur aux Universités d'Harvard et de Rhodes.

(1) Voir *La Trilatérale et les Secrets du Mondialisme*, p. 142.

Martin Niemöller : président du *World Council of Churches* de 1961 à 1968.

Giorgio La Pira : Président de la *Fédération Mondiale des Villes Jumelées* (F.M.V.J.). Ancien maire de Florence, il fut député Démocrate-Chrétien à l'Assemblée constituante, puis à l'Assemblée législative. Ancien ministre du Travail (cabinet de Gaspari).

Julius Stone : professeur de droit à l'Université de New South Wales depuis 1973. Etudes à Harvard et à Oxford. Rockefeller Fellow en Sciences Sociales en 1931. Membre de la Woodrow Wilson International. Président du groupe de recherche de l'*Australian Institute of International Affairs* de 1942 à 1945. Observateur officiel de l'International Commission of Jurists au procès Eichmann en 1961. Membre de l'*International League for the Rights of Man*.



ANNEXE VIII

MEMBRES PARTICIPANT AUX I.C.U.S.

- Abuzinada, A.H. : Professeur de biologie et vice-principal de la faculté des Sciences de l'université de Riyad (Arabie Saoudite).
- Aida, Shuhei : Professeur d'Informatique à l'université d'Electro-communications de Tokyo, (Japon).
- Alexander, Benjamin H. : Président de l'université d'Etat de Chicago (Etats-Unis).
- Alonso, Marcelo : Directeur du Département des affaires scientifiques à l'Organisation des Etats américains (O.A.S.). Secrétaire exécutif de l'Inter American Nuclear Energy Commission à Washington.
- Alvarez, Alfred : Journaliste à l'*Observer* (Grande-Bretagne).
- Assousa, George E. : Membre du comité scientifique (radio-astronomie) à la Carnegie Institution de Washington. Président de la Foundation for Arab-Israeli Reconciliation. Membre du C.F.R.
- Avalos, Beatrice : Professeur d'éducation philosophique à l'université catholique du Chili, Santiago (Chili).
- Ayandele, Emmanuel : Vice-chancelier de l'université de Calabar (Nigeria). Membre du Club de Rome.
- Ayres, Robert U. : Professeur de politique à la Carnegie-Mellon University (Etats-Unis).
- Barker, Eileen : Professeur de sociologie à la London School of Economics (Grande-Bretagne).
- Ben-Dak, Joseph : Directeur de la Israeli Peace Research Society. Président de la Foundation for Arab-Israeli Reconciliation. Professeur de Relations internationales à l'université de Haïfa (Israël).
- Berthoin, Georges : Directeur général honoraire de la Commission de la C.E.E. Membre dirigeant de la Trilatérale pour l'Europe.

- Bobrow, Sue Berryman : Associé de recherche en sciences sociales à la Rand Corporation (Etats-Unis).
- Buric, Olivera : Chercheur associé en sociologie familiale, Institut de politique sociale, Belgrade (Yougoslavie).
- Breytenbach, Willie : Chef de recherches à l'African Institute de Pretoria (Afrique du Sud).
- Carreras, Francisco J. : Président de l'université catholique de Porto Rico.
- Chao, Chin-Chi : Professeur et président du Département de physique à l'université nationale de Taiwan, Taipei.
- Covian, Miguel R. : Professeur et président du Département de physiologie à l'université de Sao-Paulo (Brésil).
- Dahl, Helmer H. : Professeur de physique appliquée et directeur de recherches au Christian Michelsen Institute (Norvège).
- Dougherty, Jude P. : « Principal » de la Catholic University of America, à Washington.
- Drachkovitch, Milorad : Membre associé en sciences politiques et directeur des archives à la Hoover Institution.
- Dror, Yehezkel : Professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem (Israël). Membre de la Rand Corporation (1968-70), Vice-président de l'Israel Center for Policy Studies. Membre de l'Institute for the Future.
- Farmer, James : Directeur exécutif de la Coalition of American Public Employers (C.A.P.E.). Fondateur du Congrès pour l'Egalité raciale (C.O.R.E) (Etats-Unis).
- Fedanzo, Anthony J. : Chercheur pour le compte du Club de Rome.
- Foster, Richard B. : Directeur du Centre d'études stratégiques au Stanford Research Institute d'Arlington.
- Fry, Michael G. : Professeur et directeur associé à la Normal Patterson School of International Affairs, Université de Carleton (Canada).
- Fukuda, Nobuyuki : Professeur de Physique et recteur de l'université Tsukuba (Japon).
- Galantay, Ervin Y. : Directeur du programme de Planning urbain à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse).
- Geffre, Claude : Professeur de Théologie à l'Institut Catholique de Paris.
- Gibrat, Robert : Président de la Société pour l'Industrie Atomique, Paris. Pendant la II^e guerre mondiale, il fut secrétaire d'Etat aux Communications à Vichy. Ingénieur-conseil d'E.D.F. de 1945 à 1968, il fut ensuite conseiller scientifique de *Solmer* et de *Creusot-Loire*.

Golden, William T. : Trésorier de l'Association américaine pour l'avancement des sciences. Administrateur du Barnard College, du Bennington College, de la Carnegie Institution et du Musée américain d'histoire naturelle. Après des études à Harvard, il fut membre de la *Loeb, Rhodes & Co* de 1934 à 1941. Membre de l'Institute for the Future, de l'Hebrew Free Loan Society et du C.F.R.

Goldsmith, Edward : Directeur de la revue *The Ecologist*, on le retrouve dans le sillage du Club de Rome.

Goldsmith, Maurice : Directeur de la Science Policy Foundation depuis 1965.

Gordon, Ira J. : Directeur de l'Institute for the Development of Human Resources à l'université de Floride. Membre du B'nai Israel Congress.

Guéron, Jules : Professeur de physique à l'université de Paris-Sud. Directeur général émérite d'EURATOM France. Membre de la Pugwash.

Handlin, Oscar : Professeur d'histoire à l'université de Harvard.

Hart, Henry O. : Directeur du Département des recherches à *Radio Free Europe/Radio Liberty*, à Munich.

Herz, Martin F. : Professeur de diplomatie à l'université de Georgetown.

Hodgson, Peter E. : Professeur de physique nucléaire à Oxford. Membre de la Pugwash.

Hill, Samuel S. Jr. : Professeur de religion à l'université de Floride.

Jammer, Max : Professeur de philosophie naturelle et d'histoire des sciences à l'université de Bar-Ilan, Israël. Président de l'association pour l'avancement de la science en Israël.

Jantsch, Erich : Professeur de philosophie à l'université de Californie à Berkeley et directeur fondateur du Technological Forecasting.

Jones, Thomas E. : Coordinateur des recherches de « Goals for a Global Society » pour le Club de Rome.

Katz, Amron : Assistant directeur de l'U.S. Arms Control and Disarmament Agency.

Kaufmann, Walter : Professeur de philosophie à Princeton.

Kety, Seymour : Professeur de psychiatrie à Harvard.

Keys, Donald F. : Président de *Planetary Citizens* et de l'International Center for Integrative Studies.

Khuri, Nicola N. : Professeur de physique à l'université Rockefeller. Membre du C.F.R.

Kim, Eun-Woo : Editorialiste au *Kyung Hyang Daily Newspaper* à Séoul (Corée du Sud).

- Kohn, Walter : Professeur de physique à l'université de Californie à San Diego. Ancien professeur au Carnegie Institute.
- Krislov, Samuel : Professeur de politique à la Brandeis University (Etats-Unis).
- Laszlo, Ervin : Professeur de systèmes philosophiques à SUNY. Directeur du projet « Goals for a Global Society ». Consultant à l'United Nations Institute for Training and Research (UNITAR). Membre du Club de Rome.
- Lemma, Aklilu : Directeur de l'Institut de Pathologie à l'université Hailé Sélassié I, Addis-Abeba (Ethiopie). Membre du Club de Rome.
- Lewis, Bennett W. : Professeur de sciences à la Queen's University, Ontario (Canada). Membre de la Pugwash.
- Marc, Alexandre : Fondateur et délégué permanent du Centre international de formation européenne, Nice (France). Membre du Comité directeur de l'Institut d'études mondialiste.
- Martin, Archer J.-P. : Professeur de chimie à l'université du Sussex, Brighton. Prix Nobel de Chimie 1952. Membre de la Pugwash.
- Martin, David A. : Professeur de sociologie à la London School of Economics.
- Matsushita, Masatoshi : Président de l'Academy for World Peace de Tokyo (Japon).
- Mickelson, Sig : Professeur de journalisme à l'université de Californie. Membre du C.F.R.
- Minogue, Kenneth R. : Professeur de sciences politiques à la London School of Economics.
- Moses, Sir Charles : Ancien secrétaire général de l'*Asian Broadcasting Union*.
- Neeman, Yuval : Professeur de physique à l'université de Tel-Aviv, (Israël). Membre de l'I.I.S.S.
- Nilsson, Sam : Directeur de l'International Federation of Institutes for Advanced Study. Membre de la Pugwash.
- Peccei, Aurelio : Fondateur et président du Club de Rome. Membre du Bilderberg, de l'Institut Atlantique et de l'I.A.I.
- Piatier, André : Directeur d'études à l'Ecole pratique des Hautes études, Paris.
- Quine, Willard V.O. : Professeur de philosophie à l'université de Harvard.
- Rabi, Isidor I. : Professeur de physique émérite à Columbia. Membre du Conseil des Gouverneurs de l'Institut Weizmann. Membre du Bilderberg, du C.F.R. et de la Pugwash.
- Reuck, Anthony V.S. : Chef d'études de relations internationales, Département de linguistique et de relations interna-

tionales. Université du Surrey (Grande-Bretagne). Membre de la Pugwash.

Ritchie-Calder, Lord Peter : Membre du Centre for the Study of Democratic Institutions (1972-1975). Professeur au Ruskin College en 1957. Membre de la Fabian Society, où il fut pendant un certain temps secrétaire de H.G. Wells. Conseiller de l'OXFAM. Membre du R.I.I.A., de la Pugwash et d'Amnesty International.

Rosenberg, Leon J. : Président de *Practical Concepts, Inc.*, de Washington.

Schaff, Adam : Président du Centre de Coordination européenne pour la recherche et la documentation en sciences sociales de Vienne.

Segal, Irving E. : Professeur de mathématiques au M.I.T.

Shearmur, Jeremy : Directeur de recherches du Département de philosophie à la London School of Economics.

Silverman, Joseph : Professeur et directeur de l'Institute for Physical Science and Technology de l'université de Maryland.

Simmons, Althea : Directeur du programme éducation à la *National Association for the Advancement of Colored People* (NAACP).

Singh, Khushwant : Directeur de *l'Illustrated Weekly of India*.

Singer, Fred S. : Professeur de sciences d'environnement à l'université de Virginie. Membre du comité exécutif du Brookings Institute depuis 1971. Vice-président de l'American Friends Hebrew University depuis 1974.

Skinner, Elliot P. : Professeur d'anthropologie à Columbia. Membre du C.F.R.

Stoessinger, John G. : Professeur à la Colorado School of Mines. Membre du C.F.R.

Szalai, Alexander : Professeur de sociologie à l'université des sciences économiques Karl-Marx, Budapest (Hongrie).

Tejada-de-Rivero, David : Directeur général adjoint à l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.).

Thorpe, W.H. : Président du Jesus College de Cambridge. « Research Fellow » de l'International Education Board (Rockefeller Institute) à l'université de Californie.

Trocme, Etienne : Président et professeur de religion à l'université des sciences humaines à Strasbourg (France).

Vaz da Costa, Reubens : Economiste. Membre du Club de Rome.

Villee, Claude A. Jr. : Professeur de chimie biologique à Harvard.

Watkins, J.W.N. : Professeur de philosophie à la London School of Economics.

- Webster, Richard T. : Conseiller à la European Community of Journalists.
- Weinberg, Alvin M. : Directeur de l'Institute for Energy Analysis, à Oak Ridge (Tennessee). Membre de la Pugwash et de l'American Nuclear Society.
- Weiss, Paul A. : Professeur de biologie émérite à l'université Rockefeller.
- White, Robert J. : Professeur et vice-président du Département of Neurosurgery à l'école de médecine de Case Western University. Membre du C.F.R.
- Wiener, Anthony : Professeur et directeur d'études politiques à l'Institut d'études polytechniques de Brooklyn.
- Wigner, Eugene P. : Professeur de physique à Princeton. Membre de la Pugwash. Prix Nobel 1963 et Albert Einstein 1972.
- Williamson, D.T.N. : Directeur de *Rank Xerox Ltd.*
- Yankov, Alexander : Professeur de droit international à l'université de Sofia en Bulgarie. Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Bulgarie en Grande-Bretagne.
- Zichichi, Antonino : du C.E.R.N. à Genève.
- Zucker, Alexander : Directeur du Oak Ridge National Laboratory. Membre de la Pugwash.



INDEX

- ABE BAILEY, Sir, 34
 ABRAMS, Elliot, 115
 ABSHIRE, David, 116
 ABUZINADA, A.H., 241
 ACHESON, Dean, 122, 204
 ADDAMS, Jane, 37, 38, 63
 ADEMOLA, Sir Adetokunbo, 138
 ADENAUER, Conrad, 187, 207, 208
 ADLER, Ota, 66, 221
 ADRIAN, Lord, 172
 AGAR, Herbert, 44
 AGNELLI, Giovanni, 96
 AGNELLI, Susanna, 96
 AGUIRRE, Antonio di, 203
 AIDA, Shuhei, 241
 ALBAULT, André, 230
 ALBONETTI, Achille, 60
 ALEMBERT, d', 16
 ALEXANDER, Benjamin H., 241
 ALLARD, baron Antoine, 57
 ALLEG, Henri, 85
 ALLEN, Frederick H., 196
 ALLEN, Garry, 22
 ALLEN, Henry, 193
 ALLEN, Richard V., 100, 108, 109, 116
 ALLENDE, Salvador, 154
 ALONSO, Marcelo, 241
 ALTER, Carl, 206
 ALTMAN, 62
 ALVAREZ, Alfred, 241
 AMERY, L.S., 190, 198
 AMPHOUX, M., 80
 AMUNDSEN, 66
 ANDERSON, John, 104
 ANDREAE, Jean Valentin, 51
 ANDREWS, Paul S., 45
 ANGELI, Claude, 154
 AOYOMA, Mitsuko, 180
 APPELL, Paul, 187
 ARCHBISHOP de CANTERBURY, 238
 ARCY, Jean d', 90
 ARGENTAL, Comte d', 16
 ARMAND, Louis, 94
 ARMSTRONG, Patrick, 81
 ARNOLDSON, K.P., 28
 ARTUCIO, Hector, 149
 ASIMOV, Isaac, 93
 ASSOUSA, George E., 241
 ASTIER, François, 221
 ASTOR, David, 136 à 140, 142
 ASTOR, Vincent, 191
 ATTLEE, Lord Clement, 49, 73, 80
 AUBRAC, Lucie, 154, 157
 AUBRAC, Raymond, 144, 154, 157
 AUGER, Pierre, 91
 AURIOL, Vincent, 79, 205
 AUSTIN, Paul J., 235
 AVALOS, Beatrice, 241
 AVELINE, Claude, 62, 85, 86, 217
 AVELING, Edward, 28
 AYANDELE, Emmanuel, 241
 AYRES, Robert U., 241
 AYRISCH, A., 196

BABBITT, Bruce, 233
BADALO, Claude, 144
BADINTER, Robert, 148, 155
BAJER, Frédéric, 28
BAKER, Eric, 140
BAKER, James, 110
BALDRIDGE, Malcolm, 107
BALDWIN, Roger, 38, 238
BALDWIN, Sir Stanley, 212
BALFOUR, Lord, 190
BALL, George, 108
BALLANGER, Robert, 85
BALOGH, Tom, 154
BARKER, Eileen, 241
BARNIER, L.A., 27
BARRAULT, Michel, 228
BARRE, Raymond, 209
BARRUEL, 17
BARTH, Père, 158
BARTHE, Roger, 221
BARTHELEMY, Joseph, 197
BARUCH, Bernhard, 192
BASH, Victor, 154
BASSOT, Jacques, 53, 65
BAZET, M., 16
BEALES, A.C.F., 25, 26
BEAUMONT, Jacques, 157
BEAUVOIR, Simone de, 147
BECHEROT, Marcel, 95
BEIT, Alfred, 34
BELFORT-BAX, Ernest, 29
BELL, Terrel, 110
BEN-DAK, Joseph, 241
BENEDIKT, Ernst, 186
BENENSON, Peter, 135, 139, 140
BENES, Edouard, 40, 186, 187, 189, 195
BENNET, vice-maréchal, 52
BERARD-QUELIN, Georges, 163
BERGSON, Henri, 49, 200
BERNHARD, Georg, 187
BERNHARD, Prince, 134
BERNIER, Abbé, 17
BERNSTEIN, Léonard, 106
BERTHOIN, Georges, 126, 127, 174, 241
BESANT, Annie, 24, 29, 73, 212, 215
BESNARD, René, 56
BESSON, Antonin, 217, 230
BETHOUART, Général, 68
BEUVE-MERY, Hubert, 161

BEVERIDGE, William, 41, 46, 52, 59, 69, 74, 203
BEVIN, Sir Ernest, 53, 54, 135
BIDAULT, Georges, 60
BICHET, Robert, 61, 207
BILLETDOUX, François, 89, 217, 230
BLAKER, Eugene Carson, 156
BLANCHARD, Henri, 168
BLANKENHORN, Herbert, 207
BLOCH-LAINE, François, 159
BLOCK, John, 110
BLOOMFIELD, Lincoln, P., 76
BLOOR, Ella Reeve, 204
BLUM, Léon, 48, 60, 85, 197, 205
BLUM, Pierre, 152
BLUMENTHAL, Michael, 235
BLUMEL, André, 85
BLUNTSCHLI, Johan Gaspard, 26
BOAS, Melle, 188
BOBROW, Sue Berryman, 242
BODEBSKI, 133
BODET, Jaime Torres, 50
BOGGS, Hale, 206
BOHY, Georges, 206
BOIS, Roby, 154, 159, 161
BOISSET, Yves, 147
BOLIS, Luciano, 66
BOLTE, Charles G., 57
BOMPARD, Christian, 158
BONGHI, Ruggiero, 27
BONNEFOUS, Edouard, 217
BONNET, Henri, 49
BONSAL, Dudley B., 138
BORD, Gustave, 16
BOSCH, Carl, 197
BOSCH, Robert, 197
BOTA, Livin, 75
BOULANGER, 17
BOULANGIER, Pierre, 62
BOURBON-BUSSET, Jacques de, 217
BOURDET, Claude, 147, 155
BOURGEOIS, Jerry, 91, 227
BOURGEOIS, Léon, 49
BOWMAN, Guy, 29
BOYD ORR, John, 41, 62, 67, 69, 73, 75, 77, 80
BRADY, James, 109
BRAILSFORD, H.N., 154
BRANDEIS, Louis D., 42
BRANDT, Willy, 96

BREDIN, Jean-Denis, 148
 BREDINS, Dr, 27
 BREGLAND, 126
 BRESSAND, Jean-Marie, 227
 BRETON, André, 62
 BRETON, Jean-Marie, 230
 BREUILLE, Jack Henri, 95
 BREYTENBACH, Willie, 242
 BRIAND, Aristide, 36, 38, 39,
 40, 82, 188, 193, 196, 197, 198,
 213
 BRIGHT, John, 24, 25
 BRIMMER, Andrew, 235
 BROCK, William, 110
 BROCKWAY, Fenner, 154
 BROSCHE, 184
 BRUGMANS, Henri, 62, 66, 68,
 207, 221
 BRUNING, Hermann, 198
 BRUNOIS, Albert, 227
 BRYCE, Lord, 36
 BRZEZINSKI, Zbigniew, 108,
 109, 126
 BUCHER, Hermann, 197
 BUCHMANN, Jean, 66, 222
 BUGGE, Anna, 28
 BUISSON, Ferdinand, 27
 BULLITT, William, 206
 BUNDY, Mac George, 71, 142,
 143
 BURE, Emile, 157
 BURIC, Olivera, 242
 BURNS, Arthur, 101
 BURNS, John, 29
 BURLINGAME, John F., 233
 BURON, Robert, 66, 67, 71, 76,
 86, 217
 BURT, Richard, 115
 BUSBEE, George, 233
 BUSH, George, 100, 101, 107,
 116

 CABANIS, Pierre, 16, 17
 CAILLAUX, Joseph, 188, 195
 CAILLAVET, Henri, 92
 CALDWELL, Philip, 233
 CALIFANO, Joseph, 111, 112
 CALVOCORESSI, Peter, 140,
 141, 160
 CAMBRESSY, André, 96
 CAMUS, 62
 CANDIANI, Clara, 218
 CARLUCCI, Frank, 106

 CARNEGIE, Andrew, 25
 CARNEY, Fred, 222
 CARREL, Alexis, 56
 CARRERAS, Francisco J., 242
 CARRINGTON, Lord, 114, 136
 CARTER, Jimmy, 72, 99, 104,
 112, 114, 115, 125, 144
 CARVER, George, 115
 CASALIS, Georges, 154, 218
 CASALS, Pablo, 76
 CASEY, William, 102, 103
 CASS CANFIELD, 57
 CASTELLANI, 33
 CASTLE, Barbara, 69, 154
 CASTRO, Josue de, 69, 77
 CATLIN, Georges, 44
 CATROUX, Diomède, 85, 86
 CATT, Carie Chapman, 193
 CAUWELAERT, van, 196
 CECIL, Lord Robert, 34, 41, 71,
 190, 197
 CELLARD, André, 97
 CEPEDE, Denis, 91
 CEPEDE, Michel, 86, 91, 218,
 227
 CHAMBERLAIN, J.-P., 40, 190
 CHAMPOLLION, Guy, 166
 CHAO, Chin-Chi, 242
 CHAO, T.C., 156
 CHASE, Harry Woodburn, 203,
 206
 CHASE, Stuart, 42, 43
 CHATHAM, Earl of, 18
 CHATELET, François, 147
 CHENIER, André, 18
 CHEYSSON, Claude, 92
 CHILDS, Richard S., 206
 CHISHOLM, Brock G., 76
 CHOISY, Maryse, 129
 CHONCHOL, Jacques, 154
 CHRISTOPHER, Warren, 114
 CHURCHILL, Winston, 41, 58,
 60, 61, 173, 180, 190, 198, 201,
 207, 208
 CLARK, Edward T., 221
 CLARK, Grenville, 69, 70
 CLARK, William, 114
 CLAUDEL, Paul, 188
 CLAUSEN, Alden W., 235
 CLAVEL, Bernard, 218
 CLAVEL, Maurice, 147
 CLEMENCEAU, Georges, 198
 CLERCQ, Guido de, 233
 CLEVELAND, Harland, 76

- COBDEN, Richard, 23, 24, 25
 COHEN, Benjamin, 204
 COHEN, Jerome A., 171
 COLE, G.D.H., 154
 COLETTE, 188
 COLIJN, 196
 COLLINS, Victor, 221
 COLOMBO, Emilio, 72
 COMENIUS, Jean Amos, 51, 195
 CONDOMINAS, Georges, 161
 CONDORCET, Marquis de, 16, 17
 CONNAUGHT, Duc de, 206
 CONRAD, Joseph, 133
 CORDELL HULL, 202
 CORDIER, Gabriel, 197
 CORD MEYER, Jr., 57, 63, 65
 COSMAO, Père Vincent, 158
 COSTE, Louis, 95
 COSTON, Henry, 153
 COT, Pierre, 71, 85, 86, 197
 COTY, René, 59, 206
 COUDENHOVE-KALERGI, Richard, 35, 57, 60, 62, 68, 133, 179 à 204, 221
 COUDENHOVE-KALERGI, Frantz K., 180
 COUDENHOVE-KALERGI, Heinrich, 180
 COURTIN, René, 61, 205
 COUSINS, Norman, 75, 76
 COUVREUR, Auguste, 27
 COVIAN, Miguel R., 242
 COWEN, Joseph, 29
 CREEL, George, 204
 CREMER, William Randa, 27
 CRICK, Francis Harry, 93
 CROCE, Benedetto, 196
 CROCKER, Chester, 115
 CROISSANT, Klaus, 147, 148, 155
 CROSSMAN, R.H.S., 155
 CROWLEY, Aleister, 200
 CROZIER, Michel, 155
 CULBERTSON, Ely, 46
 CURIEL, Henri, 158
 CURIE-SKODOWSKA, Md., 50
 CURTIS, Lionel, 36, 190
 CUSHENDUN, Lord, 40
 DAHL, Helmer H., 242
 DAHRIMAN, Georges, 213
 DALADIER, Edouard, 205
 DAMIANI, Ugo, 221
 DAMILAVILLE, 16
 DANIEL, Jean, 155
 DANJOU, Jean-François, 168
 DARMAN, Richard, 110
 DARWIN, 50
 DAUPHIN, Albert, 95
 DAUTRY, Raoul, 61, 201
 DAVEZIES, Robert, 154
 DAVIES, Lord David, 41, 67
 DAVIS, Garry, 61, 62, 155, 229
 DAVIS, John W., 193, 206
 DEBEVOISE, Eli Whitney, 137
 DEBRAY, Régis, 147
 DEBU-BRIDEL, Jacques, 147, 157, 158
 DECAUX, Alain, 89
 DE GAULLE, Charles, 96, 205, 207
 DEHOUSSE, Fernand, 66
 DELANO, Frederic A., 193
 DELASSUS, Henri, 19
 DELBOS, Yvon, 71, 195
 DELEUZE, Gilles, 147
 DELMOUSEE, Georges, 95
 DEMANDOLX, de, 107
 DENIS, Jacques, 92
 DENNY, Ludwell, 203
 DESCHAMPS, N., 16
 DESSART, Francis, 230
 DESSELAS, Jean-Marie, 95
 DESTREES, Jules, 196
 DESWARTE, Willem, 81
 DE VISSCHER, Charles, 27
 DIDEROT, 16
 DIEDISHEIM, Jean, 227, 230
 DILIGENT, André, 92, 230
 DINGHOFER, Dr, 186
 DISRAELI, Benjamin, 212
 DOLCI, Danilo, 77, 238
 DOLFUSS, Engelbert, 201
 DOMENACH, Jean-Marie, 155
 DONAHUE, Thomas, 233
 DONOVAN, Hedley, 235
 DONOVAN, Raymond, 110
 DONOVAN, William J., 103, 206
 DORIOT, Jacques, 188
 DOUGHERTY, Jude P., 242
 DRACHKOVITCH, Milorad, 242
 DRAIN, Geoffrey, 233
 DRINAN, Robert F., 106

- DROR, Yehezkel, 242
 DRUMMOND, Sir Eric, 189, 192
 DUBOIN, Jacques, 218
 DUBRULLE, de, 197
 DUCHEMIN, de, 197
 DUCHET, Roger, 53
 DU FRENNE, Michel, 175
 DUFF COOPER, 41, 201
 DUGGAN, Stephan, 193, 202, 206
 DUISBERG, 197
 DULLES, Allen, 122, 206
 DULLES, John Foster, 47, 122, 202
 DUMONT, René, 89, 218, 230
 DUNAN, 16
 DUPUY, Richard, 86
 DUVERGER, Maurice, 155
- EAGLEBURGER, Lawrence, 115
 ECCLES, Sir John, 173 à 176
 ECK, Jonckbloet van, 27
 ECKART, Dietrich, 199
 EDWARDS, James, 110
 EICHELBERGER, Clark, 47, 48
 EINSTEIN, Albert, 49, 65, 188
 ELBENSTEIN, Elsie, 47
 ELLENSTEIN, Jean, 147
 ELLISTON, Herbert, 203
 ENDERS, Thomas, 115
 ENDICOTT, James, 121, 122
 ENGELS, 22
 ENNALS, John, 160
 ENNALS, Martin, 150, 160, 237
 ETTINGER, Rose, 47
 EULER, U.S. von, 177
 EVANS, Agard, 230
 EVANS, Luther H., 51
- FABRE, Robert, 72
 FALK, Richard A., 70
 FARLEY, James A., 206
 FARMER, Fyke, 63, 64
 FARMER, James, 242
 FARRERE, Claude, 56
 FAURE, Edgar, 73, 92, 137
 FAURE, Léopold, 95
 FAURE, Maurice, 205
 FEDANZO, Anthony J., 242
- FEFFERMAN, Dan G., 169
 FENAUX, Robert, 230
 FERRAT, Jean, 85
 FIELD, D.D., 27
 FINET, Paul, 68
 FORD, Gerald, 101, 102, 104, 106, 125
 FOSTER, Isaac, 138
 FOSTER, Richard B., 242
 FOULD, René, 197
 FOURASTIE, Jean, 218
 FRAGHY, Mme, 228
 FRANÇOIS-PONCET, André, 61
 FRANCCOURT, Michel, 94
 FRANKFURTER, Felix, 38, 43, 191, 193
 FRASER, Donald M., 169 à 172, 177
 FRENAY, Henry, 66
 FRERET, 17
 FREUD, Sigmund, 49, 50, 188
 FRIED, Alfred, 28
 FRIEDMANN, Georges, 90, 155, 218,
 FRITCHEY, Clayton, 206
 FRITSCH, 184
 FROMM, Erich, 238
 FRY, Michael G., 242
 FUKUDA, Nobuvuki, 242
 FULBRIGHT, 206
- GABBRIELLI, Gabriele, 222
 GAITSKELL, Hughes, 69
 GALANTAY, Ervin Y., 242
 GALBRAITH, John Kenneth, 106
 GANDHI, Indira, 76
 GANNON, Robert J., 204, 206
 GARCET, Marc, 229
 GARCET, Robert, 229
 GARIBALDI, 27, 32
 GASPARI, 239
 GASPERI, Alcid de, 60, 68, 208
 GAUCHER, Roland, 157
 GAYMARD-ROLLET, Andrée, 227, 229
 GBEDEMAH, K., 75
 GEFFRE, Claude, 242
 GEHLE, Frederick W., 206
 GELAMUR, Jean, 163
 GENET, Henri, 222
 GEORGE, Henry, 21

GEORGIADES, Euthymène, 218
 GERSON, Werner, 132, 199
 GIACCHERO, Enzo, 206
 GIBRAT, Robert, 242
 GIDE, André, 133
 GIDE, Charles, 18
 GIDEONSE, Harry D., 206
 GILLET, de, 197
 GILSON, Etienne, 48
 GIOLITTI, 196
 GIOVENCO, Jean-Pierre, 85
 GISCARD d'ESTAING, Valéry, 75, 78, 96, 147, 209
 GLADSTONE, 18
 GLASBERG, Abbé, 157, 158
 GOLDBERG, Arthur, 123
 GOLDEN, William T., 243
 GOLDSMITH, Edward, 243
 GOLDSMITH, Jimmy, 155
 GOLDSMITH, Maurice, 177, 243
 GOLDWATER, Barry, 104
 GONELA, Guido, 72
 GONNE, Maud, 131
 GOODMAN, Paul, 124
 GOODPASTER, Andrew, 112
 GOODRICH, Leland, 47
 GORDON, Ira J., 243
 GORDON, Walter Lockart, 121, 122
 GOTTSCHALK, Max, 47
 GOUZY, Jean-Pierre, 72
 GRANDMOUGIN, Jean, 87, 218
 GRANT, Gerry, 231
 GREELEY, Horace, 22
 GREEN, Lucile, 231
 GREEN, William, 206
 GREENSPAN, Alan, 102
 GREY, Lord, 36
 GRIESSEMER, T.O., 221
 GRIGG, Edward, 201
 GRIMM, 16
 GROS, Henri-Louis, 95
 GROSSIN, William, 231
 GROUES, Henri (voir PIERRE, Abbé)
 GRUNFELD, I., 237
 GUENON, René, 213
 GUERIF, Jacques, 231
 GUERNIER, Maurice, 86
 GUERON, Jules, 243
 GUEST, Haden, 201

GUILHOT, Jean, 227
 GUINGOUIN, 153
 GUTERMANN, Richard, 197
 GUTMANN, Herbert, 197

 HAAS, Walter A., 233
 HABICHT, Karl, 40
 HABICHT, Max, 56, 67, 229
 HABSBURG, Otto de, 208
 HADDOW, Sir Alexander, 69
 HAEGLER, Rolf P., 45, 59, 64, 70, 231
 HAIG, Alexander, 101, 109, 111 à 116, 127
 HALBWACHS, Mme Maurice, 154
 HALECKI, Oscar, 203
 HALEVY, Elie, 31
 HALL, Charles, 19, 22
 HALLSTEIN, Walter, 208
 HAMAI, Shinzo, 77
 HAMMARBERG, Thomas, 159
 HAMON, Léo, 92, 155
 HANDLIN, Oscar, 176, 243
 HARMEGNIES, Lucien, 231
 HARRADINE, Brian, 149, 150
 HARRIMAN, Averell, 141 à 144
 HARRINGTON, Michael, 106
 HART, Henry O., 243
 HASKELL, Edward, 172
 HATZFELD, Comtesse, 179
 HAUPTMAN, Gerhart, 188
 HAUSHOFER, Général Karl, 133, 199, 200
 HEALEY, Denis, 138, 234
 HEATH, Edward, 234
 HECKER, Robert, 197
 HEDLUND, B.A., 28
 HEILNER, Richard, 197
 HEINEMANN, Dannie, 196
 HELBRONNER, E., 212
 HELION, Jean, 218
 HELMS, Jesse, 106
 HELVETIUS, Claude, 16, 18
 HENDERSON, Gregory, 171
 HENSCH, Hermann, 208
 HERAUD, Guy, 88, 231
 HERNU, Charles, 75, 97
 HERON, George, 43
 HERRIOT, Edouard, 188
 HERTER, Christian A., 207
 HERZ, Martin F., 243

- HERZI, Théodore, 180
 HEWITT, William A., 235
 HEYERDAHL, Thor, 76
 HIGGINS, Terence, 234
 HILL, Samuel S. Jr., 243
 HILLA, Carla A., 233
 HILLQUIT, Morris, 37
 HISS, Alger, 35
 HITAKA, Kazuteru, 231
 HITLER, Adolf, 26, 29, 73, 133, 187, 198, 199, 201
 HO CHI MINH, 142, 143
 HODGSON, Peter E., 243
 HODZA, Milan, 203
 HOETZSCH, 187
 HOLBACH, Baron Paul d', 16, 17, 19
 HOLBROOKE, Richard, 126
 HOLCK, A., 28
 HOLDRIDGE, John, 115
 HOLMATS, Robert, 110
 HOLSTI, Rudolf, 203
 HOME, Lord, 74
 HOOVER, Herbert, 192, 204, 207
 HOPKINS, Harry, 43
 HOPKINSON, H.L.D.A., 62
 HORNE, Sir Robert, 190
 HORROCKS, Sir Brian, 238
 HOURDIN, Georges, 94, 162
 HOUSE, Colonel Mandel, 37, 38, 42, 63, 82, 133, 182, 186, 191, 193, 199
 HROMADKA, Joseph L., 77, 156
 HUA, Huang, 121, 127
 HUGHES, Thomas Lowe, 35, 235
 HUGO, J.L. Sigisbert, 25
 HUGO, Victor, 24, 195
 HUNTZINGER, Jacques, 75
 HUXLEY, Sir Julian, 41, 50
 HYMANS, Paul, 40
 HYNDMAN, Henry Mayer, 28, 29

 IKLE, Fred C., 106
 IKOR, Roger, 86, 89, 90, 92, 219
 INGERSOLL, Robert S., 128
 INMAN, B.R., 104
 IRIMESCU, Radu, 203

 ISELY, Philip, 73
 ISTEL, André, 205, 207

 JACOB, Nicolas, 81
 JACOBS, Aletta, 37
 JACOBS, M., 229
 JAKOB, G., 67
 JAMMER, Max, 243
 JANKELEVITCH, Wladimir, 148
 JANSON, Paul Emile, 196
 JANTSCH, Erich, 243
 JAVITS, Jacob, 123, 124
 JAWORSKI, Léon, 113
 JEAN-PAUL II, 72, 96
 JEAN XXIII, 92
 JENKINS, Roy, 72
 JENNINGS, Hargrave, 183
 JENNINGS, Sir Ivor, 46
 JOHNSON, Lyndon, 141
 JOHNSON, E. Joseph, 35
 JOLIOT-CURIE, Frédéric, 48, 71, 154
 JONES, Reginald Victor, 172
 JONES, Thomas E., 243
 JOSEPHY, F.L., 66, 222
 JOUSSE, Germain, 219
 JOUVENEL, Bertrand de, 188
 JOUVENEL, Henri de, 188
 JOUVENEL, Renaud de, 188
 JOXE, Louis, 137
 JOXE, Pierre, 137, 148
 JOYCE, James Avery, 231
 JOYNES, J.L., 29
 JURGENSSON, Melle, 179
 JUST, Michel de, 86

 KAAS, 187
 KALTENBORN, Hans V., 207
 KANT, Emmanuel, 195
 KAPLAN, Joseph, 93, 94
 KAPLAN, Morton A., 167, 173, 174, 176, 177
 KARDOFF, von, 187
 KASHIWAGI, Yusuko, 128
 KASTLER, Alfred, 77, 85, 154, 231
 KATZ, Amron, 243
 KATZ, Milton, 144
 KAUFFMANN, 28
 KAUFMANN, Walter, 176, 243

- KELLER-STAUB, Walter, 197
 KELLOG, Frank B., 40, 82, 192
 KENNEDY, Robert, 71
 KERALY, Hugues, 151, 152
 KERR, Philip, 190
 KERENSKI, Alexandre, 196
 KESSEL, Joseph, 89
 KETY, Seymour, 243
 KEUR, John Y., 207
 KEYS, Donald F., 243
 KHURI, Nicola N., 243
 KIEFFER, Dagi, 89
 KIEJMAN, Georges, 148
 KIEK, Edward, 56
 KIM, Eun-Woo, 243
 KIMBER, 41
 KING-HALL, Stephen, 202
 KIRKLAND, Lane, 235
 KIRKPATRICK, Jeane, 108
 KISSINGER, Henry, 106, 109,
 111, 112, 113, 115, 125, 143,
 144, 154, 157, 199
 KITSON, Sir Timothy, 169
 KLARSFELD, Serge, 148
 KLOOST, J.B. Hermann, Marie
 de, 19
 KLOTEN, Norbert, 128
 KLUGMAN, James, 237
 KOBAYASHI, Yotaro, 234
 KOCH, Henri, 222
 KOCH-WEBER, Erich, 187
 KOGON, Eugène, 66
 KOHN, Walter, 244
 KOHT, Paul, 28
 KOROSK, 195
 KOSSUTH, 32
 KOTANI, Tsuruji, 231
 KRASSOVSKY, Georges, 89
 KREISKY, Bruno, 145
 KREPS, Juanita, 233
 KRISLOV, Samuel, 244
 KUMLEBEN, Francis Gérard,
 81
 KUZIN, A.V., 69

 LACASSAGNE, Antoine, 219
 LACOUTURE, Jean, 143
 LADD, William, 23
 LA FOLETTE, Robert, M., 207
 LA FONTAINE, Henri, 27, 33
 LA HARPE, César de, 16
 LALANDE, Jérôme, 16
 LALIVE, Jean-Flavien, 238
 LALONDE, Brice, 90
 LAMBERT-RIBOT, 197
 LAMOIGNON, 16
 LAMONT, Thomas W., 34
 LANCE, Bert, 104
 LANCRY, Abraham, 167
 LANG, Gordon, 222
 LANG, Reginald D., 62, 222
 LANGE, Halvard, 207
 LANGE, Hermann, 197
 LANGEVIN, Paul, 154
 LANIEL, Joseph, 56
 LANSIART, Robert, 82, 227
 LANTI, E., 83
 LA PIRA, Giorgio, 78, 239
 LA PRADELLE, Geouffre de,
 80, 81, 229, 134
 LARKIN, Joseph J., 207
 LARMEROUX, Jean, 55, 62, 221
 LA ROCQUE, Colonel, 53
 LASALLE, 23
 LASKI, Harold, 38
 LASSERRE, J., 219
 LASZLO, Erwin, 244
 LAUGIER, Henri, 73, 85, 219
 LAUPRETRE, Julien, 154
 LAURENT, Théodore, 197
 LAURSEN, Finn, 231
 LAVELAGE, Emile de, 27
 LAWLOR, Liam, 234
 LAYTON, Sir Walter, 190, 202
 LAZARD, 63
 LEAUD, Aimé, 163
 LE BAIL, 153
 LEBRET, Père, 158
 LECACHE, Bernard, 86
 LECANUET, Jean, 69
 LEDERMANN, L., 54
 LEDNICKI, Alexandre, 195
 LE DUC THO, 112, 144
 LEE, Duncan, 103
 LEFEBVRE, Henri, 22
 LEFEVER, Ernst, 110
 LE FOYER, Lucien, 33
 LE GOFF, Maître, 80
 LEHMAN, John, 106
 LE LIONNAIS, François, 219
 LEMMA, Aklilu, 244
 LEMMI, Adriano, 31, 32
 LEMONIER, 27
 LENINE, 198
 LENNHOF, E., 28, 192, 196

- LERCHENFELD, Comte, 187
 LERNER, Daniel, 174, 175, 176
 LEROY, 17
 LESERMAN, Philip, 222
 LE TROQUER, André, 55
 LEVI, Leone, 27
 LEVINE, Michel, 152
 LEVINSON, M.S.O., 39, 40
 LEVY, Albert, 85
 LEVY, Armand, 32
 LEVY, Pierre, 84
 LEWIS, Andrew, 107
 LEWIS, Bennett W., 244
 LHOMBREAUD, R., 219
 LIN, Paul, 121, 122
 LINCOLN, George, 111
 LIPKOWSKI, Irène de, 219, 227
 LIPKOWSKI, Jean de, 219
 LIPPMAN, Walter, 18, 43, 192
 LLOYD, Georgia M., 37, 38, 57
 LLOYD-GARRISON, William, 27
 LOCHNER, Louis P., 37
 LODER, Dr, 196
 LOEBE, Paul, 187, 195
 LONGWORTH-ROOSEVELT, Alice, 204, 207
 LORD, Winston, 128
 LOTHIAN, Lord, 201
 LOUCHEUR, Louis, 188, 196, 197, 201
 LOUDON, John, 235
 LOUIS, André, 88
 LOUIS-DREYFUS, Charles, 188
 LOUIS-DREYFUS, Louis, 188
 LOW-DODGE, David, 23
 LOWENTHAL, Edward, 28
 LUCE, Henry, 204
 LUCHAIRE, Jean, 57
 LUNS, Joseph, 113
 LUTHER-KING, Martin, 73, 96, 107
 LYNN, James, 110
 LYON-CAEN, Léon, 85

 McALLISTER, Gilbert, 67
 McCRAKEN, Paul, 101
 McDONALD, Larry, 171
 McFADDEN, Louis T., 191
 McGOVERN, George S., 108
 McGUIGAN, Mark, 76

 McKEOUGH, Darcy, 233
 Mac ARTHUR, Général, 105, 111
 Mac BRIDE, John, 131
 Mac BRIDE, Sean, 71, 131 à 145, 150, 155, 158, 160, 162, 200, 230, 237
 Mac DONALD, Ramsay, 190
 Mac FARLANE, Robert, 115
 Mac IVER, Robert Morrisson, 52, 57
 Mac KAY, R.W.G., 44
 Mac KAY, Ronald, 206
 Mac KENSIE, Norman, 155
 Mac KENSIE KING, 40, 53, 54
 Mac LAURY, Bruce, 128
 Mac LEISCA, Archibald, 49, 106
 Mac NAMARA, Robert, 142, 143
 MACCAS, Léon, 206
 MACDERMOT, Niall, 137
 MACKEY, Albert G., 32
 MACY, Jesse, 43
 MADARIAGA, Salvador de, 208, 238
 MAHEU, René, 51
 MAINGUY, Yves, 231
 MALIK, Charles Habib, 176
 MALIN, Patrick M., 38
 MALLET, Robert, 91, 177
 MALLET-JORIS, Françoise, 148
 MALRAUX, Clara, 155
 MALTHUS, 21, 50
 MANDER, Sir Geoffrey, 202
 MANN, Heinrich, 188
 MANN, Thomas, 29, 50, 57, 188, 199
 MANN BORGHESE, Elisabeth, 81
 MANSHOLT, Sicco, 88, 89, 90
 MAO Tse-Toung, 122, 123
 MARC, Alexandre, 53, 65, 72, 222, 231, 244
 MARCHAL, Léon, 68
 MARCHAND, Guy, 91, 227, 229
 MARCHAND, Renée, 227, 229
 MARCOARTU, Arturo de, 28
 MARCOVICH, Herbert, 143
 MARIE, Albert, 33
 MARIEL, Pierre, 51, 52, 132
 MARJOLIN, Robert, 68
 MARKOW, M.A., 69

- MARLIO, Louis, 197, 201, 203
 MARSH, John, 106
 MARSH, Norman, 140
 MARSHALL, Général George Catlett, 68, 206
 MARTHELOT, Pierre, 219, 231
 MARTIN, Archer J.P., 244
 MARTIN, David A., 244
 MARTIN, Kingsley, 155
 MARTINI, Raymond, 94, 95
 MARX, 187
 MARX, Eléonore, 28, 29
 MARX, Karl, 20, 21, 22, 23, 28, 29, 35
 MASARYK, Thomas G., 182, 186, 189
 MASMOUDI, Mustapha, 231
 MATHERS, S.L., 200
 MATHIEU, Joseph, 95
 MATSUSHITA, Masatoshi, 244
 MAURIAC, François, 55
 MAURICE, Gaston, 86
 MAUROY, Pierre, 92, 205
 MAUZY, Richard, 171
 MAYER, René, 201, 205
 MAZZINI, Giuseppe, 29, 32, 195
 M'BOW, Amadou Mahtar, 51
 MEERSCH, Walter J., 138
 MEESE, Edwin, 110
 MELCHIOR, Carl, 197
 MELLANBY, Kenneth, 172, 174, 176
 MELLOR, Alec, 25
 MENDES-FRANCE, Pierre, 97, 143
 MENDLOVITZ, Saul H., 70
 MENNEVEE, Roger, 71
 MENUHIN, Yehudi, 238
 MERCIER, Ernest, 201
 MERLE, Robert, 85
 MESLIER, Curé, 17
 MEYER, Eugen, 203
 MICHELET, Edmond, 55, 66
 MICKELSON, Sig, 244
 MIKARDO, Ian, 155
 MILL, James, 21
 MINIGUE, Kenneth R., 244
 MIRABEAU, 17
 MITTERRAND, François, 71, 72, 73, 75, 96, 195
 MITTERRAND, Jacques, 70, 154
 MITTLER, Eugène, 30
 MOCH, Gaston, 27
 MOGUY, Léonid, 219
 MOLL, 22
 MOLTENO, Percy, 190
 MONDALE, Walter, 108
 MONETA, E.T., 27
 MONNET, Jean, 49, 60, 159, 208
 MONOD, Théodore, 85, 90, 219
 MONTAND, Yves, 90
 MONTARON, Georges, 84, 154, 162
 MONTBRIAL, Thierry de, 211, 212, 215
 MOON, Sun Myung, 161, 165 à 173, 177
 MORELLI, 27
 MORGAN, 38, 63
 MORGENTHAU, Henry, 82
 MORRIS, William, 28, 30
 MORRISSON, Charles Clayton, 39, 40
 MORSE, Wayne, 99
 MOSES, Sir Charles, 244
 MOSINGER, Michel, 228
 MOUCHANOFF, Serge de, 180
 MOULEIKA, Arouna, 96
 MOUTON, R., 219
 MOWRER, Edgar Ansel, 57, 203
 MUHLETHALER, Jacques, 227, 230
 MULLINKEN, Robert S., 173
 MUNSEY, Frank, 191, 192
 MURAZ, Roland, 227
 MURRAY, Gilbert, 36, 48, 49, 190, 202
 MURRAY BUTLER, Nicholas, 34, 35, 39, 41, 74, 187, 193, 202, 203, 213
 MYRDAL, Gunnar, 238
 NADER, Ralph, 172
 NAIGEON, 16
 NAKAYAMA, Sohei, 234
 NATALI, Lorenzo, 72
 NEEMAN, Yuval, 244
 NEHRU, Rajan, 77
 NESSELRODE, Marie, 179
 NEWCOMBE, Hanna, 231
 N'GUYEN, M., 168

NICHOLSON, Harold, 201
 NIELSEN, Knud, 231
 NIEMOLLER, Martin, 73, 239
 NIETZSCHE, F., 195
 NILSSON, Sam, 244
 NITTI, Francesco, 188, 195, 196
 NITZE, Paul H., 101
 NIXON, Richard, 100, 102, 103, 105, 111, 112, 113, 124
 NOEL-BAKER, Philip, 143, 190, 232
 NOGUERES, Henri, 152
 NORD, H.R., 222
 NORDAU, Max, 23
 NORDMANN, Joe, 155
 NOTEMBOOM, 96
 NOVAK, Michael, 172
 NYE, Joseph, S. Jr., 233

 OCHS-SULZBERGER, famille, 138
 OESTREICHER, Paul, 237
 OKITA, Saburo, 99
 OKSENBERG, Michel, 126, 128
 OLIVIER, Sydney, 30
 OLIPHANT, Sir Mark, 69
 ORR, Verne, 106
 OWEN, David, 234

 PAGANELLI, M., 79
 PAGE, Walter Hines, 133
 PAINLEVE, Paul, 187
 PAK, Bo hi, 170
 PAKENHAM, Lord Francis, 74
 PALADINO, Santi, 222
 PALANT, Charles, 85
 PARDO, Arvid, 81
 PARAF, Pierre, 85, 154
 PARK, Joseph H., 203
 PARKER, D., 220
 PASCAL, Frédéric, 159
 PASQUALLY, Martines de, 16
 PASSY, Frédéric, 27
 PATON, Alan, 238
 PAUL, Marcel, 154
 PAUL, Roger, 95
 PAUL VI, 76, 84
 PAUL-BONCOUR, Joseph, 188, 205
 PAULING, Linus, 73, 77
 PAYNE, Ernst, 237

 PECCEI, Aurelio, 90, 176, 244
 PELTIER, Abbé, 84
 PEMBERTON, John de S., 38
 PENNE, Guy, 97
 PERILLIER, Louis, 91, 220, 232
 PERKINS, Frances, 43
 PERONNET, Gabriel, 92
 PERRIER, 80
 PESTANA, Alice, 28
 PETAIN, Maréchal, 53, 56, 197
 PETROSELLI, Luigi, 72
 PEYERIMHOFF, 197
 PHILLIPS, Howard, 102
 PIAGET, Jean, 49, 51
 PIATIER, André, 244
 PIERCE, Samuel, 108
 PIERRE, Abbé, 62, 67, 78, 86, 222, 227
 PIERRE-BLOCH, Jean, 78, 86, 87, 148
 PIGANIOL, Pierre, 177
 PIKE, Albert, 31, 32
 PIL, Kim Won, 167
 PILSUDSKI, 195
 PINAY, Antoine, 205
 PININFARINA, S., 96
 PINOCHET, Général, 151
 PIPES, Richard, 101
 PIRES, Francisco Luca, 234
 PIRLOT, Adelin, 145
 PISANI, Edgard, 92
 PITT, William, 18
 PITTA e CUNHA, Paulo de, 234
 PODMORE, Frank, 30
 POENSGEN, Ernst, 197
 POLITIS, Nicola S., 195, 196
 POLLEN, Colonel, 83
 PONTZEN, Théodore, 227
 POTONIE-PIERRE, Edmond, 27
 POTTECHER, Frédéric, 220
 POTTER, Philip, 156
 POWLES, Sir Guy, 137
 PRATT, Hodgson, 27
 PRESS, Frank, 126
 PRICE, Charles, 76
 PRIESTLEY, J.B., 41
 PRITT, Denis, 155
 PROTAIS, Marie-José, 161
 PROUDHON, 53
 PROUTEAU, Henri, 17

QUEUILLE, Henri, 205
QUINE, Willard, 244

RABI, Isidor I., 244
RABINDRANATH-TAGORE,
50

RAMADIER, Paul, 61
RANARD, Donald, 171
RAND, Elizabeth, 43
RANDOLF, Philip, 106
RANSOME, 41
RARICK, John, 138
RASHISH, Myer, 115
RASTGELDI, Dr, 139
RATHENAU, Walter, 212
RAUMER, von, 187
RAWNSLEY, 41
READING, Lord, 190
REAGAN, Ronald, 72, 96, 99,
101 à 116, 127
RECLUS, Etienne, 228
REED, Clare Boothe, 207
REFREGIER, Maurice, 232
REGAN, Donald T., 102, 103
REID, Helen Ogden, 203
REID, Whitelaw, 203
RENAUDEAU, Fernand, 19
RENNER, Karl, 186
RETINGER, Joseph, 58, 133,
134, 136, 138, 207, 208, 230
REUCK, Anthony V.S., 176, 244
REVES, Emery, 54, 57
REYNAUD, Paul, 60, 61
RHODES, Cecil, 26, 31, 34, 44,
174, 182
RIBEYRE, Paul, 71
RICARDO, David, 20, 21, 22, 31
RICHARD, Henry, 23, 25, 26
RICHARD, Max, 53
RICHEL, Charles, 33
RIELLY, John E., 233
RIFLET, Raymond, 66
RIISEN-LARSEN, Hjalmar, 66
RILKE, Rainer Maria, 188
RILLA, Walter, 181
RIOS, Fernandos de los, 203
RIOU, Gaston, 57, 66
RIST, Charles, 18
RITCHIE-CALDER, Lord, 154,
161, 237, 245
ROBERTS, Frédéric I^{er} Comte
de, 34

ROBERTS, John, 232
ROBERTS, Justice Owen, 55,
57
ROBERTS, S.J., 237
ROCARD, Michel, 72
ROCKEFELLER, Famille, 123,
124, 125, 138
ROCKEFELLER, David, 72,
100, 101, 108, 110, 125, 128,
142, 137, 170, 209, 235
ROCKEFELLER, John D., 122
ROCKEFELLER, Nelson, 71,
100, 123, 142
ROEBUCK, Derek, 149, 150,
160
ROGERS, William, 101, 124
ROLAND, Ida, 181
ROMAIN-ROLLAND, Mme, 220
ROMAINS, Jules, 71, 188, 220
RONNING, Chester, 121
ROOSA, Robert V., 235
ROOSEVELT, Clinton, 22
ROOSEVELT, Franklin, 43,
141, 193
ROOSEVELT, Théodore, 204
ROOT, Elihu, 35, 42
ROSELIUS, Ludwig, 197
ROSEN, 62
ROSENBERG, Julius et Ethel,
153
ROSENBERG, Léon J., 245
ROSENFELD, Jean-Michel, 97
ROSENTHAL, Harold, 172
ROSENWALD, Julius, 193
ROSTAND, Jean, 76, 78, 86, 90
ROSTOW, Eugène, 116
ROTBLAT, Joseph, 69
ROTH, William V., 102
ROTHSCHILD, famille, 23, 34,
63, 200, 201
ROTHSCHILD, Edmond de, 92
ROTHSCHILD, Lord, 182
ROTHSCHILD, Louis de, 184
ROUCHER, Jean-Antoine, 18
ROUGEMONT, Denis de, 66
ROUSSEAU, Jean-Jacques, 16,
21
RUBENSTEIN, Richard L.,
175, 176
RUEFF, Jacques, 205
RUFFOLO, Giorgio, 96
RUMSFELD, Donald, 102, 109
RUSK, Dean, 142, 143

- RUSKIN, John, 15, 21, 28, 30, 31
 RUSSEL, Bertrand, 69, 73, 78, 155

 SAGAN, Françoise, 148
 SAGOT-DUVAROUX, J.-Louis, 85
 SAINSBURY, Lord, 237
 SAINTENY, Jean, 143, 144
 SAINT-PIERRE, Michel de, 90
 SAKHAROV, André, 92, 93
 SALTER, Sir Arthur, 201
 SAMUEL, Raymond (voir AUBRAC)
 SANDON, Viscount, 234
 SANDYS, Duncan, 58, 60
 SANGIORGI, Angela, 222
 SANGUINETTI, Antoine, 148
 SARRAZAC, Robert, 61, 62, 78, 222
 SARTRE, Jean-Paul, 148
 SAUSSURE, Raymond de, 203
 SAUVY, Alfred, 155
 SAVARY, Jacques, 78
 SAWADA, Robusige, 172
 SAWHILL, John C., 110
 SAY, Jean-Baptiste, 20, 21
 SCHACHT, Hjalmar, 26, 187
 SCHAFF, Adam, 245
 SCHARG, Dore, 106
 SCHAUS, Léon, 203
 SCHEEL, Walter, 208
 SCHENKEL, 26
 SCHIFF, Jacob, 82, 185
 SCHLESINGER, James, 126
 SCHROEDER, Gerhard, 128
 SCHROEDER, Joseph, 222
 SCHOLNICKAN, Raphael, 185
 SCHRYVER, M. de, 61
 SCHULLER, Richard, 203
 SCHUMACHER, E.F., 89
 SCHUMAN, Robert, 60, 207, 208
 SCHUMANN, Maurice, 55
 SCHWARTZ, Laurent, 148
 SCHWEIKER, Richard, 104, 105
 SCHWIMMER, Rosika, 37, 38, 59, 63
 SCRANTON, Alan, 113
 SEGAL, Irving E., 245
 SEGRE, Sergio, 96
 SEGUILLON, Pierre-Luc, 154
 SEGURADO, José Antonio, 128
 SEGUY, Georges, 85
 SEIPEL, Ignaz, 186, 195
 SEITZ, Frederick, 176, 177
 SELIGMAN, Françoise, 152
 SENGHOR, Léopold Sédar, 51, 76, 96
 SERRUYS, Daniel, 61
 SEYDOUX, François, 208
 SEYMOUR, Charles, 193
 SFORZA, Comte Carlo, 196, 205, 207
 SHAW, Bernard, 21, 30, 31, 155, 190
 SHAWCROSS, Lord, 138
 SHEARMUR, Jeremy, 245
 SHELburn, Lord, 18
 SHORE, Peter, 128, 234
 SHOTWELL, James T., 18, 38, 39, 40, 213, 215
 SHULTZ, George, 102
 SHUSTER, George N., 207
 SICARD de PLAUZOLLES, 15, 154
 SIEFF, Israël Moses, 50
 SIEGFRIED, André, 61
 SIKORSKI, Wladyslaw, 134
 SILKIN, Lord, 69, 76
 SILVERBERG, Paul, 197
 SILVERMAN, Joseph, 245
 SIMMONS, Althea, 245
 SIMMS, William Philip, 203
 SIMON, William, 102
 SIMONET, Henri François, 128
 SIMPSON, David, 237
 SINGER, Fred S., 245
 SINGH, Khushwant, 245
 SISCO, Joseph J., 125, 233
 SISMONDI, Jean-Charles, 21
 SKINNER, Burrhus Frederic, 93
 SKINNER, Elliot P., 176, 245
 SMITH, Adam, 18, 19, 104, 214, 215
 SMITH, William French, 107, 109
 SOHN, Louis B., 67, 69, 70, 76
 SONTAG, Frederick, 174
 SPAAK, Paul Henry, 36, 60, 207, 208

SPINELLI, Altiero, 66, 96
 STEAD, William T., 26, 27, 31,
 37, 174, 182, 189, 190
 STEEG, Jules, 56
 STEINER, Edward A., 43
 STOCKMAN, David, 100, 104
 STOESSEL, Walter, 115
 STOESENGER, John G., 177,
 245
 STONE, Julius, 239
 STRAUSS, von, 197
 STREIT, Clarence, 43, 44, 45,
 155, 182, 205
 STRESEMANN, Gustav, 40,
 197
 STUART-MILL, John, 21
 STEVENS, Théodore, 127
 SUFFERT, Georges, 155
 SUPEK, Ivan, 78
 SUTTNER, von, 28
 SWOPE, Gerard, 193
 SZALAI, Alexander, 245
 SZILARD, L., 65

TAFT, W. Howard, 43
 TAPSELL, Peter, 234
 TAVERA, Matteo, 88
 TAYLOR, John W., 51
 TAZIEFF, Haroun, 90, 92, 148
 TCHAKHOTINE, Serge, 219
 TCHANG KAI-CHEK, 122
 TEJADA de RIVERO, David,
 245
 THANT, U, 90
 THIEU, 112
 THIRIOT, 16
 THIRRING, Hans, 67, 78
 THOMAS, Albert, 189
 THOMAS, Norman, 207
 THOMASSIN, André, 95
 THOME - PATENOTRE, Md.,
 220
 THOMPSON, Dorothy, 207
 THOMSON, Sir George, 69
 THORPE, W.H., 245
 TILLET, Ben, 29
 TINDEMANS, Leo, 96
 TOLISCHUS, Otto, 202
 TOPCHIEV, A.V., 69
 TORRES-BODET, Jaime, 86
 TOULEMONDE, Gabriel, 95
 TOURNAIRE, Robert, 220

TOWNSEND, W., 29
 TOYNBEE, Arnold J., 119
 TREBITSCH-LINCOLN, 133,
 200
 TREGELLES-PRICE, Joseph,
 23
 TROCME, Etienne, 245
 TROTSKI, Léon, 141, 185
 TRUCHOT, Jacques, 232
 TRUDEAU, Pierre Elliot, 79
 TRUMAN, Harry, 204
 TUR, Jean-Jacques, 86, 227
 TURGOT, 16
 TURNER, Stansfield, 103

UHLMANN, Fritz, 83
 URI, Pierre, 92
 USBORNE, Henry, 57, 59, 67,
 222
 USTINOV, Peter, 76

VALERA, E. de, 131, 132
 VALERY, Paul, 50, 118
 VALLERY-RADOT, Pasteur, 56
 VALOIS, Georges, 157
 VANCE, Cyrus, 76, 111, 112,
 125, 126, 235
 VASCO de MELLO, Antonio,
 234
 VAZ da COSTA, Reubens, 245
 VEIL, Simone, 72, 96, 209
 VENIZELOS, Sophocle, 203
 VERCORS, 62, 85, 154
 VERGANI, Carlo, 222
 VERMEIL, Florence, 158
 VERONESE, Vittorino, 51
 VIAL, Jean, 95
 VIEILLEVILLE, Bernard, 227
 VILLEE, Claude A., 245
 VILLEMAREST, Pierre de,
 116, 134
 VISENTINI, Bruno, 96
 VISSER, de, 196
 VOGLER, Albert, 197
 VOISIN, André, 53, 58, 65, 66,
 71
 VOLODARSKY, 107
 VOLTAIRE, 16, 18
 VOORHIS, Harold O., 203
 VYVERE, Van de, 196

WADLOW, René, 232
 WALDHEIM, Kurt, 145
 WALKER, Amasa, 27
 WALKER, Charles, 101
 WALKER, Dorothy, 100
 WALLACE, Martha, 235
 WANGEN, Gérol de, 158
 WARBURG, 38, 63
 WARBURG, Félix, 82, 185, 190, 191, 193
 WARBURG, Max, 184, 185, 190, 199
 WARBURG, Paul, 66, 82, 185, 190, 191, 193
 WARDER, Michael Young, 175
 WARE, Harold, 204
 WARIN, Charles, 232
 WARNKE, Paul, 76
 WARREN, George E., 204, 207
 WATANABE, Takeshi, 127, 128
 WATKINS, J.W.N., 245
 WATSON, Thomas, 207
 WATT, Glenn E., 128
 WATT, James, 110
 WATTS, A., 196
 WEBB, Sidney, 21, 31, 46, 155
 WEBSTER, Lucy, 232
 WEBSTER, Richard T., 246
 WEILL-HALLE, Marie-Andrée, 220
 WEINBERG, Alvin M., 246
 WEINBERGER, Caspar W., 101, 105, 235
 WEIDENBAUM, Murray, 101, 109
 WEISHAUP, Adam, 22, 23, 133
 WEISS, Paul A., 246
 WELLHOFF, Roger, 228, 232
 WELLS, H.G., 36, 37, 155, 166, 190, 245
 WERNER, Paul, 167
 WETTSTEIN, E., 67
 WHITE, Robert J., 176, 246
 WIENER, Anthony, 246
 WIGNER, Eugene P., 174, 176, 177, 246
 WILL, George F., 172
 WILLIAMSON, D.T.N., 246
 WILSON, Woodrow, 42, 181, 192, 193
 WILSON, Harold, 67
 WILSON, T.A., 128

WINGATE, Monica, 222, 232
 WIRTH, Dr, 187, 195, 198
 WISE, Isaac, 212
 WOFFORD, Harris, 222
 WOLFOWITZ, Paul, 115
 WOODARD, Stanley P., 47
 WOODCOCK, Leonard, 126
 WRISTON, Walter, 111
 WYNNER, Edith, 221

 YAMAMOTO, Tadashi, 127, 128
 YANKOV, Alexander, 246
 YOUNG, Andrew, 73
 YOUNG, Owen D., 192
 YUKAWA, Hideki, 75

 ZABLOCKI, Clément, 113
 ZAGARI, Mario, 72
 ZALESKI, A., 41
 ZAMENHOFF, 51, 83
 ZAMOYSKI, Ladislav, 133
 ZEELAND, Paul van, 61, 203, 205, 207
 ZELLER, Fred, 148
 ZICHICHI, Antonino, 246
 ZUNDEL, 67
 ZUCKER, Alexander, 246
 ZURCHER, Arnold J., 203, 207

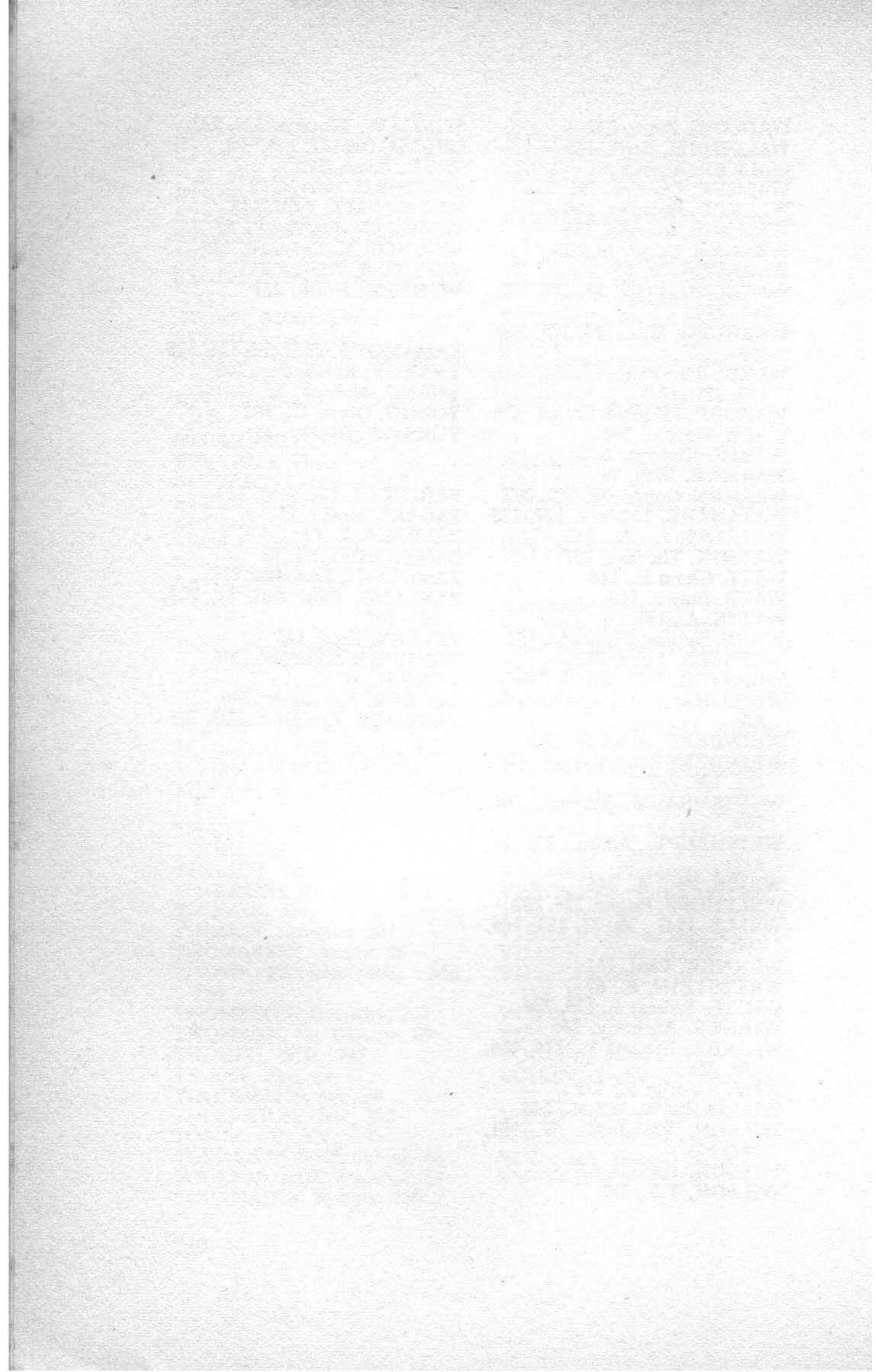


TABLE DES MATIERES

Introduction	11
I. L'irrésistible expansion du mondialisme	15
De la Révolution française à l'année 1900	15
De 1900 à 1945	34
De 1945 à nos jours	53
II. De Carter à Reagan en passant par la Trilatérale et le C.F.R.	99
III. Le plan mondialiste et la Chine	121
IV. Amnesty International	131
V. International Conference on the Unity of the Sciences	165
VI. La Pan-Europe du Comte Richard Coudenhove- Kalergi	179
Conclusion	211

ANNEXES

I. Comité de soutien français de l'Appel des 13 ...	217
II. Comité directeur du Mouvement Universel pour une Confédération Mondiale	221
III. Comité permanent mondialiste	227
IV. Comité directeur de l'Institut d'études mondia- liste	229
V. Membre de la Trilatérale (complément)	223
VI. Liste des Fondations subventionnant la Trila- térale	235
VII. Comité de patronage d'Amnesty International 1970 - 1976	237
VIII. Liste des membres participant aux I.C.U.S.	241
Index des noms cités	247
	263

Achevé d'imprimer le XXVIII-X-MCMLXXXI
sur les presses
de l'imprimerie S.E.G.
92320 Châtillon-sous-Bagneux
pour le compte de Yann Moncomble.